

Analyse de la chaîne de valeur du riz au Cameroun

Hervé Tchekote
Thérèse Moulende Fouda
Tassah Ivo Tawe



Juin 2026

Value Chain Analysis for Development est un outil financé par la Commission Européenne / INTPA et mis en œuvre en partenariat avec Agrinatura. Il utilise un cadre méthodologique systématique pour analyser les chaînes de valeur liées à l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'aquaculture et la foresterie. Plus d'information : <https://europa.eu/capacity4dev/value-chain-analysis-for-development-vca4d->

Agrinatura (<http://agrinatura-eu.eu>) est constituée des universités et centres de recherche européens investis dans la recherche agricole et la formation pour le développement.

Les informations et connaissances produites par les études de chaînes de valeur ont vocation à aider les Délégations de l'Union Européenne et leurs partenaires à développer le dialogue politique, investir dans les chaînes de valeur et connaître les changements liés à leurs actions.

Composition de l'équipe

Hervé TCHEKOTE, expert social et chef d'équipe
Thérèse MOULENDE FOU DA, expert économiste
TASSAH Ivo Tawe, expert environnemental

Avec l'appui de l'équipe internationale constituée de :

Doriane DESCLEE, économiste et chef d'équipe team international
Baudouin MICHEL, économiste
Marina TEMUDO, experte sociale
Merlin LEUNDA, expert social
Thierry TRAN, expert environnemental

Ce rapport a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu est la seule responsabilité de ses auteurs et ne reflète pas nécessairement les points de vue de l'Union Européenne.

L'étude a été réalisée au sein d'un projet financé par l'Union Européenne (VCA4D CTR 2018/392-417).

Citation du rapport : Tchékoté, H., Moulende Fou da, T., Tassah Tawe, I., 2026. Analyse de la chaîne du riz au Cameroun. Rapport pour l'Union Européenne, DG-INTPA. Value Chain Analysis for Development Project (VCA4D CTR 2018/392-417), 175pp + annexes.

Support de l'Unité de Gestion du Projet VCA4D

Frédéric Lançon | Méthodologie et logiciel d'analyse économique (AFA)
Giorgia Mei, Sara Baumgart | Coordination de l'étude et conception graphique

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX	6
LISTE DES FIGURES	8
LISTE DES ENCADRES	10
REMERCIEMENTS	11
ACRONYMES	13
DÉFINITION DES TERMES ÉCONOMIQUES	16
1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF	17
2. INTRODUCTION	27
2.1. Contexte de l'étude.....	27
2.2. Portée de l'étude	27
3. METHODOLOGIE DE L'ETUDE	28
3.1. La Note méthodologique pour l'analyse de chaînes de valeurs agricoles comme référence..	28
3.2. Équipe et lancement de l'étude.....	28
3.3. Collecte et revue des données secondaires.....	29
3.4. Procédure d'échantillonnage.....	29
3.5. Collecte des données	31
3.6. Traitement des données	31
4. ANALYSE FONCTIONNELLE DE LA CV RIZ AU CAMEROUN	32
4.1. Contexte de la chaîne de valeur du riz au Cameroun.....	32
4.1.1. Importance du riz au Cameroun.....	32
4.1.2. Production et superficies cultivées et récapitulatif de quelques données macroéconomiques de la filière riz au Cameroun	33
4.1.3. Rendement et situation comparable avec les pays de même niveau	37
4.2. Principaux produits et éléments constitutifs de la chaîne de valeur du riz au Cameroun	38
4.2.1. Produits et formes de consommation.....	38
4.2.2. Les éléments constitutifs de la CV du riz au Cameroun	38
4.3. Les principaux acteurs et leurs caractéristiques.....	50
4.4. Les flux et cartographie des sous-chaînes.....	53
4.4.1. Flux entre les segments et maillons de la chaîne de valeur du riz en 2024	53
4.4.2. Une exportation marginale du riz local.....	56
4.4.3. Des quantités importantes du riz réexportées	58
4.4.4. Le prix sur le marché : entre riz local et riz importé	58
4.5. La recherche et les services d'appui à la production.....	59
4.5.1. Les Sociétés Sous tutelle et les Projets, Programmes	59
4.5.3. Le Système National de Recherche Agricole	60
4.5.3. Les Partenaires Techniques et Financiers	60
4.6. DIAGNOSTIC TECHNIQUE	61
4.7. CONTRAINTES, DEFIS ET MENACES DANS LA CHAINE DE VALEUR DU RIZ	63
4.8. ANALYSE SYNTHETIQUE ET PERSPECTIVES	65
4.9. CONCLUSION DE L'ANALYSE FONCTIONNELLE	65
5. QUELLE EST LA CONTRIBUTION DE LA CHAÎNE DE VALEUR À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ?	67
5.1 RENTABILITE ET DURABILITE POUR LES ACTEURS IMPLIQUES DANS LA CHAINE DE VALEUR.....	67
5.1.1. Rentabilité par catégorie d'acteur type	67
5.1.2. CPE consolidés par groupes d'acteurs.....	73
5.1.3. Conclusions principales sur la rentabilité financière	79
5.2 IMPACT DE LA CV SUR L'ECONOMIE NATIONALE	79
5.2.1. Effets totaux au sein de l'économie nationale	79

5.2.2. Compétitivité et viabilité internationale.....	82
5.3. COMPARAISON DE QUELQUES INDICATEURS ENTRE LA CV DU RIZ ET DU MAÏS	90
5.4. REPONSE A LA PREMIERE QUESTION STRUCTURANTE	92
6. CETTE CROISSANCE EST-ELLE INCLUSIVE ? (Qs2)	95
6.1. GOUVERNANCE DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU RIZ.....	95
6.1.1. <i>Stratégie Nationale de Développement de la Filière Riz (SNDR) comme pilier de la gouvernance de la chaîne de valeur du riz au Cameroun</i>	95
6.1.2. <i>Gouvernance des dispositifs de financement et d'encadrement</i>	95
6.1.3. <i>La montée en puissance de l'Interprofession</i>	95
6.1.4. <i>La gouvernance des Organisations Paysannes (OP)</i>	96
6.1.5. <i>La Gouvernance Territoriale</i>	96
6.1.6. <i>La gouvernance du marché du riz</i>	96
6.1.7. <i>L'inclusivité en termes de capital social et de gouvernance collective</i>	97
6.2. MESURES EN FAVEUR DE LA CHAÎNE DE VALEUR	98
6.3. REVENU ET EMPLOI	98
6.3.1. <i>Réalité de l'emploi au sein de la chaîne de valeur riz au Cameroun</i>	98
6.3.2. <i>Structure des emplois par catégorie d'acteurs</i>	99
6.3.2. <i>Répartition des emplois ETP suivant le genre</i>	100
6.3.3. <i>Qualité des emplois et enjeux d'inclusivité</i>	101
6.3. REPONSE A LA DEUXIEME QUESTION STRUCTURANTE.....	102
7. LA CHAÎNE DE VALEUR EST-ELLE DURABLE DU POINT DE VUE SOCIAL ?	104
7.1. CONDITIONS DE TRAVAIL	104
7.1.1. <i>Respect du droit du travail</i>	104
7.1.2. <i>Travail des enfants</i>	107
7.1.3. <i>Sécurité du travail</i>	108
7.1.4. <i>Attractivité</i>	108
7.1.5 <i>Conclusion des Conditions de travail</i>	109
7.2. DROITS FONCIERS ET D'ACCES A L'EAU.....	109
7.2.1. <i>Adhésion aux directives volontaires de gouvernance et accès à la terre</i>	109
7.2.2. <i>Transparence, Participation et Consultation</i>	111
7.2.3. <i>Équité, compensation et justice</i>	113
7.2.4. <i>Conclusion des Droits fonciers et d'accès à l'eau</i>	116
7.3. ÉGALITE DES GENRES.....	116
7.3.1. <i>Activités économiques</i>	116
7.3.2 <i>Accès aux ressources et aux services</i>	117
7.3.3. <i>Prise de décision et pouvoir</i>	119
7.3.4. <i>Leadership, représentation et inclusion sociale</i>	121
7.3.5. <i>Pénibilité et division du travail</i>	123
7.3.6. <i>Conclusion de l'Égalité des genres</i>	124
7.4. SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE.....	124
7.4.1. <i>Disponibilité des aliments</i>	124
7.4.2. <i>Accessibilité des aliments</i>	125
7.4.3 <i>Utilisation et qualité nutritionnelle</i>	126
7.4.4 <i>Stabilité (dans le temps)</i>	127
7.4.5. <i>Conclusion de Sécurité alimentaire et nutritionnelle</i>	128
7.5. CAPITAL SOCIAL	128
7.5.1. <i>Force des organisations de producteurs</i>	128
7.5.2. <i>Information et confiance</i>	130

7.5.3. <i>Implication sociale</i>	131
7.5.4 <i>Conclusion sur le Capital Social</i>	132
7.6. CONDITIONS DE VIE	133
7.6.1. <i>Services de santé</i>	133
7.6.2. <i>Logement</i>	134
7.6.3. <i>Éducation et formation</i>	135
7.6.5. <i>Conclusion sur les Conditions de vie</i>	137
7.7. CONCLUSION DE L'ANALYSE SOCIALE	137
8. LA CHAÎNE DE VALEUR EST-ELLE DURABLE DU POINT DE VUE ENVIRONNEMENTAL ?	143
8.1. OBJECTIF ET LIMITES DU SYSTEME	143
8.1.1. <i>Objectifs</i>	143
8.1.2. <i>Unité fonctionnelle</i>	146
8.2 ÉVALUATION DES IMPACTS DU CYCLE DE VIE	147
8.2.1 <i>Méthode d'analyse d'impacts</i>	147
8.2.2 <i>Impacts des différents systèmes de production du riz</i>	148
8.2.3 <i>Comparaison des dommages end-point des sous-chaînes de valeur riz au Cameroun</i>	154
8.2.4 <i>La chaîne de valeur du riz et ses implications sur le changement climatique</i>	155
8.2.5 <i>Impact potentiel de la CV riz sur la biodiversité</i>	157
8.3 INTERPRETATION ET DISCUSSION	158
8.4. LIMITES METHODOLOGIQUES ET INCERTITUDES	158
8.5. REPONSE A LA QUESTION STRUCTURANTE : LA CHAINE DE VALEUR EST-ELLE DURABLE DU POINT DE VUE ENVIRONNEMENTAL ?.....	159
9. SYNTHÈSE ET RECOMMANDATIONS	160
9.1 REPONSES AUX QUESTIONS STRUCTURANTES	160
9.1.1. <i>Contribution de la chaîne de valeur riz à la croissance économique</i>	160
9.1.2. <i>Croissance économique inclusive</i>	160
9.1.3. <i>Chaîne de valeur durable sur le plan social</i>	161
9.2 ANALYSE DES RISQUES.....	162
9.3. RESUME DES AVANTAGES ET DES IMPACTS NEGATIFS	164
9.4 RECOMMANDATIONS	165
9.5 CONCLUSION	166
BIBLIOGRAPHIE	168
ANNEXES	176
ANNEXE 1. DONNEES SUR LE BILAN DE CYCLE DE VIE DU RIZ DE BANGOURAIN, DE LA CULTURE A LA DISTRIBUTION SUR LE MARCHÉ.	176
ANNEXE 2 : DONNEES SUR LE BILAN DE CYCLE DE VIE DU RIZ DE RITO-COOP-CA, DE LA CULTURE A LA DISTRIBUTION SUR LE MARCHÉ.	177
ANNEXE 3 : DONNEES SUR LE BILAN DE CYCLE DE VIE DU RIZ DE SEMRY, DE LA CULTURE A LA DISTRIBUTION SUR LE MARCHÉ	178
ANNEXE 4 : DONNEES SUR LE BILAN DE CYCLE DE VIE DU RIZ DE SOCOPRIK, DE LA CULTURE A LA DISTRIBUTION SUR LE MARCHÉ.	179

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Quelques données macro de la filière riz au Cameroun	35
Tableau 2: Transformation artisanale du riz au Cameroun.....	44
Tableau 3 : Rendements matière selon le type de transformation	48
Tableau 4 : Estimations des flux entre les segments et maillons de la chaîne de valeur du riz en 2024	53
Tableau 5 : Convertibilité entre le FCFA et le Naira entre 2015 et 2025.....	56
Tableau 6 : Pays destinataires du riz transformé au Cameroun.....	56
Tableau 7 : Répartition des investisseurs par activité de la chaîne de valeur du riz et par nature de l'intervention au cours des 10 dernières années	60
Tableau 8 : Quelques projets de développement/appui à la chaîne de valeur du riz en cours	61
Tableau 9 : Analyse des FFOM de la filière riziculture	61
Tableau 10 : Principaux freins au développement de la filière riz au Cameroun	63
Tableau 11 : Résultats financiers par acteur type (en FCFA).....	67
Tableau 12 : Risques principaux et levier prioritaires relatifs aux Producteurs Familiaux de moins d'un Ha de riz pluviale	68
Tableau 13 : Risques et leviers d'amélioration relatifs aux Producteurs Familiaux de moins d'un Ha de riz Irrigué.....	69
Tableau 14 : Risques et leviers d'amélioration relatifs aux Producteurs Commerciaux (+1Ha) de riz pluvial	69
Tableau 15 : Risques et leviers d'amélioration des Producteurs Commerciaux de plus d'un ha- culture irriguée	70
Tableau 16 : Risques et leviers d'amélioration relatif à la Transformation semi-industrielle	70
Tableau 17 : Risques et leviers d'amélioration relatifs à la transformation industrielle.....	71
Tableau 18 : Risques et leviers d'amélioration relatif aux distributeurs de riz	72
Tableau 19 : Risques et leviers d'amélioration relatif à l'exportation de paddy et du riz blanc.....	72
Tableau 20 : Synthèse des postes des CPE des groupes d'acteurs (en Millions de CFA)	74
Tableau 21 : Consolidation des acteurs au niveau de l'économie nationale.....	76
Tableau 22 : Effets économiques directs et indirects de la CV riz camerounais (Millions FCFA)	79
Tableau 23 : Indicateurs macroéconomiques (Données 2024).....	80
Tableau 24 : Indicateurs de compétitivité internationale	82
Tableau 25 : Valeurs aux prix de marché et aux prix de parité (MFCFA)	83
Tableau 26 : Comparaison des indicateurs clés des sous-chaînes de la cdv riz	86
Tableau 27 : Synthèse de l'analyse financière des acteurs après interdiction d'exportation du paddy (Millions FCFA)	88
Tableau 28 : Comparaison d'indicateurs entre la CV du riz et du maïs	91
Tableau 29 : Tableaux des indicateurs économiques — question structurante 1	92
Tableau 30 : Tableau des indicateurs pour la question structurante 2	102
Tableau 31 : Niveau de résultats relatifs aux conditions de travail	109
Tableau 32 : Niveau de résultats relatifs au droit foncier et accès à la terre	116
Tableau 33 : Niveau de résultats relatifs à l'égalité des genres.....	124
Tableau 34 : Niveau de résultats relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.....	128

Tableau 35 : Niveau de résultats relatifs au capital social	132
Tableau 36 : Niveau de résultats relatifs aux conditions de vie	137
Tableau 37 : Principaux problèmes sociaux identifiés dans la CV riz au Cameroun	138
Tableau 38 : Impact sur le réchauffement climatique de l'ensemble de la chaîne de valeur du riz ...	151
Tableau 39 : Identification des points chauds environnementaux dans la chaîne de valeur du riz au Cameroun	154
Tableau 40 : Données d'impact sur le point final	155
Tableau 41 : Dommages end-point de quatre sous-chaînes de valeur riz au Cameroun	155
Tableau 42 : Synthèse des risques	162
Tableau 43 : Avantages et impacts négatifs de la chaîne de valeur riz au Cameroun	164

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Cartographie des acteurs de la chaîne de valeur riz enquêtés	30
Figure 2 : Fournisseurs de riz au Cameroun en 2024	32
Figure 3 : Les bassins de production du riz au Cameroun	35
Figure 4 : Evolution des superficies rizicoles au Cameroun entre 2010 et 2023	35
Figure 5 : Evolution de la production du riz au Cameroun en tonnes et par région entre 2010 et 2023	36
Figure 6 : Rendement du riz par région au Cameroun entre 2010 et 2013	37
Figure 7 : Produits et formes de consommation de riz au Cameroun	38
Figure 8 : Techniques de production de riz irrigué dans les périmètres de la SEMRY	39
Figure 9 : Techniques de production de riz irrigué dans les périmètres UNVDA	40
Figure 10 : Techniques de production de riz irrigué hors périmètres SEMRY-UNVDA (Tonga)	40
Figure 11 : Techniques de production de riz dans l'approche "Smart-Valleys"	41
Figure 12 : Techniques de production de riz pluvial au Cameroun	42
Figure 13 : Techniques de production de riz pluvial de bas-fonds	42
Figure 14 : Source d'approvisionnement des ménages en semences de riz	43
Figure 15 : Quelques moulins de transformation semi-industrielle à Lagdo (Nord Cameroun)	44
Figure 16 : Transformation semi-industrielle du paddy dans les bassins de production du riz au Cameroun	45
Figure 17 : Transformation industrielle du paddy dans les bassins de production du riz au Cameroun (le cas de la SEMRY)	46
Figure 18 : Mini chaîne de transformation du riz à la Société Coopérative des Riziculteurs de Koutaba	47
Figure 19 : Mini chaîne de transformation du riz à la Société Coopérative de Transformation et promotion Agroalimentaire de Yagoua	47
Figure 20 : Circuits de commercialisation du riz camerounais	48
Figure 21 : Quelques marques de riz camerounais sur le marché local	49
Figure 22 : Flux du riz produit au Cameroun	54
Figure 23 : Evolution conjointe de la production de riz paddy et des exportations de riz blanc au Cameroun sur la période 2010–2024.	57
Figure 24 : Evolution comparative des prix du riz importé et des prix du riz local entre 2014 et 2024.	58
Figure 25 : Importance individuelle des acteurs dans la CV riz	73
Figure 26 : Rentabilité et durabilité individuelle des acteurs types la chaîne de valeur	75
Figure 27 : Importance du type d'acteur selon sa part du Revenu Net d'Exploitation global de la CV ..	76
Figure 28 : Importance du type d'acteur selon sa part de la VA globale de la CV	77
Figure 29 : Répartition du bénéfice opérationnel net	78
Figure 30 : Structure des coûts de production	85
Figure 31 : Contribution de la CV riz camerounaise à l'emploi	99
Figure 32 : Emplois en équivalent temps plein (ETP) par type d'acteur	100
Figure 33 : Répartition d'emplois selon le genre	101
Figure 34 : Profil social de la chaîne de valeur riz au Cameroun	138

Figure 35 : Définition des limites du système pour RITO-COOP-CA, Tonga	144
Figure 36 : Définition des limites du système pour Bangourian	144
Figure 37 : Définition des limites du système pour SEMRY	145
Figure 38 : Définition des limites du système pour SOCOPRIK	146
Figure 39 : Évaluation comparative de l'impact du projet RITO-COOP-CA	152
Figure 40 : Évaluation comparative de l'impact du projet SEMRY.....	152
Figure 41 : Évaluation comparative de l'impact du projet Bangourain	153
Figure 42 : Analyse comparative de l'impact pour SOCOPRIK.....	154

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1: L'impact de crise sociopolitique des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun sur la chaîne de valeur riz.....	36
Encadré 2 : Intensification de la production du riz dans certains bassins de production	38
Encadré 3 : L'approche « Smart-Valleys »	41
Encadré 4 : Association de riz-cultures vivrières (cas spécifique de Tonga)	43
Encadré 5: Transformation du riz paddy : la SEMRY étudie une concession privée pour ses usines de Yagoua et Maga.....	46
Encadré 6 : Les exportations frauduleuses du paddy camerounais vers le Nigeria renchérissent les prix du riz à l'Extrême-Nord	49
Encadré 7: Existence d'une transformation artisanale, mais marginale	51
Encadré 8 : Effet de la convertibilité entre le FCFA et le Naira sur l'exportation du paddy vers le Nigéria	55
Encadré 9 : Hausse des prix d'achat du paddy suite aux exportations vers les pays frontaliers	81
Encadré 10 : Interdiction d'exportation du paddy et impact de la naissance des intermédiaires sur le prix du paddy	88
Encadré 11 : Travail des enfants dans les rizières de l'extrême nord	107
Encadré 12 : Crise de confiance envers les institutions de microfinance	130
Encadré 13 : Le revenu du riz et le cadre de vie à Bangourain	135

REMERCIEMENTS

Nos remerciements s'adressent tout particulièrement à la Délégation de l'Union européenne (DUE) au Cameroun, dont l'implication constante depuis le briefing initial jusqu'aux sessions de restitution a été déterminante pour la conduite de cette étude. Les échanges approfondis ont permis de préciser le périmètre d'analyse, d'affiner les attentes en matière d'aide à la décision et d'ancrer la démarche dans les priorités du dialogue politique avec les autorités camerounaises.

L'équipe remercie chaleureusement l'ensemble des participants à l'atelier de lancement de l'étude tenu à Yaoundé en janvier 2026, qui a réuni les représentants de la DUE, des ministères techniques camerounais, en particulier le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), le Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), les programmes et projets sectoriels (PNDRT, PIDMA, PADFA), les partenaires techniques et financiers (FAO, FIDA, OIT, KOICA, Banque mondiale), l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD), les organisations interprofessionnelles et les représentants du secteur privé. Les discussions lors de ce kick-off ont permis de partager une lecture commune des défis structurels de la CV et d'orienter les travaux vers les questions les plus utiles à l'aide à la décision stratégique.

Cette analyse n'aurait pas été possible sans l'accueil, la disponibilité et la transparence des acteurs de la chaîne de valeur rencontrés sur le terrain dans les régions du Centre, de l'Est, de l'Ouest, de l'Adamaoua, de Nord et de l'extrême Nord. Nous leur exprimons notre profonde gratitude pour le temps consacré aux entretiens, la mise à disposition de données techniques et économiques sensibles et les visites de parcelles et d'unités de transformation.

Nous adressons nos sincères remerciements à l'ensemble des responsables et membres des coopératives rizicoles ayant contribué à cette étude, notamment à M. Damna Albert, ancien PCA de la SCOOP KASENDE/Kismatari à Garoua III, ainsi qu'à M. Dikmou Tchambio, Secrétaire général de cette même coopérative. Notre gratitude s'étend également à M. Siradjou Bouba, Directeur de la SOCOOPRORAMOU (Société coopérative des producteurs de riz de l'arrondissement de Mayo Oulo), à M. Moutsebo Dieudonné Oscar de la structure OSCARIZ à Tonga, ainsi qu'aux membres de la Coopérative RITO COOP-CA de Tonga, sous la conduite de leur PCA, M. Biamok Raphaël. Nous remercions aussi MM. Monkoup Seidou et Monjignam Chouébou, respectivement PCA et Secrétaire général de la SOCOPRIK Coop-CA à Koutaba, de même que les membres de la SOCOPRIBA Coop-CA de Bangourain, dirigés par leur PCA, M. Njikam Abdoulaïe. Nos remerciements vont également à M. Vatsama Haoua, PCA de la COATAL Nara-COOP CA à Tamoundé 1/Tcheboua, à M. Ibrahima Hamadou, Secrétaire général de la Coopérative MOULTIYEYI COOP-CA à Touroua/Bourongo, aux membres de la Coopérative ALAOSSOUMOU à Maga sous la conduite de leur PCA, M. Ahinal Paul Désiré, ainsi qu'aux membres de la COOP-CA Akafoung dans le secteur Maga/Pouss. Enfin, nous exprimons notre profonde reconnaissance à M. Oumarou Alhadji Ahmadou, PCA de la COOP-CA Barka LESDI (Ouro Doukoudje/Lagdo), à M. Seidou Haman II, PCA de la COOP-CA SOCOPRORI, à M. Ndewa Pierre, PCA de la Coopérative des Producteurs Organisés de Riz Amélioré de Lagdo (COOP-CA SOCCAPORAL), ainsi qu'à M. Adamou Youssoufa, PCA de la COOP-CA MBELA-MANGA à Lagdo, pour leur disponibilité, leur collaboration et leur précieuse contribution à la réalisation de ce travail.

Nous tenons également à exprimer notre profonde reconnaissance à Mme Voudi Sandrine, responsable de la Coopérative TPA (Transformation et Promotion Agroalimentaire) Logone Riz ; à M. El Hadji Abdoulaye Za Ngo, PCA de la COOP-CA TAPVOUNDA, Section de Production 1 de Yagoua ; à M. Tournassem Silas, PCA de la COOP-CA NAIVOGO, Section de Production 2 de Yagoua ; à M. Agalgaba Joseph, PCA de la Section de Production 4 de Yagoua ; ainsi qu'à M. Tchikilabi Thomas, Secrétaire général du GIC Aoudi Rewbe. Nos remerciements s'adressent aussi à l'ensemble des producteurs

rencontrés dans les différents bassins de production étudiés, pour leur disponibilité, leur accueil chaleureux et la richesse des échanges.

Nous adressons également nos sincères remerciements à M. Sale, fournisseur d'intrants et responsable de l'entreprise ZAGABA SARL à Garoua ; à M. Tidjani, fournisseur d'intrants et responsable de l'entreprise Phyto AGRO également basée à Garoua ; à M. Aboubakar, promoteur du supermarché Rino Blanc ; à M. Djomdi Mitsou, responsable de production de l'entreprise Building Trade of Africa (BUTRAF) ; ainsi qu'à M. Belo Bobo, propriétaire d'une unité de décorticage de riz à Mbé, pour leur disponibilité, leur collaboration et les informations précieuses fournies dans le cadre de cette étude.

Enfin, nous exprimons notre profonde gratitude aux acteurs institutionnels et partenaires techniques et financiers rencontrés au cours de cette recherche. Pour les acteurs institutionnels, nous remercions M. Bouba Müller, Ingénieur d'Études N°1 à la DRADER Nord ; M. Ateba Roméo Hervé du PADFA II à Garoua ; M. Isfa Djalalai, Responsable de la Production au PADFA II de Maroua ; M. Fissou Kouma, Directeur Général de la SEMRY, Dr Laoumaye Merhoye, Coordonnateur du Projet Viva Logone à Yagoua ; M. Seibou Bouba Alexis, Responsable Agribusiness Viva Logone ; ainsi que Mme Limissia Philomène, Responsable Genre Viva Logone, qui nous ont réservé un accueil chaleureux et permis de mieux comprendre l'univers rizicole camerounais. Nous ne manquons pas de relever le précieux apport du Professeur Éric Fofiri de l'Université de Ngaoundéré et Sous-Directeur au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEPDED). Pour les partenaires techniques et financiers, nos remerciements vont à l'endroit de Mme Adeline Cartier, Conseillère Technique Principale du Projet d'Appui au Développement Rural (PADER III) et Coordinatrice du secteur Développement rural ; au Dr José Luis Vivero-Pol (UN RCO) ; aux équipes de l'UNESCO ; aux points focaux genre du Programme Alimentaire Mondial, notamment Violet Black, Lillian Mokgosi, Ibraima Hamadou, Claude Dawai, Diallo Abdoulaye et Pascal Anengbah ; à M. Nicodème Pikbougoum (OIM) ; à M. Zuchuon Rodrigue Raoul (OIT) ; ainsi qu'à M. Claude Albert Meutchehe Ngomsi (ONU-Habitat), pour la qualité des échanges, des contributions et des orientations apportées à cette analyse.

ACRONYMES

Acronyme	Signification
ABC-PADER	Accompagnement des Mutations du Bassin Cotonnier – Programme d’Appui au Développement Rural
AFRICARICE	<i>Africa Rice Center</i> (Centre du Riz pour l’Afrique
AIVDP	<i>Agricultural Infrastructure and Value Chain Development Project of the South West Region</i>
AJPTER	Attestation de Jouissance Paisible des Terres
ALDEPA	Action Locale pour un Développement Participatif et Autogéré
ARDFC	Attestation de Reconnaissance des Droits Fonciers Coutumiers
BAD	Banque Africaine de Développement
BID	Banque Islamique de Développement
BM	Banque Mondiale
BUTRAF	<i>Building Trade of Africa</i>
CI	Consommations intermédiaires
CIRAD	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CMR	Commerçants des marchés ruraux
CMU	Commerçants des marchés urbains
CPE	Coefficients de Protection Effective
CPN	Coefficient de Protection Nominale
CRI	Coût en Ressources Internes
CSU	Couverture Santé Universelle
CV	Chaîne de valeur
DRADER	Délégation Régionale de l’Agriculture et du Développement Rural
DUE	Délégation de l’Union européenne
EFMHP	Exploitation familiale de moins de 1 ha en culture pluviale
EFMHI	Exploitation familiale de moins de 1 ha en culture irriguée
EFPHP	Exploitation familiale de plus de 1 ha en culture pluviale
EFPHI	Exploitation familiale de plus de 1 ha en culture irriguée
EPI	Equipements de Protection Individuelle
ETP	Équivalent Temps Plein
FAO	Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture

Acronyme	Signification
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FPRIA-C	Ferme Pilote de riziculture irriguée d'Avangane
GIC	Groupement d'Initiative Commune
ICV	Inventaire du Cycle de Vie
INS	Institut National de la Statistique
IRAD	Institut de Recherche Agricole pour le Développement
JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINCAF	Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINEPAT	Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINSANTE	Ministère de la Santé publique
MO	Main d'œuvre
NERICA	<i>New Rice for Africa</i>
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisations Non Gouvernementales
ONU	Organisation des Nations Unies
OP	Organisations des Producteurs
PADFA	Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles
PCIME	Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant
PDRM	Projet de Développement Rural du Mont Mbapit
PIB	Produit Intérieur Brut
PIDMA	Projet d'Investissement et de Développement des Marchés Agricoles
PRODERIP	Projet de Développement de la Riziculture Irriguée et Pluviale
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PULCI	Projet d'Urgence de Lutte contre les Inondations
RBE	Revenu Brut d'Exploitation
RNE	Résultat Net d'Exploitation

Acronyme	Signification
SMIG	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
SND30	Stratégie Nationale de Développement 2020-2030
SDSR-PNIA 2020-2030	Stratégie de Développement du Secteur Rural – Plan National d'Investissement Agricole 2020-2030
SRI	Système de Riziculture Intensive
SEMRY	Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua
TPA	Transformation et Promotion Agroalimentaire
UE	Union Européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNVDA	<i>Upper Noun Valley Development Authority</i>
VAI	Valeur Ajoutée Indirecte
VAT	Valeur Ajoutée Totale
VA/CV	Valeur ajoutée de la chaîne de valeur
VGGT	<i>Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests in the Context of National Food Security</i>

DÉFINITION DES TERMES ÉCONOMIQUES

Tableau 1: Termes économiques et définitions

Termes économiques	Définition
Résultat Net d'Exploitation (RNE) (Sans valorisation du travail familial)	RNE = (Ressources – Dépenses) - Amortissement
Valeur ajoutée directe (VAD)	La somme des VA créées par tous les acteurs à l'intérieur des limites de la CV (les acteurs qui produisent, transforment ou commercialisent le produit de la CV)
Valeur ajoutée indirecte (VAI)	La somme des VA créées par tous les fournisseurs situés en dehors des limites de la CV (les acteurs qui fournissent les biens et services intermédiaires aux acteurs de la CV, donc qui n'effectuent aucune manutention ni transformation du produit de la CV)
Valeur ajoutée totale (VAT)	La somme des composantes directe et indirecte
Taux d'Intégration dans l'économie nationale	Il donne la part de la valeur de la production de la CV qui reste dans l'économie domestique. Taux d'intégration= VA Totale / Production de la CV
Ratio d'effet d'entraînement	Il indique dans quelle mesure les acteurs de la CV s'appuient sur les capacités productives domestiques de biens et services intermédiaires. Ratio d'effet d'entraînement = VA Indirecte / VA Directe
Solde pour les finances publiques	Impact sur les Finances Publiques = Recettes [<i>Taxes Totales</i> + <i>Résultat d'Exploitation Total des entreprises publiques</i>] – Dépenses [<i>Subventions</i> + <i>autres charges publiques</i>]
Balance commerciale	Impact sur la Balance Commerciale = Exportations de la CV – Importations Totales de la CV (intrants/biens et services/consommations intermédiaires)
Coefficient de Protection Nominale (CPN)	Il compare les prix national et international de chaque produit de la CV. CPN= Prix domestique du produit/Prix de parité international du produit
Ratio de Coût en Ressources Internes (CRI)	Il compare : • le coût interne réel pour l'économie issu de la rémunération réelle des facteurs domestiques non-échangeables (main-d'œuvre, capital, terre, biens environnementaux...) mobilisés dans la CV, • avec la valeur nette créée au sein de l'économie : estimée en utilisant les prix de parité internationaux (des CI et de la production), c'est-à-dire du point de vue de l'opportunité offerte par les marchés internationaux. CRI= Facteurs domestiques non échangeables aux prix de marché (hors transferts) / Production aux prix internationaux - Biens et services intermédiaires échangeables aux prix internationaux

Taux de change
656 CFA = 1€

1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La présente étude applique la méthodologie *Value Chain Analysis for Development (VCA4D)* de la Commission européenne (DG INTPA) à la chaîne de valeur (CDV) du riz au Cameroun. Elle a été conduite entre janvier et mai 2026 à la demande de la Délégation de l'Union européenne au Cameroun, en appui au dialogue politique. L'étude combine une analyse fonctionnelle et trois analyses thématiques, répondant chacune à une question structurante : QS1—contribution à la croissance économique et QS2—inclusivité (analyse économique mobilisant entre autres l'outil AFA (*Agrifood Chain Analysis*, CIRAD) appliqué aux comptes de production-exploitation de sept types d'acteurs) ; QS3—durabilité sociale (Profil SocialVCA4D, six domaines, notation 0-4) ; QS4—durabilité environnementale (Analyse du Cycle de Vie).

L'ANALYSE FONCTIONNELLE

Contexte de la chaîne de valeur du riz au Cameroun

Le riz constitue une denrée stratégique au Cameroun en raison de la forte croissance de la demande nationale. En 2024, la production nationale de riz paddy est estimée à 369 330 tonnes, alors que les besoins nationaux atteignent environ 647 066 tonnes de riz blanc. Cette insuffisance explique la forte dépendance du pays aux importations, qui se sont élevées à 831 337 tonnes pour une valeur de 318,5 milliards FCFA. Les principaux fournisseurs sont la Thaïlande, l'Inde et le Pakistan. La production rizicole est principalement concentrée dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord et du Nord-Ouest, autour des périmètres aménagés de la SEMRY et de la UNVDA. Le Cameroun dispose d'environ 7,16 millions d'hectares de terres arables et 2,81 millions d'hectares de terres irrigables, mais seulement 10 % de ce potentiel irrigable est exploité. La production nationale est passée d'environ 153 000 tonnes en 2010 à plus de 320 000 tonnes en 2023, traduisant une progression encore insuffisante face à la demande. Les rendements nationaux pour leur part restent relativement faibles, oscillant entre 1,2 et 2,5 t/ha. Les périmètres irrigués de la SEMRY et de la UNVDA atteignent toutefois des rendements de 4 à 6 t/ha, contre moins de 1,5 t/ha dans plusieurs systèmes pluviaux. Le Cameroun demeure moins performant que des pays comme le Mali ou le Niger, où les rendements dépassent souvent 6 t/ha grâce à une meilleure maîtrise de l'irrigation.

Principaux produits et éléments constitutifs de la chaîne de valeur

La chaîne de valeur rizicole produit principalement le paddy semence, le paddy de consommation, la paille et les balles de riz, destinés à la consommation humaine, à l'alimentation animale ainsi qu'à certains usages agricoles.

Elle s'articule autour de trois principaux maillons : la production, la transformation et la commercialisation. La production est dominée par la riziculture pluviale, qui représente environ 75,6 % de la production nationale, contre 24,4 % pour la riziculture irriguée. La transformation est principalement assurée par les unités semi-industrielles (73,5 %), tandis que les unités industrielles représentent environ 25 % des volumes transformés et affichent les meilleures performances techniques avec un taux de récupération du riz blanc de 68 %.

La commercialisation demeure faiblement structurée et repose largement sur des circuits informels reliant les bassins de production du Nord aux principaux centres urbains de consommation tels que Yaoundé et Douala.

Principaux acteurs et caractéristiques économiques

La chaîne de valeur rizicole au Cameroun mobilise une diversité d'acteurs intervenant à différents niveaux de production, de transformation et de commercialisation. Premièrement, les petites

exploitations familiales constituent la base de la production nationale. En système pluvial, elles exploitent en moyenne 0,5 hectare pour une production annuelle estimée à environ 1 250 kg de paddy. En système irrigué, les exploitations atteignent en moyenne 0,75 hectare avec une production d'environ 3 750 kg par an. Ces exploitations jouent un rôle central dans l'approvisionnement du marché national et dans la sécurité alimentaire des ménages ruraux.

Deuxièmement, les exploitations de plus grande taille, généralement supérieures à un hectare, présentent une orientation davantage commerciale. Dans les systèmes irrigués, elles exploitent en moyenne 3 hectares et peuvent produire jusqu'à 15 000 kg de paddy par an, traduisant un niveau de productivité et d'intégration au marché plus élevé.

Troisièmement, les activités de transformation sont assurées par plusieurs catégories d'unités. Les unités artisanales transforment environ 1 000 kg de paddy par an, tandis que les unités semi-industrielles traitent près de 10 000 kg/an. Les unités industrielles, quant à elles, peuvent atteindre des capacités de transformation de l'ordre de 50 000 kg/an et présentent les meilleures performances techniques et économiques grâce à une plus grande maîtrise des procédés de transformation et de valorisation du riz.

Enfin, la commercialisation repose principalement sur les commerçants intervenant dans les marchés ruraux et urbains. Les exportations officielles de riz transformé demeurent relativement limitées, avec environ 18 513 tonnes exportées en 2024, dont près de 97 % à destination du Tchad, principal débouché régional du riz camerounais.

Flux et structuration de la filière

La chaîne de valeur rizicole camerounaise demeure principalement dominée par des exploitations familiales faiblement intensifiées ainsi que par un appareil de transformation encore insuffisamment modernisé. Malgré la progression de la production nationale observée ces dernières années, le Cameroun continue d'importer près de 80 % du riz consommé, traduisant une forte dépendance vis-à-vis des marchés internationaux et une faible capacité de couverture des besoins nationaux par la production locale. Les exportations officielles de riz restent fortement concentrées sur le marché tchadien, qui absorbe environ 96,9 % des exportations officielles de riz camerounais. Parallèlement, une part importante du riz importé fait l'objet de réexportations vers les pays voisins. En 2024, les volumes réexportés sont estimés à environ 285 557 tonnes, soit un niveau proche de la production nationale de riz paddy.

L'analyse du marché montre également que le riz local demeure généralement plus coûteux que le riz importé. En 2024, le prix moyen du riz local est estimé à environ 580 FCFA/kg, contre près de 500 FCFA/kg pour le riz importé. Toutefois, malgré ce différentiel de prix, le riz local connaît une progression graduelle de sa part de marché, portée notamment par l'émergence de nouvelles marques nationales et par une valorisation croissante de la production locale.

QS1: CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE

Rentabilité et durabilité des acteurs de la chaîne de valeur

L'analyse montre que la chaîne de valeur du riz est globalement rentable, tous les acteurs enregistrant un Résultat Net d'Exploitation (RNE) positif. Toutefois, les petits producteurs familiaux de riz pluvial restent les plus vulnérables avec un RNE de 40 775 FCFA, contre 161 825 FCFA pour les producteurs familiaux irrigués et 516 560 FCFA pour les producteurs commerciaux pluviaux, ce qui souligne l'impact positif de l'irrigation sur la rentabilité. La création de valeur est principalement concentrée dans les activités de transformation et de commercialisation. Les transformateurs industriels affichent un RNE de 4 815 295 FCFA et une valeur ajoutée de 14 871 159 FCFA, tandis que les distributeurs réalisent un

RNE de 1 462 583 FCFA. Les meilleures performances sont enregistrées par les exportateurs de riz blanc, avec un RNE de 5 220 900 FCFA.

Dans l'ensemble, la richesse générée par la filière est davantage captée par les maillons aval (transformation, distribution et exportation) que par les producteurs en amont de la chaîne de valeur. Le renforcement de la productivité, l'accès au financement, aux infrastructures et aux marchés constituent des leviers essentiels pour améliorer la rentabilité et la durabilité de la filière rizicole.

Comptes consolidés par groupes d'acteurs

La chaîne de valeur du riz au Cameroun regroupe 236 151 acteurs et génère une production totale de 94,93 milliards de FCFA, dont 58,62 milliards de FCFA de valeur ajoutée (62 % de la production) et 25,99 milliards de FCFA de revenu net d'exploitation (RNE). Les producteurs constituent l'essentiel des acteurs de la filière (95,17 %) et contribuent à 62,72 % de la valeur ajoutée totale, soit 36,76 milliards de FCFA. À eux seuls, les producteurs familiaux de moins d'un hectare en système pluvial représentent 200 800 acteurs (85 % des effectifs) et génèrent 25,56 milliards de FCFA de valeur ajoutée, soit 43,6 % de la valeur ajoutée totale de la chaîne. Les activités de transformation contribuent à 26,3 % de la valeur ajoutée (15,42 milliards de FCFA), tandis que le commerce représente 10,99 % (6,44 milliards de FCFA).

L'analyse des revenus montre toutefois de fortes disparités entre les acteurs. Les producteurs captent 51 % du RNE global, principalement en raison de leur nombre élevé, tandis que les transformateurs industriels et semi-industriels concentrent 26 % du RNE total. Les producteurs familiaux pluviaux, bien qu'ils représentent 85,14 % des acteurs, ne perçoivent que 31,48 % des bénéfices, alors que les transformateurs industriels (2,38 % des acteurs) captent 19,11 % du bénéfice total et les distributeurs (1,47 % des acteurs) 15,27 %. Le coefficient de Gini estimé à 0,7171 révèle ainsi une très forte inégalité dans la répartition des revenus au sein de la filière, caractérisée par une concentration des bénéfices au niveau des activités de transformation, de distribution et d'exportation, au détriment des producteurs primaires.

Impact de la chaîne de valeur sur l'économie nationale

L'analyse des effets économiques montre que la chaîne de valeur du riz constitue un important moteur de création de richesse pour l'économie camerounaise. Elle génère une valeur ajoutée totale de 77 315,66 millions de FCFA, dont 58 615,15 millions de FCFA (75,8 %) proviennent directement des activités de production, de transformation et de commercialisation. La filière produit également 31 343,85 millions de FCFA de salaires, 33 050,68 millions de FCFA de revenus nets d'exploitation et 11 580,22 millions de FCFA d'amortissements, témoignant de sa contribution à l'emploi, aux revenus et à l'investissement.

Sur le plan macroéconomique, la filière contribue à 0,30 % du PIB national et à 1,30 % du PIB agricole, avec une production totale estimée à 94 932,23 millions de FCFA. Son ratio de valeur ajoutée sur production atteint 81,4 %, ce qui traduit une forte capacité de création de richesse. Les exportations représentent 0,8 % des exportations nationales, tandis que les importations directes ne représentent que 0,1 % des importations nationales. La chaîne de valeur affiche par ailleurs une balance commerciale excédentaire de 32 284,9 millions de FCFA, contribuant positivement aux équilibres extérieurs du pays.

Dans l'ensemble, la filière rizicole apparaît comme un secteur économiquement dynamique, créateur d'emplois et de revenus. Toutefois, elle demeure confrontée à une dépendance indirecte vis-à-vis des intrants et équipements importés, ainsi qu'à une concentration des profits dans certains segments. Le renforcement de la production locale, de la transformation industrielle et de l'intégration des acteurs

apparaît donc essentiel pour accroître sa contribution au développement économique et à la sécurité alimentaire du Cameroun.

Compétitivité et viabilité internationale

L'analyse de la compétitivité internationale montre que la chaîne de valeur du riz au Cameroun dispose d'un fort avantage comparatif, avec un Coût en Ressources Internes (CRI) de 0,33, largement inférieur à 1. La filière demeure rentable aussi bien aux prix de marché qu'aux prix internationaux, avec un profit de 44 495 millions de FCFA aux prix de marché contre 28 049 millions de FCFA aux prix de parité. Les coefficients de protection nominale (CPN = 1,23) et effective (CPE = 1,30) indiquent une protection modérée mais favorable du marché domestique. Toutefois, cette compétitivité reste fragilisée par les coûts élevés du transport et de l'énergie, la faible mécanisation, les insuffisances de stockage et la dépendance partielle aux intrants importés, dont les importations indirectes sont estimées à 6,9 milliards de FCFA.

L'étude distingue trois sous-chaînes de valeur. La sous-chaîne familiale à dominante autoconsommation (SC1) représente 60 à 65 % de la production nationale et génère 46 % du revenu net d'exploitation (RNE) ainsi que 50,63 % de la valeur ajoutée (VA) de la filière, mais demeure peu rémunératrice. La sous-chaîne semi-commerciale (SC2), qui représente 30 à 35 % des volumes, apparaît comme le principal moteur de croissance grâce à des rendements de 3 à 5 t/ha et à la transformation semi-industrielle. La sous-chaîne industrielle et exportatrice (SC3) représente moins de 10 % des volumes, mais possède le plus fort potentiel de compétitivité à long terme grâce à la transformation industrielle et à l'intégration aux marchés régionaux.

L'évaluation des effets de l'interdiction d'exportation du paddy montre une baisse de la valeur ajoutée totale de la filière, qui passe de 58,62 milliards de FCFA en 2024 à 55,29 milliards de FCFA en 2025. Malgré ce recul, la production demeure le principal maillon créateur de richesse avec 54 % de la valeur ajoutée totale, tandis que la transformation renforce son poids économique en passant de 26,3 % à 34 % de la valeur ajoutée totale. Enfin, la comparaison avec la filière maïs montre que cette dernière domine en volume (2,09 à 2,36 millions de tonnes contre 140 000 à 200 000 tonnes pour le riz) et en nombre d'acteurs (700 000 contre 236 151), alors que la filière riz se distingue par une meilleure création de valeur, avec 58,62 milliards de FCFA de valeur ajoutée, 25,99 milliards de FCFA de revenu net d'exploitation et un fort potentiel de substitution aux importations.

QS2 : INCLUSIVITÉ DE LA CROISSANCE

Gouvernance de la chaîne de valeur du riz

La gouvernance de la chaîne de valeur du riz au Cameroun s'articule principalement autour de la Stratégie Nationale de Développement de la Filière Riz (SNDR 2023-2030), qui constitue le cadre de référence des politiques publiques visant la réduction de la dépendance aux importations et le renforcement de la souveraineté alimentaire. Cette stratégie ambitionne de porter la production nationale à 750 000 tonnes de riz et d'atteindre un taux d'autosuffisance de 97 % à l'horizon 2030, grâce à un investissement global estimé à 385 milliards FCFA. La mise en œuvre de cette stratégie repose sur l'action coordonnée du MINADER, de la SEMRY, de l'UNVDA ainsi que de plusieurs partenaires techniques et financiers. Les interventions prioritaires concernent notamment l'aménagement de 60 000 hectares de riz irrigué et de 200 000 hectares de riz pluvial, l'amélioration de l'accès aux intrants, le renforcement de la mécanisation et le développement des infrastructures de transformation et de stockage.

L'analyse de la gouvernance du marché met en évidence une prédominance des petites exploitations familiales, qui représentent 80 % des producteurs en système irrigué et 90 % en système pluvial. La production nationale demeure largement dominée par le riz pluvial (279 330 tonnes)

comparativement au riz irrigué (90 000 tonnes), ce qui traduit une forte vulnérabilité aux aléas climatiques. Par ailleurs, la filière reste fortement dépendante des marchés extérieurs. Le volume de riz importé consommé et réexporté (831 337 tonnes) dépasse largement la production nationale, révélant les limites des politiques de substitution aux importations. Cette situation est renforcée par l'exportation de plus de 166 000 tonnes de paddy brut, ce qui réduit les possibilités de création de valeur ajoutée au niveau national.

Au niveau de la transformation, les unités semi-industrielles occupent une position centrale en traitant plus de 151 000 tonnes de paddy, contre environ 51 000 tonnes pour les unités industrielles. Cette structuration confère aux transformateurs et aux intermédiaires commerciaux un rôle stratégique dans la régulation des flux et la formation des prix.

Enfin, la gouvernance de la filière se caractérise par une participation croissante des organisations paysannes, des coopératives et des instances de concertation territoriale. Toutefois, malgré cette dynamique inclusive, les petits producteurs disposent encore d'un faible pouvoir de négociation face aux acteurs de la transformation, du commerce et des importations. Cette gouvernance de la chaîne de valeur du riz au Cameroun repose sur une architecture institutionnelle relativement structurée et sur des objectifs ambitieux de développement. Néanmoins, la persistance d'une forte dépendance aux importations, la faiblesse de la transformation locale et l'asymétrie de pouvoir entre acteurs constituent les principaux défis à relever pour assurer une souveraineté alimentaire durable et une meilleure compétitivité de la filière.

Mesures en faveur de la chaîne de valeur

Les politiques publiques de soutien à la filière rizicole reposent essentiellement sur un ensemble de mesures fiscales et financières destinées à encourager l'investissement agricole et à renforcer la compétitivité du secteur. Ces dispositifs comprennent notamment des exonérations de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de droits de douane appliquées aux intrants, équipements et matériels agricoles, ainsi que des mécanismes de réduction de l'impôt sur les sociétés visant à favoriser les investissements productifs dans la chaîne de valeur agricole. En effet la compétitivité-prix nécessite le développement d'une logistique locale dans les maillons production et transformation, ainsi que l'accès au financement des acteurs locaux.

Revenu et emploi

L'analyse de la chaîne de valeur du riz au Cameroun met en évidence une contribution significative à l'économie nationale à travers la création d'emplois et la génération de revenus. La filière mobilise environ 52 430 emplois équivalents temps plein (ETP), ce qui en fait un important levier de développement rural et de réduction de la pauvreté. Toutefois, cette contribution demeure fortement concentrée dans les exploitations agricoles familiales et repose principalement sur des emplois temporaires et saisonniers. En effet, près de 95 % des emplois générés sont de nature temporaire, traduisant une forte dépendance aux cycles de production agricole et une faible sécurisation des moyens d'existence des ménages ruraux.

La structure de l'emploi révèle une prédominance des exploitations familiales de petite taille. Les producteurs pluviaux de moins d'un hectare constituent le principal bassin d'emploi de la filière avec 30 175 ETP, soit environ 57,5 % de l'emploi total, suivis des producteurs irrigués de moins d'un hectare avec 6 127 ETP. Cette situation souligne le rôle central de l'agriculture familiale dans la dynamique socio-économique de la filière rizicole camerounaise.

Les activités de transformation occupent une place stratégique dans la création d'emplois plus stables. Les unités de transformation semi-industrielle génèrent 8 017 ETP, représentant le principal pôle d'emplois permanents de la filière, tandis que les unités industrielles contribuent à hauteur de 1 038

ETP. Ces segments concentrent l'essentiel des emplois permanents qualifiés et non qualifiés, liés notamment aux activités de décorticage, de conditionnement, de stockage et de commercialisation.

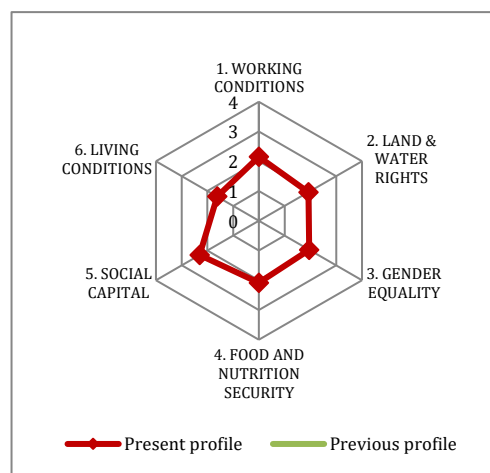
L'analyse selon le genre met en évidence une forte participation des femmes, qui représentent environ 33 943 ETP, soit près de 64,7 % de l'emploi total, contre 18 488 ETP pour les hommes. Cette prédominance féminine est particulièrement observée dans les exploitations familiales et les activités de transformation semi-industrielle, confirmant le rôle central des femmes dans la production et la valorisation du riz au Cameroun.

Malgré cette capacité de création d'emplois, la répartition des revenus demeure inégale. Les petits producteurs familiaux, notamment ceux du système pluvial, enregistrent les revenus les plus faibles, avec seulement 40 775 FCFA, tandis que les acteurs intervenant dans les segments à plus forte valeur ajoutée captent les revenus les plus importants. Les exportateurs de riz blanc perçoivent ainsi des revenus estimés à 5 220 900 FCFA, contre 4 815 295 FCFA pour les unités de transformation industrielle. Cette situation traduit une concentration de la valeur ajoutée dans les maillons de transformation et de commercialisation, au détriment des producteurs agricoles qui demeurent faiblement rémunérés. Par ailleurs, la qualité des emplois constitue l'un des principaux défis de la filière. Sur l'ensemble des emplois recensés, 49 749 ETP sont temporaires, contre seulement 2 551 ETP permanents non qualifiés et 131 ETP permanents qualifiés. Cette configuration révèle une inclusivité essentiellement quantitative, caractérisée par un nombre élevé d'emplois, mais une faible qualité en matière de stabilité, de qualification et de protection sociale.

La chaîne de valeur du riz joue un rôle majeur dans l'emploi rural et l'activité économique nationale. Toutefois, les bénéfices de cette croissance demeurent inégalement répartis entre les acteurs. Le renforcement de l'inclusivité économique de la filière passe par l'amélioration de la productivité des exploitations familiales, le développement de la transformation locale, la formalisation des emplois, ainsi que l'amélioration de l'accès des producteurs et des femmes aux segments à plus forte valeur ajoutée.

QS3 : DURABILITÉ SOCIALE

L'analyse de la durabilité sociale de la chaîne de valeur (CV) du riz au Cameroun met en évidence une dynamique contrastée, caractérisée à la fois par une contribution significative au développement économique rural et par la persistance de contraintes structurelles limitant l'inclusivité sociale et l'amélioration durable des conditions de vie des acteurs. La filière rizicole apparaît comme un important levier de création d'emplois, de revenus et de structuration économique des territoires ruraux, mais son fonctionnement demeure fortement marqué par l'informalité, les inégalités d'accès aux ressources productives et la faiblesse des mécanismes de gouvernance sociale et foncière.



Conditions de travail

Les conditions de travail dans la chaîne de valeur rizicole sont fortement influencées par la prédominance de l'économie informelle au Cameroun. Selon l'Institut Nationale de la Statistique (INS, 2023), 86,6 % des emplois relèvent du secteur informel, dont 34,7 % dans l'agriculture. Cette situation

limite considérablement l'effectivité des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ainsi que l'application des normes nationales du travail dans la filière rizicole.

Les formes d'emploi observées dans la filière reposent principalement sur le travail journalier, la rémunération à la tâche et les mécanismes d'entraide familiale ou communautaire. Plus de 95 % des actifs de la filière exerceraient dans des conditions d'emploi informelles, tandis que les emplois formalisés restent concentrés dans quelques structures coopératives, entreprises agro-industrielles et unités de transformation modernes.

Le travail des enfants pour sa part demeure une problématique importante dans plusieurs bassins rizicoles, notamment dans les zones irriguées de Maga et Yagoua. Les enquêtes de terrain montrent qu'environ 4 à 5 % des enfants sont temporairement retirés du système scolaire afin de participer aux activités agricoles pendant les campagnes rizicoles. Ces enfants sont exposés à des travaux physiquement pénibles et potentiellement dangereux, notamment le transport de charges lourdes, la manipulation de pesticides et l'utilisation d'outils tranchants. Selon le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale (MINTSS, 2014), 32,3 % des enfants économiquement actifs au Cameroun exercent des activités interdites, dont 4,4 % dans les pires formes de travail des enfants.

Les risques professionnels demeurent également élevés dans les maillons de la production et de la transformation, en raison du faible usage des équipements de protection individuelle (EPI), de la mécanisation limitée et de l'utilisation d'équipements rudimentaires. Malgré ces contraintes, la filière conserve une certaine attractivité économique, notamment auprès des jeunes impliqués dans les activités de transformation, de conditionnement et de commercialisation du riz.

L'évaluation VCA4D attribue des scores relativement contrastés aux conditions de travail : 2,6 pour le respect du droit du travail, 1,5 pour le travail des enfants, 2,0 pour la sécurité du travail et 2,6 pour l'attractivité économique de la filière.

Droits fonciers et accès à l'eau

L'analyse des droits fonciers met en évidence un décalage important entre le cadre normatif et les pratiques effectives de gouvernance foncière dans les bassins rizicoles. Bien que le Cameroun adhère formellement aux Directives volontaires pour la gouvernance responsable des régimes fonciers (VGGT), leur mise en œuvre demeure partielle et inégale selon les territoires et les catégories d'acteurs. Le système foncier camerounais reste caractérisé par une coexistence complexe entre droit moderne et pratiques coutumières. Les transactions foncières informelles demeurent dominantes, tandis que les tensions liées à la sécurisation des droits fonciers restent élevées. Selon l'IIED (2021), les litiges fonciers représentaient environ 65 % des affaires civiles et 85 % des contentieux administratifs au Cameroun en 2016.

Les femmes, les jeunes et les non-autochtones apparaissent particulièrement vulnérables dans l'accès au foncier. Les enquêtes montrent qu'avant le projet Viva Logone, seules 5 % des femmes étaient porteuses de projets dans les périmètres irrigués, proportion passée à environ 15 % grâce aux mesures d'inclusion mises en œuvre dans le cadre du projet. Par ailleurs, le Cameroun dispose d'un potentiel hydraulique important estimé à 2 809 800 hectares de terres irrigables, 3,4 millions d'hectares de plaines inondables et 120 milliards de m³ de réserves d'eaux souterraines, dont seulement 10 % seraient actuellement exploités. Toutefois, l'accès à l'eau reste inégal et fortement dépendant des infrastructures hydro-agricoles aménagées par des institutions comme la SEMRY et l'UNVDA. Les mécanismes de transparence, de participation et de consultation des communautés locales demeurent insuffisamment institutionnalisés, limitant l'effectivité du consentement libre, préalable et éclairé (CLIP/FPIC) dans les projets agro-industriels et hydro-agricoles. Les scores VCA4D

relatifs aux droits fonciers et à l'accès à l'eau demeurent relativement faibles : 2,0 pour l'adhésion aux VGGT, 1,5 pour la transparence et la participation, et 2,0 pour l'équité, la compensation et la justice.

Égalité des genres

Les femmes occupent une place centrale dans les activités de production, de transformation artisanale et de commercialisation locale du riz, mais elles demeurent principalement concentrées dans les segments les moins capitalisés et les moins rémunérateurs de la filière. Les disparités d'accès aux ressources productives restent particulièrement importantes. Seulement 8 % des femmes disposeraient d'une propriété foncière au Cameroun, tandis que 9,9 % des femmes possèdent un compte bancaire contre 19,6 % des hommes. Environ 53 % des femmes demeurent exclues du système financier formel. L'accès des femmes aux équipements modernes, aux services de vulgarisation et aux dispositifs de financement reste limité, malgré les interventions de projets tels que PADFA II, *Smart-Valleys* ou Viva Logone. Les femmes représentent moins de 10 % des propriétaires de rizeries modernes et d'unités semi-industrielles de transformation.

La participation des femmes aux instances de gouvernance demeure également faible. Les enquêtes de terrain révèlent que les 13 coopératives visitées dans les principaux bassins rizicoles étaient dirigées exclusivement par des hommes. Par ailleurs, les femmes supportent une charge de travail particulièrement élevée. Selon l'INS (2024), elles consacrent en moyenne 6,6 heures de travail par jour au total contre 6 heures pour les hommes, en cumulant activités productives, tâches domestiques et soins aux enfants. L'évaluation VCA4D attribue des scores relativement faibles à plusieurs dimensions de l'égalité de genre : 1,5 pour l'accès aux ressources et services, 2,0 pour la prise de décision, 2,25 pour le leadership et 1,5 pour la pénibilité et la division du travail.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle

Le riz occupe une place croissante dans les habitudes alimentaires des ménages camerounais. Selon Folefack (2014) et Ayaka (2021), près de 78 % des ménages consomment régulièrement du riz, avec une fréquence moyenne estimée à un jour sur deux. Toutefois, malgré l'augmentation de la production nationale, plusieurs bassins rizicoles, notamment dans les régions septentrionales, demeurent confrontés à des situations d'insécurité alimentaire liées à la pauvreté, aux pertes post-récolte, à la faiblesse des infrastructures de stockage et aux crises sécuritaires.

Capital social

La chaîne de valeur rizicole repose sur un important tissu d'organisations paysannes, de coopératives, de GIC et de réseaux d'entraide. Selon la synthèse FAO-CIRAD-UE (2022), environ 123 305 organisations agricoles étaient enregistrées au Cameroun en 2012, dont 95 % sous statut GIC. Cependant, l'inclusivité et l'efficacité de ces organisations demeurent limitées. Les femmes, les jeunes et les petits producteurs restent sous-représentés dans les instances de gouvernance, tandis que plusieurs coopératives souffrent de problèmes de gouvernance, de faible transparence financière et de concentration du pouvoir entre quelques leaders. Les scores VCA4D attribués au capital social sont de 2,25 pour la force des organisations de producteurs, 2,0 pour l'information et la confiance, et 2,67 pour l'implication sociale.

Conditions de vie

La chaîne de valeur du riz contribue à l'amélioration des revenus et des moyens d'existence des ménages ruraux, mais ses effets sur les conditions de vie demeurent limités et inégalement répartis. Les bassins rizicoles restent confrontés à un accès insuffisant aux services sociaux de base. Selon l'UNICEF (2023), seulement 52 % des populations rurales ont accès à l'eau potable contre 82 % en milieu urbain, tandis que l'accès aux installations sanitaires de base n'atteint que 22 % en milieu rural.

Les contraintes d'accès aux soins sont accentuées par l'enclavement des zones de production et les crises sécuritaires affectant certaines régions productrices, notamment le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. L'évaluation VCA4D attribue aux conditions de vie des scores de 1,33 pour les services de santé, 2,50 pour le logement et 2,67 pour l'éducation et la formation.

Dans l'ensemble, l'analyse met en évidence une durabilité sociale encore fragile de la chaîne de valeur rizicole camerounaise. Les principaux défis concernent la persistance de l'informalité, les inégalités d'accès aux ressources productives, la faible gouvernance foncière, la marginalisation des femmes et des jeunes, ainsi que l'insuffisance des services sociaux de base. Le renforcement de la durabilité sociale de la filière nécessite ainsi des réformes structurelles visant à améliorer la gouvernance, renforcer l'inclusion sociale et promouvoir une meilleure répartition des bénéfices économiques au sein de la chaîne de valeur.

QS4 : DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Au Cameroun, la durabilité environnementale, telle qu'elle ressort d'une évaluation des variables environnementales de la chaîne de valeur du riz, peut être considérée comme durable. En effet, l'analyse des paramètres environnementaux, depuis la production jusqu'aux points de vente en passant par le transport, la transformation et la distribution, montre une faible utilisation d'intrants chimiques, tels que les engrais et les herbicides, au stade de la production. Les visites sur le terrain dans les principaux bassins de production montrent que les pratiques restent traditionnelles et peu intensives. De même, la consommation modérée d'énergie, notamment de combustibles fossiles et d'électricité, lors des phases de transport et de transformation reste relativement faible par rapport à celle d'autres pays producteurs de riz du Moyen-Orient.

L'avenir proche reste toutefois marqué par un degré élevé d'incertitude, car les impacts environnementaux de la filière rizicole devraient s'accroître en raison de la politique gouvernementale de substitution des importations et de valorisation de la filière, qui conduira à la mécanisation et à l'adoption de technologies améliorées dans les phases de production et de transformation. Ces processus sont susceptibles d'accroître les impacts environnementaux par l'émission de quantités plus importantes de gaz à effet de serre, à mesure que les activités s'intensifient.

Conformément à cette vision de substitution des importations, on s'attend donc à ce que la durabilité environnementale de la chaîne de valeur du riz au Cameroun diminue dans un avenir proche. En revanche, la mécanisation et l'intensification du processus entraîneront une augmentation des intrants et renforceront l'autosuffisance alimentaire, conduisant ainsi à la prospérité économique.

Pour contrer les impacts environnementaux des gaz à effet de serre dans la chaîne de valeur du riz, il a été observé que la plupart de ces impacts sont plus élevés au niveau de la production de riz paddy, même si la phase de transport et de transformation contribue également, ces impacts ne sont pas aussi élevés que ceux obtenus lors de la phase de production. Il est donc recommandé d'adopter des techniques agricoles améliorées et d'utiliser des technologies énergétiquement efficaces. Il faudrait également explorer les possibilités offertes par les infrastructures de transport et de stockage modernes et énergétiquement efficaces afin de réduire l'utilisation de combustibles fossiles.

ANALYSE DES RISQUES

L'analyse met en évidence plusieurs risques structurels affectant la compétitivité et la durabilité de la filière. Les principaux risques concernent : la forte dépendance aux importations, la faible compétitivité du riz local, la vulnérabilité climatique, les crises sécuritaires, la faiblesse des infrastructures hydro-agricoles, la faible mécanisation, l'insuffisante structuration commerciale de la filière, les risques liés aux exportations frauduleuses de paddy vers le Nigéria, aux pertes post-récolte

et à la faible capacité de transformation industrielle constituent également des contraintes majeures pour la valorisation locale du riz.

PRINCIPAUX AVANTAGES ET IMPACTS NÉGATIFS

Dimension économique

La CV riz contribue de manière significative à l'économie nationale à travers la création de valeur ajoutée, d'emplois ruraux et la dynamisation des économies locales. Le Cameroun dispose également d'un important potentiel en terres irrigables et d'un marché intérieur fortement demandeur en riz. Toutefois, la CV reste pénalisée par la forte dépendance aux importations, les faibles rendements, les coûts élevés de production et l'insuffisance des infrastructures de récolte, de transformation et de stockage.

Dimension sociale

La chaîne de valeur constitue une source majeure d'emplois et de revenus pour les ménages ruraux, avec une forte implication des femmes dans les activités de transformation et de commercialisation. Cependant, les revenus agricoles demeurent faibles et les emplois restent majoritairement précaires et faiblement mécanisés. Les jeunes rencontrent également des difficultés d'accès aux facteurs de production et aux emplois qualifiés.

Dimension environnementale

La filière présente un potentiel important de développement agro écologique grâce à la valorisation des sous-produits du riz et aux approches d'intensification durable. Néanmoins, les systèmes de production restent fortement exposés aux risques climatiques, à la dégradation des sols, à la pression sur les ressources en eau et aux effets environnementaux liés à l'usage des intrants et des combustibles fossiles.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

L'analyse met en évidence plusieurs orientations stratégiques susceptibles de renforcer la compétitivité, la durabilité et l'inclusivité de la filière rizicole camerounaise. Les principales recommandations concernent notamment : (i) le renforcement des mécanismes de traçabilité du paddy ainsi que la réduction des exportations frauduleuses ; (ii) le développement des infrastructures d'irrigation et des aménagements hydro-agricoles ; (iii) la promotion des approches agro écologiques et climato-intelligentes, notamment les dispositifs *Smart-Valleys* et le Système de Riziculture Intensive (SRI) ; (iv) le renforcement de la mécanisation agricole ; (v) le développement et la modernisation des unités semi-industrielles de transformation ; ainsi que (vi) l'amélioration de la gouvernance de la filière à travers la consolidation de l'interprofession et le développement des partenariats publics-privés.

Dans cette perspective, la modernisation de la chaîne de valeur riz apparaît comme un levier stratégique majeur pour renforcer la souveraineté alimentaire nationale, réduire la dépendance du Cameroun aux importations de riz et stimuler le développement économique des zones rurales.

2. INTRODUCTION

2.1. Contexte de l'étude

L'Union européenne, à travers ses Délégations, inscrit son action dans une vision stratégique visant à promouvoir des emplois inclusifs et durables, conformément au nouveau consensus européen sur le développement. Cette ambition se traduit par le soutien à des sociétés civiles agricoles plus inclusives, capables d'intégrer et de renforcer la participation des groupes les plus vulnérables, notamment les petits producteurs, les femmes et les jeunes. Parallèlement, l'UE cherche à stimuler l'intégration du secteur privé et à attirer davantage d'investissements dans l'agriculture, afin de dynamiser les chaînes de valeur, améliorer leur compétitivité et favoriser la création de valeur ajoutée locale. Cette approche s'inscrit pleinement dans le cadre du Green Deal européen et de la stratégie « De la fourche à la fourchette », qui promeuvent des systèmes alimentaires équitables, sains et respectueux de l'environnement.

Dans cette perspective, les analyses VCA4D constituent un outil stratégique essentiel. Elles permettent d'établir une base de référence multidisciplinaire pour analyser l'état et l'évolution d'une chaîne de valeur préalablement identifiée, en intégrant les dimensions économiques, sociales et environnementales. Ces analyses fournissent une image claire, objective et fondée sur des données probantes du fonctionnement de la chaîne de valeur et des acteurs qui y opèrent. Elles offrent ainsi aux Délégations de l'UE une base factuelle solide pour orienter leurs décisions d'investissement dans le secteur privé, tout en alimentant le dialogue politique avec les gouvernements partenaires sur les politiques et stratégies de développement de la chaîne de valeur concernée.

Enfin, le processus VCA4D initié au Cameroun sur la chaîne de valeur du manioc a constitué une étape importante d'apprentissage et d'appropriation méthodologique. Il a favorisé le renforcement des capacités des experts nationaux impliqués dans l'étude, à travers un travail collaboratif avec les experts internationaux familiers de l'approche. Dans cette dynamique d'appropriation locale et de consolidation des démarches analytiques, l'étude sur la chaîne de valeur du riz a ensuite pu être engagée.

2.2. Portée de l'étude

L'analyse demandée dans le cadre de cette étude devrait permettre de contribuer à l'aide à la décision stratégique sur les principaux leviers d'investissement publics-privés à cibler pour lever les contraintes à la génération de croissance inclusive dans la chaîne de valeur. Il s'agit de faire émerger une conscience politique forte qui veut que la sous-chaîne de valeur traditionnelle reste prédominante dans le pays ; et que la mise en place durable de la mécanisation et d'une industrialisation des processus de production et de transformation vers des produits à plus haute valeur ajoutée reste bloquée par des défis systémiques et structurels. Le riz local dont les rendements restent faibles s'avère peu compétitif face au riz importé. Aussi, pendant que ce riz local est absent des plates-formes commerciales, il est exporté vers les pays voisins sous la forme de riz paddy.

La présente étude adresse donc les questions de (i) déséquilibre importations – exportations et problème de traçabilité, (ii) modèles de croissance, (iii) captation du potentiel en terre irrigable et les bas-fonds disponibles, (iv) pertinence des niveaux de transformation, entre unités de transformation industrielles, ou semi-industrielles ou petites unités traditionnelles, (v) mécanisation de la production du riz au Cameroun, (vi) promotion des modèles innovants et (vii) gouvernance qui pourrait structurer durablement la CV riz au Cameroun.

3. METHODOLOGIE DE L'ETUDE

3.1. La Note méthodologique pour l'analyse de chaînes de valeurs agricoles comme référence

La méthodologie de référence pour la réalisation de cette analyse est la méthodologie VCA4D de la DG INTPA.F3 "Note méthodologique pour l'analyse de chaînes de valeurs agricoles – Cadre et outils. Eléments clés". Cette méthodologie propose une analyse multidimensionnelle d'une chaîne de valeur agricole, en prenant en considération l'inclusion et la durabilité plurifactorielle de cette même chaîne de valeur, du point de vue social, environnemental et économique (y compris en matière de gouvernance).

En particulier, le cadre méthodologique consiste en un système de diagnostic robuste structuré autour de quatre questions structurantes : 1) Quelle est la contribution du CV à la croissance économique ? 2) Cette croissance économique est-elle inclusive ? 3) Cette CV est-elle durable d'un point de vue social ? 4) Cette CV est-elle durable d'un point de vue environnemental ?

Pour répondre aux quatre questions structurantes, les experts ont compilé une analyse fonctionnelle (description générale et cartographie du CV ; éléments du diagnostic technique et de la gouvernance) et identifié une typologie d'acteurs (en particulier le secteur privé) et des sous-filières qui sont utilisées pour comparer les différents sous-systèmes.

Les constats de l'étude sur la chaîne de valeur du riz permettent de mesurer et analyser l'inclusion et la durabilité de cette filière du point de vue économique, social et environnemental, en identifiant les enjeux stratégiques nécessitant une action politique, les principaux risques, goulots d'étranglement et opportunités pour le développement du secteur, ainsi que les thèmes à analyser plus en profondeur et les domaines pour lesquels il est difficile de produire des informations. Les experts ont également fait plusieurs types de recommandations, et ils ont suggéré des repères (benchmarks) qui permettent de comparer la situation avec d'autres pays voisins (par exemple en termes de compétitivité).

3.2. Équipe et lancement de l'étude

L'étude riz est réalisée par une équipe d'experts camerounais (un économiste, un expert social et un expert environnemental) afin de renforcer les capacités nationales d'utilisation de la méthode VCA4D. L'équipe a été appuyée par les experts internationaux engagés dans l'étude de la filière riz et sélectionnés sur la base de leur expérience préalable de l'utilisation de la méthode VCA4D.

Les experts camerounais soutiennent à la fois la collecte des données et l'organisation et l'accompagnement des missions sur la chaîne de valeur manioc. Ils sont également responsables de la réalisation de l'étude de la chaîne de valeur du riz (responsables de la collecte de données, leur analyse et de la rédaction complète du rapport).

Les trois experts nationaux ont suivi une formation sur l'application de la méthodologie VCA4D et ils sont accompagnés tout au long de leur études par les experts internationaux dans un processus d'apprentissage « *learning by doing* » sur le terrain.

L'analyse de la filière "Manioc au Cameroun", réalisée avec l'ensemble de l'équipe nationale et internationale préalablement à l'analyse de la filière "Riz" a ainsi servi de terrain d'apprentissage pour les experts nationaux, après un rappel théorique des concepts de base de la méthode VCA4D.

3.3. Collecte et revue des données secondaires

Dans cette étude, les données secondaires ont été collectées à partir des rapports du MINADER, de l'INS, de la FAO (...) et de divers travaux scientifiques, puis sélectionnées, vérifiées et analysées afin de garantir leur pertinence et leur fiabilité. La bibliographie complète recensant les documents consultés est reprise en annexe de la présente étude.

3.4. Procédure d'échantillonnage

L'enquête a été menée auprès des producteurs de riz, des coopératives et des transformateurs de riz paddy dans les bassins de production organisés autour des régions suivantes : (i) la Région de l'Ouest (Bandouga, Koutaba et Bangourain), la Région Nord (Garoua), Tamounde 1, Touroua/Borongo et Lagdo, la Région de l'Extrême Nord (Yagoua, Maga et Logone Birni, la région de l'Adamaoua (Mbé), et la Région du Nord-Ouest (Ndop). Dans ces bassins, les données ont été collectées auprès des ménages et auprès des acteurs clés (Figure 1).

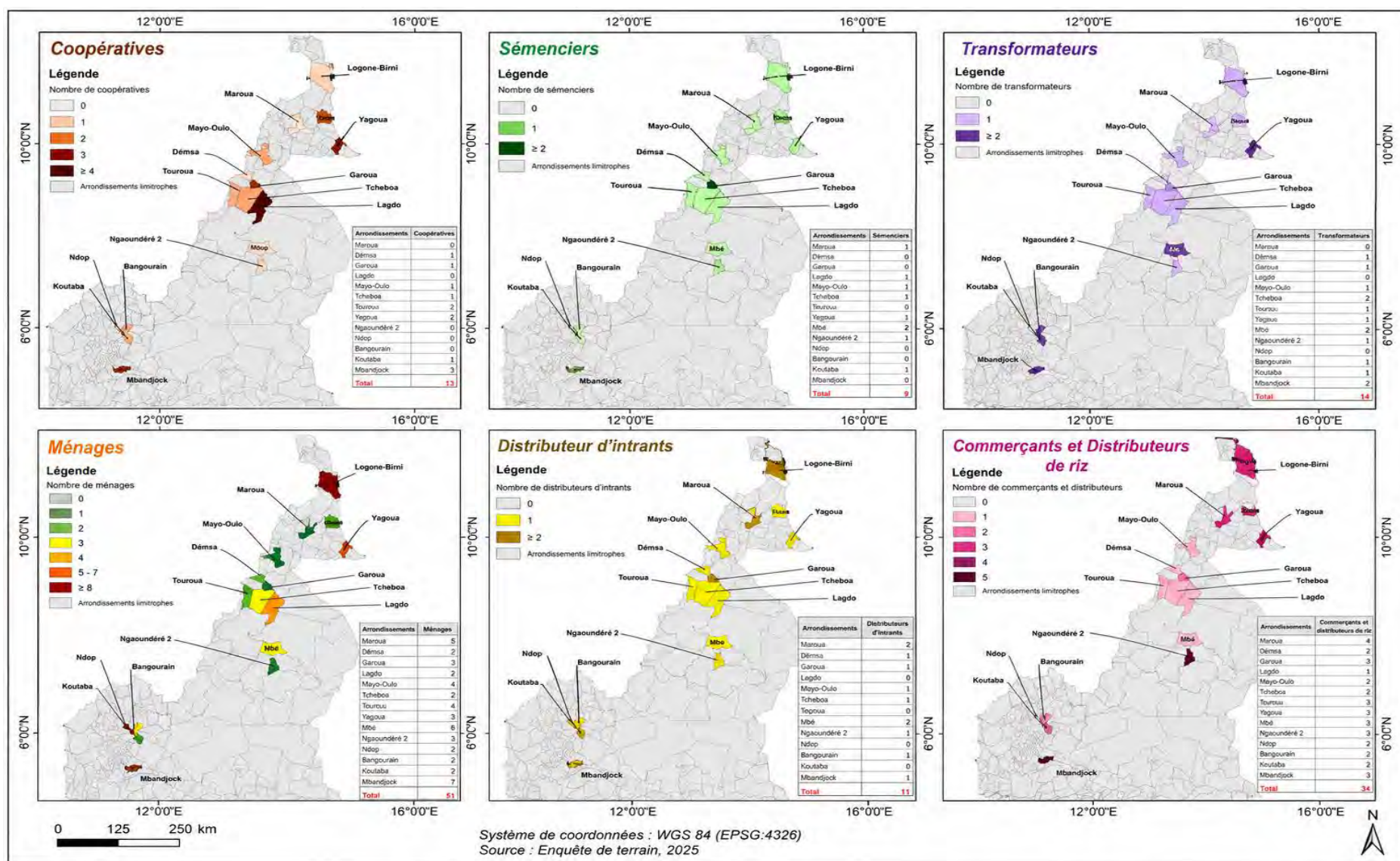


Figure 1 : Cartographie des acteurs de la chaîne de valeur riz enquêtés

Ces bassins ont été sélectionnés car ils constituent les principaux bassins de production de riz au Cameroun. Cette répartition spatiale visait à garantir la représentation des différentes dynamiques de la production et des processus de transformation du riz dans les bassins de production.

3.5. Collecte des données

La collecte des données s'est faite au travers des guides d'entretien adressés aux personnes ressources et coopératives. Les questionnaires ont été utiles pour collecter les données auprès des ménages-producteurs. Enfin les visites de terrains et d'unités de transformation ont été effectuées dans tous les bassins de production sélectionnés.

3.6. Traitement des données

Les données collectées ont été saisies dans un tableur Excel, puis transférées dans divers logiciels selon le modèle d'analyse. Les données économiques ont été traitées suivant le modèle AFA pour déterminer la contribution de la CV riz aux acteurs individuels et à l'ensemble de l'économie. Les données sociales ont été traitées sur base du Profil social. Le logiciel Simapro a été utilisé à des fins de simulation afin de déterminer la catégorie d'impact environnemental à chaque étape de la chaîne de valeur du riz.

4. ANALYSE FONCTIONNELLE DE LA CV RIZ AU CAMEROUN

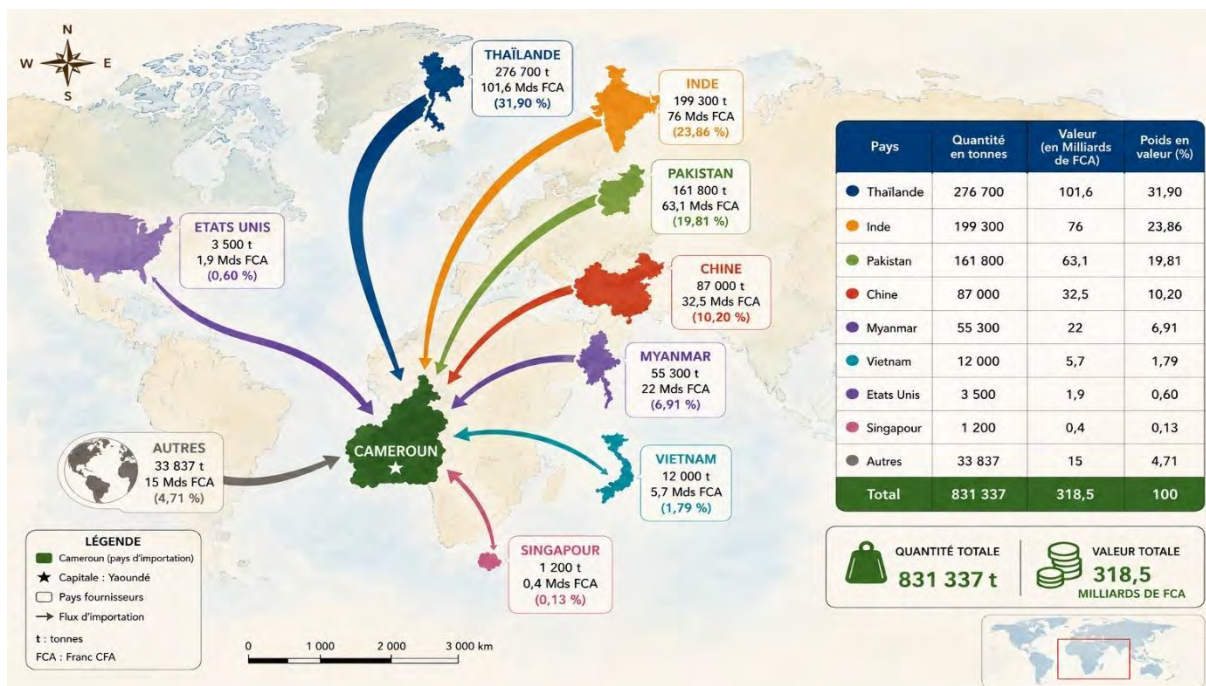
4.1. Contexte de la chaîne de valeur du riz au Cameroun

4.1.1. Importance du riz au Cameroun

Au Cameroun, le riz occupe une place stratégique dans l'économie nationale en raison de la forte croissance de la demande intérieure et de son importance dans les habitudes alimentaires des populations. Selon les données de FAO-Stat citées par Igwacho Mourfor (2021), les besoins nationaux étaient estimés en 2021 à environ 800 000 tonnes de paddy, alors que la production nationale demeurerait largement insuffisante pour satisfaire cette demande. Bien que le riz fasse partie des trois principales céréales consommées en Afrique subsaharienne, aux côtés du maïs et du sorgho, sa production au Cameroun évolue à un rythme inférieur à celui de la consommation (Institut de Recherche Agricole pour le Développement, 2018).

En 2024, la production nationale de riz paddy était estimée à environ 369 330 tonnes (MINADER, 2025). À partir d'une consommation moyenne de 25 kg de riz par habitant et par an (République du Cameroun, 2023), d'une population estimée à 28 758 503 habitants selon les projections INS-UNFPA (2026), et en considérant que près de 90 % des Camerounais consomment du riz (INS, 2014), la demande nationale peut être estimée à environ 647 066,31 tonnes de riz blanc. Ces données mettent en évidence un déficit structurel important entre l'offre nationale et les besoins de consommation.

Dans ce contexte, le Cameroun demeure fortement dépendant des importations pour assurer son approvisionnement en riz. Les volumes importés sont ainsi passés d'environ 300 000 tonnes en 2009 à 894 485 tonnes en 2019, traduisant une progression soutenue de la dépendance extérieure vis-à-vis de cette denrée stratégique (Institut National de la Statistique, 2021).



Source : INS, 2022, 2026

Figure 2 : Fournisseurs de riz au Cameroun en 2024

C'est au regard de cette dépendance aux importations que la chaîne de valeur du riz au Cameroun occupe une place centrale dans la politique *d'import-substitution* prônée par l'Etat du Cameroun. En effet, cette politique, pilier de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), vise à réduire la dépendance aux importations et à stimuler la production locale, notamment dans l'agro-industrie et le manufacturier.

4.1.2. Production et superficies cultivées et récapitulatif de quelques données macroéconomiques de la filière riz au Cameroun

La production du riz camerounais se fait dans trois types de bassin :

4.1.2.1. Les principaux bassins de production

Région de l'Extrême-Nord : Dans cette région, divers sites ont déjà été identifiés comme la zone de Yagoua et Maga qui est le principal bastion de la riziculture, spécialisée dans le riz irrigué, aménagé et encadré par la SEMRY. Cette zone a connu une phase d'expansion depuis 1971, avec comme objectif de lutter contre la famine et la misère, fixer les jeunes et ralentir l'exode rural. A côté de ce grand bassin de production, le riz se cultive également autour des barrages de la SNEC à Mokolo et Chidifi. On note également les petits périmètres des Monts Mandara, les rives du Serbewouel, divers bas-fonds et zones de ruissellement. D'autres bassins se développent comme ceux du Logone Birnie, regroupant des aménagements de terres hydro-agricoles de 6000 ha dans la localité de Zina et de 10 000 ha de périmètres irrigués dans le Logone Birni.

Région du Nord : La Région du Nord possède un important potentiel hydraulique, avec des terres aménagées autour du barrage de Lagdo (1000 ha sont répartis dans les villages dans 04 villages à savoir Gounougou, Ouro-Doukoudgé, Bessoun et Dingale)¹ ; mais aussi les sites autour de Garoua (Gashiga), Ngong (Touraoua). La région dispose également d'un fort potentiel en riziculture pluviale, avec une production concentrée dans le Département de la Bénoué, qui produit environ 86% du riz paddy de la Région, du fait de l'apport du bassin irrigué de Lagdo.

Région du Nord-Ouest (Ndop) : La culture du riz dans la région du Nord-Ouest du Cameroun est principalement concentrée dans la plaine de Ndop (département de Ngok-Etunja), spécialisée dans le riz irrigué sous l'encadrement de *Upper Noun Valley Development Authority* (UNVDA), avec près de 15 000 hectares de terres rizicoles aménagées, même si environ 3000 ha seulement sont effectivement exploités.

4.1.2.2. Les petits bassins de production

Région de l'Ouest : la région de l'Ouest est un ancien bassin de production du riz. La plaine des Mbo constituait en effet entre 1970 et 1980, l'un des principaux bassins rizicoles du Cameroun, soutenu par la Société de Développement de la Riziculture dans la plaine des M'Bo, une entreprise publique camerounaise clé pour la production de riz, basée à Santchou. De plus, la culture du riz est anciennement pratiquée à Tonga, dans le Département du Ndé. En plus de ces deux bassins de production, on note des productions significatives sont disponibles dans le Département du Noun, particulièrement dans la localité de Bangourain. La riziculture se pratique souvent en zone de bas-fonds, bénéficiant d'un encadrement technique (comme l'UNVDA ou des projets locaux) visant à améliorer la productivité du riz pluvial et irrigué. A cela s'ajoute le bassin de Koutaba. La localité a

¹ Le Gouvernement, avec le concours financier de la Banque Mondiale, est en train de réaliser l'aménagement du périmètre Lagdo I sur la rive droite de la Bénoué (5 000 ha) et du périmètre Lagdo II sur la rive gauche (5 000 ha). De même, il est envisagé la réhabilitation du périmètre Lagdo I rive droite de la Bénoué situé en aval du barrage hydroélectrique de l'Arrondissement de Lagdo d'une superficie de 1 000 ha aménagés par l'État dans les années 1987-93 et dont 600 ha sont consacrés à la production rizicole et 400 ha partiellement aménagés, destinés à la polyculture.

bénéficié de l'aménagement de terres irriguées réalisé par le Projet de Développement Rural du Mont Mbapit (PDRM, Phase II), soutenu par la Banque Islamique de Développement (BID). Avec l'appui du projet, Koutaba est devenu l'une des zones pilotes pour l'adoption de pratiques agroécologiques du système de riziculture intensive (SRI-2030). Cependant, la production agricole reste moyenne dans la région de l'Ouest.

Région du Centre : La culture du riz dans cette région est principalement pluviale de bas-fond, avec Nanga-Eboko comme l'un des principaux bassins de production. A cela s'ajoute la Ferme pilote de riziculture irriguée de Avangane (FPRIA-C) et le potentiel des plaines bordières de la Sanaga. Il faut également noter la contribution de la société *Sino Cam Iko Agriculture Development Co. Ltd*, une filiale de la firme d'État chinoise *Shaanxi Land Reclamation General Corporation* implémentée sur ce site depuis 2006.

4.1.2.3. Autres bassins émergents

Adamaoua : La région dispose d'un potentiel de production avec un climat favorable, un réseau hydrographique dense, et des terres fertiles. Le riz est actuellement produit à Mbé, Kontcha, Mayo Darlé et Bankim ; le plus grand bassin de production étant actuellement à Mbé. Malgré le potentiel avéré de production, les superficies exploitées et les quantités produites restent encore marginales dans cette région. Le développement du riz dans cette zone est attribué essentiellement aux migrants venus de l'Extrême Nord, qui faisant face à l'insécurité et aux inondations se sont installés dans l'Adamaoua, principalement dans les communes de Mbé et Belel et sont en train d'étendre la production grâce à leurs connaissances et leurs semences. Ils participent ainsi à la diffusion de la culture du riz dans la Région de l'Adamaoua.

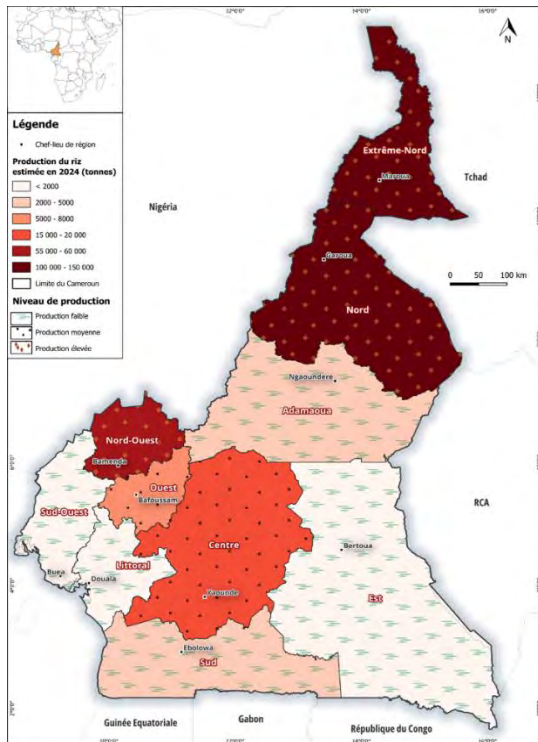
Région du Sud-Ouest : La production de riz dans la région du Sud-Ouest du Cameroun demeure une activité marginale par rapport aux grands bassins nationaux, mais elle bénéficie d'un potentiel agroécologique exceptionnel propice à son expansion.

Littoral : La production de riz dans la région du Littoral au Cameroun est une filière en expansion. La culture se développe dans le département du Mounjo (notamment Mbanga) et s'étend dans le Nkam. En 2020, les données contextuelles de l'*African Postharvest Losses Information System* (APHLIS) indiquaient une production localisée de 41 tonnes de riz dans certaines zones de la région.

Sud : La production de riz dans la région du Sud Cameroun est en plein essor, portée par la culture du riz pluvial (notamment la variété NERICA) et des projets comme le PRODERIP, visant à réduire les importations. Ebolowa et ses environs voient une augmentation des surfaces cultivées, mobilisant des milliers de petits producteurs avec l'accompagnement technique pour améliorer le rendement local.

Est : La région de l'Est Cameroun possède un fort potentiel pour la riziculture pluviale de plateau, notamment dans la Kadey, soutenu par des formations du PRODERIP (Projet de développement de la riziculture pluviale de plateaux en zone de forêt). Plus de 2500 producteurs ont été formés, notamment à Batouri, pour booster cette culture.

Le riz est l'une des principales denrées vivrières, cultivé dans presque toutes les zones agro écologiques du Cameroun, même si sa production est concentrée dans quelques grands bassins régionaux (figure 3).



Source : Fond de carte INC, base de données du CIAR et MINADER. (2024).

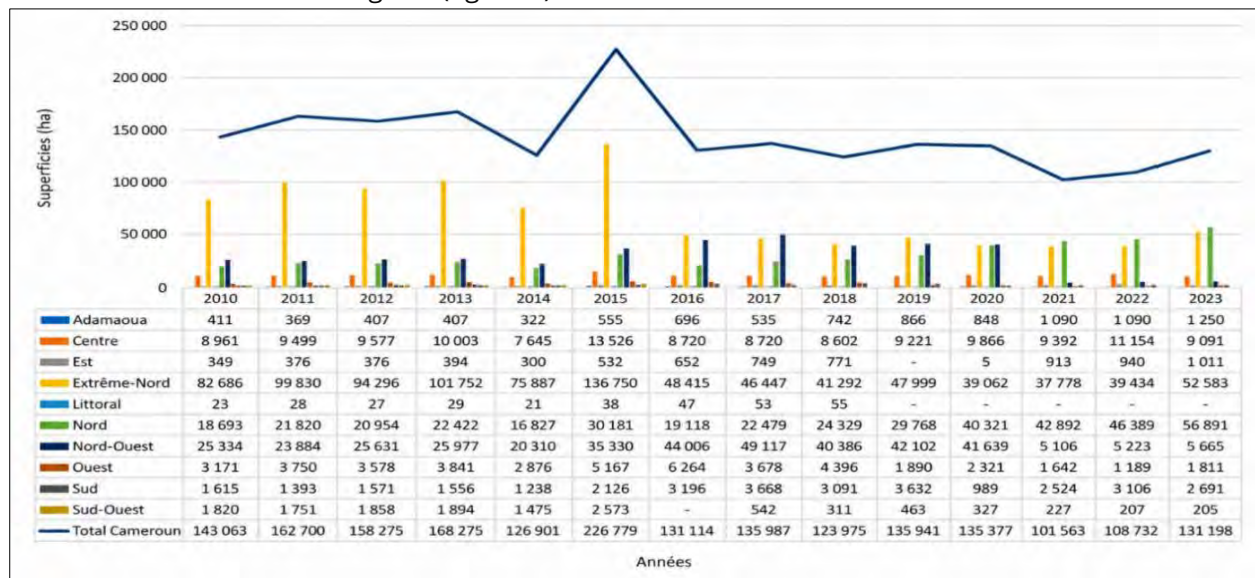
Tableau 2 : Quelques données macro de la filière riz au Cameroun

Indicateurs	Valeur	Année
Population	28 758 503 habitants (INS-UNFPA, 2016)	2024
Consommateurs	90% de la population	2024
Taux de croissance démographique	2,6%	2023
Taux de croissance économique	3,5% (estimation)	2024
Terres arables	7,16 millions d'ha	2023
Terres irrigables	2 809 800 ha	2023
Taux d'occupation des terres irrigables	10%	2023
Plaines d'inondation et zones marécageuses	3,4 millions d'ha	2023
Production nationale du riz paddy	369 330 t (campagne 2024-2025)	2024
Importation du riz	831 337 t	2024
Consommation moyenne annuelle par tête du riz	25kg/hbt/an	2024

Sources : FAO, 2023 ; UN, 2024 ; World Bank, 2025 ; INS, 2014, République du Cameroun, 2023, République du Cameroun, 2026.

Figure 3 : Les bassins de production du riz au Cameroun

La figure 3 montre que la production du riz se concentre dans trois régions du pays, notamment l'Extrême Nord, le Nord et le Nord-Ouest, même si depuis la crise sociopolitique qui sévit dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, les superficies cultivées et les rendements du riz sont en baisse dans ces régions (figure 4).

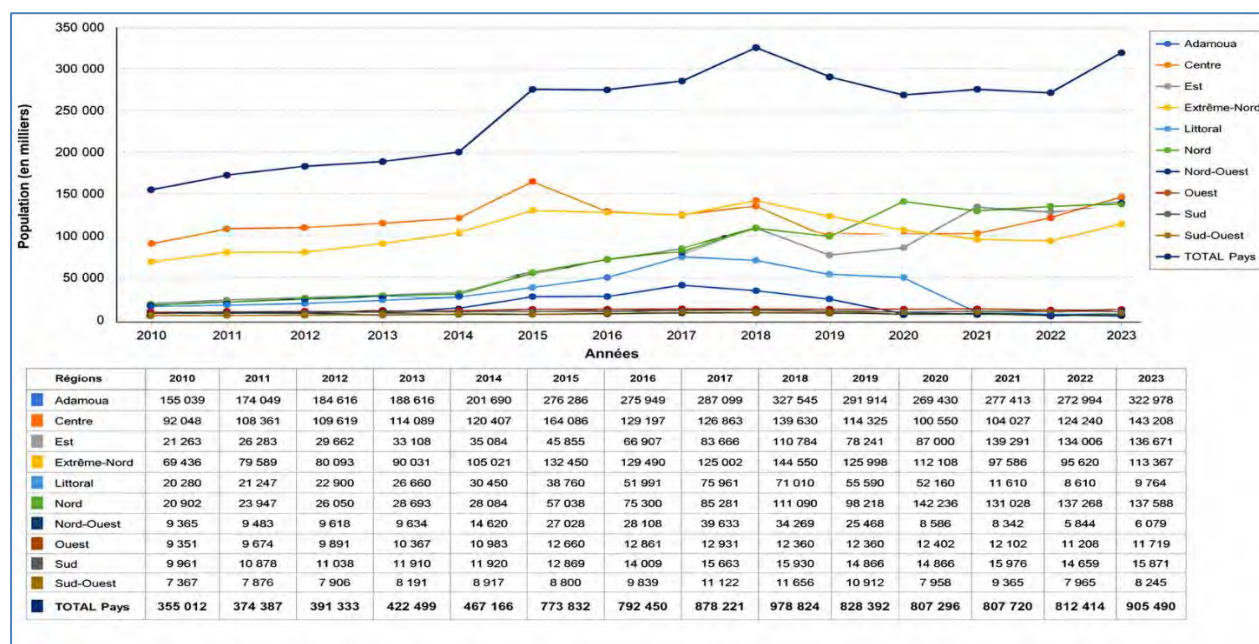


Source : Base de données du CIAR, MINADER (2024) et d'enquêtes de terrain

Figure 4 : Evolution des superficies rizicoles au Cameroun entre 2010 et 2023

Selon la figure 4, les superficies cultivées affichent une tendance globale fluctuante, avec d'abord un accroissement progressif jusqu'en 2015 (environ 226 000 ha), suivi d'une baisse marquée en 2016, puis d'une évolution irrégulière jusqu'en 2023. On note par ailleurs une forte concentration des superficies dans l'Extrême-Nord, et une augmentation notable dans la région du Nord à partir de 2018, devenant progressivement un pôle important de production. Les autres régions (Centre, Ouest, Sud, etc.) présentent des superficies relativement faibles et stables. Sur l'ensemble du territoire, les superficies restent instables et spatialement concentrées, traduisant une dépendance à quelques bassins de production et une vulnérabilité aux contraintes agro climatiques et structurelles.

La figure 5 met en évidence une tendance globale à la hausse de la production rizicole au Cameroun entre 2010 et 2023, passant d'environ 153 000 tonnes à plus de 320 000 tonnes.



Source : Base de données du CIAR, MINADER (2024) et enquêtes de terrain

Figure 5 : Evolution de la production du riz au Cameroun en tonnes et par région entre 2010 et 2023

Cette progression est toutefois irrégulière, marquée par un pic en 2018, suivi d'une baisse entre 2019 et 2022, avant une reprise en 2023. On note une forte contribution du Nord et de l'Extrême-Nord, qui constituent les principaux bassins de production, avec une croissance particulièrement notable dans la région du Nord après 2015. En revanche, les autres régions (Centre, Sud, Ouest, Nord-Ouest, Sud-Ouest) affichent des niveaux de production relativement faibles et peu dynamiques.

Sur le plan national, la production reste structurellement concentrée et vulnérable aux fluctuations, ce qui souligne la nécessité de diversifier les zones de production et de renforcer la résilience des systèmes rizicoles.

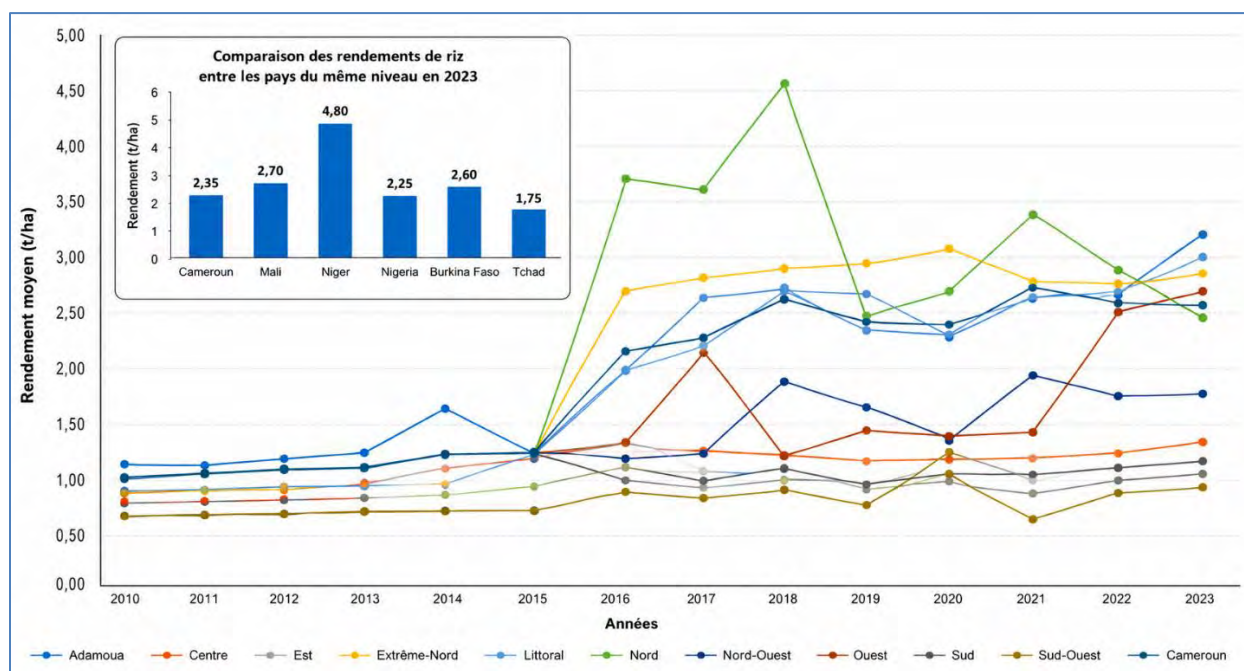
Encadré 1 : L'impact de crise sociopolitique des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun sur la chaîne de valeur riz

La « crise anglophone » (Nord-Ouest et Sud-Ouest - NWSW) qui sévit au Cameroun depuis fin 2016 a gravement perturbé la chaîne de valeur du riz, transformant une zone à fort potentiel agricole en une région de forte insécurité alimentaire. Des centaines de milliers de personnes, y compris des agriculteurs, ont fui les zones de conflits, abandonnant leurs rizières. Ceux des producteurs qui sont restés ont des difficultés d'accès aux rizières et de maintenir les systèmes d'irrigation suite à l'insécurité. La transformation locale est entravée par

la destruction de moulins. Les "villes mortes" et les blocages sur les axes routiers empêchent l'acheminement du riz Paddy du Nord-Ouest et du Sud-Ouest vers les centres de consommation urbains et limitent en même temps l'approvisionnement en semences et engrais. L'impact se caractérise par une baisse de la production locale, la destruction d'infrastructures et une dépendance accrue aux importations. Malgré des investissements gouvernementaux et des projets de relance (tels que le PADFA II), la crise continue de freiner la compétitivité du riz local et son intégration dans le marché national (UNOCHA, 2018 ; FEWS NET, 2019 ; HRW, 2020 ; Ngenyam Bang and Azibo Balgah, 2022).

4.1.3. Rendement et situation comparable avec les pays de même niveau

La figure 6 présente l'évolution des rendements du riz (t/ha) dans les différentes régions du Cameroun sur la période 2010–2023, avec une mise en perspective comparative en 2023 avec des pays de niveau similaire.



Source : Base de données du CIAR, MINDADER (2024) et d'enquêtes de terrain

Figure 6 : Rendement du riz par région au Cameroun entre 2010 et 2023

De manière générale, les rendements restent relativement faibles et peu dynamiques entre 2010 et 2015, oscillant autour de 1,0 à 1,5 t/ha dans l'ensemble des régions. Cette phase traduit un système rizicole encore peu intensifié, dominé par des pratiques traditionnelles et une forte dépendance aux conditions climatiques. À partir de 2016, on observe une amélioration significative des rendements dans plusieurs régions, notamment dans le Nord et l'Extrême-Nord, où les niveaux atteignent respectivement des pics proches de 4,7 t/ha et 3,0 t/ha. Cette progression est associée à une meilleure diffusion des intrants et à l'introduction de variétés améliorées principalement. Cependant, cette dynamique reste irrégulière et instable. Par exemple, la région du Nord enregistre une forte chute après son pic de 2018, illustrant la vulnérabilité des systèmes de production aux aléas climatiques et aux contraintes techniques. De même, certaines régions comme le Sud, le Centre et le Sud-Ouest maintiennent des rendements relativement faibles (souvent inférieurs à 1,5 t/ha), traduisant un faible niveau d'intensification.

Encadré 2 : Intensification de la production du riz dans certains bassins de production

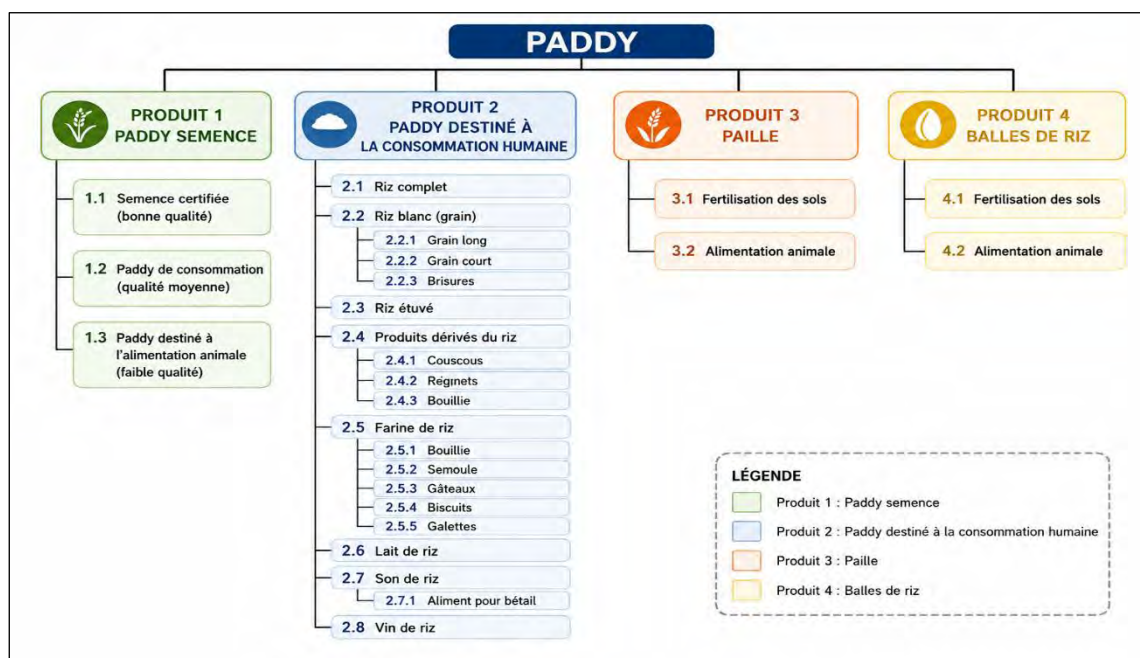
À l'échelle nationale, le rendement moyen du riz paddy au Cameroun varie autour de 1,2 à 2,5 t/ha selon les années et les systèmes de culture. Cependant, dans les périmètres irrigués performants de la SEMRY ou de l'UNVDA, les rendements peuvent dépasser 4 à 6 t/ha lorsque les conditions techniques sont réunies. La Stratégie nationale de développement de la riziculture vise d'ailleurs une productivité de 5 t/ha à l'horizon 2030 (République du Cameroun, 2023). De même, les enquêtes de terrain montrent que dans les rizières de Koutaba, les producteurs signalent des rendements supérieurs à 6t/ha en culture pluviale de bas-fonds.

Au niveau national, le rendement moyen suit une tendance légèrement haussière, atteignant environ 2,5 t/ha en 2023, mais reste en deçà du potentiel agronomique. Cependant, le Cameroun présente un rendement similaire à celui du Nigéria et du Burkina Faso, mais demeure inférieur à celui du Mali et très largement en dessous du Niger, qui se distinguent par des rendements élevés (≈ 6 t/ha) grâce à une forte maîtrise de l'irrigation.

4.2. Principaux produits et éléments constitutifs de la chaîne de valeur du riz au Cameroun

4.2.1. Produits et formes de consommation

A l'analyse de la chaîne de valeur riz, quatre produits se dégagent : (i) le paddy semence, (ii) le paddy consommation, (iii) la paille et les (iv) balles. De chaque produit découlent des formes de consommation (figure 7).



Source : Auteurs à partir des données d'enquête de terrain

Figure 7 : Produits et formes de consommation de riz au Cameroun

4.2.2. Les éléments constitutifs de la CV du riz au Cameroun

La chaîne de valeur du riz au Cameroun est constituée de trois maillons essentiels : la production, la transformation et la distribution aux consommateurs finaux.

- **Étape 1- La production du riz : systèmes de production et typologie des exploitations.**

La production rizicole repose principalement sur deux grands systèmes : (i) la riziculture irriguée et (ii) la riziculture pluviale.

(i) La riziculture irriguée

La production du riz en système irrigué se fait à travers deux types d'exploitation : les (i) exploitations familiales sur moins 1ha, qui regroupent environ 80% des exploitants, et les exploitations familiales sur plus 1ha, qui regroupent environ 20% des exploitants.

Dans les périmètres de la SEMRY

Les périmètres irrigués de la SEMRY constituent l'un des principaux bastions pour la production de riz irrigué. Le système de production du riz dans ces périmètres demeure majoritairement manuel, ce qui implique une forte mobilisation de la main-d'œuvre dans les différents itinéraires techniques.



Source : MINADER, 2024^a

Figure 8 : Techniques de production de riz irrigué dans les périmètres de la SEMRY

Techniques de production dans les périmètres de UNVDA

La production de riz dans les périmètres irrigués de la Upper Noun Valley Development Authority (UNVDA), situé dans la plaine de Ndop au Cameroun, repose sur des techniques intensives et une mécanisation progressive. Ces techniques visent à maximiser le rendement en utilisant des aménagements hydrauliques contrôlés.



Source : MINADER, 2024a

Figure 9 : Techniques de production de riz irrigué dans les périmètres UNVDA

Production du riz irrigué hors périmètre SEMRY-UNVDA : cas de Tonga

Les techniques de production du riz dans les périmètres irrigués de Tonga, situés dans la région de l'Ouest au Cameroun, reposent principalement sur une riziculture intensive, caractérisée par une forte main-d'œuvre manuelle (houe et machette) et une gestion maîtrisée de l'eau, bien que des efforts de modernisation soient nécessaires.



Source : MINADER, 2024a

Figure 10 : Techniques de production de riz irrigué hors périmètres SEMRY-UNVDA (Tonga)

L'approche « *Smart-Valleys* »

L'itinéraire technique "*Smart-Valleys*" au Cameroun est une méthode participative à faible coût pour aménager les bas-fonds, permettant de tripler les rendements rizicoles. Il repose sur l'auto-aménagement par les producteurs (construction de diguettes, dérivation d'eau) suivi de bonnes pratiques culturales (semis en ligne, fertilisation fractionnée, gestion de l'eau).



Source : Données de terrain/Enquête MINADER-Région du Nord

Figure 11 : Techniques de production de riz dans l'approche "*Smart-Valleys*"

Équation 3 : L'approche « *Smart-Valleys* »

L'approche « *Smart-Valleys* » est une approche de développement de bas-fonds pour des systèmes de production rizicole en Afrique sub-saharienne, basée sur une démarche participative, durable et à faible coût. *Smart-valleys* a été développée par le Centre du riz pour l'Afrique et ses partenaires de recherche et de développement nationaux. Comparée aux approches traditionnelles coûteuses, basées sur des études topographiques et des investissements élevés pour l'infrastructure de la maîtrise de l'eau, les aménagements de bas-fonds *Smart-valleys* sont peu coûteux et durables, parce qu'ils sont développés et construits par les paysans eux-mêmes. L'approche *Smart-valleys* suit une démarche par phases et étapes, axée sur l'exploration, la prospection, la validation, la conception, le développement du plan d'aménagement et la construction d'infrastructures de maîtrise d'eau après la sélection des sites basée sur des facteurs socio-économiques et biophysiques et en exploitant la connaissance paysanne. Cette approche est en cours de test avec des femmes autour de Ngong. Elle est mise en œuvre par la Coopération Allemande (GIZ) à travers le projet « ABC-PADER » : « Accompagnement des Mutations du Bassin Cotonnier – Programme d'Appui au Développement Rural » (ABC-PADER) et dont l'objectif est d'accroître la performance économique des acteurs privés de l'agriculture et de l'élevage, en tenant compte des systèmes de production adaptés au changement climatique. Cette approche présente deux avantages essentiels : (i) Faible coût : Évite les études topographiques lourdes et les infrastructures bétonnées coûteuses et (ii) Durabilité : Aménagements construits par les paysans eux-mêmes, facilitant l'entretien. Rendement : Augmentation significative de la productivité (jusqu'à 3-4 fois) par rapport aux méthodes traditionnelles (Données d'entretien, DRADER/Nord).

(ii) la riziculture pluviale

La production de riz pluvial au Cameroun

Principalement effectuée dans les zones de savane et de bas-fonds, elle repose sur l'utilisation de variétés NERICA (New Rice for Africa), semées entre début mai et mi-juin. Elle implique un labour profond (20-25 cm), un semis direct (en ligne ou en poquets), un désherbage manuel ou chimique précoce (10-15 jours après levée) et une fertilisation adéquate.



Source : MINADER, 2024b.

Figure 12 : Techniques de production de riz pluvial au Cameroun

Dans certains cas, notamment dans les zones de bas-fonds ou dans les périmètres irrigués, des pratiques intégrées de rizi-pisciculture sont observées, bien qu'elles restent marginales (FAO, 2023).



Source : MINADER, 2024b.

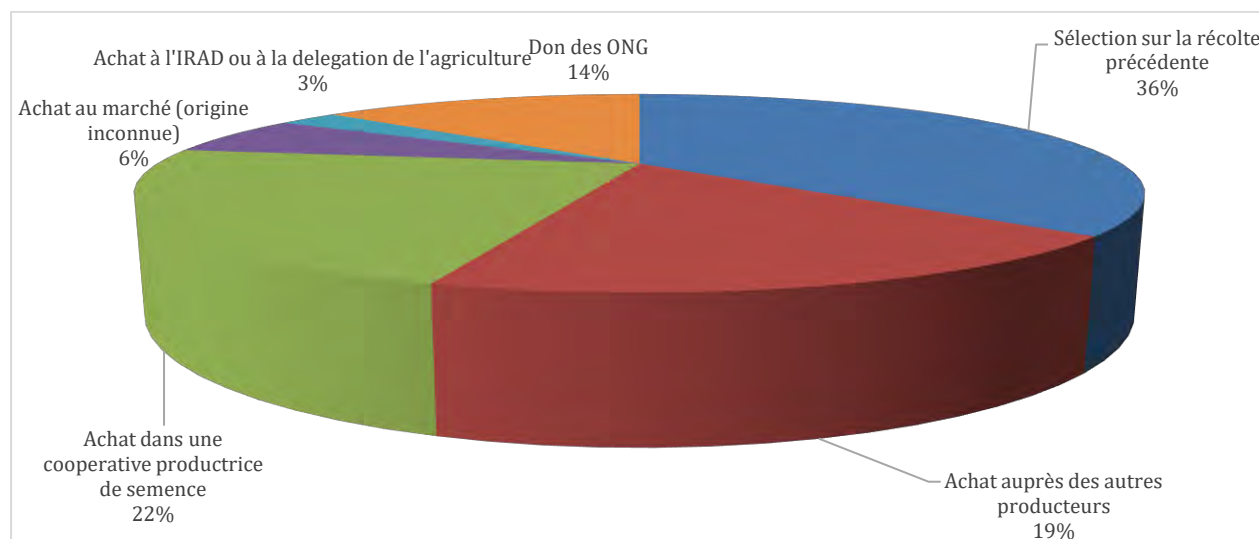
Figure 13 : Techniques de production de riz pluvial de bas-fonds

Encadré 4 : Association de riz-cultures vivrières (cas spécifique de Tonga)

A Tonga, les producteurs du riz ne se limitent pas à la culture du riz en monoculture, mais pratiquent pour des cas spécifiques un système de production diversifié intégrant plusieurs spéculations telles que le maïs, les légumineuses et les tubercules. Cette diversification traduit une stratégie d'adaptation visant à sécuriser les revenus et à répondre aux besoins alimentaires des ménages. Toutefois, l'association directe du riz avec d'autres cultures sur une même parcelle reste peu documentée dans la zone. Les pratiques observées relèvent davantage de la rotation culturale ou de la juxtaposition de cultures sur différentes parcelles. Cette organisation permet de réduire les risques liés aux aléas climatiques et d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles (Source : enquête de terrain).

Approvisionnement en semences et pesticides

Mise en place d'un comité d'homologation des semences et pesticides, et régulation des importations pour encourager le riz local.



Source : Enquête de terrain

Figure 14 : Source d'approvisionnement des ménages en semences de riz

La figure 14 montre que la sélection des semences issues de la récolte précédente constitue la pratique dominante, représentant 36 % des sources d'approvisionnement. Cette situation traduit une forte dépendance des producteurs à l'autoproduction de semences.

Les achats auprès des coopératives productrices de semences (22 %) et auprès d'autres producteurs (19 %) occupent également une place importante, soulignant le rôle des réseaux locaux dans l'accès aux semences. En revanche, les approvisionnements institutionnels restent limités, avec seulement 14 % provenant des dons des ONG et 3 % des achats auprès de l'IRAD ou des délégations de l'agriculture.

Enfin, 6 % des producteurs s'approvisionnent au marché sans connaître l'origine des semences, ce qui peut constituer un risque pour la qualité et la traçabilité du matériel végétal utilisé. Globalement, la figure met en évidence la faible utilisation des circuits formels de distribution de semences améliorées.

• Etape 2 : La transformation du riz

Dans les différentes usines de transformation visitées lors du travail de terrain, trois principaux processus de transformation ont été observés. Il s'agit des processus de transformation artisanale, semi-industrielle et industrielle.

La transformation artisanale du riz paddy : elle était observée dans tous les bassins rizicoles, mais elle était particulièrement répandue dans les bassins enclavés, difficiles d'accès et dépourvus d'électricité. Cette méthode se structure autour des étapes suivantes :

Tableau 3: Transformation artisanale du riz au Cameroun

Transformation sans étuvage	Transformation avec étuvage
Nettoyage/Vannage pour éliminer les impuretés (paille, terre) du paddy récolté.	Nettoyage/Vannage pour éliminer les impuretés (paille, terre) du paddy récolté.
Séchage au soleil sur des aires aménagées ou des bâches	Séchage au soleil sur des aires aménagées ou des bâches
Décorticage par battage du riz à l'aide de de bâtons ou le pilage dans un mortier pour éliminer les balles (enveloppe)	Étuvage : Processus clé consistant à tremper le riz dans l'eau chaude, le cuire à la vapeur, puis le sécher
-	Décorticage par battage du riz à l'aide de de bâtons ou le pilage dans un mortier pour éliminer les balles (enveloppe)

Source : Données d'enquête

Le riz transformé de façon artisanale s'est révélé être de très mauvaise qualité, présentant un taux très élevé de brisures et d'impuretés. Ce riz est destiné à la consommation domestique. Même si ce processus artisanal tend de plus en plus à être remplacé par le recours aux petites décortiqueuses, il a été observé surtout dans le cadre de la consommation domestique, et ne rentre pas dans la CV comme activité génératrice de revenus. Dans l'analyse financière de la CV, cette transformation est reléguée au niveau des ménages sous forme de petit matériel (consommation intermédiaires).

La transformation semi-industrielle :

La transformation semi-industrielle repose sur l'utilisation de machines, de fabrication locale ou importées, fonctionnant à l'électricité ou fonctionnant avec un moteur thermique alimenté à l'essence ou au gasoil.



Figure 15 : Quelques moulins de transformation semi-industrielle à Lagdo (Nord Cameroun)

Ce mode de transformation du riz paddy est le plus répandu dans les différentes unités de transformation au Cameroun.

Les transformateurs semi-industriels, généralement des producteurs individuels de taille moyenne, détiennent la majorité des unités de transformation, tant dans les bassins de production que dans les centres urbains. Leur activité consiste à transformer leur propre production et/ou à s'approvisionner en paddy auprès d'autres producteurs afin de le transformer et de le conditionner pour les marchés locaux.

Schématiquement, la transformation semi-industrielle se présente comme suit :



Figure 16 : Transformation semi-industrielle du paddy dans les bassins de production du riz au Cameroun

Par ailleurs, ces transformateurs semi-industriels offrent également des services de transformation à façon pour le compte d'autres producteurs, moyennant un paiement variant généralement entre 500 et 3 000 FCFA, selon les bassins de production.

La transformation industrielle, relativement peu courante au Cameroun. A titre d'exemple on peut citer l'usine de transformation de Yagoua (SEMR), située à Yagoua dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, qui constitue bien sûr le plus grand bassin de production de riz du pays. Cette usine dispose d'une capacité de transformation élevée grâce à une technologie moderne améliorée et à un rendement élevé.



Figure 17 : Transformation industrielle du paddy dans les bassins de production du riz au Cameroun (le cas de la SEMRY)

Malgré l'existence de cette unité de transformation, la SEMRY transforme de moins en moins de riz au cours de ces dernières années.

Encadré 5: Transformation du riz paddy : la SEMRY étudie une concession privée pour ses usines de Yagoua et Maga

La Société d'expansion et de modernisation de la riziculture de Yagoua (SEMRY) poursuit sa réflexion sur l'avenir de son activité industrielle. Du 12 au 13 novembre 2025, l'entreprise publique et le Conseil d'appui à la réalisation des contrats de partenariat (CARPA) ont tenu des échanges consacrés à l'examen des options de mise en concession des usines de transformation de paddy de Yagoua et de Maga. Selon les informations obtenues par le journal « Investir au Cameroun », dans sa parution du jeudi 27 novembre 2025², il ne s'agit ni d'une ouverture de capital, ni d'une décision arrêtée d'externaliser les activités industrielles de la SEMRY. La démarche qui reste exploratoire vise à évaluer l'opportunité de confier la gestion des deux usines à un opérateur privé, ou de maintenir leur exploitation en régie interne. « Au cours des échanges entre la SEMRY et CARPA, les points relatifs au périmètre des missions à confier au partenaire privé dans le cadre d'une telle opération, ainsi que l'état de maturité du projet, ont été abordés », précise un communiqué du CARPA. À l'issue des travaux, les deux institutions ont convenu de l'élaboration d'un plan d'actions détaillé pour éclairer la décision finale. Ce document technique doit préciser les différents scénarios, ainsi que les impacts économiques attendus. Selon une source proche du dossier, la SEMRY cherche avant tout à « identifier le modèle le plus efficace pour moderniser la transformation du paddy et améliorer la compétitivité du riz local ». Si l'option de la concession reste ouverte, aucune décision n'est attendue à court terme (...).

Un déficit structurel

Cette réflexion intervient alors qu'une restructuration de la SEMRY est annoncée, avec l'objectif de renforcer la production rizicole nationale et de réduire la dépendance du Cameroun aux importations, qui représentent encore plusieurs centaines de milliards FCFA par an. Un récent rapport d'audit de la Chambre des comptes de la Cour suprême, couvrant la période 2018-2021, souligne la situation financière critique de l'entreprise publique. La SEMRY, pourtant à but lucratif, demeure structurellement déficitaire et ne parvient pas à couvrir les coûts réels

² <https://www.investiraucameroun.com/agriculture/2711-22795-transformation-du-riz-paddy-la-semry-etudie-une-concession-privée-pour-ses-usines-de-yagoua-et-maga>

de ses prestations agricoles. « Une entreprise qui ne parvient pas à fournir à ses clients des services dont le coût de revient est supérieur au prix de vente est nécessairement condamnée à disparaître », avertissent les magistrats financiers. En 2021, la SEMRY a engagé 2,8 Md FCFA pour diverses prestations agricoles sur 10 348 hectares d'exploitation répartis entre Yagoua et Maga, dans l'Extrême-Nord. Ces services couvrent le travail mécanisé, l'irrigation, l'entretien des infrastructures hydrauliques et des pistes, ainsi que la production de semences. Le coût moyen atteint ainsi 276 547 FCFA par hectare. En face, la redevance rizicole facturée aux producteurs est plafonnée à 102 000 FCFA par hectare. Même en intégrant la subvention de l'État, de 40 588 FCFA/ha, la perte nette reste de 133 959 FCFA/ha, soit un déficit global d'environ 1,3 Md FCFA pour 10 000 hectares. Le rapport révèle également que la SEMRY vend son riz de manière chroniquement déficitaire : le kilo de riz blanchi coûte 743 FCFA à produire, mais il est commercialisé à 376 FCFA. En incluant la subvention publique de 131 FCFA/kg, chaque kilo vendu génère encore une perte de 236 FCFA. Pour éviter la faillite, la Chambre des comptes recommande une restructuration profonde des activités de la SEMRY, en préconisant notamment l'abandon de certaines prestations jugées trop coûteuses, comme le labour et la gestion directe des parcelles.

Concession privée ou maintien en régie : des arbitrages lourds

« In fine », une concession à un opérateur privé permettrait d'attirer un acteur disposant de capacités financières, d'une expertise industrielle éprouvée et d'un savoir-faire dans la modernisation des chaînes de transformation. Un tel schéma offrirait également une meilleure visibilité budgétaire à la SEMRY, qui pourrait se recentrer sur ses missions agricoles et d'aménagement hydro-agricole. Mais le transfert exigerait une définition précise et contractuelle des obligations du concessionnaire : volumes à transformer, prix d'achat aux producteurs, maintenance des équipements, renouvellement du parc industriel. La sécurité d'approvisionnement en riz local et la soutenabilité des prix pour les producteurs et le marché intérieur seraient au cœur des négociations. À l'inverse, la poursuite en régie, c'est-à-dire l'internalisation de ce segment industriel, permettrait de préserver un contrôle total sur la chaîne de valeur et de garantir une intégration étroite entre production, irrigation et transformation. Cette option suppose toutefois des investissements lourds dans les usines, que l'entreprise, structurellement déficitaire et dépendante de subventions étatiques irrégulières, n'est pas en mesure d'assumer seule.

Amina Malloum (<https://www.investiraucameroun.com/agriculture/2711-22795-transformation-du-riz-paddy-la-semry-etudie-une-concession-privee-pour-ses-usines-de-yagoua-et-maga>)

A côté de SEMRY et de UNDDA, des mini-unités industrielles émergent, mises en place par les coopératives de production et de transformation du riz, avec l'appui de l'Etat du Cameroun et ses partenaires.



Figure 18 : Mini chaîne de transformation du riz à la Société Coopérative des Riziculteurs de Koutaba



Figure 19 : Mini chaîne de transformation du riz à la Société Coopérative de Transformation et promotion Agroalimentaire de Yagoua

Les taux de conversion aux différents niveaux technologiques :

Tableau 4 : Rendements matière selon le type de transformation

Taux de transformation et de récupération d'une tonne de paddy de riz				
type d'unité de transformation	Quantité de riz blanc récupéré	Déchets et aliments pour animaux	Aliment pour animaux uniquement.	Perte non récupérée
Artisanal	65%	33%	-	2%
Semi-industriel	53%	45%	-	2%
Industriel	68%	20%	11%	1%

Le tableau 4 montre que les unités industrielles sont les plus performantes en matière de transformation du riz, avec un taux de récupération de riz blanc de 68 %, contre 65 % pour les unités artisanales et 53 % pour les unités semi-industrielles. Les unités semi-industrielles présentent le niveau le plus élevé de déchets et de sous-produits (45 %), traduisant une faible efficacité technique et des pertes importantes lors de la transformation.

Les unités industrielles se distinguent également par une meilleure valorisation des sous-produits, notamment pour l'alimentation animale (11 %), ainsi que par les plus faibles pertes non récupérées (1 %). Globalement, le tableau met en évidence l'influence du niveau de modernisation des équipements sur les performances de transformation et le rendement matière.

Etape 3 : Distribution et consommation finale

Les distributeurs sont des acteurs de la CV en charge de la commercialisation du riz et de ses dérivés au niveau des consommateurs. Autant ce maillon est bien structuré en grossistes, semi-grossistes et détaillants pour ce qui est de la distribution de riz importé qui peut être acheté jusqu'à la petite échoppe de quartier, autant ce maillon est pratiquement inexistant en ce qui concerne la distribution du riz local. Malgré ce déficit de structuration, on note quatre circuits de commercialisation des produits.



Figure 20 : Circuits de commercialisation du riz camerounais

Ces circuits sont organisés autour du niveau local (national) et international :

Le commerce local du riz camerounais

Trois axes de commercialisation dominent la distribution locale du riz au Cameroun. Il s'agit par ordre d'importance : (i) le corridor Nord-Sud (Extrême-Nord/Nord vers Yaoundé/Douala) : C'est le plus grand corridor. Les acteurs (grossistes et collecteurs) mobilisent des camions de gros tonnage, transportant des volumes élevés, acheminés depuis les périmètres rizicoles (ex. SEMRY à Yagoua-Maga) vers les deux grandes métropoles. (ii) Le corridor Nord-Ouest vers les grandes villes (Bamenda/Bafoussam vers Yaoundé/Douala). Le transport se fait du riz se fait des vallées du Noun/Menchum (projet UNVDA) par camions légers, en volumes plus faibles. Ndop et Bamenda jouent le rôle de collecteurs et redistribuent vers les autres villes du pays. (iii) et du corridor Ouest-Centre/Littoral (Tonga/Koutaba/Bangourain/Santchou vers Bafoussam, puis Douala/Yaoundé. Ce corridor dessert surtout le marché régional et urbain proche, avec des volumes moyens par rapport à ceux fournis par le septentrion et le Nord-Ouest.



Figure 21 : Quelques marques de riz camerounais sur le marché local

En ce qui concerne les consommateurs, la consommation finale du riz au Cameroun est en moyenne de 25kg/habitant/an (FAO, 2023). Et les consommateurs sont (i) les hôtels et restaurants et (ii) les ménages (étudiants et autres travailleurs urbains, etc.) et les consommateurs étrangers.

En marge de ces corridors nationaux, se trouvent des circuits internationaux, organisé autour de l'exportation du paddy et du riz blanchi.

- Circuit Extrême-Nord/Nord vers le Nigéria, animé par les transactions autour du paddy. Ce commerce est informel et en marge de la légalité (depuis quelques années), ce qui ne permet pas d'estimer les quantités réelles de ce circuit.

Encadré 6 : Les exportations frauduleuses du paddy camerounais vers le Nigeria renchérissent les prix du riz à l'Extrême-Nord

Dans le département du Mayo Danay, région de l'Extrême-Nord du Cameroun, le sac de paddy (riz non décortiqué) atteint 15 000 FCFA ces dernières semaines, contre 10 000 FCFA habituellement, (...). Ce renchérissement du paddy de plus 50%, dans un département qui abrite pourtant les installations de la Société d'expansion et de modernisation de la riziculture de Yagoua (SEMRY), est consécutif aux exportations massives du paddy camerounais vers le Nigeria.

En dépit de l'interdiction de ces exportations par les autorités locales, des producteurs encadrés par la SEMRY continuent de charger nuitamment, par dizaines, des camions du paddy local pour le Nigeria.

En plus de l'abondance des décortiqueuses dans ce pays voisin (il n'y en a pas beaucoup autour de la SEMRY et dans les coopératives locales), le paddy y est acheté beaucoup plus cher qu'au Cameroun. Ce prix incitateur hors des frontières motive les producteurs qui s'adonnent à cette activité.

Selon les autorités locales, les exportations du paddy vers le Nigeria, au-delà de provoquer une hausse des prix, fait planer une menace de famine sur la région de l'Extrême-Nord, en proie depuis des années à une réduction de la production des céréales, qui sont pourtant prépondérantes dans les habitudes alimentaires des populations de cette partie du pays.

Source : Investir au Cameroun, Vendredi, 05 juin 2020³.

Exportation du riz camerounais

- Circuit Extrême-Nord/Nord vers le Tchad et la Centrafrique, animé par les transactions autour du riz blanchi. Ces deux pays représentent l'essentiel du marché d'exportation du riz blanchi, avec selon l'INS environ 18 527,1 tonnes de riz en 2024. Les transactions s'organisent principalement à partir des marchés frontaliers comme Pouss et Yagoua dans l'Extrême Nord.
- Circuit Cameroun vers d'autres pays étrangers que le Nigeria. Le riz se commercialise en de petites quantités, avec deux niveaux d'organisation. La centralisation des produits autour des points d'exportation que sont principalement Douala et Yaoundé, puis l'exportation vers les pays comme le Canada, la France et les Etats Unis.

4.3. Les principaux acteurs et leurs caractéristiques

Les acteurs clés de la chaîne de valeur agricole et par maillon se présente comme suit :

4.3.1. Exploitation familiale de moins de 1 ha en culture pluviale (EFMHP)

L'exploitation familiale pluviale de petite taille constitue la base de la production rizicole au Cameroun. Elle repose sur une superficie moyenne de 0,5 hectare, exploitée selon un système traditionnel dépendant des conditions climatiques. La production annuelle est estimée à 1 250 kg de paddy, avec un rendement d'environ 2 500 kg/ha sur une seule campagne. La production est en grande partie destinée à l'autoconsommation, le surplus étant vendu à un prix moyen de 120 FCFA/kg, générant un produit brut de 150 000 FCFA/an. Les consommations intermédiaires restent faibles, incluant principalement les opérations culturales de base (défrichage, labour, semis, sarclage, récolte) ainsi que les intrants (semences et engrais : NPK, urée). Ce type d'exploitation se caractérise par une faible intensification, une forte utilisation de la main-d'œuvre familiale et un accès limité aux intrants. Il présente une forte vulnérabilité économique, liée aux aléas climatiques, à la faible productivité et au faible pouvoir de négociation sur le marché.

4.3.2. Exploitation familiale de moins de 1 ha en culture irriguée (EFMHI)

L'exploitation familiale irriguée de petite taille se distingue par une meilleure maîtrise de l'eau, permettant une intensification relative de la production. Elle couvre en moyenne 0,75 hectare, avec une production annuelle d'environ 3 750 kg de paddy et un rendement de 5 000 kg/ha. Le paddy est vendu à un prix moyen de 120 FCFA/kg, pour un produit brut de 450 000 FCFA/an. Les consommations intermédiaires sont nettement plus élevées, en raison des coûts liés à l'irrigation (redevance SEMRY), à l'utilisation accrue d'engrais (NPK, urée) et à une main-d'œuvre plus importante. Ce système présente

³ <https://www.investiraucameroun.com/agriculture/0506-14627-les-exportations-frauduleuses-du-paddy-camerounais-vers-le-nigeria-rencherissent-les-prix-du-riz-a-l-extreme-nord>

une meilleure performance productive, mais reste contraint par des coûts élevés. Il combine autoconsommation et commercialisation, avec une intégration progressive au marché, tout en restant sensible aux contraintes techniques et financières.

4.3.3. Exploitation familiale de plus de 1 ha en culture pluviale (EFPHP)

Les exploitations familiales pluviales de grande taille adoptent une orientation plus commerciale. Elles exploitent en moyenne 2 hectares, avec une production annuelle de 5 000 kg de paddy et un rendement d'environ 2 500 kg/ha. La production est majoritairement destinée à la vente à un prix moyen de 130 FCFA/kg, générant un produit brut de 650 000 FCFA/an. Les consommations intermédiaires sont élevées, traduisant une intensification relative des pratiques agricoles et une utilisation accrue d'intrants (semences, engrais) et de main-d'œuvre salariée. Ces exploitations sont mieux intégrées au marché, avec un recours partiel à la main-d'œuvre externe. Toutefois, leur rentabilité reste limitée par les faibles rendements en système pluvial et les contraintes d'accès aux intrants et aux services agricoles.

4.3.4. Exploitation familiale de plus de 1 ha en culture irriguée (EFPHI)

L'exploitation familiale irriguée de grande taille représente le niveau le plus intensif au stade de la production. Elle couvre en moyenne 3 hectares, avec une production annuelle de 15 000 kg de paddy et un rendement d'environ 5 000 kg/ha. Le produit est vendu à 130 FCFA/kg, générant un produit brut de 1 950 000 FCFA/an. Les consommations intermédiaires sont élevées, en raison de l'utilisation importante d'intrants (engrais, produits phytosanitaires), de la main-d'œuvre et des coûts d'irrigation, auxquels s'ajoute un amortissement des équipements estimé à 219 000 FCFA/an. Ce type d'exploitation est fortement orienté vers le marché et présente une productivité élevée. Toutefois, il est confronté à des coûts importants et à des contraintes de gestion technique et financière.

4.3.5. Transformation artisanale (UTA)

La transformation artisanale du riz est réalisée à petite échelle à l'aide de techniques manuelles. Elle traite environ 1 000 kg de paddy par an, avec un rendement de 60 %, soit 600 kg de riz blanc, ainsi que des sous-produits valorisables. Le riz blanc est vendu à 320 FCFA/kg et les sous-produits à 150 FCFA/kg, pour un produit brut total de 252 000 FCFA. Les consommations intermédiaires s'élèvent à environ 150 000 FCFA, principalement liées à l'achat du paddy et à la main-d'œuvre. Cette activité se caractérise par une faible mécanisation, une production localisée et une qualité variable. Elle joue néanmoins un rôle important dans l'approvisionnement des marchés locaux et la valorisation du riz par les ménages producteurs auto-consommateurs.

Encadré 7: Existence d'une transformation artisanale, mais marginale

Bien que la transformation artisanale soit présente dans la plupart des bassins de production étudiés et participe à la valorisation locale des produits agricoles, elle n'a pas été intégrée à l'analyse des flux dans le cadre de l'Analyse des Flux Alimentaires (AFA). Cette exclusion s'explique principalement par le faible volume des produits concernés et par leur contribution limitée aux échanges observés à l'échelle des territoires étudiés. En effet, les quantités transformées demeurent généralement modestes et sont majoritairement destinées à l'autoconsommation ou à des circuits de commercialisation de proximité, ce qui réduit leur poids relatif dans l'organisation globale des flux. Dès lors, leur prise en compte aurait eu une incidence marginale sur les résultats de l'analyse, sans apporter d'informations significatives supplémentaires sur la structuration des échanges alimentaires. L'étude a donc privilégié les flux dominants, caractérisés par des volumes plus importants et une influence plus marquée sur les dynamiques de production, de circulation et d'approvisionnement des marchés.

4.3.6. Transformation semi-industrielle (UTS)

Les unités de transformation semi-industrielles traitent des volumes assez importants, atteignant 10 000 kg de paddy par an, avec un rendement de 55 %, soit 5 500 kg de riz blanc. En effet, les équipements des unités semi-industrielles sont souvent anciens, mal entretenus et parfois technologiquement limités. Plusieurs unités disposent de décortiqueuses peu performantes qui provoquent un fort taux de brisure des grains. Or, plus le taux de brisure est élevé, plus le rendement matière commercialisable diminue.

Par ailleurs, il faut relever que le riz est vendu à 400 FCFA/kg, avec des sous-produits valorisés. Les coûts incluent l'achat du paddy (1 305 300 FCFA), la main-d'œuvre (300 000 FCFA) et l'énergie (200 000 FCFA), traduisant un niveau d'investissement plus élevé. Ces unités occupent une position intermédiaire stratégique dans la chaîne de valeur, en améliorant la qualité du produit et en assurant une meilleure structuration du marché.

4.3.7. Transformation industrielle (UTI)

Les unités industrielles représentent le niveau le plus avancé de transformation du riz. Elles traitent jusqu'à 50 000 kg de paddy par an, avec un rendement de 65 %, soit 32 500 kg de riz blanc. Le riz est vendu à 420 FCFA/kg, avec des coûts de production élevés incluant l'achat du paddy (6 526 500 FCFA), la main-d'œuvre et l'énergie. Ces unités bénéficient d'importantes économies d'échelle. Elles jouent un rôle clé dans la filière en fournissant un produit standardisé de meilleure qualité et en captant une part importante de la valeur ajoutée.

4.3.8. Commerçants des marchés ruraux (CMR)

Les commerçants des marchés ruraux assurent la collecte et la distribution du riz au niveau local. Leur activité porte sur un volume d'environ 2 000 kg, dont 40 % sont vendus et 60 % autoconsommés. Ils achètent le produit à 130 F/kg et le revendent à 150 FCFA/kg, avec des coûts limités liés au transport et aux pertes. Leur activité repose essentiellement sur la main-d'œuvre familiale. Bien que leur contribution à la valeur ajoutée soit limitée, ils jouent un rôle essentiel dans la circulation du produit en milieu rural et dans la connexion entre producteurs et marchés.

4.3.9. Commerçants des marchés urbains (CMU)

Les commerçants urbains occupent une position centrale dans la distribution du riz. Ils commercialisent environ 10 000 kg par an, avec un prix moyen pondéré de 530 FCFA/kg, pour un prix d'achat de 400 FCFA/kg. La distribution est diversifiée, incluant les marchés urbains, les supermarchés, les boulangeries et l'exportation. Cette diversification permet de toucher plusieurs segments de marché. Leur activité implique des coûts logistiques importants, mais leur position stratégique leur permet de capter une part significative de la valeur ajoutée dans la chaîne.

4.3.10. Exportateurs (riz et paddy)

Les exportateurs interviennent dans la commercialisation internationale du riz et du paddy. Les volumes exportés sont estimés à 5 000 kg de riz blanc et 5 000 kg de paddy. Le riz blanc est acheté à 300 FCFA/kg et vendu à 550 FCFA/kg, tandis que le paddy est exporté à 180 FCFA/kg après achat à 130 FCFA/kg. Ces activités nécessitent des coûts élevés liés au transport, à la logistique portuaire et aux taxes. L'exportation offre des opportunités de valorisation importantes, mais reste soumise à des contraintes logistiques et réglementaires. Elle contribue à l'intégration de la filière dans les marchés internationaux.

4.3.11. Consommateurs

Les consommateurs constituent le dernier maillon de la chaîne de valeur du riz. La consommation se répartit entre l'autoconsommation en milieu rural et la consommation marchande en milieu urbain. Le riz est un aliment de base dont la demande est en constante augmentation. Il est consommé sous forme de riz blanc ou transformé en divers produits alimentaires. Cette diversité des usages renforce le rôle stratégique du riz dans la sécurité alimentaire et le développement économique du Cameroun.

4.4. Les flux et cartographie des sous-chaînes

Le marché du riz au Cameroun est caractérisé par une forte dépendance aux importations pour combler le déficit structurel, même si une partie importante du riz importée est réexportée. La production locale (SEMRY, UNVDA y compris les Exploitations traditionnelles) tente de se développer, mais reste minoritaire face à la demande.

4.4.1. Flux entre les segments et maillons de la chaîne de valeur du riz en 2024

Tableau 5 : Estimations des flux entre les segments et maillons de la chaîne de valeur du riz en 2024

Segment de la chaîne de valeur	Types d'exploitation	Estimation (%)	Justification
1. Technique de production riz irrigué (≈ 24,4% de production)	Exploitations familiales (EFMHI) sur < 1ha	≈ 80% de la production du riz pluviale	La culture du riz irrigué repose sur le SEMRY, la UNVDA, les périmètres irrigués de Lagdo et quelques poches fonctionnelles comme Tonga. Dans le système de distribution des terres, les parcelles attribuées sont généralement d'environ 0,5ha. Il regroupe la majorité de producteurs.
	Exploitations familiales (EFMHI) sur > 1ha	≈ 20% de la production du riz pluviale	En dehors de la UNVDA qui a des parcelles en exploitation/entreprise, la production du riz irrigué sur plus de 1ha est faite par les exploitations familiales, qui cumulent plusieurs parcelles dans les périmètres irrigués
2. Technique de production : riz pluvial (≈ 75,6% de la production)	Exploitations familiales (EFMHP) sur < 1ha	≈ 90% de la production du riz pluvial	La culture du riz pluvial se fait dans toutes les régions du Cameroun en riz de bas-fonds et riz non bas-fonds. Il s'agit essentiellement des petits producteurs.
	Exploitations familiales (EFMHP) /industrielles > 1ha	≈ 10% de la production du riz pluvial	La culture du riz pluviale se fait dans toutes les régions du Cameroun en riz de bas-fonds et riz non bas-fonds. Dans cette catégorie, on trouve également des grands producteurs, plus de 1ha.
3. Transformation locale	Unités de Transformation artisanale	≈ 1,5% du paddy	Mode traditionnel, présent dans tous les bassins de production, mais progressivement remplacé par les unités semi-industrielles, et surtout reléguée comme activité des femmes et enfants dans le ménage.
	Unités de Transformation Semi-industrielle (UTS)	≈ 73,5% du paddy	Il y a des unités de transformation locale qui émergent dans tous les bassins de production, installées par des entrepreneurs ou des coopératives.
	Unité de Transformation Industrielle (UTI)	≈ 25% du paddy	Des cas d'unité comme la SEMRY existent.
4. Exportation (riz paddy)	-	≈ 45% de la production locale ⁴	La filière est extravertie car près de la moitié du riz est exporté sous forme de paddy pour être transformé dans les pays voisins, notamment au Nigéria.
5. Importation	-	≈ 80 % du riz consommé au Cameroun (2024) ⁵	L'importation de riz au Cameroun reste massive et certains importateurs réexportation vers les pays voisins du fait des exonérations fiscales sur l'importation des denrées alimentaires de première nécessité dans le cadre dans la politique de la lutte contre la vie chère.

⁴ Les enquêtes de terrain révèlent la vente d'une partie du riz paddy produit vers les pays voisins, notamment le Nigéria, à partir des régions septentrionales et du Nord-Ouest. Cette question n'a pas trouvé de statistiques claires auprès d'acteurs clés comme la Douane.

⁵ Il ressort d'une étude de L'Agence Japonaise de Coopération Internationale (2021) que la grande majorité des volumes commercialisés au Cameroun est constituée de riz importé du fait que 80 % de la consommation de riz repose sur les

Schématiquement, la filière se structure comme indiqué dans la figure 22 ci-après.

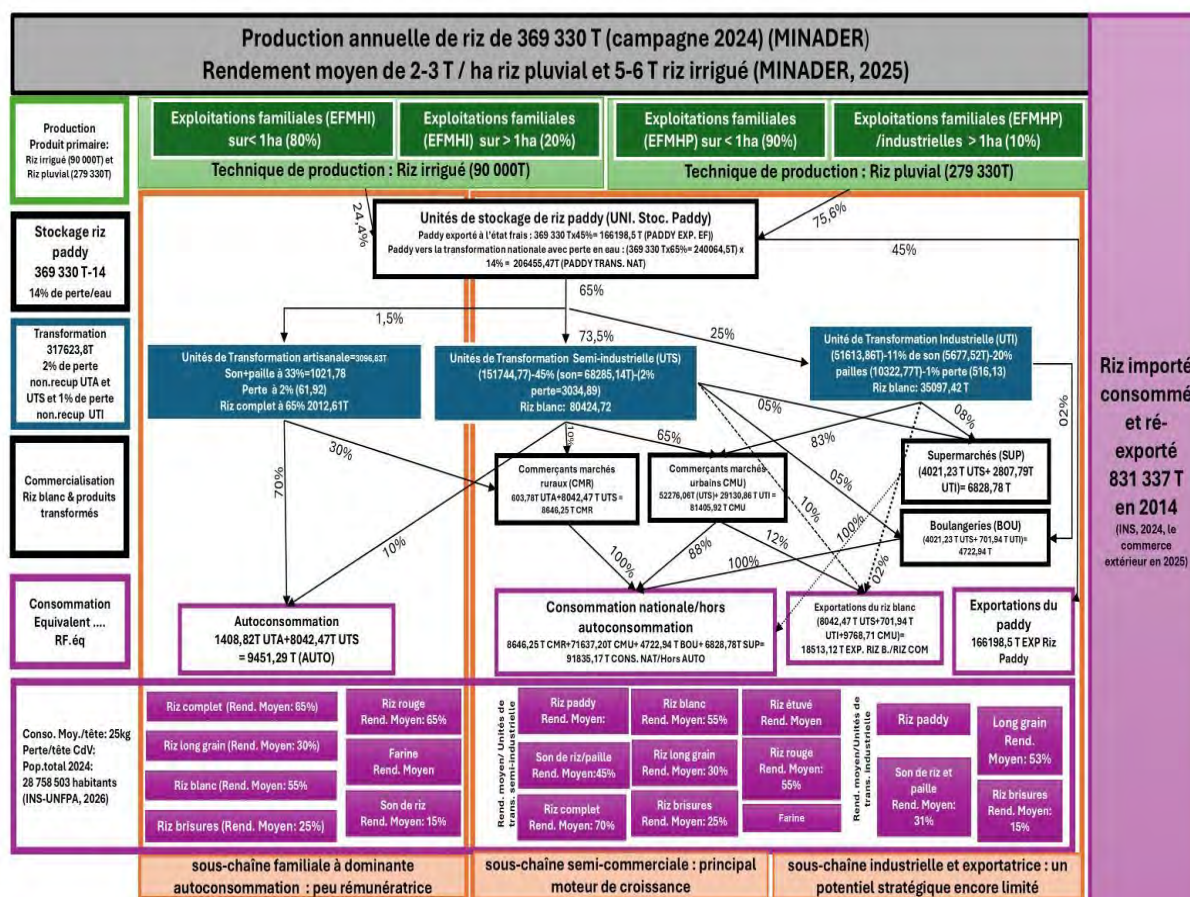


Figure 22 : Flux du riz produit au Cameroun

La figure 22 met en évidence une production nationale de riz estimée à 369 330 tonnes en 2024, dont 90 000 tonnes issues du riz irrigué et 279 330 tonnes du riz pluvial. Les exploitations familiales dominent largement la production, représentant environ 80 % des producteurs dans les systèmes irrigués et 90 % dans les systèmes pluviaux. Les rendements restent contrastés selon les techniques de production, avec 2 à 3 tonnes/ha en riz pluvial contre 5 à 6 tonnes/ha dans les périmètres irrigués. Aussi, elle relève une organisation de la chaîne de valeur du riz au Cameroun autour de trois principales sous-chaînes de valeur aux logiques économiques et commerciales différenciées : la sous-chaîne familiale à dominante autoconsommation, la sous-chaîne semi-commerciale et la sous-chaîne industrielle et exportatrice. Elle illustre également les flux de production, de transformation et de commercialisation du riz paddy jusqu'aux produits finaux destinés à la consommation nationale ou à l'exportation.

La première sous-chaîne, qualifiée de familiale à dominante autoconsommation, repose principalement sur la transformation artisanale. Elle absorbe une part importante de la production destinée aux ménages producteurs, avec une autoconsommation estimée à plus de 9 400 tonnes équivalent riz blanc. Cette sous-chaîne produit surtout du riz complet, du riz long grain, du riz blanchi

importations. Le riz local compte pour 20 % de la distribution totale, mais une partie de la production nationale est aussi écoulee vers les pays voisins.

et des sous-produits tels que les brisures et le son de riz. Elle joue un rôle central dans la sécurité alimentaire des ménages ruraux, mais reste caractérisée par de faibles niveaux de productivité, des pertes post-récolte importantes et une faible intégration aux circuits commerciaux modernes.

La deuxième sous-chaîne, semi-commerciale, apparaît comme la principale composante de la filière. Elle est dominée par les unités de transformation semi-industrielles et les commerçants grossistes opérant dans les marchés ruraux et urbains. Cette sous-chaîne assure l'essentiel de l'approvisionnement du marché national, avec plus de 91 000 tonnes équivalent riz blanc destinées à la consommation intérieure et hors autoconsommation. Elle se caractérise par une meilleure insertion marchande, une circulation plus importante des volumes et une diversification des produits transformés (riz blanc, riz étuvé, farine, brisures). Toutefois, les performances restent limitées par les pertes techniques, les insuffisances logistiques et la faible compétitivité face au riz importé.

Enfin, la sous-chaîne industrielle et exportatrice demeure encore marginale, mais présente un potentiel stratégique important. Elle est portée par les unités de transformation industrielle, les supermarchés, les boulangeries et les circuits d'exportation. Cette sous-chaîne valorise davantage les produits transformés à plus forte valeur ajoutée, notamment le riz étuvé, le riz blanc standardisé et certains sous-produits destinés à l'industrie agroalimentaire. Toutefois, malgré ce potentiel, le marché camerounais reste fortement dominé par le riz importé, avec plus de 831 000 tonnes importées et réexportées en 2024, soit un volume largement supérieur à la production nationale.

Dans l'ensemble, cette figure met en évidence une chaîne de valeur duale et fortement segmentée, où coexistent une filière familiale encore orientée vers l'autoconsommation, une sous-chaîne semi-commerciale jouant un rôle clé dans l'approvisionnement national et une sous-chaîne industrielle émergente cherchant à renforcer la compétitivité du riz local face aux importations.

Encadré 8 : Effet de la convertibilité entre le FCFA et le Naira sur l'exportation du paddy vers le Nigéria

Les échanges transfrontaliers entre Cameroun et Nigeria sont fortement sensibles aux variations du taux de change réel entre le franc CFA et le Naira. Dans le nord du Cameroun, les marchés agricoles sont étroitement liés à ceux du Nigeria et les fluctuations de la parité monétaire ont un impact direct sur la compétitivité des produits agricoles exportés. Pour le paddy, une hausse du Naira renforce le pouvoir d'achat des opérateurs nigériens et facilite ainsi les exportations camerounaises. En revanche, une dévaluation du naira diminue l'attractivité du paddy camerounais et provoque une baisse des échanges commerciaux transfrontaliers. La rentabilité de la chaîne de valeur rizicole dépend donc à la fois des performances techniques et productives des exploitations et de facteurs macroéconomiques régionaux, notamment de l'évolution du taux de change entre les deux monnaies.

Les transactions commerciales entre le Cameroun et le Nigeria ne se font d'ailleurs pas uniquement sur la base du taux de change officiel. Une bonne partie des échanges se fait sur les marchés parallèles de change, où les fluctuations du taux FCFA Naira ont un impact direct sur les coûts de transaction, les marges commerciales et les volumes échangés. Certains arbitrages monétaires réalisés par les commerçants ont une influence décisive sur l'orientation des flux transfrontaliers. Dans ce contexte, les variations monétaires se présentent comme un déterminant structurant de la compétitivité du paddy camerounais sur le marché nigérian et, au-delà, de la dynamique économique du secteur du riz dans les régions frontalières du Nord Cameroun.

Taux de convertibilité FCFA/naira = 1 FCFA $\approx$ 2,4 NGN

Source : Herrera et Massuyeau (1995)

Tableau 6 : Convertibilité entre le FCFA et le Naira entre 2015 et 2025

Année	1 Naira (NGN) en FCFA	1 FCFA en Naira	Évolution par rapport à 2015
2015	≈ 3,04 FCFA	≈ 0,33 NGN	Base 100
2020	≈ 1,60 FCFA	≈ 0,63 NGN	-47%
2025	≈ 0,41 FCFA	≈ 2,45 NGN	-86,50%

Source : <https://www.exchangerates.org.uk/NGN-XAF-spot-exchange-rates-history-2015.html>

Entre 2015 et 2025, le Naira a perdu environ 86 % de sa valeur face au FCFA. Cette dépréciation a bouleversé les dynamiques commerciales dans les espaces frontaliers Cameroun-Nigeria. Le FCFA s'est fortement renforcé face au Naira et les produits nigériens sont devenus beaucoup plus compétitifs sur les marchés camerounais. Cette évolution explique en grande partie l'intensification des flux commerciaux transfrontaliers observée dans plusieurs corridors frontaliers du Cameroun.

4.4.2. Une exportation marginale du riz local

Malgré des quantités relativement réduites, le riz local est exporté vers de nombreux pays. Ces destinations sont dominées par la Tchad (Tableau 7).

Tableau 7 : Pays destinataires du riz transformé au Cameroun

Pays de destination	Estimation des quantités en tonnes
Canada	0,033
Guinée Equatoriale	0,2
Etats Unis	0,448
France	182,1
République centrafricaine	392,1
Tchad	17 937,79
Nigéria	0,45
Total	18 513,1205

Source : Données de l'INS

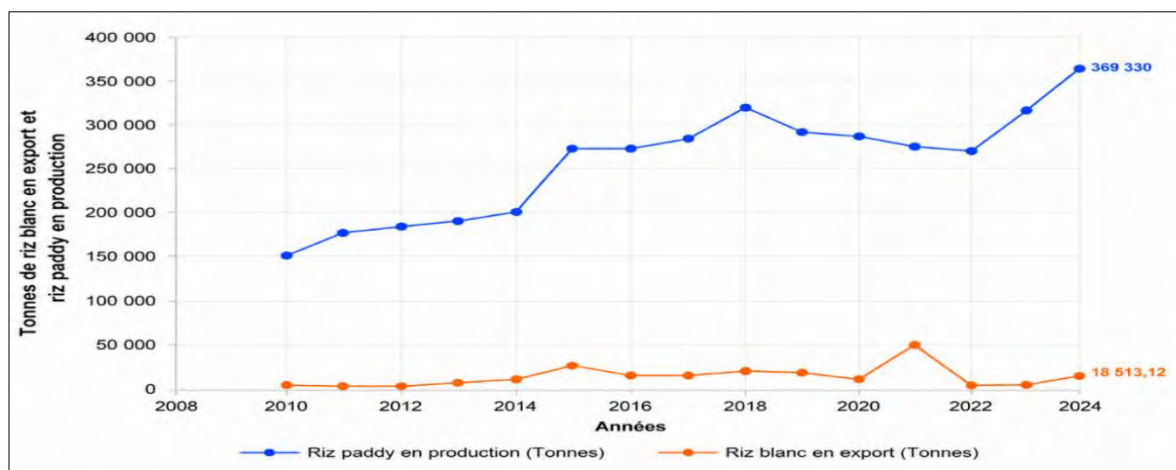
Le tableau 7 présente la répartition des exportations de riz selon les pays de destination, pour un volume total estimé à 18 513,12 tonnes. L'analyse met en évidence une forte concentration géographique des exportations, dominées par les marchés régionaux. En effet, le Tchad apparaît comme le principal partenaire commercial, avec 17 937,79 tonnes, soit environ 96,9 % des exportations totales. Cette prédominance traduit une intégration commerciale sous régionale forte, probablement facilitée par la proximité géographique, les échanges transfrontaliers et les complémentarités en matière de sécurité alimentaire. Le Tchad est frontalier avec le Département du Mayo-Danaï, où se trouve les grands bassins de Maga et de Yagoua, encadrés par la SEMRY. Les marchés de Pouss et de Yagoua sont les principaux points de ravitaillement des commerçants venus du Tchad.

La République centrafricaine (392,1 tonnes) et la France (182,1 tonnes) occupent des positions secondaires, représentant respectivement environ 2,1 % et 1,0 % des exportations. La présence de la France peut s'expliquer par des circuits spécifiques (diaspora, niche de marché, produits de qualité ou transformés), tandis que la République centrafricaine s'inscrit dans la dynamique des échanges régionaux.

Les autres destinations, notamment les États-Unis (0,45 t), le Nigéria (0,45 t), la Guinée équatoriale (0,2 t) et le Canada (0,033 t), affichent des volumes marginaux, quasiment négligeables. Cela traduit une faible diversification des débouchés internationaux et une insertion limitée dans les marchés globaux. Mais ceci pourrait aussi indiquer, notamment pour les cas du Canada et des États-Unis, des circuits spécifiques de niches autour de la diaspora, et pourrait constituer des opportunités plus importantes pour l'exportation dans le futur d'un riz de qualité issu d'une transformation locale plus poussée.

Par ailleurs, on peut du point de vue économique (i) dépendance à un marché unique, avec une très forte concentration des exportations vers le Tchad constitue un risque commercial majeur, (ii) une faible compétitivité internationale, avec des volumes très faibles à destination des marchés occidentaux et (iii) une orientation sous régionale de la filière. Un potentiel de diversification existe avec la présence, même marginale, de pays comme la France ou les États-Unis, indiquant l'existence de niches de marché à développer, notamment pour des produits spécifiques (riz local de qualité, riz bio, riz étuvé, etc.).

Cette situation contraste avec l'exportation de quantités importantes du paddy (Figure 23).



Source : Base de données du CIAR et d'enquêtes de terrain

Figure 23 : Evolution conjointe de la production de riz paddy et des exportations de riz blanc au Cameroun sur la période 2010-2024.

Il ressort de la figure 22 que la production nationale de paddy connaît une tendance globalement haussière, passant d'environ 150 000 tonnes en 2010 à 369 330 tonnes en 2024. Cette progression n'est toutefois pas linéaire : elle est marquée par une phase d'accélération notable entre 2014 et 2018, culminant à plus de 320 000 tonnes, suivie d'une légère contraction entre 2019 et 2022, avant une reprise significative à partir de 2023.

En revanche, les exportations de riz blanc demeurent relativement faibles sur l'ensemble de la période. Elles oscillent généralement entre 5 000 et 30 000 tonnes, avec un pic exceptionnel autour de 50 000 tonnes en 2021, suivi d'une chute brutale en 2022, puis d'une reprise modérée atteignant 18 513,12 tonnes en 2024. Cette instabilité traduit une faible structuration des flux d'exportation et une dépendance aux opportunités ponctuelles de marché.

L'analyse comparative des deux courbes révèle un décalage structurel important : malgré l'augmentation de la production de paddy, les exportations de riz blanc restent marginales. Cela suggère que la production nationale est principalement orientée vers la consommation intérieure, ou que les capacités de transformation et de valorisation à l'export restent limitées. Par ailleurs, la nature

différente des produits (paddy en production versus riz blanc en export) met en évidence des pertes de valeur ajoutée potentielles dans la chaîne de transformation.

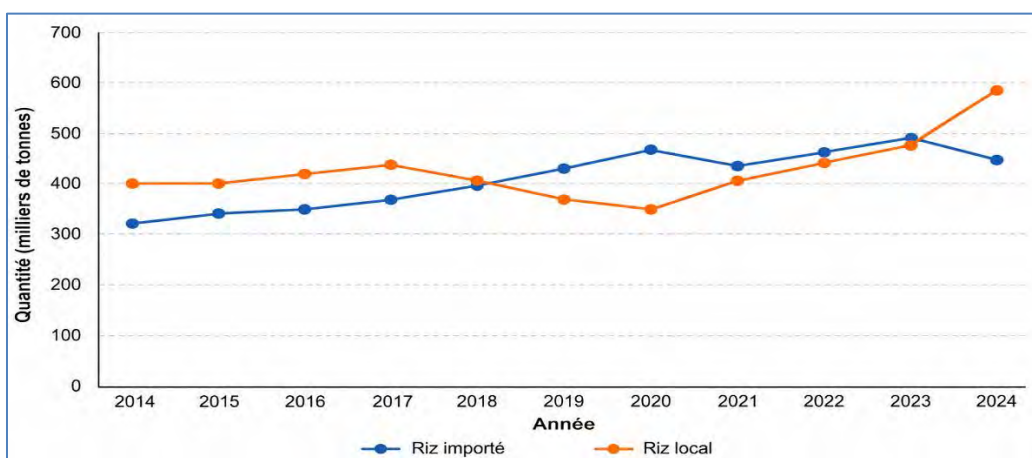
En définitive, la figure souligne à la fois les progrès réalisés en matière de production rizicole et les limites persistantes en termes de transformation et d'intégration aux marchés internationaux. Elle met en évidence la nécessité de renforcer les capacités industrielles de transformation, d'améliorer la qualité du riz local et de structurer les circuits d'exportation afin de mieux valoriser la production nationale.

4.4.3. Des quantités importantes du riz réexportées

En 2024, le Cameroun avait importé 831 337 tonnes de riz (INS, 2026), pour une consommation moyenne de 647066,31 tonnes (Pop estimée du Cameroun en 2024 = 28 758 503 hab * 90% (pourcentage des camerounais qui consomment le riz) * 25kg (quantité de riz consommé par personne/an). Par ailleurs, la production nationale consommée (riz blanc) en 2024 était d'environ 9451,29 T AUTO + 91835,17 T CONS. NAT/Hors AUTO, pour un total de 101286,46 tonnes. Or, la part de la contribution de l'importation à la consommation nationale : 647066,31 tonnes - 101286,46 tonnes soit 545 779,85 tonnes en 2024. Les quantités de riz réexportées : consommation annuelle d'environ estimée : 831337 tonnes - 545 779,85 tonnes = 285 557,15 tonnes, quantité presque équivalente à la production nationale.

4.4.4. Le prix sur le marché : entre riz local et riz importé

Le prix du riz produit au Cameroun est généralement plus élevé que le riz importé, dans la gamme du riz blanchi (figure 24).



Source : Données d'enquête

Figure 24 : Evolution comparative des prix du riz importé et des prix du riz local entre 2014 et 2024.

De manière générale, les deux courbes de la figure 24 affichent une tendance globale à la hausse, traduisant une augmentation simultanée des prix du riz importé et des prix de la production locale au cours de la période étudiée.

La figure 24 montre que le prix du riz importé augmente de manière relativement régulière, passant d'environ 320 F CFA/kg en 2014 à près de 500 F CFA/kg en 2023, avant de reculer légèrement en 2024. Le riz local présente quant à lui une évolution plus instable. Après une hausse entre 2014 et 2017, son prix baisse jusqu'en 2020, puis connaît une forte augmentation à partir de 2021 pour atteindre environ 580 F CFA/kg en 2024, soit le niveau le plus élevé de la période. En 2024, le prix du riz local dépasse

nettement celui du riz importé, traduisant une forte tension sur le marché local et une volatilité plus importante des prix du riz produit localement.

Malgré le fait que le prix du riz local soit élevé sur le marché par rapport au riz importé, une note une percée progressive de ce riz dans les marchés locaux. Les enquêtes relèvent qu'en 2025, on avait près 15% la part du marché du riz local sur certaines plates-formes commerciales, contre environ de 5% en 2022-2023. L'arrivée dans le domaine de certaines entreprises comme la COOPCA COMRIZ (marque MALIKA), SOULTANA et ACS (marque Yero), favorise la vulgarisation du riz local.

4.5. La recherche et les services d'appui à la production

4.5.1. Les Sociétés Sous tutelle et les Projets, Programmes

Les Sociétés Sous tutelle et les principaux Projets et Programmes intervenant dans la filière riz sont :

- la Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de YAGOUA (SEMRY) dans la Région de l'Extrême-Nord dont le potentiel de 23 000 ha aménagés et cultivable en double culture n'est valorisé qu'à hauteur de 10 000 ha avec des rendements de l'ordre de 5t/ha de paddy ;
- la *Upper Nun Valley Development Authority* (UNVDA) dans la Région du Nord-Ouest, et sur un potentiel de l'ordre de 15 000 ha, met annuellement en culture 3 000 ha avec des rendements de l'ordre de 4t/ha ;
- la Ferme pilote de riziculture irriguée d'Avangane (FPRIA-C) dont la quarantaine d'hectares sous irrigation et les infrastructures de formation se prêtent à une production intensive de semences de riz et au renforcement de capacités des producteurs aux bonnes pratiques rizicoles dans la Région du Centre ;
- le Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles, Phase II (PADFA II) qui appuie la production semencière, la production du paddy, la transformation et la mise en marché dans les Régions de l'Ouest, du Nord-Ouest, du Nord et de l'Extrême-Nord ;
- le Projet de Développement de la Riziculture Irriguée et Pluviale (PRODERIP) en charge de la purification variétale dans la zone UNVDA, de la formation des formateurs et de la petite mécanisation dans les Régions du Centre, du Sud, de l'Est et du Nord-Ouest ;
- le Projet de développement rural du Mont Mbappit, Phase II (PDRM II) en charge de l'aménagement des périmètres irrigués, de la transformation et de la mise en marché dans le Département du Noun, Région de l'Ouest ;
- le Projet de développement de la chaîne de valeur du riz en charge de la modernisation dans la Région du Nord-Ouest ;
- le Projet d'aménagement et de valorisation des investissements de la vallée de la Bénoué (Viva Bénoué) en charge de l'aménagement des périmètres irrigués, de la transformation et de la mise en marché dans la Région du Nord ;
- le Projet d'Aménagement et de Valorisation des Investissements dans la vallée du Logone (VIVA Logone) en charge de l'aménagement des périmètres irrigués, de la transformation et de la mise en marché dans la Région de l'Extrême-Nord ;
- *Agricultural Infrastructure and Value Chain Development Project of the South West Region* (AIVDP) en charge de l'aménagement des périmètres irrigués, de la transformation et de la mise en marché dans la Région du Sud-Ouest.

Tableau 8 : Répartition des investisseurs par activité de la chaîne de valeur du riz et par nature de l'intervention au cours des 10 dernières années

Stratégie	Politique	Infrastructures	Capacités humaines	Fourniture ou soutien	Information / Connaissances
Semences	MINADER MINEPAT	PADFA II PRODERIP, FPRIA-C	VIVA Logone, VIVA Bénoué, PRODERIP, FPRIA-C	PARPAC AIVDP, PADFA II PRODERIP	VIVA Logone, VIVA Bénoué PADFA II, PRODERIP IRAD
Engrais	MINADER, MINEPAT		VIVA Logone VIVA Bénoué	PARPAC VIVA Logone	VIVA Logone, VIVA Bénoué IRAD
Gestion de l'eau	MINADER, MINEPAT	VIVA Logone, VIVA Bénoué PDCVR	VIVA Logone VIVA Bénoué	VIVA Logone, VIVA Bénoué PDRM II, PADFA II	VIVA Logone VIVA Bénoué
Recherche et diffusion des technologies	MINADER, MINEPAT	VIVA Logone VIVA Bénoué PDCVR	VIVA Logone VIVA Bénoué PADFA II	VIVA Logone, VIVA Bénoué, PADFA II, PRODERIP	VIVA Logone, VIVA Bénoué PADFA II, PRODERIP, IRAD
Mécanisation	MINADER, MINEPAT	VIVA Logone, VIVA Bénoué, PRODERIP	VIVA Logone VIVA Bénoué, PRODERIP	VIVA Logone VIVA Bénoué PRODERIP	VIVA Logone, VIVA Bénoué PRODERIP
Amélioration de la qualité	MINADER, MINEPAT	PDCVR, PADFA II PRODERIP	VIVA Logone, VIVA Bénoué, PRODERIP	VIVA Logone, VIVA Bénoué PRODERIP	VIVA Logone VIVA Bénoué
Accès au marché	MINADER, MINEPAT	PDCVR PADFA II	VIVA Logone VIVA Bénoué PRODERIP	VIVA Logone VIVA Bénoué PDRM II	VIVA Logone, VIVA Bénoué PRODERIP
Accès au crédit	MINADER, MINEPAT	PDCVR		VIVA Logone	VIVA Logone, VIVA Bénoué

Source : République du Cameroun, 2023 et enquête de terrain

4.5.3. Le Système National de Recherche Agricole

Il comprend essentiellement pour ce qui concerne la filière riz :

- L'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD) qui entretient des relations étroites avec le Centre du riz pour l'Afrique (AFRICARICE) ;
- les universités dotées de facultés d'agronomie et/ou de facultés de sciences ;
- les différentes agences et initiatives de coopération internationales (Japon, Corée, Egypte, Brésil...).

4.5.3. Les Partenaires Techniques et Financiers

Les principaux Partenaires Techniques et Financiers (PTF) intervenant dans la filière riz sont :

- l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) qui a porté le projet « *Partnership for Sustainable Rice Systems Development in Sub-Saharan Africa* » ;
- le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) qui cofinance le projet PADFA II avec le Gouvernement ;
- la Banque Islamique de Développement (BID) qui finance l'AIVDP ;
- l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) ; qui met en œuvre le Projet de coopération technique de développement de la Riziculture irriguée et pluviale (PRODERIP) ;

- la coopération Coréenne (Agence Coréenne de Coopération Internationale : KOICA et l'Initiative de Coopération Corée-Afrique en matière d'agriculture : KAFACI) qui a aidé à mettre en place le projet F-PPRIAC et a financé les essais d'adaptation de plusieurs variétés de riz ;
- la Banque Africaine de Développement (BAD) à travers le PARPAC dans le financement de l'acquisition des semences de riz, engrais, dispositif d'appui conseil et vulgarisation et mesures de résilience ;
- la Banque Mondiale (BM) qui finance les projets VIVA Bénoué et VIVA Logone.

Tableau 9 : Quelques projets de développement/appui à la chaîne de valeur du riz en cours

Nom et Acronyme	Objectif	Zone d'intervention	Durée prévisionnelle	Source de financement	Coûts (en millions FCFA)
Ferme pilote de riziculture irriguée d'Avangane, (FPRIA-C)	Mise en place d'un centre de recherche mécanisé en riziculture et augmenter les revenus et les aptitudes des agriculteurs à travers la culture du riz et transférer les technologies	Région du Centre/ Département de la Haute Sanaga	Permanent	Gouvernement du Cameroun	1 400
Projet d'appui au développement des filières agricoles, Phase II (PADFA II)	Contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations cibles	Régions de l'Extrême-Nord, du Nord, du Nord-Ouest et de l'Ouest	15/04/2021 au 31/03/2027	FIDA	0 510
Projet de développement de la chaîne de valeur du riz (PD-CVR)	Contribuer à augmenter la production locale de riz de qualité	Régions du Nord-Ouest, de l'Ouest	2023-2028	BID	52 000
Projet d'aménagement et de valorisation des investissements de la vallée de la Bénoué (Viva Bénoué)	Promouvoir la gestion rationnelle et durable de l'eau et de veiller à la sécurité du barrage de Lagdo, et de Promouvoir l'appui-conseil, le développement de partenariats d'affaires et les innovations technologiques dans la gestion dudit bassin	Région du Nord	2020-2027	Banque Mondiale	130 000
Projet d'Aménagement et de Valorisation des Investissements dans la vallée du Logone (VIVA Logone)	Promouvoir les services d'irrigation et de drainage durables et améliorer la production agricole dans les zones irriguées de la vallée du Logone	Région de l'Extrême-Nord/ Périmètre de la SEMRY	2022-2029	Banque Mondiale	130 000

Source : République du Cameroun, 2023 et enquête de terrain

4.6. Diagnostic technique

Tableau 10 : Analyse des FFOM de la filière riziculture

SEMENCES	
FORCES	FAIBLESSES
- Existence des variétés de semences adaptées ; - Existence d'un plan national de développement de semences agricoles ; - Existence de la SNDSR ;	- Faible qualification de la ressource humaine en inspection semencière de riz ; - Difficultés dans la maintenance de la pureté des variétés de riz.

- Inscription des variétés dans le catalogue officiel.	
OPPORTUNITÉS	MENACES
- Existence des centres de recherche et des chercheurs qualifiée dotés des compétences orientées vers la filière riz ; - Collaboration avec des partenaires techniques (AfricaRise et IRRI) ; - Existence d'une politique nationale de semences végétales ; - Existence de formations des spécialistes en semences.	- Pureté variétale menacée par la non spécialisation des bassins de productions/variétés ; - Faible traçabilité des semences cultivées.
PRODUCTION	
FORCES	FAIBLESSES
- Volonté politique - Existence d'un potentiel de production (Superficies et technologie) ; - Existence d'un dispositif public d'encadrement technique dans les bassins de production rizicole ; - Existence d'un savoir-faire endogène des acteurs ; - Existence des structures de recherche sur les technologies de production et de transformation ; - Disponibilité de la petite mécanisation propre à la riziculture (semoirs, moissonneuses batteuses, des désherbeuses et batteuses mécaniques) chez les petits producteurs en particulier ; - Augmentation du nombre de producteurs et de bassins de production (UNDVA, SEMRY, AFRIFOOD, coopératives Nkoteng, Minta).	- État de dégradation avancée des infrastructures hydro-agricoles ; - Insuffisance des aménagements hydro agricoles ; - Faible taux d'adoption des technologies de production ; - Insuffisance de la main d'œuvre ; - Coût élevé des facteurs de production ; - Faible mécanisation des opérations de production et post-récoltes ; - Caractère atomisée de l'offre du riz pluvial de plateau ; - Absence de cartographie détaillée de la fertilité des sols ; - Coût élevé des opérations d'aménagement et de désenclavement des bassins de production rizicoles.
OPPORTUNITÉS	MENACES
- Demande en augmentation croissante ;	- Insécurité foncière ; - Crise sécuritaire (NOSO et Boko Haram) ; - Forte récurrence et intensité des effets négatifs des changements climatiques ; - Pressions parasitaires et prolifération des ennemies du riz. - Écart entre le taux de change réel (700 FCFA/EURO) et le taux de change nominal (656 FCFA/EURO)
TRANSFORMATION	
FORCES	FAIBLESSES
- Existence d'une capacité de transformation artisanale, semi-industrielle et industrielle ; - Existence d'un réseau de structures de recherche et de partenaires nationaux et internationaux associés à la promotion de la transformation.	- Faible disponibilité des unités de transformation adaptée ; - Faible desserte des bassins de productions en électricité ; - Insuffisance des agents de maintenance qualifiés ; - Faible niveau de transformation du riz. - Insuffisance des infrastructures telles que les aires de séchages, les magasins de stockage du paddy et des produits finis ; - Faible valorisation du riz en sous-produits
OPPORTUNITÉS	MENACES

- Existence de grandes, moyennes et petites unités de transformation sur le marché ; - Existence des techniques de transformation du riz et de ses dérivés.	- Coût élevé et faible accessibilité à l'énergie ; - Faible vulgarisation des techniques de transformation du riz et de ses dérivés ; - Faible qualité des équipements de transformation ; - Rareté des pièces de rechanges des unités de production et de transformation ; - Inexistence des contrats d'approvisionnement entre producteurs et transformateurs. - Exportation illégale de paddy vers le Nigeria transformé au Nigéria
COMMERCIALISATION	
FORCES	FAIBLESSES
- Existence d'un marché domestique en pleine croissance associés aux opportunités du commerce extérieur (ZLECAF) ; - Intérêt croissant des distributeurs pour le riz local.	- Forte hétérogénéité du riz local ; - Faible performance du circuit de distribution de riz ; - Absence d'une véritable stratégie marketing autour du riz local ; - Problèmes dans le conditionnement (mélange de variétés de riz) et le packaging du riz ; - Accroissement des coûts de transport (Mauvaise qualité des routes).
OPPORTUNITES	MENACES
- Existence d'un marché national croissant en riz ; - Implémentation des initiatives menées par le MINCOMMERCE dans la commercialisation du riz local auprès des grandes surfaces ; - Entrée en vigueur de la ZLECAF ;	- Forte concurrence du riz importé ; - Mauvais état des infrastructures routières.

Source : République du Cameroun, 2023 et données de terrain

4.7. Contraintes, défis et menaces dans la chaîne de valeur du riz

Les principaux freins au développement de la filière riz au Cameroun sont résumés dans le tableau 11.

Tableau 11 : Principaux freins au développement de la filière riz au Cameroun

Domaines	Principaux freins au développement de la filière
Production	Faibles rendements en riziculture pluviale, accès limité aux semences améliorées certifiées, faible maîtrise des itinéraires techniques (pépinière, repiquage), utilisation insuffisante d'intrants (engrais, herbicides), faible mécanisation, dépendance aux conditions climatiques, et pertes post-récolte importantes (séchage, stockage). Dans le Nord, il n'y a qu'une seule coopérative qui produit des semences certifiées. C'est la COOP CA KALSENDI de KISMATARI qui reçoit ses semences de l'IRAD à travers le partenariat noué avec le PADFA II. Cette coopérative ne réussit pas à satisfaire la demande en semences des autres coopératives de production du riz de consommation. Il n'y a pas de relation directe entre les coopératives avec l'IRAD et l'on redoute une perte de la qualité des semences une fois le projet terminé. Le coût des engrais reste encore élevé. Si pour l'instant PADFA II accompagne ces coopératives en leur accordant des fonds de roulement pour supporter les prix pratiqués actuellement sur le marché, après le projet elles ne seront pas capables de

Domaines	Principaux freins au développement de la filière
	subvenir à leurs besoins en engrais. L'engrais subventionné de l'Etat reste hors de leur portée malgré la disponibilité des fonds
Transformation	Les unités de transformation sont majoritairement semi-industrielles et peu performantes, ce qui favorise la sortie massive des productions de riz sous forme paddy vers les pays voisins qui en sont mieux lotis. Le manque d'usines de décorticage modernes donne parfois au riz camerounais un aspect moins raffiné (présence de brisures, de petits cailloux), bien qu'il soit très apprécié pour ses qualités gustatives et nutritionnelles.
Commercialisation	Forte dépendance aux importations de riz, faible compétitivité du riz local en termes de qualité et de prix, intégration limitée aux circuits formels (supermarchés, industries), déséquilibre entre l'offre locale et la demande urbaine, faibles capacités de contractualisation entre acteurs. Les productions de la plupart de ces coopératives sont bradées et vendues en paddy aux pays voisins du fait de l'insuffisance des équipements de transformation et de la difficulté de ces coopératives à accéder au crédit bancaire pour satisfaire les besoins des coopérateurs en attendant que les prix du riz paddy augmente. La non-structuration des interprofessions met les producteurs à la merci des commerçants véreux et des intermédiaires pour l'accès au marché et aux intrants. Le riz local souffre de coûts de production et de logistique élevés. Sur les étals, les sacs de riz brisé importé d'Asie restent souvent plus accessibles que le riz local blanchi.
Aléas climatiques	La production du riz est tributaire des aléas climatiques d'une manière générale mais avec beaucoup plus d'accent ces dernières années. Les effets du changement climatique se manifeste à travers tantôt des poches de sécheresse qui viennent avec leurs légions de ravageurs (chenille légionnaires et autres insectes destructeurs) le tout alterné des inondations qui détruisent des plantations entières laissant les producteurs dans un désarroi total.
Assurances	L'une des solutions aux effets du changement climatique serait la souscription à des polices d'assurance mais les assureurs sont très méfiants car jugent l'activité agricole très risquée laissant ainsi le producteur à son triste sort.
Accès au financement	- Difficultés d'accès aux financements bancaires ; - Faible taux de bancarisation ; - Faible niveau d'éducation financière des producteurs ; - Faible structuration des acteurs. L'interprofession est embryonnaire ; - Faible fonctionnalité des organisations des acteurs.
Gouvernance des Organisations de production	Faible structuration des organisations de producteurs et insuffisance de la coordination horizontale entre les acteurs d'un même maillon, notamment au niveau de la production. La coordination verticale entre les différents maillons de la chaîne demeure également limitée, en raison de l'absence de mécanismes efficaces de gouvernance et de régulation, de la faible diffusion de l'information sur les marchés et d'une intégration verticale encore embryonnaire.
Infrastructures	L'état dégradé des pistes agricoles dans les bassins de production complique l'acheminement du produit vers les grands centres urbains comme Douala et Yaoundé. Infrastructures hydro-agricoles insuffisantes ou mal entretenues, enclavement des bassins de production, coûts élevés de transport, accès irrégulier à l'électricité pour la transformation, insuffisance d'infrastructures de stockage et de conservation.

4.8. Analyse synthétique et perspectives

La chaîne de valeur du riz au Cameroun constitue un levier stratégique pour la sécurité alimentaire, la réduction des importations et le développement économique inclusif. Elle mobilise une diversité d'acteurs, allant des exploitations familiales aux unités industrielles, et s'inscrit à l'interface entre agriculture vivrière et production marchande. Toutefois, malgré son potentiel, la chaîne reste marquée par une faible productivité des systèmes pluviaux, une transformation encore insuffisamment modernisée et une compétitivité limitée face aux importations.

Dans ce contexte, les interventions les plus pertinentes reposent sur une approche systémique de développement de la chaîne de valeur, articulant l'intensification durable de la production (notamment en riziculture irriguée), la modernisation des unités de transformation, la structuration des acteurs et l'amélioration de l'accès aux marchés. En particulier, le renforcement des capacités techniques des producteurs, l'accès aux intrants de qualité, ainsi que le développement d'infrastructures adaptées apparaissent comme des leviers essentiels.

Par ailleurs, le Cameroun s'inscrit progressivement dans une dynamique de transformation de son agriculture, passant d'un modèle de subsistance à une agriculture davantage orientée vers le marché, soutenue par des politiques publiques et des partenaires techniques et financiers. Dans cette optique, la chaîne de valeur du riz offre des opportunités significatives d'investissement, notamment dans les domaines de l'irrigation, de la mécanisation, de la transformation semi-industrielle et industrielle, ainsi que de la logistique et de la commercialisation.

Les Partenariats Public-Privé (PPP) pourraient jouer un rôle déterminant dans cette transformation, en favorisant l'investissement dans les infrastructures hydro-agricoles, Les investissements dans la transformation industrielle le développement de chaînes d'approvisionnement structurées, la promotion de produits de qualité et l'accès aux marchés nationaux et internationaux. De plus, la structuration des organisations de producteurs et l'inclusion des femmes et des jeunes constituent des enjeux majeurs pour assurer un développement équitable et durable.

Cependant, malgré ces opportunités, l'engagement du secteur privé formel dans la chaîne de valeur du riz demeure encore limité, en raison des risques perçus, des contraintes structurelles et du manque de visibilité sur la rentabilité des investissements. Dès lors, une amélioration du cadre institutionnel, un accompagnement ciblé des acteurs et une réduction des contraintes systémiques apparaissent indispensables pour stimuler un développement durable, inclusif et compétitif de la filière rizicole au Cameroun.

4.9. Conclusion de l'analyse fonctionnelle

L'analyse de la chaîne de valeur du riz au Cameroun met en évidence un déséquilibre structurel entre l'offre nationale et la demande, traduisant une forte dépendance aux importations. En 2024, malgré une production nationale estimée à environ 369 330 tonnes de paddy, seules 101 286,46 tonnes de riz blanc ont été mis à la disposition des consommateurs, près de 45% du paddy ayant été exporté sans transformation vers les pays voisins. La consommation d'environ 647 000 tonnes de riz blanc, confirmant le rôle dominant du riz importé dans l'approvisionnement du marché national. Les ménages camerounais sont restés dépendant des exportations d'environ 545 779,85 tonnes en 2024.

Par ailleurs, l'estimation des flux montre qu'une part significative des importations, de l'ordre de 285 557,15 tonnes, est réexportée, ce qui révèle l'existence d'un commerce transfrontalier dynamique, en grande partie informel. Cette situation positionne le Cameroun non seulement comme un pays importateur, mais aussi comme une plateforme régionale de redistribution du riz.

Cependant, la chaîne de valeur reste marquée par plusieurs contraintes majeures : (i) une production faiblement intensifiée, dominée par de petites exploitations familiales, (ii) une transformation encore largement artisanale ou semi-industrielle, limitant la qualité du riz local, (iii) une faible structuration des acteurs, notamment dans la commercialisation du riz local, (iv) des fuites de production (exportations frauduleuses de paddy) qui réduisent l'offre disponible sur le marché national.

Au regard de ce qui précède, le développement de la filière rizicole au Cameroun repose sur des leviers stratégiques clés : (i) l'intensification de la production (irrigation, semences améliorées, mécanisation), (ii) la modernisation des unités de transformation, (iii) la structuration des acteurs tout au long de la chaîne de valeur, (iv) et la régulation des flux commerciaux transfrontaliers.

En définitive, la réduction de la dépendance aux importations, objectif central de la politique d'import-substitution, nécessite une approche intégrée centrée sur les acteurs, afin de renforcer la compétitivité du riz local et d'assurer une meilleure sécurité alimentaire.

5. QUELLE EST LA CONTRIBUTION DE LA CHAÎNE DE VALEUR À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ?

5.1 Rentabilité et durabilité pour les acteurs impliqués dans la chaîne de valeur

5.1.1. Rentabilité par catégorie d'acteur type

Le Compte de Production-Exploitation (CPE) constitue l'unité de base de l'analyse financière et ensuite économique. Pour chaque type d'acteur de la chaîne de valeur, il décrit, en valeurs unitaires annuelles (FCFA / acteur / an), la transformation des ressources mobilisées en produits commercialisés, ainsi que la rémunération des facteurs de production engagés. La production totale et la valeur ajoutée permettent d'estimer la rentabilité financière de chaque type d'acteur clé de la CV riz.

La production totale (Total des Ressources) d'un acteur correspond à la somme de la valeur de la production marchande (Production — quantités vendues × prix unitaires de vente, tous produits confondus). Les acteurs de la CV riz ne reçoivent aucune subvention directe qui pourrait accroître leurs ressources. De même, ils n'ont pas les coûts financiers.

La valeur ajoutée est la différence entre la production totale et les consommations intermédiaires, ces dernières regroupant exclusivement les biens consommés au cours du cycle productif. Les salaires, les taxes et les amortissements constituent la rémunération des facteurs de production que la valeur ajoutée distribue. Le Résultat Net d'Exploitation (RNE) est la différence entre la production et l'ensemble des charges. Il rémunère le travail familial non salarié et le capital propre de l'acteur.

Le tableau 12 montre les résultats financiers pour l'ensemble des acteurs de la CV riz.

Tableau 12 : Résultats financiers par acteur type (en FCFA)

Acteurs	Production	Consommations Intermédiaires	Salaires	Taxes	Amortissement	Revenu Net d'Exploitation	Rendement des ressources = RNE/Production	Ratio RNE/Coûts	Ratio RNE/RNE moyen	Valeur ajoutée
Prod Fam - 1Ha Pluv	187 800	60 525	61 500	0	25 000	40 775	0,22	0,28	0,37	127 275
Prod Fam - 1Ha Irr	506 700	190 875	129 000	0	25 000	161 825	0,32	0,47	1,47	315 825
Prod Com +1Ha Pluv	1 160 960	142 400	477 000	0	25 000	516 560	0,44	0,80	4,69	1 018 560
Prod Com + 1Ha Irr	1 950 000	668 500	994 500	0	25 000	262 000	0,13	0,16	2,38	1 281 500
Trans semi-industrielle	5 875 312	4 000 819	700 137	46 676	198 372	929 309	0,16	0,19	8,44	1 874 493
Trans industrielle	32 482 359	17 611 200	1 866 936	46 528	8 142 400	4 815 295	0,15	0,17	43,74	14 871 159
Distributeur Riz	14 259 199	12 739 488	0	28 564	28 564	1 462 583	0,10	0,11	13,28	1 519 711
Exportateur Paddy	11 433 437	10 933 437	0	0	0	500 000	0,04	0,05	4,54	500 000
Exportateur Riz Blanc	69 782 346	59 193 574	0	5 367 873	0	5 220 900	0,07	0,08	47,42	10 588 773
Moyenne CV Riz	401 998	153 788	0	0	41 111	110 096	0,27	0,38	1,00	248 211

En moyenne, la CV riz est rentable dans l'ensemble pour tous les types d'acteurs, avec des RNE positifs. Des différences apparaissent néanmoins selon le type d'acteur. Les producteurs familiaux pluviaux et irrigués demeurent largement sous le seuil de revenu décent. Les producteurs commerciaux présentent des performances relativement meilleures grâce aux économies d'échelle. Les segments de transformation captent davantage de RNE grâce à la mécanisation et au conditionnement. Une analyse plus fine est faite pour chaque type d'acteur.

5.1.1.1. Producteurs familiaux de riz pluvial de petite taille (Prod Fam – 1Ha Pluv)

Caractéristiques financières

Les producteurs de riz pluvial exploitant moins d'un ha enregistrent une valeur de production relativement faible (187 800 FCFA) avec un RNE limité de 40 775 FCFA. Le faible rendement de ressources (0,22), et leur RNE en dessous de la moyenne (seulement 0,37), montrent une faible capacité de création de richesse.

Les coûts de production sont principalement liés aux intrants (CI : 60 525 FCFA) et à la main-d'œuvre (61 500 FCFA), tandis que l'absence de subvention accentue la vulnérabilité financière de ces producteurs.

Viabilité et durabilité financière

Cette catégorie d'acteurs présente une faible viabilité financière. Le faible niveau de rendement des ressources indique que l'activité génère peu de surplus économique, limitant ainsi les capacités d'investissement et d'accumulation. La durabilité financière demeure fragile, notamment face aux aléas climatiques et à la volatilité des prix.

Risques et leviers d'amélioration

Tableau 13 : Risques principaux et levier prioritaires relatifs aux Producteurs Familiaux de moins d'un Ha de riz pluviale

Risques principaux	Leviers prioritaires
Forte dépendance pluviométrique	Développement de petits périmètres irrigués
Faible productivité des semences	Diffusion de variétés améliorées
Difficultés d'accès aux intrants	Subventions ciblées aux intrants
Isolement des producteurs	Organisation en coopératives

5.1.1.2. Producteur familial de riz irrigué de petite taille (Prod Fam – 1Ha Irr)

Caractéristiques financières

Les producteurs de riz irrigués installés sur moins d'un ha obtiennent de meilleures performances financières avec une production de 506 700 FCFA et un RNE de 161 825 FCFA. Leur rendement de 0,32 et leur RNE au-dessus de la moyenne de la CV (1,47) indiquent des niveaux de performance nettement supérieurs à ceux du riz pluvial.

L'irrigation améliore la productivité et permet une meilleure valorisation économique malgré des coûts d'intrants et de main-d'œuvre plus élevés.

Viabilité et durabilité financière

La viabilité financière apparaît satisfaisante. Les indicateurs montrent une capacité plus importante à générer des revenus et à couvrir les coûts de production. Cette catégorie semble plus résiliente économiquement et présente de meilleures perspectives de durabilité grâce à une productivité plus stable.

Le modèle irrigué améliore sensiblement les revenus agricoles par rapport aux producteurs pluviaux, la maîtrise de l'eau réduit les risques liés à la variabilité climatique. Toutefois, la dépendance aux infrastructures hydro-agricoles demeure importante.

Tableau 14 : Risques et leviers d'amélioration relatifs aux Producteurs Familiaux de moins d'un Ha de riz Irrigué

Risques principaux	Leviers prioritaires
Coût élevé des aménagements	Soutien public à l'irrigation
Dégradation des infrastructures	Maintenance des périmètres
Accès limité au crédit	Financement agricole adapté
Coût des intrants	Mutualisation des achats

5.1.1.3. Producteur commercial de riz pluvial (Prod Com +1Ha Pluv)

Caractéristiques financières

Cette catégorie présente des performances économiques élevées, avec une production de 1 160 960 FCFA et un RNE de 516 560 FCFA, soit 4,69 fois le RNE moyen de la chaîne de valeur. Le rendement des ressources atteint 0,44, traduisant d'importantes économies d'échelle et une meilleure organisation productive. Malgré des charges salariales élevées (477 000 FCFA), la rentabilité des exploitations commerciales pluviales reste soutenue grâce à des coûts intermédiaires relativement faibles par rapport aux volumes commercialisés.

Viabilité et durabilité financière

La rentabilité élevée montre une bonne viabilité économique. Le niveau relativement important de rendement en ressources indique une capacité accrue de création de richesse. Néanmoins, la dépendance à la main-d'œuvre et aux conditions climatiques peut affecter la durabilité financière à long terme.

Il faut par ailleurs noter une bonne durabilité financière à court terme, favorisée par le faible niveau des charges d'exploitation et des amortissements. Ce segment présente l'une des meilleures performances financières de la chaîne, aussi les producteurs disposent d'une plus grande capacité d'investissement et d'accumulation. Toutefois, la dépendance aux fluctuations climatiques demeure importante.

Tableau 15 : Risques et leviers d'amélioration relatifs aux Producteurs Commerciaux (+1Ha) de riz pluvial

Risques principaux	Leviers prioritaires
Variabilité climatique	Extension de l'irrigation
Difficultés d'accès au marché	Contractualisation commerciale
Coûts logistiques élevés	Amélioration des pistes rurales
Faible mécanisation	Accès au crédit équipement

5.1.1.4. Producteur commercial irrigué (Prod Com + 1Ha Irr)

Caractéristiques financières

Les producteurs irrigués exploitant plus de 1 ha réalisent la production la plus élevée parmi les producteurs agricoles (1 950 000 FCFA). Toutefois leur RNE reste relativement modéré (262 000 FCFA), et leur RNE représente plus du double de la Moyenne de la CV (2,38). Ils enregistrent un rendement des ressources faible de 0,13 inférieur à ceux de tous les autres producteurs, en raison certainement

des coûts de production très élevés qui réduisent fortement la rentabilité, notamment les salaires (994 500 FCFA) et les intrants (668 500 FCFA).

Les exploitations irriguées commerciales mobilisent davantage d'intrants et de capital, les charges d'exploitation plus élevées réduisent la rentabilité relative. C'est ainsi que le modèle reste plus productif et plus stable que les systèmes pluviaux.

Viabilité et durabilité financière

La viabilité financière demeure moyenne. Bien que les volumes produits soient importants, la forte intensité capitalistique et les charges élevées limitent la rentabilité nette. La durabilité dépendra de la maîtrise des coûts de production et de l'amélioration des rendements. Bien que les revenus demeurent positifs ils sont très sensibles au coût des intrants et de l'énergie ; aussi la durabilité financière de ces exploitations demeure fragile face (i) aux coûts élevés de l'irrigation, (ii) aux fluctuations des prix agricoles, (iii) à l'augmentation des coûts des intrants et (iv) aux risques climatiques et hydriques.

Tableau 16 : Risques et leviers d'amélioration des Producteurs Commerciaux de plus d'un ha- culture irriguée

Risques principaux	Leviers prioritaires
Coût énergétique élevé	Équipements à faible consommation
Dépendance aux intrants	Production locale de semences
Entretien des aménagements	Renforcement des coopératives
Difficultés d'accès au financement	Crédit agricole spécialisé

5.1.1.5. Transformation semi-industrielle (Trans semi-industrielle)

Caractéristiques financières

Les transformateurs semi-industriels enregistrent une production de 5 875 312 FCFA et un RNE de 929 309 FCFA. Leur RNE de 8,44 fois le RNE moyen, donc des performances financières inégalées par les producteurs. Les CI représentent la principale charge (4 000 819 FCFA) surtout pour l'achat du paddy.

Viabilité et durabilité financière

Cette catégorie présente une bonne viabilité économique grâce à une capacité significative de transformation et de création de valeur. Toutefois, la rentabilité reste modérée en raison des coûts d'exploitation élevés. La transformation semi-industrielle constitue un segment rentable de la filière rizicole. Mais le poids relativement élevé des consommations intermédiaires montre également une dépendance importante aux approvisionnements et aux coûts de fonctionnement. Malgré cela, les amortissements restent modérés comparativement aux revenus générés, ce qui favorise la résilience financière des unités. Les unités présentent une bonne rentabilité globale, les amortissements sont correctement couverts par les excédents d'exploitation et le segment constitue un maillon stratégique pour la substitution aux importations.

Tableau 17 : Risques et leviers d'amélioration relatif à la Transformation semi-industrielle

Risques principaux	Leviers prioritaires
Coût de l'énergie	Modernisation des équipements
Difficultés d'approvisionnement	Contrats avec producteurs
Concurrence du riz importé	Politique de préférence nationale
Pannes techniques	Maintenance préventive/Entretien régulier

5.1.1.6. Transformation industrielle

Caractéristiques financières

Les transformateurs industriels affichent les meilleures performances économiques après les exportateurs. Leur production atteint 32 482 359 FCFA pour un RNE de 4 815 295 FCFA. Même si le rendement des ressources est faible, leur RNE de 43,74 fois le RNE moyen de la CV, le deuxième plus important de la CV riz local, ce qui traduit une forte capacité de création de richesse.

Les unités industrielles concentrent les investissements les plus élevés de la chaîne, elles assurent le raffinage, le conditionnement et la distribution du riz blanchi. Les charges fixes importantes expliquent le poids élevé des amortissements.

Viabilité et durabilité financière

Cette catégorie est financièrement viable et durable. Malgré des coûts fixes importants, les marges générées permettent une stabilité économique relativement forte. Les amortissements élevés montrent que les unités industrielles sont fortement dépendantes des investissements matériels. Par conséquent, toute baisse de production, hausse des coûts ou difficulté d'approvisionnement peuvent affecter leur rentabilité à long terme.

Malgré des coûts fixes élevés, la rentabilité reste globalement positive et la compétitivité dépend fortement des prix du paddy et du riz importé.

Tableau 18 : Risques et leviers d'amélioration relatifs à la transformation industrielle

Risques principaux	Leviers prioritaires
Concurrence des importations asiatiques	Protection tarifaire adaptée
Coût du capital	Accès au financement industriel
Volatilité du prix du paddy	Contractualisation amont
Coût énergétique	Investissements énergétiques

5.1.1.7. Distributeurs de riz

Caractéristiques financières

Les distributeurs enregistrent une production de 14 259 199 FCFA avec un RNE de 1 462 583 FCFA. Le rendement des ressources reste faible (0,10), bien que leur RNE soit de 13,28 le RNE moyen de la CV riz local. La structure des coûts est dominée par les achats de riz (CI : 12 739 488 FCFA).

Les distributeurs assurent la circulation du riz entre zones de production et centres urbains, en supportant des coûts logistiques et de transport.

Viabilité et durabilité financière

La viabilité est acceptable mais dépend fortement des volumes commercialisés et des fluctuations du marché. La durabilité financière de cette activité apparaît globalement favorable en raison des faibles coûts fixes et du faible niveau des amortissements. C'est ainsi que l'activité demeure rentable grâce aux volumes échangés et les revenus restent sensibles au coût du carburant et aux infrastructures routières.

Tableau 19 : Risques et leviers d'amélioration relatif aux distributeurs de riz

Risques principaux	Leviers prioritaires
Hausse du carburant	Mutualisation du transport
Dégradation des routes et enclavement de certaines zones de production	Investissements publics routiers
Forte concurrence commerciale	Structuration des circuits
Pertes post-récolte	Modernisation du stockage

5.1.1.8. Exportateurs de paddy et du riz blanc

Caractéristiques financières

- **Exportateurs de paddy**

Les exportateurs de paddy présentent un RNE relativement faible et limité (500 000 FCFA), malgré une production élevée (11 433 437 FCFA). Ce RNE ne représente que 4,54 fois le RNE de la CV riz camerounais.

- **Exportateurs de riz blanc**

Les exportateurs de riz blanc affichent les meilleures performances individuelles de la CV riz, devant les transformateurs industriels, avec une production de 69 782 346 FCFA et un RNE de 5 220 900 FCFA, correspondant à 47,42 fois le RNE moyen de la CV, indiquant une forte capacité de création de richesse.

Viabilité et durabilité financière

- **Viabilité et durabilité des exportateurs de paddy**

Cette activité apparaît peu rentable et financièrement fragile. Les marges faibles limitent la durabilité économique, surtout en cas de hausse des coûts logistiques ou de baisse des prix internationaux. L'exportation du paddy face à l'importation du riz blanchi plus coûteux constitue un paradoxe relevé tout au long de cette étude.

- **Viabilité et durabilité des exportateurs de riz blanc**

Cette catégorie est la plus viable économiquement, avec une forte compétitivité et une capacité importante d'accumulation financière. Toutefois, leur durabilité dépendra de l'accès aux marchés internationaux et de la stabilité des échanges commerciaux.

Tableau 20 : Risques et leviers d'amélioration relatif à l'exportation de paddy et du riz blanc

Risques principaux	Leviers prioritaires
Variabilité des marchés régionaux	Diversification des débouchés
Coûts logistiques transfrontaliers	Facilitation du commerce régional
Concurrence internationale	Amélioration de la qualité du riz
Fluctuation des taux de change	Structuration des contrats export

Au total, la chaîne de valeur riz présente une rentabilité positive. Les acteurs de transformation industrielle et d'exportation du riz blanc concentrent les niveaux les plus élevés de création de valeur, tandis que les producteurs pluviaux de petite taille restent les plus vulnérables financièrement.

L'analyse montre également que la transformation et l'exportation captent l'essentiel de la valeur ajoutée, les petits producteurs disposent de faibles marges financières, l'irrigation améliore

significativement les performances économiques et la maîtrise des coûts de production demeure un enjeu central pour renforcer la durabilité financière des acteurs.

5.1.1.9. Synthèse du poids individuel des acteurs dans la chaîne de valeur riz

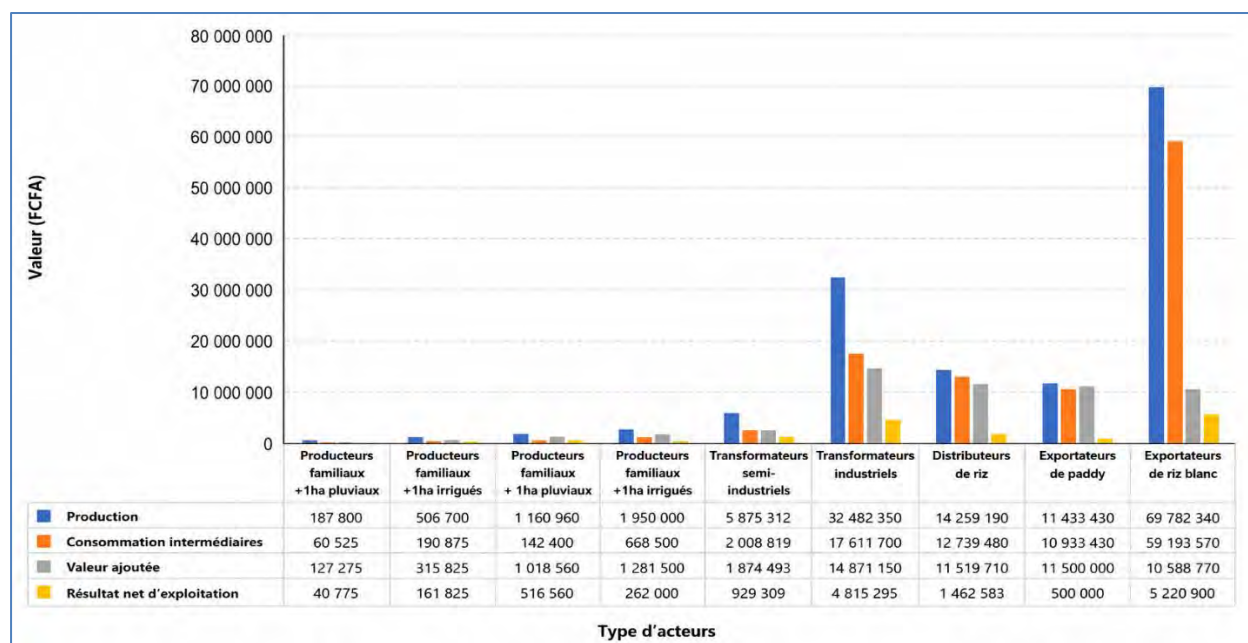


Figure 25 : Importance individuelle des acteurs dans la CV riz

Il y a globalement de fortes disparités financières entre les acteurs de la chaîne de valeur riz. Les transformateurs industriels et les exportateurs de riz blanc concentrent les niveaux individuels les plus élevés de production, de valeur ajoutée (VA) et de Résultat Net d'Exploitation (RNE), confirmant leur rôle central dans la création et la captation de richesse au sein de la filière.

Les distributeurs de riz et les exportateurs de paddy réalisent également des volumes importants d'activités, mais avec des niveaux de valeur ajoutée et de rentabilité relativement plus faibles, traduisant une activité davantage commerciale que productive.

Les producteurs agricoles ont les performances les plus faibles dans l'ensemble. Les exploitations commerciales de plus de 1 ha affichent de meilleures performances financières que les petits producteurs, notamment grâce aux économies d'échelle et à une plus forte capacité de production. Les petits producteurs pluviaux restent les acteurs les plus vulnérables avec de faibles niveaux de production, de VA et de rentabilité.

Au total, la richesse et les revenus sont principalement concentrés chez les acteurs avals de la chaîne de valeur, tandis que les producteurs primaires captent une faible part des bénéfices générés par la filière rizicole.

5.1.2. CPE consolidés par groupes d'acteurs

Les CPE des groupes d'acteurs sont obtenus par extrapolation des CPE financiers moyens représentatifs à l'ensemble des opérateurs recensés dans chaque catégorie de la chaîne de valeur. Cette approche permet d'évaluer la contribution globale de chaque maillon à la création de valeur ajoutée, aux revenus et à l'emploi dans la CV riz. Le tableau 21 en présente une synthèse.

Tableau 21 : Synthèse des postes des CPE des groupes d'acteurs (en Millions de CFA)

Acteurs	Production	Consom-mations Intermé-diaires	Salaires	Taxes	Amortis-sement	Revenu Net d' Exploitation (RNE)	Valeur Ajoutée	Ratio VA/ Production	Nombre d' acteurs
Prod Fam - 1Ha Pluv	37 710	12 153	12 349	0	5 020	8 188	25 557	68%	200 800
Prod Fam - 1Ha Irr	9 729	3 665	2 477	0	480	3 107	6 064	62%	19 200
Prod Com +1Ha Pluv	4 107	504	1 687	0	88	1 827	3 603	88%	3 538
Prod Com + 1Ha Irr	2 340	802	1 193	0	30	314	1 538	66%	1 200
Trans semi-industrielle	31 421	21 396	3 744	250	1 061	4 970	10 025	32%	5 348
Trans industrielle	11 775	6 384	677	17	2 952	1 746	5 391	46%	363
Distributeur Riz	38 709	34 583	0	78	78	3 970	4 125	11%	2 715
Exportateur Paddy	33 237	31 784	0	0	0	1 453	1 453	4%	2 907
Exportateur Riz Blanc	5 661	4 802	0	435	0	424	859	15%	81
TOTAL CV RIZ	94 932	36 317	22 128	779	9 708	25 999	58 615	62%	236 151

Le tableau 21 présente la structure des Comptes de Production et d'Exploitation (CPE) des différents groupes d'acteurs de la chaîne de valeur riz. L'analyse met en évidence des différences importantes dans la répartition des coûts, de la valeur ajoutée (VA) et du Revenu Net d'Exploitation (RNE).

Les producteurs agricoles se caractérisent par des niveaux de production relativement faibles mais des ratios VA/Production élevés, particulièrement chez les producteurs pluviaux de plus de 1 ha (88 %). Cela traduit une bonne capacité de création de valeur malgré des moyens limités. Les charges des producteurs sont principalement dominées par les consommations intermédiaires et les salaires. Alors, l'essentiel de la production est versé dans la VA qui inclut les quelques salaires versés, et le RNE.

Les transformateurs semi-industriels et industriels affichent des niveaux de production plus importants, mais avec des consommations intermédiaires très élevées, reflétant une forte intensité en intrants et en équipements. Les transformateurs semi-industriels enregistrent toutefois un RNE relativement élevé (4 970), tandis que les industriels supportent des amortissements importants.

Les distributeurs de riz présentent un volume de production élevé, mais une faible VA relative (11 %), ce qui montre que leurs marges restent limitées malgré l'importance des flux commerciaux.

Les exportateurs de paddy et de riz blanc affichent les ratios VA/Production les plus faibles (4 % et 15 %), traduisant une faible création de valeur locale liée à des activités essentiellement commerciales. La figures 26 montrent une synthèse visuelle de la rentabilité et de la durabilité individuelle des acteurs types.

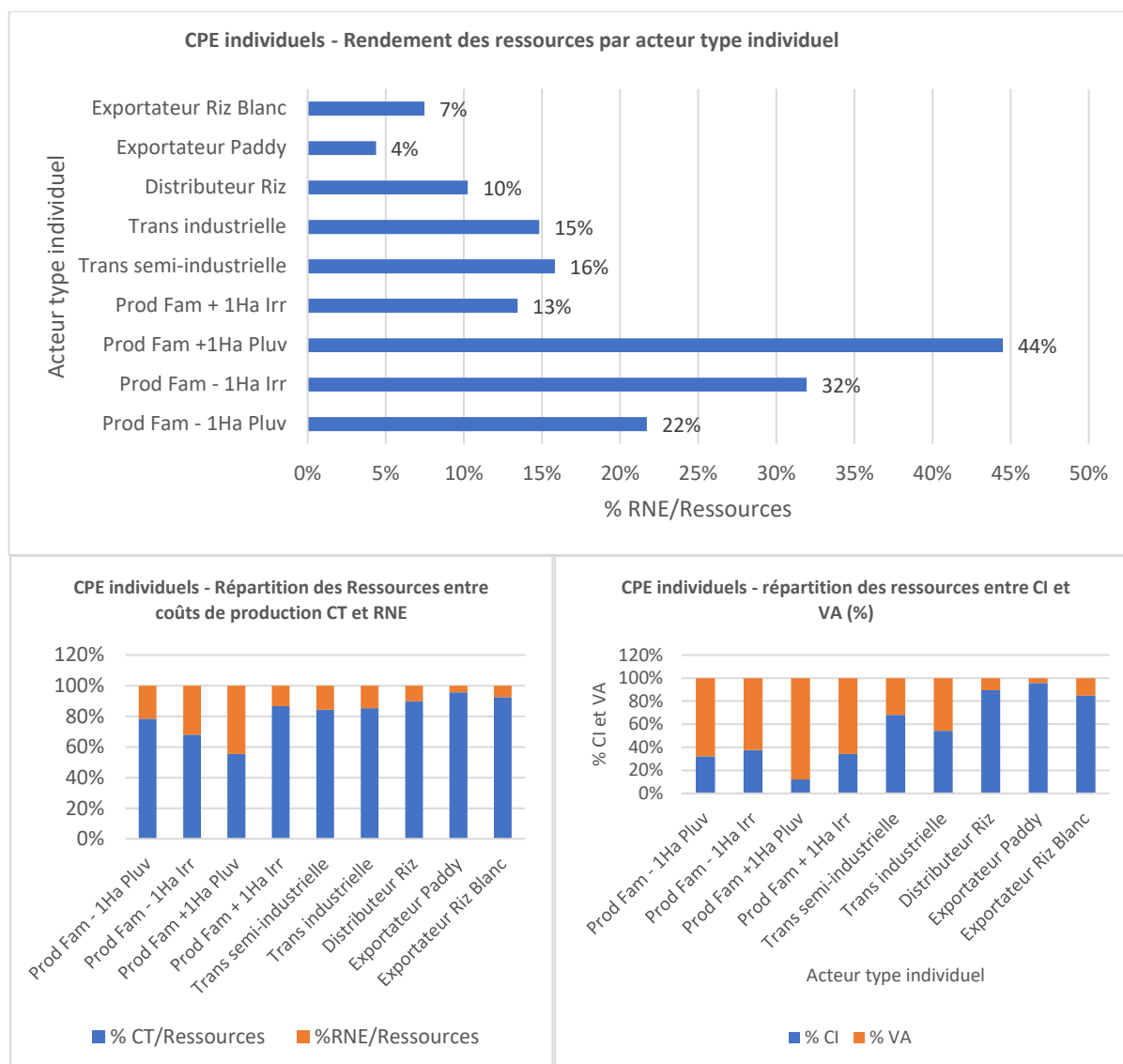


Figure 26 : Rentabilité et durabilité individuelle des acteurs types la chaîne de valeur

En termes relatifs, les producteurs captent une plus grande partie des ressources que les autres acteurs (à l'exception des producteurs commerciaux (+1ha) en système irrigué. Les autres acteurs avec des RNE plus élevées semblent moins efficaces, et ceci est certainement lié aux coûts de production autres que les CI, notamment VA redistribuée comme salaires.

En définitive, la chaîne de valeur riz génère une production totale de 94,932 milliards FCFA, dont 62 % sous forme de VA (58,615 milliards FCFA) et un RNE global de 25,999 milliards FCFA. Les producteurs agricoles et les transformateurs apparaissent comme les principaux créateurs de valeur, tandis que les activités de distribution et d'exportation contribuent davantage à la circulation des produits qu'à la création directe de richesse.

La valeur ajoutée est donc principalement concentrée chez les acteurs de la production de riz. Le tableau 21 ci-après confirme bien tout cela.

Tableau 22 : Consolidation des acteurs au niveau de l'économie nationale

Acteur / Maillon	VA / acteur moyen (FCFA/an)	Nb acteurs (CV)	VA CV (Millions FCFA)	Part VA totale (%)	RBE CV (Millions FCFA)	RNE CV (Millions FCFA)
PRODUCTION						
Prod Fam – 1Ha Pluv	127 275	200 800	25 557	43,6 %	13 208	8 188
Prod Fam – 1Ha Irr	315 825	19 200	6 064	10,35 %	3 587	3 107
Prod Com +1Ha Pluv	1 018 560	3 538	3 603	6,15 %	1 916	1 827
Prod Com +1Ha Irr	1 281 500	1 200	1 538	2,62 %	344	314
Sous-total Production	-	-	36 762	62,72 %	19 055	13 436
TRANSFORMATION						
Transformation semi-industrielle	1 874 493	5 348	10 025	17,10 %	6 031	4 970
Transformation industrielle	14 871 159	363	5 391	9,20 %	4 697	1 746
Sous-total Transformation	-	-	15 416	26,30 %	10 728	6 715
COMMERCE						
Distributeur Riz	1 519 711	2 715	4 125	7,04 %	4 048	3 970
Exportateur Paddy	500 000	2 907	1 453	2,48 %	1 453	1 453
Exportateur Riz Blanc	10 588 773	81	859	1,47 %	424	424
Sous-total Commerce	248 211	-	6 438	10,99 %	5 925	5 847
TOTAL VA DIRECTE CDV	-	236 151-	58 615	100,0 %	35 708	25 999

Par ailleurs, les figures 27 et 28 révèlent l'importance du type d'acteur selon sa part du Revenu Net d'Exploitation global de la CV et selon sa part de la VA globale de la CV.

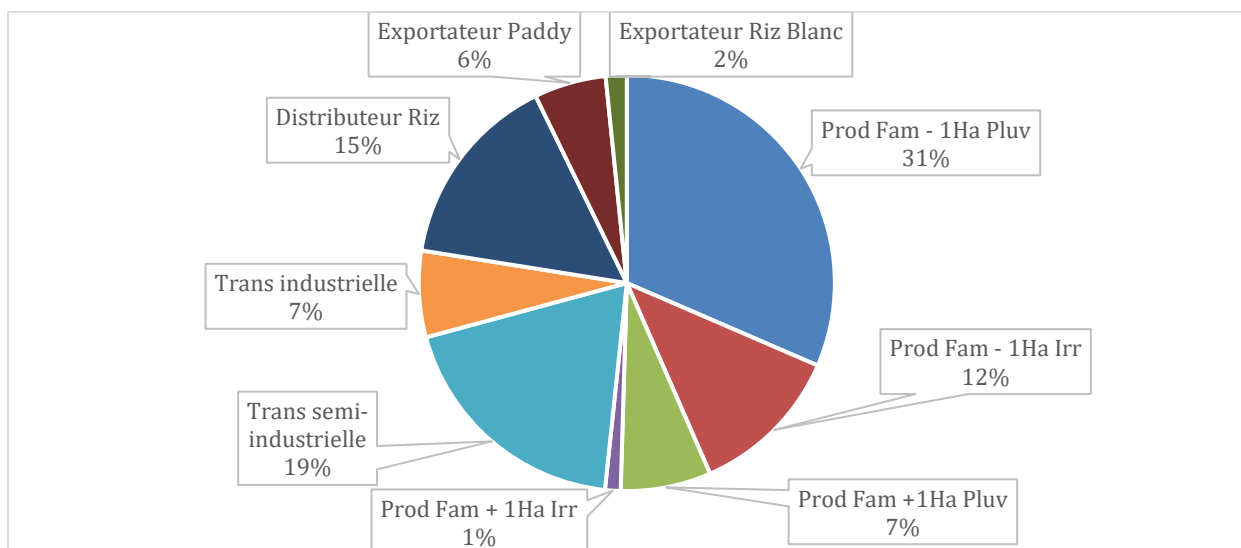


Figure 27 : Importance du type d'acteur selon sa part du Revenu Net d'Exploitation global de la CV

Les quatre catégories de producteurs mises toutes ensemble dominant largement avec 51 % du RNE global, ce qui souligne leur rôle central dans la captation des profits de la CV riz. Les producteurs familiaux de moins d'un ha en système pluvial à eux seuls ont plus de 31% du RNE.

Ils sont suivis par les transformateurs industriels et semi industriels qui captent 26 % du RNE global, confirmant l'importance stratégique des activités de transformation dans la création de richesse. A cet égard, l'exportation du paddy constitue une aberration.

Les distributeurs et exportateurs de riz blanc et paddy captent tous ensemble 26% du RNE, et dans ce groupe les exportateurs de paddy représentent seulement 6% du RNE global. Ceci confirme que l'exportation du paddy n'est pas très rentable.

Au total, les segments en amont de la CV riz, notamment la production, concentrent l'essentiel du RNE global, certainement en raison du nombre d'acteurs très élevé (les quatre maillons de production comptent à eux seuls 224 738 acteurs, soit 95,17%, et les producteurs familiaux de moins d'un ha dans le système pluvial en compte 200 800, soit 85%. Même si ces producteurs primaires sont à l'échelle individuelle les plus mal rémunérés de la CV, leur poids en termes du nombre d'acteurs les projette au-devant de la scène.

Cette tendance est maintenue et confirmée dans l'importance dans la captation de la VA, présentée à la figure 28.

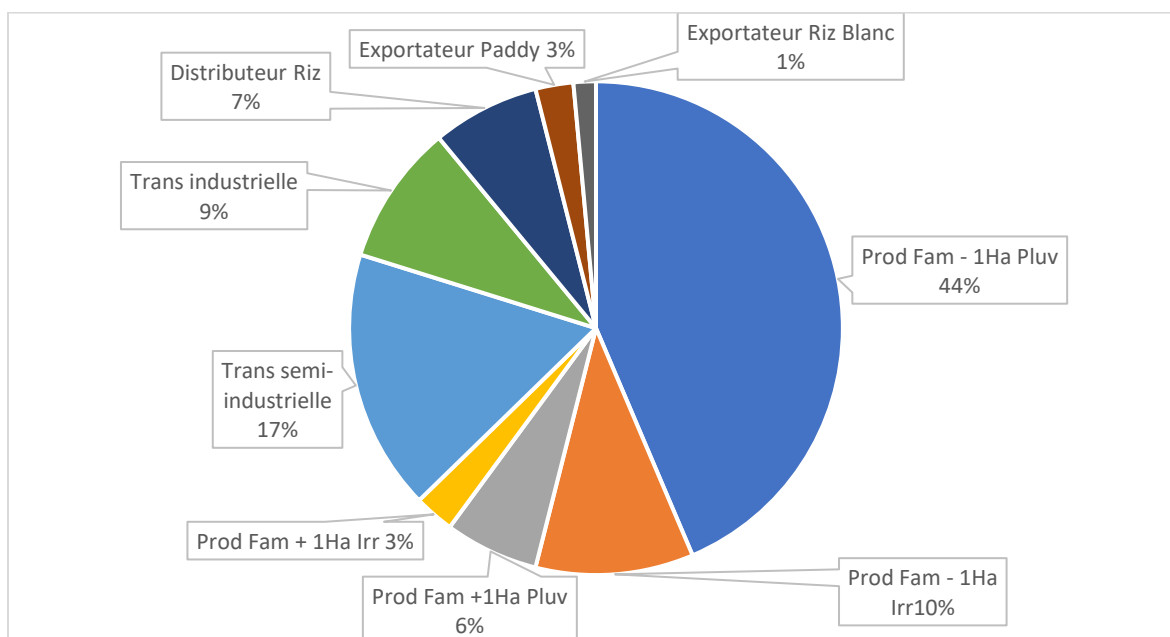


Figure 28 : Importance du type d'acteur selon sa part de la VA globale de la CV

La figure 28 montre une répartition inégale de la Valeur Ajoutée (VA) globale entre les acteurs de la chaîne de valeur riz.

Les producteurs familiaux de moins d'un ha de riz pluvial dominant largement avec 44 % de la VA totale. Les quatre catégories de producteurs prises ensemble représentent un poids global de 63% de la VA. Ce qui confirme leur rôle central dans la création de richesse grâce aux activités de transformation et de valorisation du riz.

En définitive, les acteurs les plus nombreux de la CV Riz, constitués des producteurs familiaux pluviaux et irrigués, demeurent largement sous le seuil du revenu décent (SMIG Cameroun : ~2 060 FCFA/j). Les producteurs commerciaux présentent des performances relativement meilleures grâce aux économies d'échelle. Les segments de transformation captent davantage de valeur ajoutée grâce à la mécanisation et au conditionnement.

Les tendances relevées plus haut sont confirmées par le coefficient de Gini de la chaîne de valeur qui est de 0,7171 (figure 29).

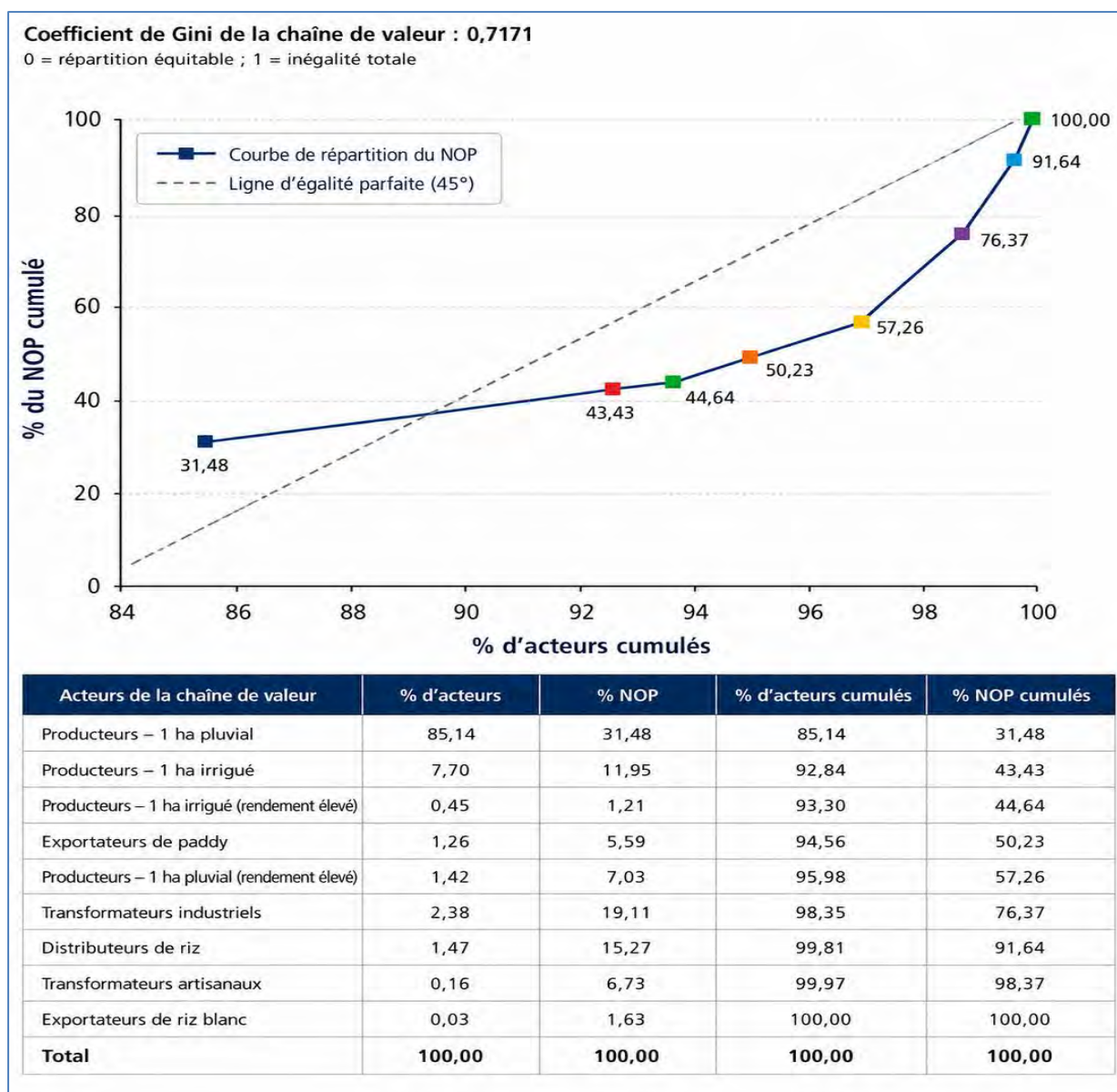


Figure 29 : Répartition du bénéfice opérationnel net

La figure 29 présente la courbe de Lorenz de répartition du bénéfice opérationnel net (NOP) entre les différents acteurs de la chaîne de valeur du riz et le coefficient de Gini qui est estimé à 0,7171. Cette valeur, voisine de 1, témoigne d'une très forte inégalité dans la répartition des bénéfices au sein de la filière. L'analyse de la courbe indique par exemple que les producteurs de riz pluvial, qui constituent 85,14 % des acteurs, ne détiennent que 31,48 % du bénéfice opérationnel net total. Ce décalage illustre la faible rémunération relative de la catégorie d'acteurs la plus nombreuse de la chaîne de valeur. À l'inverse, au fur et à mesure que l'on progresse vers les maillons situés en aval, la part cumulée du NOP augmente rapidement. Les transformateurs industriels, par exemple, ne représentent que 2,38 % des acteurs, mais ils accaparent 19,11 % du bénéfice total, tandis que les distributeurs de riz, qui représentent 1,47 % des acteurs, s'approprient 15,27 % des bénéfices.

La courbe de Lorenz s'écarte fortement de la ligne de répartition parfaite (45°), ce qui vient confirmer cette concentration des bénéfices aux mains d'un nombre limité d'acteurs. En effet, alors que près de

98 % des acteurs ne récupèrent que quelque 57 % du RNE (NOP), les derniers maillons de la chaîne concentrent une part démesurée de la valeur créée. Ainsi, le coefficient de Gini de 0,7171 traduit une très grande inégalité dans la distribution des bénéfices, marquée par une faible valorisation des producteurs et une concentration accrue des revenus dans les activités de transformation, de distribution et d'exportation. Cette situation traduit d'importantes asymétries économiques au sein de la filière rizicole et souligne la nécessité de mettre en place des mécanismes permettant d'améliorer la participation des producteurs à la valeur ajoutée générée dans toute la chaîne.

5.1.3. Conclusions principales sur la rentabilité financière

En somme, l'analyse de la chaîne de valeur du riz révèle une filière globalement rentable et créatrice de richesse, qui génère une valeur ajoutée de près de 58,6 milliards de FCFA et un revenu net d'exploitation de 26 milliards de FCFA. Cette richesse, cependant, n'est pas aussi inégalement distribuée entre les acteurs. Bien que les producteurs constituent l'écrasante majorité des opérateurs et contribuent fortement à la création de valeur, ils demeurent les moins rémunérés à l'échelle individuelle, tandis que les activités de transformation, de distribution et d'exportation concentrent les revenus les plus élevés. Avec un coefficient de Gini de 0,7171, cette forte concentration des bénéfices se confirme et laisse apparaître d'importantes asymétries économiques au sein de la filière. Ainsi, le renforcement de la productivité, une meilleure accessibilité aux marchés, le développement de la transformation locale et une répartition plus équitable de la valeur ajoutée constituent des leviers essentiels pour accroître la durabilité économique et l'inclusivité de la chaîne de valeur rizicole.

5.2 Impact de la CV sur l'économie nationale

5.2.1. Effets totaux au sein de l'économie nationale

Les données consolidées issues de l'analyse AFA montrent que la chaîne de valeur du riz contribue de manière significative à l'économie camerounaise à travers la création de valeur ajoutée, la distribution de revenus et les effets d'entraînement sur les autres secteurs économiques.

Tableau 23 : Effets économiques directs et indirects de la CV riz camerounais (Millions FCFA)

Composante	Effets directs	Effets indirects	Effets totaux
Importations	0,00	6 875,12	6 875,12
CI non désagrégées	0,00	10 498,14	10 498,14
Valeur ajoutée			
Salaires	22 127,88	9 215,97	31 343,85
Taxes	779,47	0,00	779,47
Subventions	0,00	0,00	0,00
Taxes (+) – Subventions (-)	779,47	541,09	1 320,56
Intérêts sur prêts	0,00	0,00	0,00
Redevances foncières	0,00	0,00	0,00
Amortissements	9 708,49	1 871,73	11 580,22
Résultat net d'exploitation	25 999,30	7 051,38	33 050,68
VA non désagrégée	0,00	20,34	20,34
Valeur ajoutée totale	58 615,15	18 700,51	77 315,66

La valeur ajoutée totale générée par la chaîne de valeur est estimée à 77 315,66 M FCFA, dont 58 615,15 MFCFA d'effets directs (soit 75,8%). Ces résultats montrent que la filière rizicole constitue une

importante source de création de richesse pour l'économie camerounaise. Les effets directs demeurent largement dominants, traduisant le poids des activités directement liées à la production, à la transformation et à la commercialisation du riz. Les salaires représentent une composante majeure de cette valeur ajoutée avec un total de 31 343,85 MFCFA (40,54% de la VA totale) dont 22 127,88 MFCFA d'effets directs (70,6% des salaires). Cela montre que la chaîne de valeur rizicole joue un rôle important dans la création d'emplois et la distribution des revenus aux travailleurs, aussi bien de manière directe ou indirecte.

Les taxes totales s'élèvent à 1 320,56 MFCFA, en considérant l'absence de subventions. Les effets fiscaux restent relativement modestes comparativement aux autres composantes de la valeur ajoutée, ce qui peut traduire un faible niveau de formalisation de certains segments de la filière ou l'existence de mécanismes préférentiels d'allègement fiscal pour la CV riz local. Les amortissements atteignent 11 580,22 M FCFA, dont 9 708,49 M FCFA d'effets directs. Cette situation reflète l'importance des investissements en équipements, infrastructures et matériels de transformation, notamment dans les unités semi-industrielles et industrielles. Il faut noter que les aménagements hydro-agricoles n'ont pas été pris en compte.

Le résultat net d'exploitation constitue l'une des principales composantes de la valeur ajoutée avec 33 050,68 M FCFA (42,75% de la VA totale), dont 25 999,30 MF CFA d'effets directs et 7 051,38 M FCFA d'effets indirects. Ces résultats montrent que la chaîne de valeur rizicole génère des profits relativement importants, confirmant la rentabilité financière globale pour les acteurs de la filière.

Les résultats montrent aussi que les importations indirectes atteignent 6 875,12 M FCFA, alors que les importations directes sont nulles. Cette situation traduit une dépendance indirecte de la chaîne de valeur vis-à-vis des intrants, équipements, carburants et services importés utilisés dans les activités de production, de transformation et de commercialisation du riz. En effet, les acteurs directs de la CV riz ne sont pas eux-mêmes impliqués directement dans l'importation des CI (intrants ou équipements) nécessaires à leurs activités. A ce sujet, les consommations intermédiaires non désagrégées représentent 10 498,14 MF CFA, soulignant l'importance des biens et services mobilisés dans le fonctionnement de la filière.

Globalement, on a une chaîne de valeur rizicole fortement créatrice de richesse, d'emplois et de revenus. Toutefois, on note une dépendance indirecte aux importations et une concentration importante des profits dans certains segments de la filière. Il y a nécessité de renforcer les politiques publiques visant l'amélioration de la production locale, le développement des industries de transformation, la réduction de la dépendance aux intrants importés et une meilleure intégration économique de la chaîne de valeur rizicole au Cameroun.

Tableau 24 : Indicateurs macroéconomiques (Données 2024)

Indicateur	Valeur
VC VAT/GDP	0,3 %
VC VAT/VC Output	81,4 %
Production totale CV riz	94 932,23 MFCFA
VC VAT/Agricultural GDP	1,3 %
VC Total Imports/National Imports	0,1 %
VC Export/Total Export	0,8 %
VC Trade Balance	+32 284,9 MFCFA
VC Trade Balance/National Imports	0,5 %
VC Total Net Transfer/State Budget	0,0 %
VC Total Wages/National Wages	0,3 %
VC Total Disposal Income/National Income	0,3 %

Les résultats montrent que la chaîne de valeur rizicole contribue à hauteur de 0,30 % au Produit Intérieur Brut (PIB) national à travers la valeur ajoutée totale (VC VAT/GDP). Bien que cette contribution demeure relativement modeste à l'échelle de l'économie camerounaise, elle reste significative pour une seule filière agricole et témoigne du rôle stratégique du riz dans le développement économique du pays. La contribution de la filière au PIB agricole est estimée à 1,30 %, ce qui confirme son importance dans l'économie agricole nationale et son rôle croissant dans les politiques de sécurité alimentaire et de substitution aux importations. Le ratio « VC VAT/VC Output de 81,40 % révèle par ailleurs qu'une grande partie de la production totale est convertie en valeur ajoutée, traduisant une forte capacité de création de richesse à travers les activités de production, de transformation et de commercialisation. La production totale de la chaîne est ainsi évaluée à 94 932,23 millions de FCFA (M FCFA), confirmant l'importance économique de la filière dans la création de revenus, d'emplois et d'activités commerciales dans les principaux bassins rizicoles du Cameroun.

Du point de vue des échanges extérieurs, les importations liées à la chaîne de valeur représentent seulement 0,10 % des importations nationales, ce qui traduit une dépendance relativement limitée aux importations directes, malgré certaines dépendances indirectes en intrants, équipements et carburants. Les exportations de la filière représentent quant à elles 0,80 % des exportations nationales, illustrant une participation encore modeste aux échanges internationaux, principalement à travers les exportations de paddy et de certains produits transformés. La balance commerciale de la chaîne de valeur est néanmoins largement excédentaire, avec un solde positif de +32 284,9 millions de FCFA. Cette performance contribue favorablement à la réduction du déficit commercial du Cameroun, comme le confirme le ratio « VC Trade Balance/National Imports » estimé à 0,50 %. En revanche, le transfert net total vers le budget de l'État est nul (0,00 %), ce qui traduit soit une faible fiscalisation de la filière, soit un équilibre entre les prélèvements fiscaux et les soutiens publics accordés aux acteurs.

Par ailleurs, la chaîne de valeur rizicole contribue à hauteur de 0,30 % aux salaires nationaux et au revenu disponible national, soulignant sa participation à la distribution des revenus et à l'amélioration des conditions de vie des populations impliquées dans les différents maillons de la filière. Dans l'ensemble, ces résultats mettent en évidence une chaîne de valeur économiquement dynamique, créatrice de richesse et globalement compétitive. Malgré une contribution encore limitée au PIB national, la filière joue un rôle majeur dans la sécurité alimentaire, la création d'emplois ruraux, la réduction des importations, l'amélioration de la balance commerciale et le développement de l'économie agricole camerounaise. Il convient également de souligner l'importance des exportations de paddy vers les pays frontaliers, favorisées par des prix souvent plus attractifs que ceux pratiqués sur le marché intérieur. Toutefois, cette activité s'effectue fréquemment en marge des circuits formels et demeure insuffisamment documentée dans les statistiques officielles, ce qui suggère que son impact économique réel pourrait être supérieur aux estimations disponibles.

Encadré 9 : Hausse des prix d'achat du paddy suite aux exportations vers les pays frontaliers

Les exportations frauduleuses du paddy camerounais vers le Nigeria renchérissent les prix du riz à l'Extrême-Nord. « Dans le département du Mayo Danay, région de l'Extrême-Nord du Cameroun, le sac de paddy (riz non décortiqué) atteint 15 000 FCFA ces dernières semaines, contre 10 000 FCFA habituellement (...) ce renchérissement du paddy de plus 50%, dans un département qui abrite pourtant les installations de la Société d'expansion et de modernisation de la riziculture de Yagoua (SEMRY), est consécutif aux exportations massives du paddy camerounais vers le Nigeria (...) en dépit de l'interdiction de ces exportations par les autorités

locales, des producteurs encadrés par la SEMRY continuent de charger nuitamment, par dizaine, des camions du paddy local pour le Nigeria »⁶.

5.2.2. Compétitivité et viabilité internationale

5.2.2.1. Indicateurs de compétitivité internationale

Les principaux indicateurs de compétitivité calculés par l'approche AFA permettent d'évaluer la performance économique réelle de la filière rizicole.

Tableau 25 : Indicateurs de compétitivité internationale

Indicateur	Valeur	Interprétation
Coût en Ressources Internes (DRC/CRI)	0,33	Avantage comparatif fort
Coefficient de Protection Nominale (NPC/CPN)	1,23	Protection modérée du marché domestique
Coefficient de Protection Effective (EPC/CPE)	1,30	Protection effective positive
Equivalent Producer Subsidy	0,17	Soutien implicite modéré à la production

5.2.2.2. Analyse de la compétitivité internationale

L'analyse de la compétitivité et de la viabilité internationale de la chaîne de valeur du riz au Cameroun vise à évaluer la capacité du système rizicole national à rester économiquement performant face à la concurrence internationale, notamment celle du riz importé d'Asie. Cette analyse repose sur les indicateurs de l'approche VCA4D/AFA, notamment le Coût en Ressources Internes (CRI/DRC), les Coefficients de Protection Nominale (CPN), les Coefficients de Protection Effective (CPE), ainsi que les valeurs aux prix de marché et aux prix de parité internationale.

Le Coût en Ressources Internes (CRI)

Les résultats issus des calculs AFA montrent que la filière rizicole camerounaise présente un avantage comparatif économique réel malgré la forte concurrence des importations. En effet, le Coût en Ressources Internes (CRI) est estimé à 0,33, valeur nettement inférieure à 1, ce qui signifie que la production locale de riz utilise efficacement les ressources domestiques et génère davantage de valeur économique qu'elle ne consomme de ressources nationales. Ce résultat indique que le Cameroun dispose d'un avantage comparatif dans la production rizicole.

Le Coefficient de Protection Nominale (CPN)

Par ailleurs, le Coefficient de Protection Nominale (CPN) de 1,23 révèle que le prix intérieur du riz est supérieur d'environ 23 % au prix de référence international. Cette situation traduit l'existence d'une protection implicite du marché domestique, liée notamment aux coûts d'importation, aux politiques tarifaires de la CEMAC et aux coûts logistiques élevés associés aux importations de riz asiatique.

Le Coefficient de Protection Effective (CPE)

Le Coefficient de Protection Effective (CPE) estimé à 1,30 montre que les politiques commerciales et les structures de marché procurent une protection positive à la valeur ajoutée nationale. L'analyse des profits confirme également cette viabilité internationale. Le profit financier calculé aux prix de marché atteint 44 495 M FCFA tandis que le profit économique aux prix de parité internationale reste positif à 28 049 MFCFA. Cela signifie que même en supprimant les distorsions de marché et les effets des

⁶ <https://www.investiraucameroun.com/agriculture/0506-14627-les-exportations-frauduleuses-du-paddy-camerounais-vers-le-nigeria-rencherissent-les-prix-du-riz-a-l-extreme-nord>

politiques publiques, la filière demeure économiquement rentable. Les divergences observées entre les prix de marché et les prix de parité (16 446 M FCFA) traduisent principalement les effets des taxes, des coûts de transport, des marges commerciales et des imperfections de marché.

Dans le contexte camerounais, cette compétitivité demeure toutefois fragile. La filière reste confrontée à plusieurs contraintes structurelles : coûts élevés du transport intérieur, faibles rendements dans certaines zones, insuffisance des infrastructures de transformation et de stockage, dépendance partielle aux intrants importés et forte concurrence du riz asiatique à bas prix. Malgré cela, les résultats du CRI démontrent que l'amélioration de la productivité, de la transformation locale et de la logistique pourrait renforcer significativement la compétitivité du riz local. Ainsi, l'analyse VCA4D montre que la chaîne de valeur rizicole camerounaise possède les bases économiques nécessaires pour soutenir une stratégie nationale de substitution aux importations et de renforcement de la souveraineté alimentaire.

Valeurs aux prix de marché et aux prix de parité

Le tableau suivant présente les principales composantes économiques de la chaîne de valeur du riz selon les prix observés sur le marché domestique et les prix de parité internationale.

Tableau 26 : Valeurs aux prix de marché et aux prix de parité (MFCFA)

Indicateur	Prix de marché	Prix de parité	Divergence
Production (Output)	98 726	80 308	18 418
Consommations intermédiaires	23 861	22 668	1 192
Salaires	19 002	19 002	0
Capital / amortissements	10 589	10 589	0
Taxes et transferts	779	-	779
RNE	44 495	28 049	16 446

Les résultats montrent que les RNE restent positifs aussi bien aux prix de marché qu'aux prix de parité internationale. Cela signifie que la filière rizicole camerounaise demeure économiquement rentable même en l'absence des distorsions de marché et des protections commerciales.

L'écart observé entre les prix de marché et les prix de parité traduit principalement les effets des politiques commerciales, des coûts logistiques et des mécanismes de protection du marché intérieur.

5.2.2.3. Analyse de la compétitive à prix économiques

- ***Un avantage comparatif confirmé par le Coût en Ressources Internes (CRI)***

Le principal indicateur de compétitivité internationale est le Coût en Ressources Internes (CRI/DRC), estimé à 0,33. Cette valeur, largement inférieure à 1, indique que la filière utilise efficacement les ressources domestiques pour produire du riz et qu'elle génère davantage de richesse qu'elle ne consomme de ressources nationales. La chaîne de valeur rizicole camerounaise dispose ainsi d'un avantage comparatif fort. La production locale de riz est économiquement justifiée et peut constituer un levier stratégique de réduction des importations et d'amélioration de la sécurité alimentaire.

- ***Une protection modérée mais favorable du marché domestique***

Le Coefficient de Protection Nominale (CPN) est évalué à 1,23. Cela signifie que les prix intérieurs du riz sont supérieurs d'environ 23 % aux prix internationaux de référence. Cette situation traduit l'existence d'une protection modérée du marché domestique liée aux droits de douane, aux politiques commerciales de la CEMAC, aux coûts de transport et aux coûts logistiques des importations.

De même, le Coefficient de Protection Effective (CPE) de 1,30 montre que les politiques publiques et les structures de marché procurent une protection positive à la valeur ajoutée nationale. Cette protection favorise les producteurs et transformateurs locaux en améliorant leur rentabilité relative face au riz importé.

- ***Une rentabilité économique positive aux prix internationaux***

L'analyse des profits aux prix de marché et aux prix de parité internationale montre que la filière reste rentable même sans protection commerciale. Les profits nets atteignent 44 495 M FCFA aux prix de marché et 28 049 M FCFA aux prix de parité internationale. Cette situation indique que la compétitivité du riz local ne repose pas uniquement sur les politiques de protection, mais également sur une capacité réelle de création de valeur au sein de la chaîne.

Les divergences observées entre les prix de marché et les prix de parité (16 446 M FCFA) traduisent toutefois l'influence importante des taxes, des coûts de transport, des marges commerciales et des imperfections de marché.

- ***Une forte création de valeur au niveau de la transformation***

La compétitivité de la chaîne repose largement sur les activités de transformation. Les unités semi-industrielles représentent à elles seules 22,7 % de la valeur ajoutée directe totale et génèrent près de 32,8 % du profit net global de la chaîne. Cette situation montre que la transformation locale constitue le principal moteur de valorisation du paddy et d'amélioration de la compétitivité du riz camerounais.

Les activités commerciales présentent des niveaux élevés de rentabilité, notamment au niveau des distributeurs et des exportateurs de paddy, qui captent une part importante des marges commerciales.

- ***Une compétitivité fragilisée par plusieurs contraintes structurelles***

Malgré ces résultats favorables, la compétitivité de la filière reste limitée par plusieurs contraintes, notamment les faibles rendements dans certaines zones de production, et les coûts de production qui incluent les coûts élevés du transport intérieur et le coût élevé de l'énergie.

La figure 30 ci-après montre que les coûts de transports représentent en effet le quart des coûts totaux, et le tiers des consommations intermédiaires. La dépendance de la main-d'œuvre en l'absence de mécanisation de plusieurs activités est aussi un élément perturbateur. En plus de charges courantes comme gardiennage, repiquage, piquetage, ce coût inclut aussi sarclage, labour et récolte qui sont des opérations grosses consommatrices de main d'œuvre.

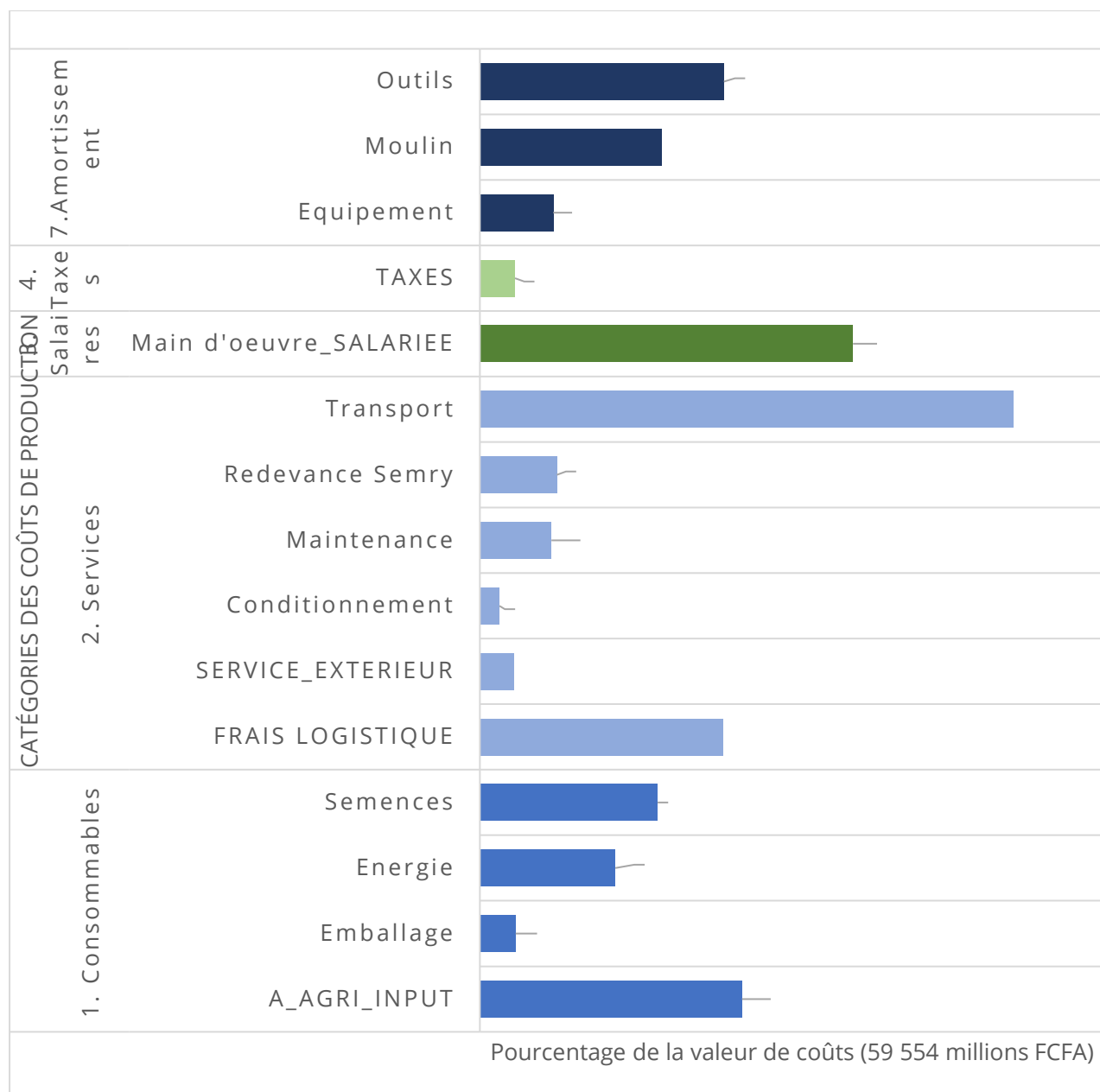


Figure 30 : Structure des coûts de production

Les autres facteurs de fragilisation de la compétitivité de la CV riz camerounaise incluent l'insuffisance des infrastructures de stockage, la faible mécanisation, la dépendance partielle aux intrants importés, et la forte concurrence du riz importé à bas prix. Par ailleurs, la filière demeure également fortement dépendante des biens échangeables importés. Les importations indirectes liées aux équipements, carburants, emballages et intrants atteignent environ 6,9 milliards FCFA.

5.2.2.4. Comparaison des indicateurs clés des sous-chaînes de la chaîne de valeur riz

Le tableau 27 ci-après montre les indicateurs clés par sous-chaîne de valeur identifiée dans l'analyse fonctionnelle.

Tableau 27 : Comparaison des indicateurs clés des sous-chaînes de la cdv riz

Dimensions	SC1 — Familiale à dominante autoconsommation	SC2 — Semi-commerciale	SC3 — Industrielle et exportatrice
Acteurs principaux	Producteurs Familiaux de moins d'un Ha de riz Pluvial ; Distributeur de Riz	Producteurs Familiaux de moins d'un ha de Riz Irrigué ; Producteurs Commerciaux de plus d'un ha de Riz Pluvial ; Prod Commerciaux de plus d'un ha de Riz Irrigué ; Transformateurs semi-industriels	Transformateurs industriels ; Exportateur de Paddy ; Exportateur de Riz Blanc
Part estimée des volumes (tonnage total)	~60-65 % de la production nationale	~30-35 %	<10 %
Part estimée des RNE générés par la CV	46 %	39%	15%
Part estimée de la VA de la CV	50,63%	36,22%	13,15%
Superficie dominante	<1 ha	1-5 ha	>5 ha et unités industrielles
Rendement moyen estimé	1,5-2,5 T/ha	3-5 T/ha	>5 T/ha
Niveau de transformation	Faible	Moyen	Élevé
Valeur ajoutée par acteur	Faible	Moyenne	Élevée
Revenus journaliers estimés	Souvent proches ou inférieurs au SMIG agricole	Supérieurs aux producteurs pluviaux	Revenus plus élevés et plus stables
VA/kg riz paddy	Faible	Moyenne	Élevée grâce à la transformation
Intensité de travail	Très forte MO familiale	Mixte familiale/salariée	Plus capitalistique
Part des CI échangeables	Très faible	Modérée	Plus élevée
Dépendance aux importations	Faible	Moyenne	Forte pour équipements et énergie
Compétitivité économique (CRI)	Généralement favorable grâce au faible contenu importé	Bonne compétitivité nationale	Potentiel élevé à grande échelle
Protection nominale (CPN)	Protection locale des marchés ruraux	Protection modérée	Forte concurrence du riz importé asiatique
Emploi généré	Très élevé	Élevé	Plus limité mais qualifié
Contraintes majeures	Faibles rendements ; enclavement ; faible accès aux intrants	Accès au crédit ; mécanisation ; stockage	Énergie ; logistique ; coûts industriels
Levier principal d'investissement	Pistes rurales ; irrigation ; stockage	Mécanisation ; transformation ; crédit	Modernisation industrielle ; énergie
Impact social	Très inclusif	Important levier de réduction de pauvreté	Important levier de compétitivité nationale

SC1 La sous-chaîne familiale à dominante autoconsommation : très répandue mais peu rémunératrice

La sous-chaîne dominée par les Producteurs Familiaux de moins d'1Ha de riz Pluvial qui représentent environ 60 à 65 % des volumes nationaux de riz. Elle constitue la principale source d'approvisionnement des marchés ruraux et de nombreux marchés urbains secondaires. Cette sous-chaîne repose essentiellement sur une agriculture familiale extensive utilisant peu d'intrants modernes et fortement dépendante de la pluviométrie. Les rendements restent faibles, généralement

compris entre 1,5 et 2,5 tonnes par hectare. Son principal avantage économique réside dans son faible contenu importé. Les producteurs mobilisent principalement la main-d'œuvre familiale et utilisent peu d'équipements mécanisés, ce qui limite l'exposition aux fluctuations des marchés internationaux. Cependant, malgré son poids dans la production nationale, cette sous-chaîne génère des revenus relativement faibles. Les producteurs supportent les principales contraintes productives alors qu'une partie importante de la valeur ajoutée est captée par les distributeurs et commerçants en aval.

Les investissements les plus rentables dans cette sous-chaîne concernent :

- les petits aménagements hydro-agricoles ;
- les équipements post-récolte ;
- les unités de stockage plus familiales ;

SC2 La sous-chaîne semi-commerciale : principal moteur de croissance

La sous-chaîne semi-commerciale regroupe les :

- Producteurs Familiaux de moins d'1Ha de riz Irrigué ;
- Prod commerciaux de plus d'1Ha de riz Pluvial ;
- Prod commerciaux de plus d'1Ha de riz Irrigué ;
- ainsi que les unités de Transformation semi-industrielle.

Cette sous-chaîne représente environ 30 à 35 % des volumes nationaux mais génère une valeur ajoutée proportionnellement plus élevée grâce à de meilleurs rendements et à une transformation plus performante. Les systèmes irrigués permettent des rendements compris entre 3 et 5 tonnes par hectare, nettement supérieurs à ceux de la riziculture pluviale. Les producteurs disposent également d'un meilleur accès aux marchés urbains structurés. La transformation semi-industrielle améliore la qualité du riz local, réduit les pertes post-récolte et augmente la valeur marchande du produit. Les revenus des acteurs y sont plus élevés et plus stables que dans la sous-chaîne traditionnelle. Cette sous-chaîne constitue actuellement le segment le plus dynamique de la filière rizicole camerounaise. Son développement est toutefois limité par :

- le coût des équipements ;
- les difficultés d'accès au crédit ;
- les insuffisances énergétiques ;
- la faiblesse des infrastructures de stockage et de transport.

Les politiques publiques ciblant :

- l'irrigation ;
- la mécanisation ;
- le financement agricole ;
- la transformation ;
- les coopératives ;
- peuvent produire un effet rapide sur la croissance de la production nationale.

SC3 La sous-chaîne industrielle et exportatrice : un potentiel stratégique encore limité

La sous-chaîne industrielle regroupe les unités de :

- Transformation industrielle ;
- Exportateur Paddy ;
- Exportateur Riz Blanc.

Bien qu'elle représente moins de 10 % des volumes nationaux, cette sous-chaîne possède le plus fort potentiel de compétitivité à long terme.

La transformation industrielle permet :

- une meilleure qualité marchande ;
- une standardisation du produit ;
- une réduction des pertes ;

- un meilleur positionnement face au riz importé.

Les exportateurs et les grandes unités de transformation sont davantage intégrés aux marchés régionaux et internationaux. Toutefois, cette sous-chaîne reste fortement dépendante :

- des équipements importés ;
- de l'énergie ;
- des infrastructures logistiques.

Les coûts élevés de production et la concurrence du riz asiatique limitent encore sa compétitivité-prix sur le marché national.

Malgré cela, les analyses économiques montrent qu'une augmentation des volumes transformés et une amélioration des rendements permettraient de réduire significativement les coûts unitaires et d'améliorer la compétitivité du riz local.

Cette sous-chaîne représente donc un levier stratégique pour :

- la substitution aux importations ;
- L'amélioration de la balance commerciale ;
- la sécurité alimentaire ;

5.2.2.5. Effet des mesures gouvernementales d'interdiction d'exportation du paddy

Encadré 10 : Interdiction d'exportation du paddy et impact de la naissance des intermédiaires sur le prix du paddy

Dès 2021 et 2022, des correspondances du Ministère du Commerce (MINCOMMERCE) adressées aux autorités administratives régionales recommandaient le renforcement des mesures d'interdiction des exportations de céréales afin d'assurer la disponibilité des produits sur les marchés locaux.

Cette politique a été réactivée en 2024 dans le cadre de la lutte contre la réexportation du riz et du paddy. Selon les autorités camerounaises, cette décision répondait à « un contexte actuel de faible disponibilité du riz sur le marché international et du renchérissement concomitant des prix à l'importation ». L'objectif était d'éviter les pénuries sur le marché intérieur et de soutenir les unités locales de transformation confrontées à des difficultés d'approvisionnement en matière première. Cette interdiction d'exportation du paddy visait à sécuriser l'approvisionnement national en riz, soutenir la transformation locale, limiter les exportations frauduleuses vers les pays voisins, stabiliser les prix du riz sur le marché intérieur et renforcer la stratégie de substitution aux importations.

L'interdiction d'exportation a eu comme conséquence l'émergence des intermédiaires, qui achètent le paddy à bas prix (entre 8 et 10 milles FCFA) pour exporter vers les pays frontaliers à travers des filières clandestines.

Tableau 28 : Synthèse de l'analyse financière des acteurs après interdiction d'exportation du paddy (Millions FCFA)

Acteur / Maillon	VA / acteur moyen (MFCFA/an)	Nb acteurs (CDV)	VA CV (MXAFFCFA)	Part VA totale (%)	Revenu Net d'Exploitation CV (MFCFA)	VA / Production (%)
PRODUCTION (2025)						
Prod Fam - 1Ha Pluv	105 275	200 800	21 139	38%	3 770	65%
Prod Fam - 1Ha Irr	243 525	19 200	4 710	9%	1 753	57%
Prod Fam +1Ha Pluv	853 120	3 538	3 018	5%	1 242	87%
Prod Fam +1Ha Irr	951 500	1 200	1 142	2%	-82	59%
Sous-total Production	-	-	30 009	54%	6 683	-

Acteur / Maillon	VA / acteur moyen (MFCFA/an)	Nb acteurs (CDV)	VA CV (MXAFCFA)	Part VA totale (%)	Revenu Net d'Exploitation CV (MFCFA)	VA / Production (%)
TRANSFORMATION (2025)						
Transformation semi-industrielle	2 347 926	5 348	12 557	23%	7 502	40%
Transformation industrielle	17 230 199	363	6 246	11%	2 601	53%
Sous-total Transformation	-	-	18 803		10 103	-
COMMERCE (2025)						
Distributeur Riz	1 519 711	2 715	4 125	7%	3 970	11%
Exportateur Paddy	514 334	2 907	1 495	3%	1 495	5%
Exportateur Riz Blanc	10 588 772	81	859	2%	424	15%
Sous-total Commerce	-	-	6 479		5 889	-
TOTAL VA DIRECTE CDV	-	236 151	55 291	100%	22 675	60%

Le tableau 28 met en évidence la répartition de la valeur ajoutée (VA) et du revenu net d'exploitation (RNE) au sein de la chaîne de valeur (CV) du riz en 2025. Globalement, la chaîne de valeur génère une VA totale de 55 291 M FCFA, répartie entre 236 151 acteurs directs, avec un RNE global estimé à 22 675 M FCFA. La chaîne présente ainsi une capacité relativement importante de création de richesse et de revenus, bien que cette richesse soit distribuée de manière inégale entre les maillons.

Le maillon de la production constitue le principal contributeur à la valeur ajoutée totale de la chaîne avec 30 009 M FCFA, soit 54 % de la VA totale. Cette domination s'explique principalement par le poids des producteurs familiaux exploitant moins d'un hectare en pluvial, qui génèrent à eux seuls 21 139 M FCFA, représentant 38 % de la VA totale de la chaîne. Ce groupe rassemble également le plus grand nombre d'acteurs (200 800 producteurs), ce qui traduit l'importance socio-économique de la petite production rizicole dans le système productif national. Cependant, malgré cette forte contribution à la VA, le revenu net d'exploitation moyen reste relativement modeste (3 770 M FCFA), ce qui montre que la création de richesse demeure limitée par la faible productivité et les coûts élevés de production.

Les producteurs familiaux irrigués de moins d'un hectare contribuent à hauteur de 4 710 M FCFA de VA, soit 9 % de la VA totale, avec un RNE de 1 753 M FCFA. Quant aux exploitations plus grandes (+1 ha), elles présentent une VA moyenne par acteur nettement plus élevée, notamment en irrigué (951 500 M FCFA/acteur), traduisant une meilleure intensification et productivité des systèmes irrigués. Toutefois, le RNE des grandes exploitations irriguées apparaît négatif (-82M FCFA), ce qui suggère des charges d'exploitation particulièrement élevées ou une faible rentabilité économique malgré des niveaux importants de production et de valeur créée.

Le maillon de la transformation occupe la deuxième position dans la création de richesse avec une VA totale de 18 803 MFCFA, correspondant à 34 % de la VA totale de la chaîne. La transformation semi-industrielle représente à elle seule 23 % de la VA totale (12 557 MFCFA) et génère le RNE le plus élevé de l'ensemble des maillons (7 502 MFCFA). Ce résultat montre que les unités semi-industrielles captent une part importante de la richesse créée grâce à la valorisation du paddy et à l'amélioration de la qualité du riz transformé.

La transformation industrielle, bien qu'impliquant un nombre très limité d'acteurs (363), présente une très forte VA moyenne par acteur (17 230 199 M FCFA/acteur), ce qui traduit un niveau élevé de

capitalisation et d'efficacité économique. Toutefois, sa contribution à la VA totale reste limitée à 11 %, avec un RNE de 2 601 M FCFA. Cela montre que le secteur industriel demeure concentré entre quelques opérateurs à forte capacité financière.

Le maillon du commerce contribue plus modestement à la création de richesse, avec une VA totale de 6 479 M FCFA, soit 12 % de la VA totale de la chaîne. Les distributeurs de riz constituent les principaux acteurs commerciaux avec une contribution de 7 % à la VA totale et un RNE de 3 970 M FCFA. Les exportateurs de paddy et de riz blanc affichent des contributions relativement faibles à la VA totale (respectivement 3 % et 2 %), traduisant le caractère encore limité des exportations dans la structuration de la chaîne de valeur rizicole.

L'analyse du revenu net d'exploitation révèle que le maillon de la transformation est le plus rentable économiquement, avec un RNE cumulé de 10 103 M FCFA, devant la production (6 683 M FCFA) et le commerce (5 889 M FCFA). Cette situation montre que les activités de transformation captent davantage de valeur économique grâce aux opérations de conditionnement, décorticage et valorisation du produit final. À l'inverse, les producteurs, bien qu'ils soient les principaux créateurs de VA, bénéficient relativement moins des revenus générés par la chaîne.

Enfin, le ratio VA/Production globale de 60 % traduit une capacité relativement satisfaisante de la chaîne à transformer la production brute en richesse économique. Les meilleurs ratios sont observés chez les producteurs familiaux pluviaux de plus de 1 ha (87 %), tandis que les acteurs commerciaux présentent des ratios plus faibles, notamment les exportateurs de paddy (5 %), ce qui traduit une faible transformation du produit et donc une création limitée de valeur additionnelle.

La comparaison avec la situation avant l'interdiction formelle de l'exportation du paddy montre une légère baisse de la valeur ajoutée (VA) totale de la chaîne de valeur rizicole, qui chute de 58 615 M FCFA en 2024 à 55 291 M FCFA en 2025. Malgré cette diminution, la production reste le principal maillon créateur de richesse, bien que sa part dans la VA totale recule de 62,72 % à 54 %. Les producteurs familiaux pluviaux de moins d'un hectare demeurent les principaux contributeurs à la VA, confirmant le rôle central des petites exploitations dans la filière.

À l'inverse, le maillon de la transformation renforce son importance économique. Sa contribution à la VA totale progresse de 26,3 % à 34 % en 2025, traduisant une montée en puissance des activités de valorisation du riz, notamment de la transformation semi-industrielle. Ce maillon reste également le plus rentable en termes de revenu net d'exploitation (RNE).

Le commerce conserve une contribution relativement faible mais stable, avec environ 11 à 12 % de la VA totale sur les deux périodes. Les distributeurs de riz demeurent les principaux acteurs commerciaux en matière de création de revenus.

Au total, l'évolution met en évidence un déplacement progressif de la création de richesse vers les activités de transformation, tandis que la rentabilité de certaines catégories de producteurs tend à se réduire.

5.3. Comparaison de quelques indicateurs entre la CV du riz et du maïs

La comparaison entre la CV du riz et la CV du maïs, l'une des céréales les plus cultivées au Cameroun montre bien l'importance du riz.

Tableau 29 : Comparaison d'indicateurs entre la CV du riz et du maïs

Indicateurs	Chaîne de valeur Riz	Chaîne de valeur Maïs
Nombre d'acteurs	236 151 acteurs	≈ 700 000 producteurs et opérateurs (MINPMEESA, 2022)
Production nationale annuelle	140 000–200 000 t	2,09 à 2,36 millions t (MINPMEESA, 2022)
Rendement moyen	2 à 6 t/ha (systèmes irrigués)	1,7 à 1,9 t/ha (Guibert et al., 2016)
Valeur de la production	94,93 milliards FCFA	300 à 400 milliards FCFA (estimation) (MINADER-NEPAD, 2004)
Valeur ajoutée totale	58,62 milliards FCFA	120 à 180 milliards FCFA (estimation) (MINADER-NEPAD, 2004)
Revenu Net d'Exploitation global	25,99 milliards FCFA	50 à 80 milliards FCFA (estimation)
Producteur familial (RNE)	40 775 à 161 825 FCFA	50 000 à 150 000 FCFA/ha (Guibert et al., 2016)
Producteur commercial (RNE)	262 000 à 516 560 FCFA	250 000 à 600 000 FCFA/ha (Guibert et al., 2016)
Transformation semi-industrielle	929 309 FCFA/an	400 000 à 800 000 FCFA/an (MINADER, 2021)
Transformation industrielle	4 815 295 FCFA/an	1 à 3 millions FCFA/an (Maïserie du Cameroun, 2023)
Emplois générés	236 151 ETP	> 700 000 emplois directs et indirects, FAO (2022)
Dépendance aux importations	Très élevée	Faible (MINCOMMERCE, 2023)
Principal facteur de rentabilité	Irrigation et transformation	Productivité, stockage et commercialisation (FAO, 2022)
Pertes post-récolte	10–15 %	20–30 % (FAO, 2022)
Niveau de mécanisation	Moyen à élevé	Faible à moyen
Contribution à la sécurité alimentaire	Très élevée	Très élevée (FAO, 2022)
Potentiel d'import-substitution	Très fort	Moyen (SND30, 2020)
Potentiel d'exportation	Modéré	Faible (SND30, 2020)
Contribution au PIB agricole	1,3 % (2024)	≈ 10–15 % (estimation à partir de la valeur de la filière et du PIB agricole national) (MINPMEESA, 2022, MINADER, 2006)
Contribution au PIB national	0,3 % (2024)	≈ 0,4–0,6 % (MINPMEESA, 2022) ⁷

Le tableau 29 relève deux filières céréalières stratégiques, mais aux caractéristiques distinctes. En production, la filière maïs domine largement avec plus de 2 millions de tonnes par an contre moins de 200 000 tonnes pour le riz. Elle implique aussi beaucoup plus d'acteurs (environ 700 000 producteurs et opérateurs) et contribue davantage à l'économie nationale, avec une part estimée à 10-15 % du PIB agricole et 0,4-0,6 % du PIB national. Son importance réside dans son rôle central pour la sécurité alimentaire, l'alimentation du bétail et l'approvisionnement des industries agroalimentaires.

À l'inverse, la filière riz se caractérise par une meilleure création de valeur ajoutée et une plus grande rentabilité économique. Elle ne mobilise que 236 151 acteurs, mais elle génère une valeur ajoutée de 58,62 milliards de FCFA et un revenu net d'exploitation global de 25,99 milliards de FCFA. Sa

⁷ **Remarque méthodologique :** Aucune étude nationale récente n'a calculé officiellement la contribution du maïs au PIB national. En considérant une valeur économique minimale de 150 milliards FCFA pour la filière et un PIB national voisin de 35 000 milliards FCFA, la contribution directe du maïs peut être estimée à environ **0,4–0,6 % du PIB national**.

compétitivité tient surtout à l'irrigation et à la transformation pour obtenir des rendements plus élevés et mieux valoriser la production. La contribution de la filière riz s'élève ainsi à 1,3 % du PIB agricole et 0,3 % du PIB national.

Le maïs est donc la principale filière céréalière en volume, en emplois et en sécurité alimentaire, tandis que le riz est une filière à forte valeur ajoutée et à fort potentiel de substitution aux importations. Le développement simultané de ces deux chaînes de valeur reste crucial pour renforcer la souveraineté alimentaire, créer de la richesse et transformer structurellement l'agriculture camerounaise.

5.4. Réponse à la première question structurante

Tableau 30 : Tableaux des indicateurs économiques — question structurante 1

Question Structurante 1 : Quelle est la contribution de la chaîne de valeur du riz à la croissance économique ?							
	INDICATEURS	RÉSULTATS					
QC 1.1 Les activités de la CV sont-elles rentables et durables pour les agents impliqués ?	Comptes de Production-Exploitation pour chaque type d'acteur	Acteur	Ressources (FCFA/an)	CI (FCFA/an)	VA (FCFA/an)	RBE (FCFA/an)	RNE (FCFA/an)
		Prod Fam - 1Ha Pluv	187 800	60 525	127 275	65 775	40 775
		Prod Fam - 1Ha Irr	506 700	190 875	315 825	186 825	161 825
		Prod Fam +1Ha Pluv	1 160 960	142 400	1 018 560	541 560	516 560
		Prod Fam +1Ha Irr	1 950 000	668 500	1 281 500	287 000	262 000
		Trans semi-industrielle	5 875 312	4 000 819	1 874 493	1 127 681	929 309
		Trans industrielle	32 482 359	17 611 200	14 871 159	12 957 695	4 815 295
		Distributeur Riz	14 259 199	12 739 488	1 519 711	1 491 147	1 462 583
		Exportateur Paddy	11 433 437	10 933 437	500 000	500 000	500 000
		Exportateur Riz Blanc	69 782 346	-	10 588 773	5 220 900	5 220 900
	Résultat net d'exploitation (RNE)	Acteur					Résultat Net d'Exploitation (RNE) FCFA/an
		Prod Fam - 1Ha Pluv					40 775
		Prod Fam - 1Ha Irr					161 825
		Prod Fam +1Ha Pluv					516 560
		Prod Fam +1Ha Irr					262 000
		Trans semi-industrielle					929 309
		Trans industrielle					4 815 295
		Distributeur Riz					1 462 583
		Exportateur Paddy					500 000
		Exportateur Riz Blanc					5 220 900
Le coefficient de Gini de 0,7171 confirme cette forte concentration des bénéfices entre les mains de quelques acteurs et révèle l'existence d'importantes asymétries économiques au sein de la CV.							
	Rendement sur le chiffre d'affaires (RBE/production)	Acteur					Rendement sur le chiffre d'affaires (RBE/Ressources)
		Prod Fam - 1Ha Pluv					22%
		Prod Fam - 1Ha Irr					32%
		Prod Fam +1Ha Pluv					44%
		Prod Fam +1Ha Irr					13%

		Trans semi-industrielle	16%
		Trans industrielle	15%
		Distributeur Riz	10%
		Exportateur Paddy	4%
		Exportateur Riz Blanc	7%
	Comparaison du revenu net des producteurs agricoles	SMIG Cameroun : ~2 060 FCFA/j. Les producteurs familiaux pluviaux et irrigués demeurent largement sous le seuil de revenu décent. Les producteurs commerciaux présentent des performances relativement meilleures grâce aux économies d'échelle. Les segments de transformation captent davantage de valeur ajoutée grâce à la mécanisation et au conditionnement.	
QC 1.2 Quelle est la contribution de la CV au PIB ?	Valeur de la production finale de la CV	~94,932 Mds FCFA.	
	VA directe	~58,615 Mds FCFA.	
	VA totale	~77,66 Mds FCFA = VA directe + effets indirects domestiques.	
	Distribution de la VA totale par étape	Production agricole : 62,72 % ; Transformation : 26,30 % ; Commerce et exportation : 10,99 %.	
	VA totale et ses composantes	Salaires et rémunérations : ~31,4 Mds FCFA ; Excédents bruts d'exploitation : ~22,7 Mds FCFA ; Amortissements : ~11,58 Mds FCFA ; Taxes et frais commerciaux : ~0,78 Mds FCFA.	
	VA Totale en pourcentage du PIB	VA : ~0,3 % du PIB national ;	
	Taux d'intégration dans l'économie	~81,4 %. La chaîne de valeur conserve une forte intégration domestique malgré la dépendance aux importations d'intrants et d'équipements.	
QC 1.3 Quelle est la contribution de la CV au PIB du secteur agricole ?	VA des acteurs agricoles de la CV en pourcentage du PIB agricole	~1,3 % du PIB agricole national. La filière rizicole constitue un levier stratégique de sécurité alimentaire et de substitution aux importations.	
QC 1.4 Quelle est la contribution de la CV aux finances publiques ?	Recettes pour le budget de l'État	~0,78 Mds FCFA/an issus des taxes commerciales, frais de circulation et activités de transformation.	
	Dépenses pour le budget de l'État	~2,1 Mds FCFA/an consacrés aux aménagements hydro-agricoles, programmes rizicoles et appuis techniques.	
	Solde pour les finances publiques	Recettes – dépenses = -1,32 Md FCFA. La chaîne mobilise davantage de dépenses qu'elle ne génère de dépenses publiques directes. Solde déficitaire	
QC 1.5 Quelle est la contribution de la CV à la balance commerciale ?	Exportations de la CV	Faibles volumes de paddy et de riz blanchi exportés vers les marchés régionaux.	
	Importations totales de la CV	Très fortes importations de riz asiatique et d'intrants agricoles.	
	Solde de la balance commerciale de la CV	Structurellement déficitaire en raison de la dépendance aux importations de riz.	

QC 1.6 La CV est-elle viable dans l'économie internationale ?	Coefficient de Protection Nominale (CPN)	Paddy local : ~1,12 ; Riz blanchi local : ~1,34. Les prix domestiques restent supérieurs aux prix internationaux du riz asiatique importé.
	Ratio de Coût en Ressources Internes (CRI)	Production familiale pluviale : 0,88 ; Production irriguée : 0,63 ; Transformation semi-industrielle : 0,54 ; Transformation industrielle : 0,71. Les systèmes irrigués et les segments de transformation présentent les avantages comparatifs les plus solides.
	Interprétation analytique	La compétitivité internationale de la filière reste limitée par les coûts élevés de production, la faible productivité et la concurrence du riz importé. Toutefois, l'irrigation et la transformation locale constituent les principaux leviers de compétitivité et de substitution aux importations.

6. CETTE CROISSANCE EST-ELLE INCLUSIVE ? (Qs2)

6.1. Gouvernance de la chaîne de valeur du riz

6.1.1. Stratégie Nationale de Développement de la Filière Riz (SNDR) comme pilier de la gouvernance de la chaîne de valeur du riz au Cameroun

La gouvernance de la filière rizicole au Cameroun s'inscrit dans une logique de substitution aux importations et de renforcement de la souveraineté alimentaire nationale. Elle est principalement encadrée par la Stratégie Nationale de Développement de la Filière Riz (SNDR), révisée en 2023 afin de s'aligner sur les objectifs de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30). Cette stratégie vise « à accroître substantiellement la production et la compétitivité du riz camerounais afin d'améliorer le solde de la balance commerciale et de stimuler le développement économique » (République du Cameroun, 2023).

Dans cette perspective, le gouvernement camerounais ambitionne de porter la production nationale de riz à environ 750 000 tonnes et d'atteindre près de 97 % d'autosuffisance rizicole à l'horizon 2030. Pour atteindre ces objectifs, une enveloppe estimée à 385 milliards FCFA a été prévue pour financer les différentes actions de développement de la filière.

La gouvernance de la chaîne de valeur du riz repose principalement sur le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), appuyé par plusieurs structures publiques spécialisées telles que la Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua (SEMRY) et l'*Upper Nun Valley Development Authority* (UNVDA). Ces institutions assurent l'encadrement technique des producteurs, l'aménagement des périmètres irrigués, la diffusion des intrants et le soutien à la mécanisation agricole.

Les politiques publiques mises en œuvre accordent une place importante à la modernisation de la production à travers l'appui en équipements agricoles, le développement des infrastructures hydro-agricoles et la promotion de la transformation locale. Le Cameroun prévoit notamment l'aménagement de 60 000 hectares de riz irrigué et de 200 000 hectares de riz pluvial afin d'accroître durablement l'offre nationale et de réduire la forte dépendance du pays aux importations de riz.

Malgré ces efforts, la filière reste confrontée à un déficit structurel important lié à la faiblesse des rendements, à l'insuffisance des infrastructures de stockage et de transformation, à la faible mécanisation ainsi qu'à la forte concurrence du riz importé.

6.1.2. Gouvernance des dispositifs de financement et d'encadrement

La mobilisation du financement est un axe important de la gouvernance de la chaîne de valeur du riz au Cameroun. Il est question de renforcer le financement de la chaîne de valeur du riz avec le soutien des partenaires techniques et financiers intervenant dans la filière (JICA, Banque Mondiale, FIDA, BAD...). Les Partenariats Public-Privé (PPP), renforcent les dispositifs de financement. Il ouvre les portes aux investisseurs nationaux et internationaux pour combler le déficit de financement.

6.1.3. La montée en puissance de l'Interprofession

Sous l'impulsion de programmes comme le PADFA II (Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles), une interprofession est en cours de structuration. Il s'agit de créer un cadre où les producteurs (GIC, coopératives), les transformateurs (usiniers) et les commerçants fixent ensemble les prix et les standards de qualité, et adressent des propositions à l'Etat pour une bonne mise en œuvre des politiques publiques. La gouvernance repose donc sur un modèle multi-acteurs et

participation des acteurs privés où l'État fixe le cap stratégique (SNDR 2030) et les acteurs privés (Interprofession, Coopératives) sont censés prendre le relais opérationnel.

6.1.4. La gouvernance des Organisations Paysannes (OP)

Il s'agit d'une participation réelle des OP à la gestion des périmètres : Dans des zones comme la SEMRY (Extrême-Nord) ou l'UNVDA (Nord-Ouest), les paysans participent de plus en plus à la gestion de l'eau et à la maintenance des infrastructures via des comités de gestion et le délèguement par l'Etat de la multiplication des semences à des structures privées ou coopératives (comme le GIC Fas ou Prorim Coop-CA). En 2024, ces acteurs ont livré des tonnes de semences rachetées par l'État pour redistribution.

6.1.5. La Gouvernance Territoriale

Décentralisation de la participation avec la mise en place des comités villageois, impliqué dans le ciblage des bénéficiaires des subventions (engrais, matériel) pour s'assurer que l'aide arrive réellement aux riziculteurs actifs, et des plateformes de dialogue régional : Dans les bassins de production (Maga, Lagdo), des cadres de concertation existent pour résoudre les conflits fonciers ou liés à l'accès à l'eau.

6.1.6. La gouvernance du marché du riz

La gouvernance du marché du riz au Cameroun est complexe et fortement segmentée, avec la coexistence de plusieurs catégories d'acteurs, une forte dépendance aux importations et une structuration encore incomplète de la chaîne de valeur nationale.

Tout d'abord, la production nationale reste largement dominée par les exploitations familiales, aussi bien en système pluvial qu'irrigué. Les exploitations de moins de 1 hectare représentent environ 80 % des producteurs en système irrigué et 90 % en système pluvial. Cette structure traduit une gouvernance majoritairement paysanne et fragmentée, dans laquelle les petits producteurs disposent de faibles capacités de négociation, de stockage, de transformation et d'accès au financement. La prédominance du riz pluvial (279 330 tonnes contre 90 000 tonnes pour le riz irrigué) révèle également une forte dépendance aux conditions climatiques, ce qui fragilise la stabilité de l'offre nationale. La gouvernance de la filière apparaît duale, articulée autour : (i) d'une sous-chaîne conventionnelle orientée vers l'autoconsommation et (ii) et d'une sous-chaîne de transformation destinée à la commercialisation.

La première repose principalement sur les unités artisanales et les circuits ruraux locaux, tandis que la seconde est dominée par les unités semi-industrielles et industrielles de transformation. Les unités semi-industrielles traitent plus de 151 000 tonnes de paddy, contre plus de 51 000 tonnes pour les unités industrielles. Ces acteurs occupent une position stratégique dans la gouvernance du marché grâce à leur maîtrise des capacités de transformation, de stockage, de conditionnement et de commercialisation.

Aussi, les commerçants urbains, les supermarchés et les distributeurs jouent un rôle central dans la coordination des flux commerciaux entre producteurs, transformateurs et consommateurs. Cette organisation traduit une gouvernance marchande dominée par les intermédiaires commerciaux qui contrôlent l'accès aux marchés urbains et influencent les mécanismes de formation des prix.

Par ailleurs, la gouvernance du marché du riz au Cameroun reste fortement influencée par les politiques publiques et les dynamiques internationales. En effet, le volume du riz importé consommé et réexporté (831 337 tonnes) demeure largement supérieur à la production nationale. Cette forte

dépendance aux importations reflète les limites des politiques nationales de souveraineté alimentaire et de substitution aux importations engagées depuis plusieurs années.

Les politiques publiques rizicoles ont principalement porté sur (i) la réhabilitation des périmètres irrigués, (ii) l'appui aux projets d'aménagement hydro-agricole, (iii) la modernisation de la SEMRY et des infrastructures de production, (iv) le soutien aux coopératives, (v) ainsi que les mesures de restriction de réexportation du riz et du paddy.

Cependant, la figure montre que ces politiques produisent encore des résultats limités face à l'ampleur des importations et à la faiblesse de la transformation locale. L'exportation importante du paddy brut (plus de 166 000 tonnes) traduit notamment une insuffisante coordination entre les politiques agricoles, industrielles et commerciales. Une part importante de la production échappe ainsi aux unités nationales de transformation, limitant la création de valeur ajoutée locale et les effets multiplicateurs sur l'économie nationale.

En définitive, l'analyse de la gouvernance du marché du riz au Cameroun révèle une filière encore fortement dépendante des marchés internationaux et des circuits commerciaux informels. L'amélioration durable de la souveraineté alimentaire nécessitera une intervention publique plus intégrée, capable d'assurer une meilleure articulation entre production, transformation, commercialisation et régulation des échanges.

6.1.7. L'inclusivité en termes de capital social et de gouvernance collective

L'analyse de la chaîne de valeur rizicole met en évidence une fortement inclusive sur le plan du capital social et de la gouvernance collective, bien que certaines asymétries demeurent entre les différents acteurs en matière de pouvoir économique, d'accès aux marchés et de contrôle des flux commerciaux. D'abord, on note une forte implication des exploitations familiales dans la production rizicole nationale. Les exploitations familiales irriguées de moins de 1 ha représentent 80 % des producteurs du segment irrigué, tandis que les exploitations familiales pluviales de moins de 1 ha regroupent 90 % des producteurs du segment pluvial. Cette prédominance des petits producteurs traduit un ancrage communautaire important de la filière et révèle un niveau élevé d'inclusivité sociale dans l'accès à la production agricole. Les ménages ruraux constituent ainsi la base du système productif rizicole camerounais.

Par ailleurs, la présence des unités de stockage de paddy (UNI_Stoc_Paddy), des unités artisanales, semi-industrielles et industrielles traduit également l'existence d'interactions fonctionnelles entre plusieurs catégories d'acteurs. Les flux de paddy et de riz transformé montrent que les producteurs, transformateurs, commerçants et exportateurs sont interdépendants au sein d'un réseau économique structuré. Cette interdépendance favorise la constitution de relations de coopération, de réseaux commerciaux et de mécanismes de coordination collective.

L'importance de l'autoconsommation, qui absorbe une part significative du riz transformé artisanalement et semi-industriellement, traduit également l'existence de systèmes communautaires de solidarité alimentaire. La sous-chaîne conventionnelle orientée vers l'autoconsommation montre que la filière ne repose pas uniquement sur des logiques marchandes, mais aussi sur des mécanismes sociaux de sécurisation alimentaire des ménages ruraux.

Aussi, les circuits de commercialisation impliquent une diversité d'acteurs, notamment les commerçants ruraux, les commerçants urbains, les supermarchés, les boulangeries, les exportateurs et les unités de transformation. Cette diversité favorise une gouvernance multi-acteurs relativement inclusive, où plusieurs catégories socio-économiques participent à la circulation et à la valorisation du riz. Les interactions entre producteurs et unités de transformation semi-industrielles traduisent

également l'existence potentielle de relations contractuelles et de réseaux coopératifs. Cependant, il faut relever certaines limites en matière de gouvernance collective. Les flux les plus importants semblent orientés vers les unités semi-industrielles et industrielles, ce qui traduit une concentration progressive du pouvoir économique au niveau des acteurs disposant de capacités de transformation et de commercialisation plus élevées. Les petits producteurs restent majoritaires dans la production, mais leur pouvoir de négociation demeure probablement limité face aux transformateurs, commerçants et importateurs.

De plus, l'importance du riz importé consommé et réexporté (831 337 tonnes) montre que la gouvernance de la filière reste fortement influencée par les marchés internationaux et les circuits commerciaux extérieurs. Cette situation peut réduire la capacité des organisations locales de producteurs à contrôler durablement les prix, les débouchés et les mécanismes de régulation du marché.

L'existence de plusieurs niveaux de transformation (artisanale, semi-industrielle et industrielle) suggère également des niveaux différenciés d'accès au capital, aux équipements et aux infrastructures. Les unités industrielles disposent probablement d'un pouvoir organisationnel plus important que les petits transformateurs artisanaux, ce qui peut créer des inégalités dans la gouvernance de la chaîne de valeur.

Enfin, la structuration de la filière autour des flux de stockage, de transformation et de commercialisation montre que la gouvernance collective repose fortement sur la coordination des acteurs, la circulation de l'information et les réseaux de confiance. Le développement des coopératives, des unions de producteurs et des mécanismes de contractualisation apparaît ainsi essentiel pour renforcer le capital social, améliorer la représentativité des petits producteurs et favoriser une gouvernance plus équilibrée de la chaîne de valeur rizicole camerounaise.

6.2. Mesures en faveur de la chaîne de valeur

Les mesures s'articulent autour de sept points (FOA, 2023):

- Réductions de l'Impôt sur les sociétés de 25 à 75% suivant le montant des investissements réalisés ;
- Amortissement accéléré des immobilisations ;
- Exonérations ou taux réduit (5%) des droits de douanes à l'importation des intrants, équipements et matériels de production ;
- Exonérations de la TVA sur l'achat des pesticides, des engrais et des intrants, ainsi que des équipements ;
- Dispense des charges fiscales et patronales sur les salaires versés aux ouvriers agricoles saisonniers ;
- Exonérations des droits d'enregistrement sur les actes et conventions ;
- Exonération de la taxe foncière des propriétés appartenant aux entreprises Agricoles Fiscalité incitative.

6.3. Revenu et emploi

6.3.1. Réalité de l'emploi au sein de la chaîne de valeur riz au Cameroun

L'analyse économique de la chaîne de valeur (CDV) riz met en évidence une double réalité. D'une part, la filière contribue à la création de richesse et d'emplois dans l'économie nationale à travers la production, la transformation et la commercialisation du riz. D'autre part, cette contribution reste marquée par une forte concentration des emplois dans les segments agricoles familiaux, caractérisés

par une prédominance du travail temporaire et une faible sécurisation des revenus. Les données d'emplois en équivalent temps plein (ETP) montrent que la CDV mobilise environ 52 430 emplois équivalents temps complet, dont près de 95 % relèvent d'emplois temporaires agricoles, principalement dans les exploitations familiales pluviales et irriguées. Les activités de transformation, bien que moins importantes en volume d'emplois, jouent un rôle central dans la stabilisation du travail grâce aux emplois permanents et qualifiés qu'elles génèrent.

6.3.2. Structure des emplois par catégorie d'acteurs

La figure 30 indique que la CV riz contribue significativement à la création d'emploi avec plus de 50 000 ETP d'emplois, en majorité temporaires.

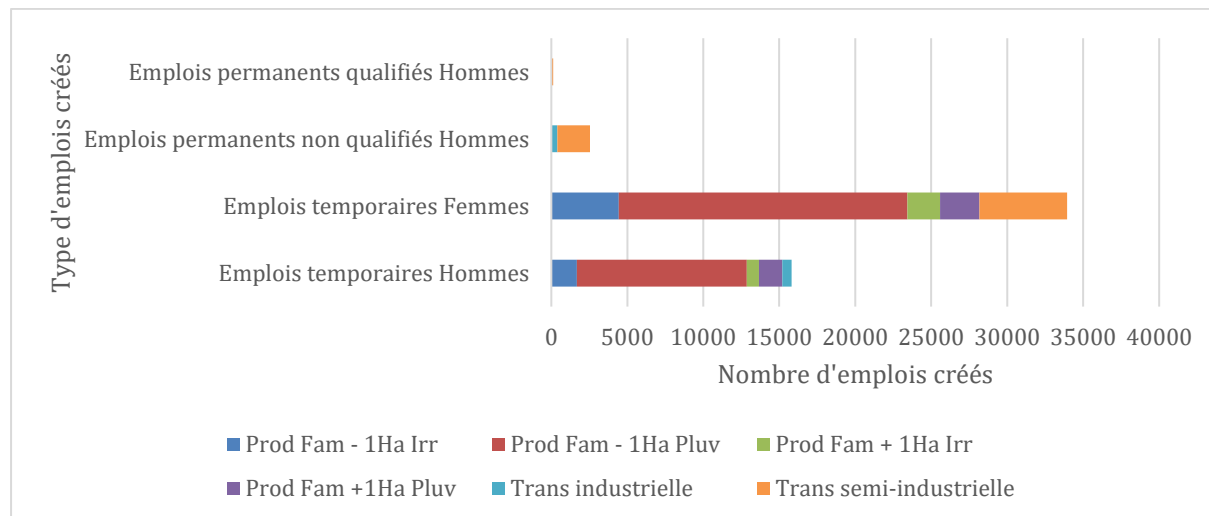


Figure 31 : Contribution de la CV riz camerounaise à l'emploi

Selon la figure 31, les femmes sont les plus nombreuses en termes de nombre d'emplois créés, mais sont reléguées à des emplois temporaires. Les quelques emplois ETP permanents sont occupés par les hommes. Les figures 32 et 33 ci-après montrent que les exploitations familiales constituent le principal bassin de création d'emplois de la CV riz. Les producteurs familiaux en système pluvial de moins de 1 hectare représentent à eux seuls 30 175 ETP, soit environ 57,5 % de l'emploi total de la filière (52 430 ETP). Ils sont suivis par les producteurs familiaux irrigués de moins de 1 hectare avec 6 127 ETP. Les exploitations de plus de 1 hectare contribuent également à l'emploi rural, mais dans des proportions plus modestes, notamment 4 123 ETP pour les producteurs familiaux pluviaux de plus de 1 hectare, 2 952 ETP pour les producteurs familiaux irrigués de plus de 1 hectare.

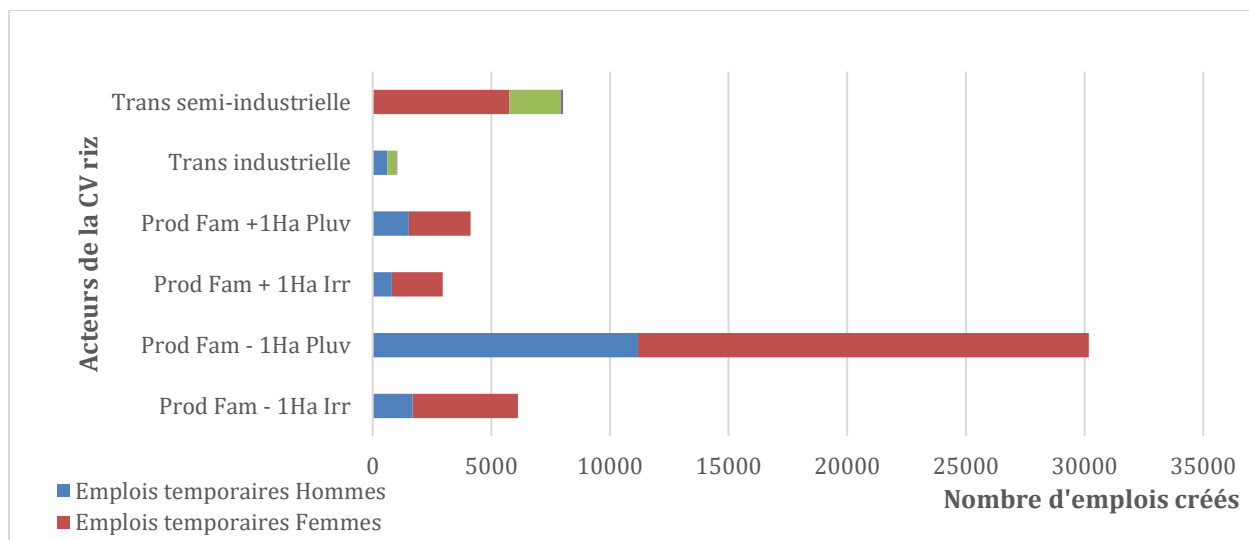


Figure 32 : Emplois en équivalent temps plein (ETP) par type d'acteur

Les données d'emplois révèlent que la transformation semi-industrielle représente le principal segment créateur d'emplois permanents de la CV riz, avec 8 017 ETP, ce qui plus de 15 % des emplois totaux, dont une part importante d'emplois permanents non qualifiés (2 160 ETP) liés aux activités de décorticage, triage, ensachage et manutention. La transformation industrielle, avec des chaînes de production totalement mécanisées, génèrent moins d'emplois permanents (1038 ETP au total, dont 35 ETP permanents qualifiés et 390 ETP permanents non qualifiés).

À l'inverse, les exploitations agricoles familiales fonctionnent presque exclusivement sur des emplois temporaires saisonniers liés aux campagnes culturales et aux récoltes. Cette structure confirme le caractère fortement haute intensité de main d'œuvre (HIMO) de la riziculture camerounaise, mais également la fragilité sociale des emplois créés.

6.3.2. Répartition des emplois ETP suivant le genre

La CDV riz présente une forte participation féminine. Sur un total estimé de 52 430 ETP, les femmes représentent environ 33 943 ETP, soit près de 64,7 % de l'emploi total contre 35,3 % pour les hommes. Cette domination féminine est particulièrement marquée dans les exploitations familiales pluviales, les activités de transformation semi-industrielle et les opérations post-récolte (séchage, triage, vannage, conditionnement). Les hommes restent davantage présents dans les activités mécanisées, la manutention lourde et les fonctions techniques et de gestion industrielle.

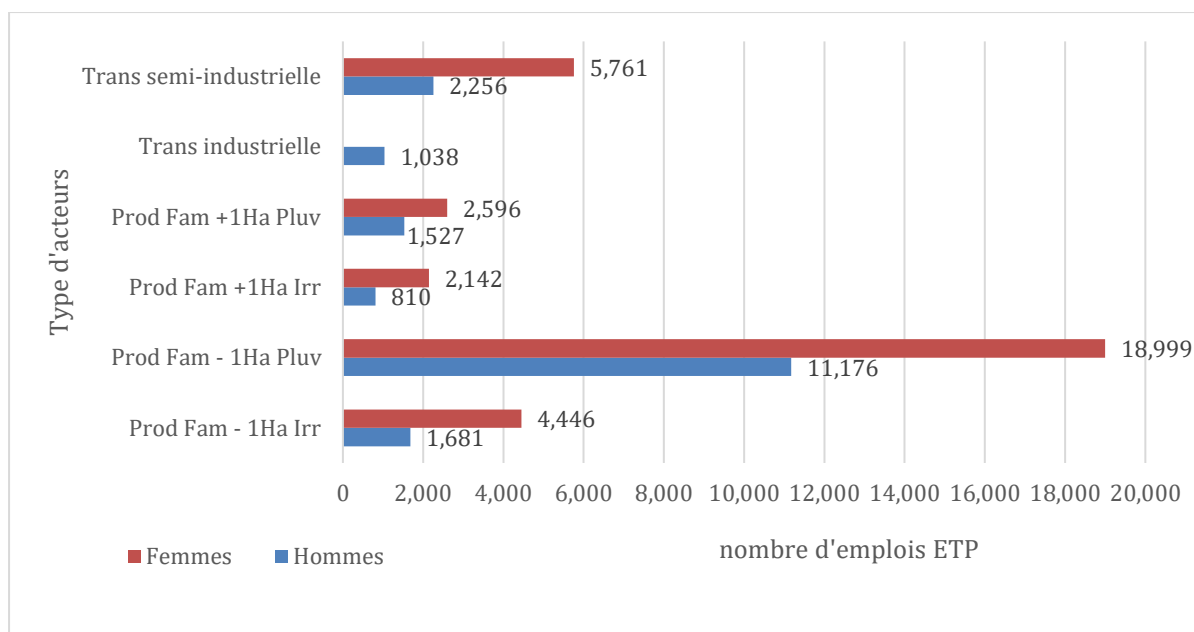


Figure 33 : Répartition d'emplois selon le genre

La figure 33 montre que les femmes contribuent davantage à la création d'emplois que les hommes dans la plupart des maillons de la filière. Cette prédominance est particulièrement marquée dans les exploitations familiales pluviales de moins d'un hectare (18 999 emplois contre 11 176 pour les hommes) et dans la transformation semi-industrielle (5 761 contre 2 256). À l'inverse, la transformation industrielle est dominée par les hommes (1 038 emplois). Globalement, ces résultats soulignent le rôle central des femmes dans la production agricole familiale et les activités de transformation.

6.3.3. Qualité des emplois et enjeux d'inclusivité

L'analyse met en évidence une inclusivité quantitative élevée et une inclusivité qualitative plus limitée. La majorité des emplois créés dans la filière sont (i) temporaires, (ii) saisonniers, (iii) faiblement qualifiés et (iv) peu sécurisés socialement.

Les emplois permanents qualifiés restent très limités (131 ETP seulement), concentrés principalement dans les unités de transformation industrielle et semi-industrielle. Cette configuration souligne plusieurs enjeux majeurs pour la durabilité socio-économique de la filière :

1. améliorer la productivité et les revenus des exploitations familiales ;
2. favoriser la formalisation des emplois de transformation ;
3. renforcer l'accès des femmes aux segments à plus forte valeur ajoutée ;
4. soutenir la mécanisation adaptée sans destruction massive d'emplois ruraux ;
5. développer les infrastructures de transformation afin de stabiliser l'emploi sur toute l'année.

Le principal défi de la CDV riz n'est donc pas uniquement la création de nouveaux emplois, mais surtout l'amélioration de leur qualité, de leur stabilité et de leur niveau de rémunération.

6.3. Réponse à la deuxième question structurante

Tableau 31 : Tableau des indicateurs pour la question structurante 2

Question Structurante 2 : Cette croissance économique est-elle inclusive ?		
	Indicateurs	Résultats — Chaîne de valeur du riz
QC2.1 Cette croissance économique est-elle inclusive ?	VA ventilée	VA directe totale CDV riz : ~58,6 M FCFA. Production : 4 347 M FCFA ; Transformation : 69,4 M FCFA ; Commerce : 15,6 M FCFA. Les producteurs familiaux pluviaux représentent le principal groupe d'acteurs de la chaîne avec 200 800 exploitations. Les unités semi-industrielles concentrent une part importante de la valeur ajoutée grâce au décorticage et au conditionnement du riz.
	Revenu agricole total	Prod Fam - 1Ha Pluv 40 775 FCFA ; Prod Fam - 1Ha Irr 161 825 FCFA ; Prod Fam +1Ha Pluv 516 560 FCFA ; Prod Fam +1Ha Irr 262 000 FCFA ; Trans semi-industrielle 929 309 FCFA ; Trans industrielle 4 815 295 FCFA ; Distributeur Riz 1 462 583 FCFA ; Exportateur Paddy 500 000 FCFA ; Exportateur Riz Blanc 5 220 900 FCA. Les revenus agricoles demeurent globalement faibles, particulièrement pour les petits producteurs pluviaux fortement dépendants des conditions climatiques et des faibles rendements.
	Montant total des salaires et rémunérations	La chaîne de valeur du riz mobilise principalement une main-d'œuvre familiale et temporaire. Les activités de transformation semi-industrielle et industrielle constituent les principaux pôles d'emplois rémunérés permanents. Les transformations semi-industrielles génèrent environ 8 017 emplois équivalent temps plein (ETP) contre 1 038 ETP pour les unités industrielles.
	Revenus des groupes vulnérables	Les producteurs familiaux pluviaux constituent le groupe le plus vulnérable économiquement malgré leur poids démographique dominant. Les femmes sont particulièrement présentes dans les activités agricoles familiales et dans la transformation semi-industrielle. Les revenus observés restent largement inférieurs aux niveaux nécessaires pour assurer une accumulation productive durable.
QC2.2 Quel est l'impact du système de gouvernance sur la répartition des revenus ?	Répartition des revenus entre acteurs	Les unités de transformation semi-industrielles et industrielles captent une part croissante de la valeur ajoutée grâce aux opérations de décorticage, de raffinage et de conditionnement. Les producteurs familiaux captent une faible part du prix final du riz transformé en raison de leur faible pouvoir de négociation et de leur dépendance vis-à-vis des intermédiaires commerciaux.
	Part du prix bord-champ dans le prix final	La part du producteur dans le prix final reste relativement faible, particulièrement dans les circuits impliquant transformation et distribution urbaine. Les coûts logistiques, le décorticage, le transport et le conditionnement concentrent une part importante de la valeur finale du riz commercialisé.

Question Structurante 2 : Cette croissance économique est-elle inclusive ?		
	Indicateurs	Résultats — Chaîne de valeur du riz
QC2.3 Comment l'emploi est-il réparti le long de la chaîne de valeur ?	Nombre d'emplois par catégorie d'acteurs	Total estimé : 52 430 emplois équivalent temps plein (ETP). Prod Fam - 1Ha Pluv : 30 175 ETP ; Prod Fam - 1Ha Irr : 6 127 ETP ; Prod Fam +1Ha Pluv : 4 123 ETP ; Prod Fam +1Ha Irr : 2 952 ETP ; Transformation semi-industrielle : 8 017 ETP ; Transformation industrielle : 1 038 ETP.
	Structure des emplois	Les emplois agricoles sont majoritairement temporaires et familiaux. Les unités semi-industrielles et industrielles génèrent les principaux emplois permanents qualifiés et non qualifiés. Les activités industrielles mobilisent davantage de capital mais offrent des emplois plus stables.
	Emploi des femmes	Les femmes représentent la majorité de la main-d'œuvre dans les exploitations familiales et dans les unités semi-industrielles. Sur les 52 430 ETP, environ 33 943 ETP concernent des emplois féminins contre 18 488 ETP masculins, soit près de 65 % des emplois totaux.
	Répartition des emplois temporaires et permanents	Emplois temporaires : 49 749 ETP ; emplois permanents non qualifiés : 2 551 ETP ; emplois permanents qualifiés : 131 ETP. La chaîne reste donc dominée par des emplois saisonniers et faiblement sécurisés.
Conclusion analytique	Synthèse	La chaîne de valeur du riz contribue significativement à l'emploi rural et à l'activité économique nationale, mais cette croissance demeure faiblement inclusive. Les producteurs familiaux, qui représentent la majorité des acteurs, captent une faible part des revenus tandis que les segments de transformation et de commercialisation concentrent davantage de valeur ajoutée. La modernisation de l'irrigation, l'amélioration de l'accès aux marchés, le développement de la transformation locale et la structuration des organisations de producteurs apparaissent comme des leviers majeurs pour renforcer l'inclusivité économique de la filière rizicole camerounaise.

7. LA CHAÎNE DE VALEUR EST-ELLE DURABLE DU POINT DE VUE SOCIAL ?

7.1. Conditions de travail

7.1.1. Respect du droit du travail

Respect des normes des 8 conventions fondamentales de l'OIT et des pactes PIDESC / PIDCP les entreprises/acteurs de la chaîne riz

Le Cameroun a ratifié 51 conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), dont 9 des 10 conventions fondamentales, portant notamment sur l'interdiction du travail forcé, la liberté syndicale, l'égalité de rémunération, la lutte contre les discriminations, la sécurité au travail ainsi que l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le pays fixe par ailleurs l'âge minimum d'accès à l'emploi à 14 ans, conformément aux dispositions prévues par la convention concernée.

Ces engagements revêtent une importance particulière pour la chaîne de valeur du riz, caractérisée par une forte mobilisation de la main-d'œuvre familiale et rurale. Toutefois, l'application effective des normes internationales du travail demeure limitée en raison de la prédominance de l'économie informelle. Selon l'INS (2023), le secteur informel représentait 86,6 % des emplois au Cameroun, dont 34,7 % dans l'informel agricole, situation qui affecte directement les conditions d'emploi dans la filière rizicole.

Les investigations de terrain mettent en évidence une application partielle et hétérogène des conventions de l'OIT selon les maillons de la chaîne de valeur. Les segments formels, notamment les grandes rizeries et les entreprises d'importation, présentent un niveau de conformité relativement plus élevé, contrairement aux segments informels dominés par les producteurs familiaux, les transformateurs artisanaux et les petits commerçants. Les principales insuffisances observées concernent le recours au travail des enfants, les inégalités de genre, la faible représentation des travailleurs, ainsi que l'insuffisance des mécanismes de protection sociale et de sécurité au travail. Ces contraintes traduisent les limites institutionnelles et organisationnelles qui continuent de freiner l'effectivité des normes du travail dans la chaîne de valeur rizicole camerounaise.

Autorisation et effectivité de la liberté d'association (négociation collective)

Dans son préambule, la Constitution camerounaise consacre le principe de la liberté d'association comme un droit fondamental. Ce principe est encadré par un dispositif juridique structuré autour de la loi n° 90/053 du 19 décembre 1990 relative à la liberté d'association, complétée par la loi n° 99/014 du 22 décembre 1999 régissant les Organisations Non Gouvernementales (ONG), ainsi que par la loi n° 2021/022 du 16 décembre 2021 modifiant certaines dispositions de la loi de 1990. Ce cadre normatif reconnaît et garantit ainsi l'exercice de la liberté d'association au Cameroun. Dans la chaîne de valeur du riz, cette dynamique juridique s'est traduite par une structuration progressive des producteurs autour des coopératives rizicoles, soutenue par les projets et programmes mis en œuvre par l'État du Cameroun et ses partenaires techniques et financiers. Les organisations coopératives constituent aujourd'hui des instruments essentiels d'encadrement, de mutualisation des ressources et de représentation des producteurs.

Dans le bassin rizicole de Maga, le Projet d'Urgence de Lutte contre les Inondations (PULCI) a joué un rôle important dans la création et le renforcement organisationnel des coopératives de producteurs à travers des actions de formation, d'accompagnement technique et d'appui financier. Dans ce cadre, les infrastructures des coopératives AKAFOUNG COOP-CA, localisée dans le casier 2 de Maga à Pouss,

et ALAOSSOUMOU COOP-CA, située dans le casier 4 à Kiten, ont été construites avec l'appui du projet. De manière similaire, les coopératives BARKALES DI COOP-CA, BELA MANGA COOP-CA dans le bassin de Lagdo, ainsi que la Coopérative de Transformation du Riz du Logone, ont bénéficié de l'accompagnement du Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADFA).

Ces interventions ont contribué au renforcement des capacités organisationnelles, techniques et économiques des organisations paysannes. Toutefois, l'analyse de terrain montre que le niveau réel d'autonomie de plusieurs de ces coopératives demeure encore limité. Leur fonctionnement reste souvent fortement dépendant des projets et partenaires extérieurs, notamment pour le financement des infrastructures, l'accès aux équipements, l'approvisionnement en intrants et l'appui à la commercialisation. Cette dépendance tend à fragiliser leur viabilité institutionnelle une fois les projets achevés.

Par ailleurs, la redevabilité interne et les mécanismes de gouvernance démocratique apparaissent encore insuffisamment consolidés dans certaines organisations. Les dispositifs de transparence financière, de reddition des comptes et de participation effective des membres aux prises de décision restent variables selon les coopératives. Dans plusieurs cas, les assemblées générales sont peu régulières et les capacités de gestion administrative et financière demeurent faibles, limitant ainsi l'appropriation collective des outils coopératifs par les producteurs.

L'analyse révèle également que la participation des membres reste souvent davantage motivée par l'accès aux subventions, aux intrants ou aux équipements fournis par les projets que par une véritable dynamique coopérative fondée sur la mutualisation des intérêts économiques. En conséquence, la capacité de ces organisations à défendre durablement les intérêts des producteurs dans les négociations commerciales, l'accès au crédit, la fixation des prix ou le plaidoyer institutionnel demeure encore relativement limitée.

Malgré ces contraintes, ces coopératives constituent des cadres importants de structuration des producteurs et de coordination locale de la filière rizicole. Leur consolidation institutionnelle, le renforcement de leur autonomie financière, l'amélioration des mécanismes de gouvernance interne et le développement de véritables fonctions économiques collectives apparaissent ainsi essentiels pour renforcer leur rôle dans la défense des intérêts des riziculteurs camerounais.

Contrats applicables et équitables pour les travailleurs

Dans la chaîne de valeur du riz au Cameroun, l'emploi est principalement caractérisé par des formes flexibles et informelles d'engagement, notamment le travail journalier, la rémunération à la tâche ainsi que les mécanismes d'entraide familiale et communautaire. Cette situation s'inscrit dans le contexte plus large de la forte prédominance de l'économie informelle au Cameroun, où, selon l'INS (2023), près de 86,6 % des emplois relèvent du secteur informel. Les emplois formalisés dans la filière rizicole demeurent essentiellement concentrés au niveau des structures coopératives les plus organisées, des services publics d'encadrement et des unités agro-industrielles de transformation. Les conditions de travail au sein de la filière sont fortement influencées par la saisonnalité des activités agricoles, ce qui contribue à l'instabilité des revenus et à un accès limité aux dispositifs de protection sociale. Sur le plan réglementaire, le cadre juridique camerounais relatif au travail prévoit un Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) fixé à 60 000 FCFA par mois, avec un seuil spécifique de 45 000 FCFA applicable aux secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (République du Cameroun, 2023 ; 2024). Toutefois, la prédominance des formes d'emploi informelles et flexibles dans la chaîne de valeur rizicole rend difficile l'application stricte de cette référence salariale. Bien que les rémunérations enregistrées durant certaines périodes d'activité puissent dépasser ponctuellement le SMIG agricole, cette situation reste fortement influencée par la saisonnalité des travaux et l'irrégularité de l'emploi.

Les activités agricoles étant concentrées sur quelques périodes de l'année, les travailleurs connaissent souvent des phases de sous-emploi ou d'inactivité. Ainsi, le niveau relativement élevé des gains journaliers ne garantit pas nécessairement un revenu annuel suffisant, car celui-ci dépend avant tout du nombre réel de jours travaillés sur l'année. Cette situation traduit une précarité économique persistante malgré des rémunérations ponctuellement attractives.

Minimisation des risques de travail forcé

Le Cameroun dispose d'un cadre juridique relativement structuré en matière de lutte contre le travail forcé. Parmi les principaux instruments législatifs figure la loi n° 92/007 du 14 août 1992 portant Code du Travail. Conformément à l'article 2, alinéa 3, de ce texte, le recours au travail forcé ou obligatoire est formellement interdit sur l'ensemble du territoire national. Ce dispositif est renforcé par les dispositions du Code pénal camerounais, notamment ses articles 292 et 293, qui répriment les pratiques assimilables au travail forcé et à l'esclavage. Ces infractions sont passibles de sanctions comprenant des peines d'emprisonnement ainsi que des amendes. Le fait d'imposer un travail forcé est puni d'une peine d'emprisonnement allant d'un à cinq ans et d'une amende comprise entre 10 000 et 500 000 FCFA, tandis que les pratiques relevant de l'esclavage peuvent entraîner des peines d'emprisonnement de dix à vingt ans.

Dans l'ensemble, ce cadre normatif contribue à limiter les pratiques de travail forcé au Cameroun, y compris dans les activités agricoles. Les investigations de terrain réalisées dans la chaîne de valeur du riz n'ont pas observé de cas avérés de travail forcé. Toutefois, certaines formes de vulnérabilité persistent dans plusieurs bassins de production rizicole, notamment à Yagoua et Maga. Ces vulnérabilités concernent principalement le travail des enfants, la précarité des conditions de travail et la faible protection sociale des travailleurs agricoles, particulièrement dans les segments informels de la filière.

Minimisation des risques de discrimination à l'emploi (groupes spécifiques)

Dans la chaîne de valeur du riz au Cameroun, le cadre institutionnel prévoit plusieurs mécanismes destinés à promouvoir l'égalité de genre et à garantir le respect des droits des travailleurs. Le décret n° 2005/088 du 29 mars 2005 portant organisation du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF) confère à cette institution des missions relatives à la promotion des droits des femmes et à la réduction des discriminations fondées sur le genre. Dans le contexte de la filière rizicole, ces dispositions sont particulièrement importantes, compte tenu de la forte implication des femmes dans les activités de production, de transformation, de commercialisation et de restauration. Le MINPROFF est ainsi chargé de veiller à la suppression des discriminations à l'égard des femmes et à l'amélioration de leur accès aux opportunités économiques, notamment dans les secteurs agricoles et agroalimentaires.

Par ailleurs, le dispositif de protection des travailleurs dans la chaîne de valeur du riz est renforcé par les prérogatives reconnues à l'inspection du travail. Conformément à l'article 108, alinéa 1, du Code du Travail, les inspecteurs du travail disposent de pouvoirs étendus leur permettant d'accéder librement aux exploitations, unités de transformation, magasins ou établissements concernés, sans avertissement préalable, afin de contrôler les conditions de travail et le respect des dispositions légales et réglementaires. Ils peuvent également mener des enquêtes, consulter les registres administratifs et interroger les employeurs ainsi que les travailleurs.

Toutefois, malgré l'existence de ce cadre institutionnel, les observations dans la chaîne de valeur du riz montrent que les emplois demeurent largement informels, saisonniers et faiblement encadrés. Les travailleurs, en particulier les femmes et les ouvriers journaliers, bénéficient rarement de contrats

formels, de protection sociale ou de mécanismes effectifs de recours. Cette situation limite l'application effective des textes relatifs à l'égalité de genre, à la sécurité au travail et à la protection des droits des travailleurs dans la filière rizicole.

7.1.2. Travail des enfants

Travail des enfants travaillent et niveau de fréquentation scolaire

Le Cameroun a engagé dès les années 1960 des mesures pour contenir le travail des enfants. Par Arrêté n°17/MTLS/DGRE du 27 mai 1969 relatif au travail des enfants, il fixe la liste des travaux dangereux et interdits aux enfants. Dans le même ordre d'idée, la loi n°92-007 du 14 août 1992 portant Code travail relève en son article 2 (2) que *le travail est un droit national pour chaque citoyen adulte et valide*. Elle fixe l'âge minimum à l'embauche à 14 ans, sauf dérogation accordée par le Ministre en charge du Travail, conformément à la Convention 138 de l'OIT. Malgré ce cadre juridique, les enfants travaillent dans les rizières tel qu'observé dans la plupart des bassins de production du riz au Cameroun. Même si ce travail s'effectue dans le cadre de la socialisation (les enfants vont au champ pendant les week-ends et les congés), dans les localités de Yagoua et de Maga dans l'extrême Nord la pratique de riziculture a un impact négatif sur la scolarisation des enfants dans certains ménages (Encadré 11).

Encadré 11 : Travail des enfants dans les rizières de l'extrême nord

Les enfants participent aux côtés des adultes à divers travaux dans les rizières. Ces travaux sont notamment la préparation des champs (labour, nettoyage des parcelles), le repiquage du riz dans l'eau pour ce qui est du riz irrigué, du désherbage et parfois le transport de charges lourdes (eau, récolte...). Si ces enfants travaillent dans le cadre de la socialisation, nombre d'entre eux, notamment ceux des localités de Maga et Yagoua, qui font deux cycles de production de riz, travaillent au détriment de l'école. En effet, dans les périmètres irrigués de la SEMRY, la riziculture se fait en double campagne annuelle : une campagne de saison des pluies et une campagne de saison sèche (deuxième campagne). La deuxième campagne se déroule généralement de novembre/décembre à mars/avril, ce qui correspond à la période de classe. Les données d'enquête montrent que, face au manque de main d'œuvre, 4 à 5 % d'enfants sont privés d'école et mobilisés dans les rizières pour réaliser diverses activités.

Même si l'impact de la riziculture sur la scolarisation au Cameroun reste marginal, on note sur l'ensemble du territoire des inégalités éducatives. En effet, 80,4 % des enfants sont scolarisés au primaire au niveau national, avec des écarts territoriaux marqués. Les bassins de production de riz au Cameroun, principalement situés dans les régions septentrionales (Extrême-Nord, Nord) et le Nord-Ouest, font face à des disparités éducatives. Bien que le taux de scolarisation primaire national soit élevé (76% filles, 81% garçons), les zones rurales de production, en particulier dans le Nord, affichent des taux d'alphabétisation inférieurs, notamment 58,1% pour les femmes (Daïfouli, 2016).

Protection des enfants contre les travaux dangereux

Selon un rapport publié par le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale en 2014, 67,7 % des enfants économiquement occupés au Cameroun exercent des activités considérées comme non interdites, tandis que 32,3 % sont impliqués dans des travaux prohibés. Parmi ces derniers, 4,4 % sont engagés dans les « pires formes de travail des enfants », définies comme des activités dangereuses ou illicites (MINTSS, 2014, p. 8).

Dans les bassins de production rizicole, les enfants participant aux activités agricoles sont fréquemment exposés à des conditions de travail à risque. Ces risques concernent notamment le transport de charges lourdes, la manipulation de pesticides potentiellement toxiques ainsi que

l'utilisation d'outils tranchants. Ces pratiques exposent les enfants à des dangers physiques, sanitaires et psychosociaux susceptibles d'affecter leur développement, leur santé et leur scolarisation.

La persistance de ces formes de vulnérabilité dans certaines zones rizicoles traduit les difficultés de mise en œuvre effective des mécanismes de protection de l'enfance dans les segments informels, notamment ceux de la chaîne de valeur du riz au Cameroun.

7.1.3. Sécurité du travail

Degré de protection contre les accidents et les atteintes à la santé dans les segments de la chaîne de valeur

Dans la chaîne de valeur du riz au Cameroun, les risques liés à la sécurité et à la santé au travail présentent des spécificités selon que les activités se déroulent dans les bassins rizicoles situés hors des périmètres aménagés de la SEMRY et de l'UNVDA ou au sein des périmètres aménagés de ces structures.

Dans les bassins rizicoles situés hors des périmètres aménagés de la SEMRY et de l'UNVDA, les activités de production restent majoritairement artisanales et faiblement mécanisées. Les travaux de labour, de désherbage, de repiquage et de récolte sont essentiellement réalisés manuellement, ce qui expose les producteurs à des efforts physiques intenses, et à une forte pénibilité du travail. L'utilisation d'intrants agricoles sans équipements de protection individuelle adéquats y est également plus fréquente, augmentant les risques d'intoxication, d'irritations cutanées et de troubles respiratoires. Ces zones se caractérisent aussi par un accès limité aux services d'encadrement technique, aux formations sur les bonnes pratiques agricoles et aux dispositifs de prévention des risques professionnels.

À l'inverse, dans les périmètres aménagés de la SEMRY et de l'UNVDA, les conditions de production apparaissent relativement plus structurées grâce à l'existence d'infrastructures hydro-agricoles, d'un meilleur encadrement technique et d'un niveau plus élevé de mécanisation. Certaines opérations, notamment le labour et l'irrigation, bénéficient davantage d'équipements et de services organisés, réduisant partiellement la pénibilité des travaux manuels. Toutefois, ces périmètres ne sont pas exempts de risques. Les producteurs et ouvriers y demeurent exposés aux risques liés à l'utilisation des engrais et pesticides, ainsi qu'aux accidents associés aux équipements agricoles et aux machines de transformation. Les risques professionnels concernent également les activités de manutention, le travail prolongé en milieu humide et l'exposition aux fortes chaleurs.

7.1.4. Attractivité

Alignement des rémunérations aux standards locaux

En matière de rémunération de la main-d'œuvre, la production rizicole au Cameroun ne présente pas de spécificités majeures par rapport aux autres activités agricoles. Les producteurs de riz pratiquent généralement des systèmes de polyculture, associant le riz à d'autres spéculations selon les contextes agroécologiques locaux. Dans le département du Noun, les cultures de maïs et les productions maraîchères sont fréquemment associées à la riziculture. À Tonga, dans le département du Ndé, les producteurs combinent généralement la culture du riz avec celle du maïs et du haricot. Dans les régions septentrionales du Cameroun, notamment l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême-Nord, la riziculture coexiste également avec les cultures de l'oignon, de l'arachide, du mil et du maïs.

Ces différentes spéculations mobilisent les mêmes sources de main-d'œuvre et obéissent globalement aux standards locaux de rémunération. Dans le cas du riz pluvial, les opérations culturales telles que le labour ou le défrichage reposent sur des pratiques de travail similaires à celles observées dans les cultures du maïs, du mil ou d'autres productions agricoles. Les niveaux de rémunération de la main-

d'œuvre s'inscrivent ainsi dans une logique de marché agricole local relativement homogène entre les différentes spéculations.

Les conditions d'attractivité pour les jeunes

La chaîne de valeur du riz au Cameroun est confrontée à un important enjeu d'attractivité économique et professionnelle, dans un contexte marqué par l'intensification des investissements publics ainsi que par l'appui financier et technique des partenaires au développement. Depuis plusieurs années, l'État camerounais, à travers divers programmes et projets agricoles, s'efforce de renforcer la production nationale de riz afin de réduire la dépendance aux importations et de stimuler l'emploi rural (République du Cameroun, 2023).

Les investigations de terrain révèlent toutefois que la faible rémunération des producteurs, liée notamment aux prix relativement bas du paddy sur les marchés locaux, comparativement aux activités de transport par moto et maraîchage pour lesquelles les jeunes s'adonnent de plus en plus. Cette faible rémunération constitue un facteur de découragement pour une partie des riziculteurs. Cette situation affecte particulièrement les petits producteurs, dont les marges demeurent limitées en raison des coûts de production et des difficultés d'accès aux marchés structurés.

Malgré ces contraintes, les observations montrent une implication croissante des jeunes dans la chaîne de valeur rizicole, en particulier dans le maillon de la transformation. Dans les régions septentrionales du Cameroun, plusieurs jeunes diplômés issus d'établissements de formation agricole et agroalimentaire s'orientent progressivement vers les activités de transformation, de conditionnement et de commercialisation du riz. Cette dynamique traduit l'émergence de nouvelles opportunités entrepreneuriales dans la filière, favorisées par les politiques publiques de promotion de l'agro-industrie et par l'accompagnement des partenaires techniques et financiers.

7.1.5 Conclusion des Conditions de travail

En conclusion, malgré un cadre légal relativement riche, les conditions de travail au regard de la législation sociale en vigueur, ne sont pas totalement respectées car le droit du travail souffre d'un déficit d'application : non-respect du droit du travail (pas d'assurance, pas de contrat de travail, utilisation des enfants, pas de sécurité du travail). Ces conditions de travail peuvent être améliorées dans le cas d'un investissement formel significatif.

Tableau 32 : Niveau de résultats relatifs aux conditions de travail

Conditions de travail	
Respect du droit du travail	2,6 (Substantiel)
Travail des enfants	1,5 (Modéré/Bas)
Sécurité du travail	2,0 (Modéré/Bas)
Attractivité	2,6 (Substantiel)

7.2. Droits fonciers et d'accès à l'eau

7.2.1. Adhésion aux directives volontaires de gouvernance et accès à la terre

Adhérer aux VGGT par les entreprises et institutions impliquées dans la Chaîne de valeur riz

Dans la chaîne de valeur du riz au Cameroun, l'adhésion aux Directives volontaires pour la gouvernance responsable des régimes fonciers (VGGT) demeure variable selon les catégories d'acteurs et les niveaux d'intervention dans la filière. Cette différenciation reflète à la fois le degré de

connaissance des VGGT, les responsabilités institutionnelles des acteurs et les enjeux fonciers spécifiques liés à la production rizicole.

Au niveau institutionnel, les administrations publiques et les partenaires techniques et financiers affichent une appropriation relativement explicite des principes des VGGT. Les entretiens réalisés avec le Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières (MINDCAF) indiquent que ces directives servent de référence dans le processus actuel de réforme foncière au Cameroun. Les VGGT orientent notamment les réflexions relatives à la sécurisation des droits fonciers, à la gestion durable des terres et à la promotion d'une gouvernance foncière plus inclusive et transparente. Elles inspirent également l'élaboration du Document de Politique Foncière et Domaniale en préparation. Dans le secteur rizicole, cette orientation est particulièrement importante en raison des enjeux liés à l'accès aux terres irriguées, à la gestion des périmètres aménagés et aux conflits potentiels autour de l'utilisation des ressources foncières. Le Cameroun s'était d'ailleurs engagé depuis 2014 dans l'élaboration d'une politique foncière nationale participative inspirée des VGGT (FAO, 2024).

Au niveau des entreprises agricoles, des coopératives et des organisations de producteurs impliquées dans la chaîne de valeur du riz, l'adhésion aux VGGT apparaît davantage implicite que formelle. Certains principes des directives sont appliqués de manière partielle, notamment en matière de reconnaissance des droits d'usage, de gestion communautaire des terres ou de participation locale dans l'accès aux aménagements hydro-agricoles. Toutefois, les VGGT ne constituent pas encore un référentiel opérationnel clairement identifié dans les pratiques de gouvernance foncière des acteurs privés de la filière. Cette situation s'explique en partie par le faible niveau de diffusion et de vulgarisation des directives auprès des producteurs et des entreprises agricoles.

Dans les périmètres aménagés de la SEMRY et de l'UNVDA, les questions foncières sont relativement encadrées à travers des mécanismes institutionnels d'attribution et d'exploitation des parcelles. Néanmoins, dans plusieurs bassins rizicoles hors périmètres aménagés, l'accès à la terre demeure fortement marqué par les pratiques coutumières, les arrangements informels et parfois l'insécurité foncière, notamment pour les femmes, les jeunes et les petits producteurs. Cette situation peut limiter les investissements productifs, accroître les risques de conflits fonciers et fragiliser la durabilité des activités rizicoles.

Ainsi, bien que les principes des VGGT soient progressivement intégrés dans les réformes foncières nationales et certains dispositifs institutionnels, leur appropriation effective dans la chaîne de valeur du riz reste encore inégale. Le défi principal réside dans la traduction opérationnelle de ces principes au niveau des acteurs de terrain afin de renforcer la sécurisation foncière, l'inclusion sociale et la durabilité des systèmes de production rizicole.

Application du Guide de diligence raisonnable par les entreprises et institutions pour les projets agro-industriels affectant les droits fonciers lorsque des investissements fonciers à grande échelle sont en jeu

L'application du Guide de diligence raisonnable pour les projets agro-industriels affectant les droits fonciers demeure globalement limitée au Cameroun. Bien que certains principes de gouvernance foncière soient intégrés dans le cadre réglementaire national, leur mise en œuvre effective reste partielle, notamment en ce qui concerne la reconnaissance des droits coutumiers, la consultation préalable des communautés locales et la transparence des transactions foncières.

Plusieurs travaux portant sur les investissements fonciers au Cameroun montrent que, malgré l'existence d'un dispositif juridique encadrant l'accès à la terre, les droits des communautés locales demeurent insuffisamment sécurisés et leur participation aux processus décisionnels reste faible (Nguiffo et al., 2015 ; Kenfack et al., 2016). Les référentiels internationaux promus par l'Organisation

des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture insistent pourtant sur la nécessité de garantir la transparence, la reconnaissance des droits coutumiers et la consultation préalable des populations concernées (FAO, 2014).

Dans le contexte camerounais, le recours systématique aux principes de diligence raisonnable dans les grands projets agro-industriels demeure encore limité. Les investissements chinois dans la riziculture à Nanga-Eboko, cas peu représentatif dans la chaîne de valeur du riz, illustrent notamment les insuffisances observées dans l'application des standards internationaux de gouvernance foncière. Des incertitudes persistent quant à la sécurisation foncière des terres concernées, dont les procédures de cession n'auraient pas été entièrement finalisées (GRAIN, 2010), dans un contexte marqué par des tensions foncières et des conflits locaux (SAILD, 2018).

Par ailleurs, les communautés locales disposent généralement de capacités limitées pour défendre leurs droits fonciers et participer efficacement aux négociations liées aux investissements agricoles (Kenfack et al., 2016). Cette situation met en évidence l'écart persistant entre les principes internationaux de diligence raisonnable et leur application effective dans les projets agro-industriels au Cameroun.

7.2.2. Transparence, Participation et Consultation

Diffusion en amont aux parties prenantes locales des informations relatives aux projets, interventions ou décisions foncières

Au Cameroun, les informations relatives aux projets sont encadrées par un ensemble de textes. Au plan foncier, on peut citer la Loi n°85/09 du 04 juillet 1985 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux modalités d'indemnisation et son décret d'application n°87/1872 du 16 décembre 1987. Au plan environnemental, décret n°2013/0171/PM du 14 février 2013 fixant les modalités de réalisation des études d'impact environnemental et social prescrit et encadre le déroulement des consultations publiques et des audiences publiques en définissant les procédures, les acteurs impliqués et les délais et modalités d'information du public. Mettant en application ce cadre juridique, les informations sont communiquées aux populations à travers la sensibilisation et les audiences foraines, même si dans la pratique il y a nécessité de renforcer cette phase pour obtenir le Consentement Libre, Préalable et Éclairé (CLIP) préalablement à la mise en exécution des projets, ceci afin d'éviter les récriminations et des plaintes de tout genre.

Dans les périmètres SEMRY par exemple, la gestion foncière et productive repose sur une organisation fortement centralisée, laissant une faible marge de participation aux producteurs (Gonsallo, 1994). Cette situation s'accompagne d'un déficit de communication entre les autorités et les populations locales, qualifié de l'absence de communication et déficit de collaboration entre le haut et le bas » (CODESRIA, 2023). Par ailleurs, les analyses des systèmes irrigués montrent une gouvernance technocratique et descendante (Roupsard, 2000), confirmant que les décisions sont souvent prises sans implication effective des parties prenantes locales.

Accessibilité et compréhension lois, politiques publiques, procédures et décisions par l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur riz

Dans le cadre du développement de la Chaîne de Valeur riz au Cameroun, de nombreux textes sont régulièrement élaborés, qu'il s'agisse des lois qui encadrent le secteur agricole en général ou des textes spécifiques sur la filière. C'est le cas de Stratégies de Développement de la Riziculture 2022-2030 qui vise à atteindre l'autosuffisance en riz en augmentant la production locale à l'horizon 2030. Cependant, l'accessibilité et la compréhension des lois, politiques publiques par les acteurs de la chaîne de valeur du riz (producteurs, transformateurs, commerçants, institutions) au Cameroun,

restent limités, notamment au niveau des producteurs. En effet, ces programmes, les documents sont souvent centralisés dans les villes, les lois et procédures sont rédigées en langage technique et juridique, peu adaptées aux producteurs ayant un faible niveau d'instruction qui est d'environ 65% en milieu rural (Ministère de l'Éducation de Base, 2024). Par ailleurs, les textes sont rédigés en français ou en anglais, alors que de nombreux d'acteurs ruraux utilisent surtout des langues locales, notamment dans le septentrion où le taux d'alphabétisation compte parmi les plus faibles du pays.

Enfin, la structuration des interventions des politiques publiques depuis le début des années 1990 à travers les coopératives agricoles « peut avoir pour effet de privilégier les producteurs déjà organisés, mieux informés ou mieux connectés aux dispositifs d'appui, au risque de laisser à la marge les petits producteurs non membres, les femmes, les jeunes et certains migrants. Les enquêtes de terrain montrent en effet que moins de 20 % à 30 % des producteurs agricoles camerounais sont membres d'une organisation de producteurs (coopérative, GIC, union, etc.), ce qui signifie que la majorité (70 % à 80 %) des agriculteurs restent en dehors des cibles des politiques publiques en matière de développement agricole.

Participation des différents groupes (hommes, femmes, jeunes, migrants, groupes vulnérables) aux processus de décision

La participation des différents groupes aux processus de décision dans la filière riz au Cameroun est réelle mais très inégale. Elle dépend fortement du statut social, du genre, de l'âge et du niveau d'organisation des acteurs. En effet, les hommes occupent la majorité des postes de décision notamment président de coopératives, leaders d'organisations paysannes, propriétaires de terres. Sur l'ensemble des bassins de production riz où les enquêtes ont eu lieu, 13 coopératives ont été visitées, entièrement dirigées par des hommes. Les femmes pour leur part ont une forte présence dans la production, très actives notamment dans la culture du riz, la transformation, et la commercialisation locale. Cependant, les femmes rurales au Cameroun, notamment celles des régions septentrionales, sont faiblement représentées dans les instances décisionnelles et rencontrent des obstacles importants en matière d'accès à la terre et au crédit (FAO, 2011, p. 37 ; Banque mondiale, 2012). Ces inégalités s'expliquent en partie par des normes socioculturelles persistantes et un faible niveau d'éducation, limitant leur autonomisation économique (PNUD, 2019 ; FAO, 2022).

Dans la chaîne de valeur du riz au Cameroun, les jeunes et les migrants, à l'instar des femmes, demeurent faiblement impliqués dans les mécanismes de gouvernance et les instances décisionnelles des coopératives et organisations de producteurs. Cette marginalisation résulte principalement de contraintes structurelles liées à l'accès limité à la terre, au crédit, aux équipements agricoles et aux ressources productives. Les systèmes fonciers coutumiers, la faiblesse des garanties financières ainsi que le faible pouvoir économique de ces groupes limitent leur capacité d'investissement et leur intégration durable dans la filière. À cela s'ajoutent des facteurs de faible reconnaissance sociale et institutionnelle, notamment le manque d'expérience perçu et leur faible représentation dans les espaces de décision. Par ailleurs, une partie des jeunes manifeste un désintérêt croissant pour la riziculture, souvent jugée peu rentable et socialement peu valorisante, au profit d'activités alternatives telles que le transport par moto-taxi, offrant des revenus plus immédiats et une plus grande autonomie économique.

Recherche et obtention du consentement préalable (FPIC) des personnes affectées par les décisions foncières

Dans les bassins de production rizicole au Cameroun, notamment dans les périmètres aménagés de la vallée du Logone (SEMRY), des plaines de Ndop (UNVDA) et des zones d'investissement comme Nanga Eboko, le principe du consentement libre, préalable et éclairé (FPIC) est formellement reconnu à travers les cadres normatifs internationaux relatifs à la gouvernance foncière. Toutefois, sa mise en

œuvre demeure limitée dans la pratique. En effet, les processus décisionnels restent largement centralisés, et les mécanismes de consultation des communautés locales sont souvent tardifs, incomplets ou non inclusifs, ce qui empêche l'obtention d'un consentement pleinement informé et explicite des populations concernées (FAO, 2012 ; Banque mondiale, 2020 ; Centre pour l'Environnement et le Développement, 2016).

7.2.3. Équité, compensation et justice

Accès équitable à la terre et à l'eau favorisé par les règles locales et nationales en vigueur

Les droits fonciers constituent un déterminant structurant de la chaîne de valeur du riz au Cameroun. Le cadre formel repose sur les ordonnances foncières de 1974 (République du Cameroun, 1974), mais aussi sur des Circulaires Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires foncières (MINDCAF), dont celle du 20 février 2026, renforçant le rôle des chefs traditionnels de 3e degré dans la gestion foncière au Cameroun dès avril 2026. Elle introduit l'attestation de reconnaissance des droits fonciers coutumiers (ARDFC) et l'Attestation de jouissance paisible des terres (AJPTER), pour renforcer la sécurisation du droit foncier chez les producteurs. Malgré ce cadre juridique, l'accès à la terre demeure hybride, combinant droits coutumiers, arrangements communautaires et procédures administratives. Les transactions informelles sont fréquentes et les tensions autour de la sécurisation des droits restent élevées : selon IIED (2021), les litiges fonciers représentaient environ 65 % des affaires civiles et 85 % des contentieux administratifs en 2016. Ce décalage entre cadre juridique et pratiques effectives s'explique notamment par l'absence d'un cadastre pleinement opérationnel et par l'articulation incomplète entre droit écrit et systèmes coutumiers (FAO-UE-CIRAD, 2022). Dans les bassins à forte pression démographique ou à intensification agricole, le foncier devient un facteur limitant. Les travaux de Tchékoté et *al.* (2018) montrent que les transactions reposent majoritairement sur des accords informels fondés sur la confiance et les réseaux sociaux, avec un accès plus limité pour les non-autochtones et une tendance à la concentration progressive des terres dans les bassins les plus dynamiques.

Si le cadre légal et les pratiques foncières ouvrent la voie à un accès équitable au foncier, le poids des traditions reste source de discriminations à l'égard des femmes, surtout en milieu rural où les règles coutumières continuent d'influencer fortement la gestion foncière. Il ressort des enquêtes de terrain que les femmes sont exclues du foncier dans l'organisation sociale, même si celles-ci acquièrent la terre par achat ou héritage de l'époux. Malheureusement la terre acquise par héritage de l'époux est souvent récupérée par les frères de l'époux. Cependant, il ressort des enquêtes de terrain qu'avant le projet Viva Logone, seules 5% de femmes étaient propriétaires dans les périmètres. Grâce aux activités relatives à l'inclusion, elles sont aujourd'hui à environ 15%.

Par ailleurs, en dehors des terres contrôlées par les communautés, l'Etat du Cameroun à travers des institutions comme la SEMRY dans la Région de l'Extrême Nord et l'UNVDA dans la région du Nord-Ouest, ou encore le Projet de Développement Rural du Mont Mbappit (PDRM-II) dans l'Ouest Cameroun, aménagement de bas-fonds et y installe des dispositifs d'irrigation gravitaire et le système de riziculture intensive (SRI) pour optimiser l'utilisation de l'eau. Les stratégies incluent le séchage alterné pour économiser l'eau, la réhabilitation des infrastructures et l'approche participative *Smart-Valleys* pour aménager à faible coût. Il faut d'ailleurs noter le gros potentiel 2 809 800 ha de terres irrigables, avec un taux d'occupation de 10% seulement, 3,4 millions d'ha de plaines d'inondation et zones marécageuses, 120 milliards de m³ de réserves d'eaux souterraines et 4 millions d'ha d'eaux continentales (FAO, 2023). L'accès à l'eau et assainissement dans les bassins de production du riz. (i) Au de la production, l'accès à l'eau et l'assainissement (Nord, Ouest, Nord-Ouest) est structurellement limité par des infrastructures vieillissantes, malgré les besoins cruciaux en irrigation (Logone et Maga

périmètres de la SEMRY et UNVDA). L'eau est gérée via des aménagements hydro-agricoles ou du pompage, mais des contraintes techniques et de maintenance limitent les rendements et l'assainissement, avec un accès à l'eau potable très faible (3,9% dans certaines zones). UNICEF-Cameroun (2023) relève que l'accès à l'eau potable est de 70 % pour l'ensemble de la population, avec une couverture de 82 % dans les zones urbaines et de 52 % dans les régions rurales. Seulement 43 % de la population camerounaise a accès à des installations sanitaires de base, avec un écart important entre les zones urbaines (58 %) et les zones rurales (22 %). De plus, INS (2024) montre que l'accès à l'électricité atteignait 25,5 % en zone rurale contre 88,9 % en zone urbaine.

Stratégies alternatives envisagées en cas de perturbations des moyens d'existence (perte d'accès à la terre ou à l'eau)

Les perturbations des moyens d'existence constituent une contrainte majeure dans la chaîne de valeur du riz au Cameroun, notamment dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, exposées aux inondations, aux sécheresses et à l'insécurité liée aux crises sociopolitiques et aux incursions de Boko Haram. Ces perturbations affectent particulièrement l'accès à la terre, à l'eau et aux infrastructures de production, entraînant une baisse des productions rizicoles et une fragilisation des revenus des ménages agricoles.

Face à cette situation, l'État du Cameroun et ses partenaires ont mis en œuvre plusieurs projets visant à renforcer la résilience des producteurs et à sécuriser les systèmes de production rizicole. Le Projet d'Urgence de Lutte contre les Inondations (PULCI) a contribué à la réhabilitation de la digue de Maga et des périmètres irrigués de la SEMRY afin de limiter les effets des inondations dans la vallée du Logone. Le Projet d'urgence de lutte contre la crise alimentaire au Cameroun (PULCCA) vise quant à lui le renforcement de la sécurité alimentaire, de la résilience climatique et des capacités de production des petits exploitants dans plusieurs régions affectées. D'autres initiatives, telles que les projets VIVA Logone, VIVA Bénoué, le Projet de Développement Rural du Mont Mbapit (PDRM) et le Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles – Phase II (PADFA II), soutiennent également la modernisation de la riziculture, la réhabilitation des infrastructures hydro-agricoles et l'amélioration des capacités productives dans les bassins rizicoles de Yagoua, Maga, Lagdo, Koutaba et Bangourain.

Toutefois, malgré ces interventions, l'efficacité des projets demeure partielle en raison de contraintes liées à la planification, à la faible participation des communautés locales, aux difficultés de maintenance des infrastructures et aux inégalités d'accès aux appuis, limitant ainsi leur impact sur les groupes les plus vulnérables de la filière rizicole (FAO, 2012 ; World Bank, 2020 ; FAO, 2022).

Système de compensation juste et rapide est-il en place, conformément au droit national et reconnu comme équitable par les parties concernées en cas d'expropriation inévitable

Par l'expropriation, l'État affecte les terres d'un particulier ou d'une communauté qui peut être agricole, etc.). Cette expropriation est régie par la Loi n° 85-09 du 4 juillet 1985 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux modalités d'indemnisation et le Décret n° 87/1872 du 16 décembre 1987 fixant les modalités d'application de la loi précitée. L'article 3 de la Loi n° 85-09 du 4 juillet 1985 précitée, précise que l'expropriation ouvre droit à une indemnisation, qui doit en principe être préalable à la prise de possession par l'État. Ces indemnités sont à la charge de la personne morale bénéficiaire de cette mesure (Art. 6.) et portent sur le dommage matériel direct immédiat et certain causé par l'éviction. Elle couvre : - les terrains nus ; - les cultures ; - les constructions ; - toutes autres mises en valeurs, quelle qu'en soit la nature, dûment constatées par une commission de constat et d'évaluation (Art. 7. 1).

Toutefois, dans la pratique, la mise en œuvre de ces dispositions reste limitée par des délais importants, une sous-évaluation fréquente des compensations et des inégalités de traitement entre les titulaires de droits formels et les détenteurs de droits coutumiers. Ces insuffisances contribuent à une faible acceptation sociale des mécanismes de compensation, qui sont souvent perçus comme inéquitable par les populations concernées (World Bank, 2020 ; FAO, 2012 ; CED, 2016).

Mécanismes de plainte, de médiation et d'arbitrage pour traiter les conflits fonciers ou hydriques liés aux investissements de la chaîne de valeur

Dans la chaîne de valeur du riz au Cameroun, la gestion des conflits fonciers et des ressources en eau repose sur une combinaison de mécanismes coutumiers, administratifs, judiciaires et institutionnels, dont l'application varie selon les bassins de production et les régimes fonciers en vigueur.

Dans les zones rizicoles situées hors des périmètres aménagés de la SEMRY et de l'UNVDA, les terres relèvent principalement du domaine national ou du domaine privé des particuliers. Les conflits liés à l'accès, à l'usage ou à la délimitation des terres y sont généralement gérés à travers des pratiques coutumières impliquant les chefs traditionnels, les lamibé, ainsi que les autorités administratives locales et les juridictions compétentes. En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, le cadre juridique est principalement régi par la loi de 1985 et son décret d'application de 1987, complétés par la loi n°80/22 du 14 juillet 1980 portant répression des atteintes à la propriété foncière et domaniale. Ces textes encadrent les procédures de gestion du contentieux, d'indemnisation et de protection des droits fonciers.

Dans les périmètres irrigués de la SEMRY et de l'UNVDA, la gestion foncière repose sur un modèle spécifique où l'État conserve le contrôle des terres aménagées, les producteurs disposant essentiellement de droits d'usage. Les plaintes relatives à l'accès aux parcelles et aux conditions d'exploitation sont principalement administrées par les structures de gestion des périmètres. La gestion de l'eau y repose sur des systèmes hydrauliques organisés, fondés sur des réseaux hiérarchisés de canaux, des ouvrages de régulation et des mécanismes de distribution planifiée de l'eau. À la SEMRY, les dispositifs diffèrent entre Maga, où l'irrigation fonctionne principalement par gravité, et Yagoua, où l'alimentation en eau dépend de stations de pompage reliées au fleuve Logone. À l'UNVDA, la gestion combine une approche technique et participative associant les services publics et les producteurs, avec des systèmes de rotation de l'eau et de drainage destinés à prévenir les inondations et la dégradation des sols.

Depuis 2024, ces pratiques sont renforcées par la loi n°2024/00176/PM du 26 février 2024 fixant les modalités de gestion de l'eau utilisée à des fins agricoles et d'entretien des infrastructures hydrauliques dans les périmètres irrigués au Cameroun. Ce texte, en continuité avec la loi-cadre sur l'environnement de 1996 et la loi sur le régime de l'eau de 1998, vise à moderniser la gouvernance de l'irrigation, à préciser les responsabilités des usagers et de l'État dans l'entretien des infrastructures et à prévenir les conflits liés à l'utilisation de l'eau agricole. Toutefois, son application demeure encore limitée.

Dans l'ensemble, les bassins rizicoles camerounais disposent de mécanismes de plainte, de médiation et d'arbitrage relativement diversifiés. Cependant, l'accessibilité, l'efficacité et l'équité de ces dispositifs demeurent inégales en raison de la coexistence de pratiques coutumières et institutionnelles, des limites d'application des textes réglementaires et des disparités d'accès aux mécanismes de recours selon les catégories d'acteurs et les territoires.

7.2.4. Conclusion des Droits fonciers et d'accès à l'eau

En définitive, la mise en œuvre des principes des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers (VGGT) dans la chaîne de valeur du riz au Cameroun demeure partielle et différenciée selon les espaces de production.

Dans les périmètres aménagés de la SEMRY et de l'UNVDA, la gouvernance foncière et hydrique apparaît relativement structurée grâce au contrôle de l'État, aux systèmes organisés de gestion de l'eau et aux mécanismes administratifs de règlement des plaintes. Toutefois, les exigences de transparence, de participation inclusive et d'accès équitable aux ressources restent encore limitées, notamment pour les femmes, les jeunes et les petits producteurs.

Dans les zones communautaires hors périmètres aménagés, la gestion foncière repose principalement sur les pratiques coutumières et les arrangements informels. Si ces mécanismes favorisent une régulation de proximité, ils présentent des limites en matière de sécurisation foncière, de transparence et d'équité, particulièrement pour les groupes vulnérables confrontés à des difficultés d'accès à la terre et aux ressources productives.

Dans le cadre des investissements agro-industriels et des projets d'aménagement, le dispositif juridique encadrant les expropriations et les compensations existe, mais son application demeure souvent marquée par des lenteurs administratives, une faible participation des communautés et un déficit de transparence.

Ainsi, malgré les avancées institutionnelles observées, un écart persiste entre les principes internationaux de bonne gouvernance foncière et leur application effective dans les bassins rizicoles camerounais.

Tableau 33 : Niveau de résultats relatifs au droit foncier et accès à la terre

Droit foncier et accès à la terre	
Adhésion aux VGGT	2 (Modéré/Bas)
Transparence, participation et consultation	1,5 (Modéré/Bas)
Équité, compensation et justice	2 (Modéré/Bas)

7.3. Égalité des genres

7.3.1. Activités économiques

Minimisation des risques d'exclusion des femmes de certains segments de la chaîne de valeur riz

Plusieurs initiatives concrètes (publiques, ONG et projets internationaux) ont été mises en place au Cameroun pour réduire les risques d'exclusion des femmes dans la chaîne de valeur (CV) du riz. Ces actions visent à corriger les inégalités d'accès à la terre, au crédit, à la transformation et aux marchés. Des projets tels que PADFA II travaillent à autonomisation économique des femmes rurales en renforçant les quotas de participation au projet (environ 50 % de femmes) et l'inclusion dans toute la chaîne de valeur (production, transformation, commercialisation).

De plus, de nombreuses ONG et associations et partenaires de développement du Cameroun promeuvent l'inclusion financière et l'entrepreneuriat féminin à travers des formations à l'entrepreneuriat, l'accès facilité au financement et l'appui à la création d'entreprises féminines. C'est le cas de la GIZ, qui, à travers l'approche *Smart-Valleys*, introduite par le programme ABC-PADER dans la commune de Ngong, propose une planification participative et une formation pratique, avec comme cible les femmes. Depuis 2022, cinq bas-fonds d'un hectare ont été aménagés, au profit direct de 150

femmes. On peut également noter que la SDR 2022-2030 fait la promotion de *l'empowerment* ou autonomisation : qui permet aux parties prenantes concernées (incluant les femmes et les jeunes) de capter équitablement les avantages socio-économiques de la chaîne de valeur riz et d'être autonomes en termes d'accessibilité aux services financiers et à la vulgarisation.

Malgré ces stratégies et appuis, si les femmes constituent une force importante dans le maillon de production, la transformation artisanale, et le petit commerce du riz sur le marché local, elles sont moins présentes dans la transformation semi-industrielle et industrielle. En effet, les enquêtes de terrain montrent que les femmes sont à moins de 10% propriétaires de rizeries modernes, entrepôts et logistique en raison du manque de capital, de l'accès limité au crédit et du faible accès aux équipements.

Accès et participation active des femmes aux différentes activités de la chaîne de valeur en tant que productrices, transformatrices, travailleuses ou commerçantes

Les femmes ont été identifiées comme des acteurs importants de la chaîne de valeur riz au Cameroun, même si dans les régions comme l'Est du Cameroun, la pratique est massivement dominée par les hommes (94,5 %), avec une quasi-absence de femmes (Mewounka, 2022). En effet, dans la plupart des bassins de production du riz, les femmes interviennent, notamment dans la production, la transformation et le commerce de détail. Dans les circuits traditionnels, elles captent une part importante de la valeur ajoutée, notamment via les produits transformés (bouilli de riz, très prisée dans le Septentrion et les territoires à forte présence des ressortissants du grand Nord du Cameroun). C'est au regard de l'importance de leur contribution que le Projet de Développement de la Chaîne de Valeur Riz s'est proposé de contribuer à l'augmentation de la production nationale de riz de 10% avec comme stratégie la création de 253 000 emplois dans la Chaîne de Valeur, donc 50% de femmes et de jeunes.

7.3.2 Accès aux ressources et aux services

Possession des actifs productifs autres que la terre (Les femmes sont-elles propriétaires de biens (autres que la terre) par les femmes

Les femmes productrices dans les bassins de production du riz au Cameroun, bien qu'ayant un accès limité à la terre possèdent des actifs productifs autres que celle-ci. Mais ces actifs restent limités, précaires et souvent peu contrôlés par elles-mêmes. Elles ont accès (i) aux équipements et outils agricoles, bien que rudimentaires. Il s'agit des houes, machettes et souvent des petits équipements de transformation (décorticage, vannage, étuvage). (ii) Elles constituent l'essentiel de la main-d'œuvre (capital humain et social), surtout dans la production, car mobilisent travail familial (enfants, entraide) et souvent les réseaux de solidarité (groupements, tontines). Dans les localités comme Yagoua, les femmes interviennent aussi dans les activités comme le tri, la transformation et l'emballage du riz. C'est le cas de la coopérative de Transformation et Promotion Agroalimentaire, qui produit et commercialise la marque IRIZA (Logone riz Yagoua), et qui mobilise environ 20 femmes par jour comme temporaires pour faire le tri du riz. Aussi, elles mobilisent également la main d'œuvre payante en fonction pour celles qui ont des capacités financières élevées. Enfin, (iii) les femmes productrices du riz ont accès aux mêmes variétés améliorées et les intrants. Ces intrants constituent un actif productif important (innovation, rendement). Toutefois, ces actifs restent généralement de faible valeur et peu capitalisés, ce qui limite leur capacité d'investissement et leur autonomisation économique. Par ailleurs, leur accès aux actifs stratégiques, tels que les équipements modernes et le crédit, demeure fortement contraint par des facteurs institutionnels et socioculturels (IFAD, 2016).

Droit foncier des femmes par rapport aux hommes

Au Cameroun, la Loi foncière garantit l'égalité d'accès à la terre. Cependant, les barrières à l'accès des femmes au foncier restent majeures, dont les plus importantes sont socioculturelles et économiques. Dans la plupart des localités, la terre est traditionnellement contrôlée par les hommes (chefs de famille, lignages). Les femmes accèdent à la terre par relation (épouse, fille et veuve). Elles ont souvent un droit d'usage, et seulement dans les cas particuliers le droit de propriété. Aussi, la femme perd très souvent la terre en cas de divorce ou de décès du mari. Des cas de perte du droit d'accès aux parcelles ont été signalés dans le périmètre irrigué de la SEMRY, même si cette dernière travaille pour les identifier et procéder aux rétrocessions. Comme le soulignent Ndam Iliassou et al., (2023), les femmes sont victimes des pratiques coutumières et des effets du contexte de précarité socio-économique qui les fragilisent de plus en plus malgré leur forte présence dans l'agriculture. L'accès au foncier des femmes rurales est conditionné par les hommes dont celles-ci en dépendent (IFAD, 2016). Dans la chaîne de valeur du riz au Cameroun, l'accès des femmes à la terre demeure fortement limité par les pratiques coutumières et les mécanismes locaux de gouvernance foncière. Dans plus de 80 % des cas, les productrices accèdent aux parcelles par l'intermédiaire de médiations familiales ou conjugales, avec un pouvoir décisionnel souvent réduit. Elles disposent principalement de droits d'usage précaires et peuvent perdre l'accès aux terres exploitées à tout moment. Les règles coutumières de transmission foncière continuent en effet de favoriser les hommes, qui contrôlent également les dispositifs locaux d'administration foncière. Malgré leur rôle central dans les activités agricoles et rizicoles, les femmes demeurent très faiblement propriétaires foncières : seulement 8 % d'entre elles possèdent individuellement des terres, sont copropriétaires ou détiennent un titre foncier (MICS, 2014)⁸.

Accès au crédit par les femmes

L'inclusion financière dans la chaîne de valeur du riz au Cameroun demeure marquée par d'importantes disparités de genre et s'organise autour de trois principaux niveaux : l'accès aux services bancaires formels, l'accès aux établissements de microfinance et le recours aux mécanismes financiers informels.

Au niveau des services bancaires formels, les femmes restent moins intégrées que les hommes au système financier classique. Selon l'INS (2024), 19,6 % des hommes âgés de 15 ans et plus disposent d'un compte bancaire contre seulement 9,9 % des femmes. De même, l'accès aux services bancaires formels concerne 11,3 % des hommes contre 7,8 % des femmes. Ces écarts traduisent les difficultés persistantes des femmes à satisfaire les conditions d'accès au crédit bancaire, notamment en raison du faible niveau de garanties foncières et patrimoniales. Selon les données de l'enquête FinScope citées par le MINFI (2023), près de 53 % des femmes demeurent exclues du système financier formel.

Au niveau des établissements de microfinance, les femmes disposent d'un accès relativement plus important, bien que celui-ci reste encore limité. Les établissements de microfinance constituent ainsi un canal intermédiaire d'inclusion financière pour les productrices, commerçantes et transformatrices de la chaîne de valeur du riz. Selon Eloundou Etoundi (2013), environ 25 à 26 % des femmes ont accès au crédit auprès des établissements de microfinance. Toutefois, les montants accordés restent généralement faibles et insuffisants pour soutenir des investissements agricoles de plus grande envergure.

Enfin, les mécanismes financiers informels jouent un rôle central dans l'inclusion financière des femmes rurales. Les tontines, les groupes d'épargne et les dispositifs communautaires constituent les principaux canaux de mobilisation de ressources financières dans plusieurs bassins rizicoles. Les

⁸ Cité par Onana Jean Christophe, 2020.

femmes y recourent davantage que les hommes (15,8 % contre 13,2 %), traduisant à la fois leur forte capacité d'organisation collective et leur insertion encore partielle dans les circuits financiers formels (INS, 2024). Selon Tchékoté et *al.* (2016), près de 40 à 45 % des femmes rurales participent directement à des tontines, tandis que 60 à 70 % sont impliquées dans des formes élargies d'épargne communautaire. Ces mécanismes constituent ainsi des dispositifs essentiels de financement des activités agricoles, commerciales et de transformation dans la chaîne de valeur du riz, malgré leurs limites en matière de capacité de financement et de sécurisation des ressources.

Accès aux services de soutien à la production (ex. services de vulgarisation, intrants...) par les femmes

Les services de soutien à la production de riz, est développés au Cameroun. Ils visent à augmenter la productivité, améliorer la qualité des semences et renforcer la résilience face au changement climatique. Ces services parfois très ciblés aux femmes comprennent l'appui technique, la fourniture d'intrants, la mécanisation, et l'aide financière. Bien que les femmes représentent plus de 60 % de la main-d'œuvre agricole et jouent un rôle moteur dans la production de riz, leur accès aux services de soutien reste limité et inégal, freinant leur productivité et leur autonomie économique (FAO, 2026). Dans la filière riz, des initiatives visant l'autonomisation des femmes existent. C'est le cas de PADFA II jardins collectifs et des coopératives pour soutenir les femmes dans le Septentrion, des organisations comme la FAO et des groupes comme OCP qui forment des femmes aux techniques rizicoles durables, à la gestion financière et à la structuration en coopératives ou encore des appuis de la UNVDA dans la localité de Ndop, qui permettent aux femmes de se lancer dans la riziculture commerciale, améliorant leurs revenus et la sécurité alimentaire. Cependant, malgré des initiatives ciblées, des obstacles structurels persistent. Les femmes ont en effet un faible accès aux intrants et technologies, elles peinent à accéder aux semences améliorées, aux engrais et aux équipements modernes de transformation (décortiqueuses, séchoirs), ce qui entraîne des pertes post-récolte importantes (estimées à 30 % dans certains cas). Les conseils agricoles sont souvent moins accessibles aux femmes, qui sont également sous-représentées dans les instances décisionnelles des coopératives, moins de 10% environ selon les enquêtes de terrain. Même la coopérative CAOTAL NARAL créée à Tamoundé 1 dans l'arrondissement de Tchiboua, dans la Région du Nord et encadrée par le projet GIZ-ABC PADER et qui visait essentiellement des femmes a choisi un homme comme président.

Cependant, leur accès reste inférieur à celui des hommes, en raison de contraintes économiques, institutionnelles et socioculturelles (IFAD, 2016).

7.3.3. Prise de décision et pouvoir

Prise de décisions liées aux activités de production par les femmes de la chaîne de valeur

Dans la chaîne de valeur du riz au Cameroun, la participation des femmes aux décisions liées à la production demeure réelle mais inégale selon les régions, les systèmes de production et les normes socioculturelles. Les femmes jouent un rôle central dans les activités agricoles, notamment le semis, le désherbage, le repiquage, la récolte et le stockage. Toutefois, leur pouvoir décisionnel reste souvent limité, particulièrement en ce qui concerne les choix stratégiques liés aux variétés de riz, à l'utilisation des intrants, à l'accès à l'irrigation et à la gestion des ressources productives.

Dans les périmètres irrigués administrés par la SEMRY et l'UNVDA, le système de production est fortement structuré et institutionnalisé. Les décisions relatives à la gestion foncière, à l'eau, aux intrants et aux opérations de labour sont largement encadrées par ces institutions et les chefs de ménage, limitant ainsi l'autonomie décisionnelle des femmes malgré leur forte implication dans les travaux agricoles. À l'inverse, dans les zones de riziculture pluviale, les systèmes de production apparaissent relativement plus flexibles, permettant aux femmes une participation décisionnelle

légèrement plus importante dans la gestion des parcelles familiales, bien que celle-ci demeure globalement contrainte.

L'appui des projets de développement contribue néanmoins à renforcer progressivement l'implication des femmes dans la filière rizicole. Le Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles – Phase II (PADFA II) soutient la production semencière, la transformation et la commercialisation dans les régions de l'Ouest et du Nord-Ouest. Le Projet de Développement de la Riziculture Irriguée et Pluviale (PRODERIP) intervient dans la purification variétale, la formation et la petite mécanisation dans les régions du Centre, du Sud, de l'Est et du Nord-Ouest. Le Projet de Développement Rural du Mont Mbappit – Phase II (PDRM II) appuie quant à lui l'aménagement des périmètres irrigués, la transformation et la mise en marché dans le département du Noun. Ces initiatives contribuent au renforcement des capacités productives et organisationnelles des femmes, même si leur impact sur le pouvoir décisionnel reste encore limité.

Sur le plan économique, les femmes disposent d'une autonomie relative dans les activités de commercialisation locale du riz. Toutefois, les décisions stratégiques liées à la vente en gros, à la commercialisation dans les circuits formels et à l'utilisation des revenus demeurent majoritairement contrôlées par les chefs de ménage ou les acteurs masculins de la filière.

Organisation du travail de manière autonome au sein de la CV ou en dehors de la CV par les femmes

Les femmes disposent d'une autonomie organisationnelle réelle, mais limitée dans la CV riz ou en dehors. Au sein de la chaîne de valeur riz, le travail des femmes en est intégré exploitation familiale, même si au niveau des périmètres irrigués, il y a une forte intervention de la SEMRY, de la UNDVA, des coopératives, et de divers projets qui interviennent dans l'encadrement de la chaîne de valeur. Au niveau de la transformation, elles s'occupent essentiellement des activités comme l'étuvage, le séchage, et le décorticage. Ici l'organisation se fait de façon individuelle ou en petits groupes. Au niveau de la commercialisation, comme noté plus haut, les femmes s'occupent de la vente locale, avec une forte autonomie, notamment en ce qui concerne le choix des clients, prix négociés etc. Mais dans la vente en gros et circuits formels, elles sont dominées par les hommes influencent les conditions de vente.

En ce qui concerne les activités hors de la chaîne de valeur du riz, les femmes sont plus autonomes dans leurs activités qui sont principalement, la production des légumes, le petit commerce, la transformation des autres produits. Ici, les femmes sont plus indépendantes et contrôlent leurs revenus. Les données de terrain montrent que la quasi-totalité de femmes exercent des activités de production des légumes et ou le petit commerce. De même, au niveau des Organisations féminines (tontines et association), on note une autonomie dans la gestion de l'épargne, du crédit et de l'entraide, ce qui contribue au renforcement de leur pouvoir économique.

Contrôle effectif sur les revenus par les femmes

Les femmes productrices de riz au Cameroun exercent un contrôle effectif sur une partie de leurs revenus, surtout à petite échelle, mais ce contrôle reste limité dès que les montants ou les circuits deviennent plus importants. Ce contrôle est élevé, notamment en ce qui concerne la vente au marché local du riz, car les femmes fixent les prix, gardent les revenus et les utilisent librement pour l'achat des autres aliments, le financement des soins de santé et de la scolarité. Cependant, les revenus issus de la production et de la vente en gros, de la production familiale ou collective échappent très souvent aux femmes, gérés par le mari ou le chef de ménage. On note des cas où les décisions sont prises conjointement, mais inégalement. C'est également le cas des revenus issus des

circuits formels de vente, via les coopératives ou les contrats de vente. Dans ces cas-là, les femmes ont moins d'accès aux paiements directs et participent peu aux décisions financières.

Les facteurs qui influencent le contrôle des revenus par les femmes est notamment le statut matrimonial. Pour les femmes mariées, le contrôle est souvent partagé ou limité, alors que les femmes célibataires ou veuves exercent un contrôle plus élevé sur les revenus. De même, les femmes ayant un plus grand accès aux ressources productives comme la terre et les équipements exercent un contrôle plus élevé sur les revenus. De plus, les hommes sont souvent considérés par la société comme de bons gestionnaires. C'est ainsi qu'ils sont gestionnaires principaux des revenus du ménage (We-Fi, 2022).

Gestion des revenus de façon indépendante par les femmes

La gestion indépendante des revenus par les femmes au Cameroun est un axe important sur lequel l'Etat et ses partenaires s'appuient pour renforcer leur autonomisation. Selon l'INS (2024), près de 68,3 % des femmes actives exercent en tant qu'indépendantes, contre 48,2 % d'hommes, ce qui montre leur capacité à gérer leurs revenus de façon indépendante, même si être indépendante économiquement ne signifie pas contrôler pleinement les revenus ou accumuler du capital. Elles créent leurs propres activités (commerce, agriculture, transformation, services) et sont au cœur de l'économie informelle. Elles sont donc très actives économiquement, mais leurs activités se concentrent dans des secteurs nécessitant peu de qualifications. Les entreprises restent majoritairement informelles, peinant à passer d'une logique de subsistance à une croissance structurée.

Participation aux décisions concernant l'acquisition, la cession ou le transfert d'actifs par les femmes

Au Cameroun, la participation des femmes aux décisions relatives à l'acquisition, à la cession et au transfert d'actifs demeure globalement limitée. Si certaines femmes, notamment en milieu urbain ou chefs de ménage, exercent un pouvoir décisionnel autonome, la majorité reste cantonnée à un rôle consultatif ou marginal, en particulier pour les actifs stratégiques tels que la terre. En effet, selon l'INS (2024), des inégalités fortes existent entre hommes et femmes, avec une concentration des femmes dans des secteurs précaires et une participation économique moins valorisée. Par conséquent, les femmes disposent de moins de ressources économiques et de pouvoir décisionnel sur les actifs. Les normes sociales et la répartition des rôles dans le ménage limitent l'autonomie décisionnelle des femmes, notamment dans les activités économiques et la gestion des ressources (Diffo Lontsi et Isseme Agoume, 2025).

7.3.4. Leadership, représentation et inclusion sociale

Participation des femmes comme membres de groupes, de syndicats ou d'organisations de producteurs/agriculteurs

Les femmes au Cameroun sont largement membres de groupes, de syndicats et d'organisations de producteurs, mais leur niveau d'adhésion et surtout d'influence décisionnelle reste inégal. En milieu rural, les femmes sont très présentes dans les tontines (épargne/crédit rotatif), les groupes de solidarité, les associations villageoises. Elles sont plus de 60 % des femmes qui participent à au moins un groupe communautaire (estimations issues d'études de terrain). Au niveau des institutions formelles, elles sont membres des coopératives agricoles, notamment dans la filière riz. Selon les enquêtes de terrain, les femmes représentent souvent jusqu'à 40% des membres, et parfois plus pour des cas comme celui de la coopérative CAOTAL NARAL de Tamounde 1 dans la Région du Nord où les femmes représentent jusqu'à 75% de membres.

Aussi, elles sont présentes dans des organisations structurées comme la Confédération paysanne du Cameroun, la Plateforme Nationale des Organisations Paysannes du Cameroun. Elles représentent par exemple environ 56 % des membres de la CNOP-CAM, principale plateforme nationale d'organisations de producteurs. Cependant leur adhésion est réelle mais leur représentation dans les postes de décision reste faible (Guillermou et Kamga, 2004 ; Atangana, 2021).

Présence des femmes aux positions de leadership au sein des organisations auxquelles elles appartiennent

Les femmes au Cameroun occupent des positions de leadership dans les organisations. Des organisations telles que *Cameroon Women Entrepreneurs Network (CWEN)*, une association camerounaise qui fédère des femmes entrepreneures, cheffes d'entreprise, porteuses de projet et jeunes filles intéressées par l'entrepreneuriat ; *Sustainable Women Organization*, une organisation non gouvernementale (ONG) basée au Cameroun qui œuvre pour l'autonomisation socio-économique des femmes et des filles à travers la promotion de la durabilité environnementale, l'égalité des genres et la participation communautaire dans les zones rurales et urbaines du pays ou encore la *Women Initiative Development Cooperative Organisation*, une organisation dédiée à l'autonomisation des femmes, sont promues et dirigées par des femmes. Il en est de même de *L'African Women Leaders Network (AWLN) – Cameroon*, une section nationale du réseau continental lancé en 2017 par ONU Femmes et l'Union africaine, qui vise à renforcer le leadership des femmes camerounaises dans la vie politique, économique et sociale, tout en soutenant la paix et le développement durable.

Toutefois, dans les organisations de producteurs et les structures agricoles, leur présence dans les instances décisionnelles demeure limitée, traduisant un accès encore inégal aux positions de pouvoir (Guillermou et Kamga, 2004, Atangana, 2021).

Pouvoir d'influence sur les services, la gouvernance territoriale et les processus de décision politique par les femmes

Les femmes au Cameroun disposent d'un certain pouvoir d'influence, mais il reste globalement limité et inégal, surtout en matière de services publics, gouvernance territoriale et décision politique. Bien que la représentation féminine augmente dans les assemblées élues, leur impact direct sur la prise de décision stratégique demeure limité, avec une représentation d'environ 31 % au parlement mais moins de 10 % dans les exécutifs. Aux élections parlementaires de 2020, un tiers des sièges ont été remportés par des femmes. Au Sénat, les femmes étaient 21 en 2013 et sont désormais 33 à occuper un siège depuis les dernières élections de 2023⁹. Aussi, à la suite des dernières élections municipales, 39 femmes sont devenues Maires sur 360 communes soit 10,83 %. Au niveau des d'exécutifs communaux 327 femmes sont adjointes au Maire, sur 958 postes, soit 34,1 %. On note un leadership féminin certain, mais qui reste faible par rapport au poids démographique des femmes.

Au niveau de la participation à la gouvernance territoriale, les femmes exercent une influence significative sur certaines décisions locales, notamment en matière d'accès à l'eau et de santé, en raison de leur rôle central dans la gestion domestique. Toutefois, cette influence demeure principalement informelle et limitée, les femmes étant encore largement sous-représentées dans les processus décisionnels institutionnels (Jennifer A. Thompson, 2017 ; Mokam and Zamo Akono, 2022). Aussi, en ce qui concerne la santé, les femmes, en raison de l'influence des besoins de santé du ménage, en étant actrice importante sur les priorités sanitaires et les décisions de protection santé (Tessa Oraro et *al.*, 2018).

⁹<https://femination.fr/femmes-en-politique-cameroun/#:~:text=Au%20Cameroun%2C%20les%20femmes%20occupent,%C3%A9t%C3%A9%20remport%C3%A9s%20par%20des%20femmes.>

Prise de parole par les femmes en public

Dans la chaîne de valeur du riz au Cameroun, la prise de parole et la participation des femmes aux espaces de gouvernance, de concertation et de représentation ont longtemps été limitées par des normes socioculturelles qui associaient les fonctions décisionnelles et la parole publique aux hommes. Les femmes, bien qu'essentielles dans les activités de production, de transformation et de commercialisation du riz, demeuraient peu visibles dans les instances de décision des coopératives, des organisations de producteurs et des structures locales de gestion des périmètres rizicoles. Leur légitimité à intervenir dans les débats relatifs à la gestion foncière, à l'accès à l'eau, à la commercialisation ou à l'orientation des projets agricoles était souvent limitée.

Toutefois, cette situation évolue progressivement sous l'effet de l'action des organisations féminines, des projets de développement agricole et des politiques de promotion du genre. Les femmes participent de plus en plus aux associations de producteurs, aux coopératives rizicoles, aux dispositifs communautaires de gestion et aux activités de plaidoyer liées au développement de la filière. Leur présence devient également plus visible dans les espaces de concertation locaux, les organisations professionnelles et certaines initiatives de développement rural.

Malgré ces avancées, leur participation reste encore contrainte par des inégalités structurelles liées à l'accès limité à la terre, au crédit, aux équipements productifs et aux responsabilités domestiques, qui réduisent leur influence effective dans les processus décisionnels de la chaîne de valeur du riz. Les rapports sociaux de genre continuent ainsi de limiter leur visibilité et leur pouvoir de négociation dans les débats économiques, organisationnels et politiques relatifs à la filière rizicole (Amabiamina Flora, 2017).

7.3.5. Pénibilité et division du travail

Charges de travail globales des hommes et des femmes incluant les tâches domestiques et la gestion des enfants

Selon une enquête de l'Institut National de la Statistique (INS, 2024), les charges de travail globales, prenant en compte le travail rémunéré, tâches domestiques et les soins aux enfants ne sont pas égales entre hommes et femmes. Elles sont structurellement déséquilibrées au détriment des femmes. En effet, les femmes travaillent 6,6 heures de travail total par jour, contre 6 heures par jour pour les hommes. De même, les enquêtes réalisées par INS (2017) montrent que les femmes assument une charge globale de travail plus élevée que les hommes, en raison de leur forte implication dans les tâches domestiques et les soins ; ce qui crée une inégalité structurelle malgré leur participation aux activités économiques. Ce déséquilibre est encore plus marqué en milieu rural, où les charges de travail sont non seulement inégalement réparties, mais également beaucoup plus lourdes pour les femmes, qui assument à la fois les travaux champêtres et les responsabilités domestiques.

Enfin, dans la chaîne de valeur riz, les enquêtes de terrain montrent que les femmes supportent généralement une charge de travail globale plus lourde, combinant des tâches agricoles, responsabilités domestiques, production des légumes, petit commerce tandis que les hommes se concentrent sur les phases mécanisées ou de commercialisation en gros.

Minimisation des risques que les femmes soient sujettes à du travail pénible

Les activités de production et de transformation du riz au Cameroun demeurent fortement pénibles et exposent les travailleurs à divers risques professionnels liés au travail manuel, aux équipements peu sécurisés et aux conditions de travail précaires. Cette situation affecte particulièrement les

femmes, fortement impliquées dans les travaux agricoles et domestiques, mais disposant d'un accès limité aux ressources productives et aux technologies adaptées.

Dans ce contexte, la mécanisation constitue un levier important de réduction de la pénibilité et d'amélioration de la productivité. Toutefois, ses effets restent ambivalents. Si elle permet de réduire les efforts physiques et certains risques professionnels, elle peut également accentuer les inégalités lorsque les femmes ne contrôlent ni les équipements ni les ressources financières nécessaires à leur acquisition et à leur utilisation. Les bénéfices de la modernisation profitent alors davantage aux acteurs disposant déjà d'un meilleur accès au capital et aux moyens de production. Ainsi, malgré les politiques et programmes en faveur de l'inclusion des femmes rurales, les avancées demeurent encore insuffisantes pour garantir une amélioration structurelle et équitable de leurs conditions de travail dans la chaîne de valeur rizicole (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, NRI & AWARD, 2026).

7.3.6. Conclusion de l'Égalité des genres

En résumé, l'analyse de la chaîne de valeur du riz au Cameroun montre que les femmes constituent des actrices essentielles de la production, de la transformation et de la commercialisation du riz. Toutefois, malgré leur forte contribution aux activités agricoles, leur participation demeure limitée par des inégalités structurelles persistantes liées à l'accès au foncier, au financement, aux équipements productifs et aux espaces de gouvernance. Les femmes restent également davantage exposées à la pénibilité du travail et disposent d'un pouvoir décisionnel encore réduit dans les choix stratégiques et économiques de la filière.

Ainsi, l'égalité de genre dans la chaîne de valeur rizicole camerounaise demeure un objectif encore partiellement atteint. Son amélioration nécessite des réformes structurelles favorisant un accès plus équitable aux ressources productives, une meilleure intégration de l'approche genre dans les politiques agricoles et les projets de développement, ainsi que des interventions ciblées visant à réduire la pénibilité du travail et à renforcer l'autonomisation économique et décisionnelle des femmes.

Tableau 34 : Niveau de résultats relatifs à l'égalité des genres

Égalité des genres	
Activités économiques	2,50 (substantiel)
Accès aux ressources et aux services	1,50 (Modéré/Bas)
Prise de décision	2,00 (Modéré/Bas)
Leadership, représentation et inclusion sociale	2,25 (Modéré/Bas)
Pénibilité et division du travail	1,50 (Pas du tout)

7.4. Sécurité alimentaire et nutritionnelle

7.4.1. Disponibilité des aliments

Contribution de la Chaîne de Valeur riz à l'augmentation de la production locale de nourriture

Le riz occupe une place croissante dans les habitudes alimentaires des populations rurales et urbaines au Cameroun. Sa consommation s'explique principalement par sa facilité de préparation, son coût relativement accessible ainsi que sa disponibilité régulière sur les marchés. À ce titre, il constitue aujourd'hui un aliment de base pour une large proportion des ménages camerounais.

Selon les travaux de Folefack (2014) et Ayaka (2021), le riz occupe une place centrale dans l'alimentation des ménages camerounais, avec une fréquence moyenne de consommation estimée à un jour sur deux. Cette importance du riz dans les habitudes alimentaires reflète son rôle stratégique dans la sécurité alimentaire nationale, tant en milieu urbain que rural.

Toutefois, cette forte consommation contraste avec la persistance de l'insécurité alimentaire dans plusieurs régions du Cameroun, particulièrement dans les zones septentrionales (Extrême-Nord, Nord et certaines parties de l'Adamaoua) où les populations demeurent fortement vulnérables. Ces régions sont confrontées à une combinaison de facteurs structurels et conjoncturels, notamment les sécheresses récurrentes, les inondations, la dégradation des terres, la pauvreté des ménages ruraux, les faibles capacités productives ainsi que l'insécurité liée aux incursions de Boko Haram dans l'Extrême-Nord. Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les crises sociopolitiques ont également perturbé les activités agricoles, les circuits d'approvisionnement et l'accès des populations aux denrées alimentaires.

Dans ces zones vulnérables, l'insécurité alimentaire ne résulte pas uniquement d'un déficit de disponibilité du riz, mais également des difficultés d'accès économique des ménages à cette denrée de base. La faiblesse des revenus agricoles, les perturbations des marchés, l'augmentation des prix alimentaires et la dépendance croissante aux importations accentuent la précarité alimentaire des populations les plus pauvres. Ainsi, malgré l'importance du riz dans les systèmes alimentaires camerounais, les inégalités territoriales, les crises sécuritaires et les vulnérabilités socio-économiques continuent de limiter sa contribution effective à la sécurité alimentaire des ménages.

Augmentation des aliments sur les marchés locaux

La chaîne de valeur du riz joue un rôle stratégique dans l'approvisionnement des marchés locaux au Cameroun, en contribuant à la disponibilité d'une denrée de base fortement consommée par les ménages (Folefack, 2014 ; Ayaka, 2021). La production nationale issue des périmètres aménagés de la SEMRY et de l'UNVDA, ainsi que des bassins de riziculture pluviale, alimente les marchés urbains et ruraux, notamment dans les régions septentrionales, l'Ouest et les principaux centres de consommation tels que Yaoundé et Douala. Le développement des activités de transformation et de commercialisation contribue également à une présence progressive du riz local sur les marchés nationaux (SND30, 2020).

Toutefois, malgré cette contribution croissante, la chaîne de valeur du riz demeure confrontée à des contraintes structurelles limitant sa capacité à satisfaire la demande intérieure. Les insuffisances de production, les pertes post-récolte, les difficultés d'accès aux intrants et aux infrastructures d'irrigation, ainsi que les perturbations climatiques et sécuritaires dans certains bassins de production réduisent l'offre nationale disponible (FAO, 2022 ; World Bank, 2020). En conséquence, le Cameroun reste fortement dépendant des importations pour couvrir les besoins de consommation en riz, ce qui limite encore la capacité de la filière nationale à assurer pleinement la sécurité de l'approvisionnement des marchés locaux.

7.4.2. Accessibilité des aliments

Détention par les ménages de revenus (ou de liquidités) pour acheter de la nourriture grâce aux activités de la CV

Les activités de la chaîne de valeur du riz au Cameroun contribuent à l'augmentation des revenus des ménages ruraux, notamment à travers la hausse de la productivité, la création d'emplois et l'amélioration de l'accès aux marchés. Toutefois, ces effets demeurent inégaux et souvent prospectifs, en raison de contraintes structurelles (accès aux ressources, volatilité des prix, dépendance aux

importations), ce qui limite leur impact direct et généralisé sur la capacité des ménages à acheter de la nourriture. Aussi, au regard de diversification des sources de revenu en milieu rural, il est difficile d'évaluer la contribution de la chaîne de valeur sur l'achat de la nourriture.

Baisse des prix (relatifs) des aliments pour les consommateurs

Selon l'INS (2025), les prix des denrées alimentaires au Cameroun continuent d'augmenter, même si le rythme de l'inflation tend à ralentir depuis 2024. Cette évolution traduit une hausse persistante du coût de l'alimentation, qui affecte directement le pouvoir d'achat des ménages, en particulier les populations urbaines et les ménages vulnérables fortement dépendants des marchés pour leur approvisionnement alimentaire. L'INS indique ainsi qu'en juillet 2025, l'indice des prix à la consommation a progressé de 0,2 % par rapport au mois de juin, après une hausse de 0,3 % le mois précédent. Cette augmentation est principalement liée à la progression de 0,4 % des prix des produits alimentaires, tandis que la moyenne annuelle de l'inflation s'établit à 4,0 % (INS, 2025).

Cette dynamique inflationniste est étroitement liée à la forte dépendance du Cameroun vis-à-vis des importations alimentaires, notamment pour des produits stratégiques tels que le riz. Les fluctuations des prix internationaux, les coûts du transport maritime, les perturbations des chaînes d'approvisionnement ainsi que les variations du taux de change se répercutent directement sur les prix des denrées importées sur les marchés nationaux. Dans le cas du riz, l'insuffisance de la production nationale pour couvrir la demande intérieure accroît la vulnérabilité du pays aux chocs extérieurs et contribue à maintenir une pression inflationniste sur les prix alimentaires. Ainsi, l'inflation alimentaire observée reflète non seulement les contraintes internes de production et de commercialisation, mais également la dépendance structurelle du Cameroun aux marchés internationaux pour son approvisionnement en denrées de base.

7.4.3 Utilisation et qualité nutritionnelle

Amélioration de la qualité nutritionnelle de l'alimentation disponible

Parmi les principaux bassins rizicoles couverts par cette étude, la malnutrition demeure une problématique majeure de santé publique, particulièrement sous sa forme chronique. Selon le MINSANTE et al. (2021), environ 32 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance au Cameroun, avec des niveaux particulièrement élevés dans les régions septentrionales (Extrême-Nord, Nord et Adamaoua) qui constituent également les principaux bassins de production rizicole du pays. La situation est particulièrement critique dans la région de l'Extrême-Nord, où le taux de retard de croissance atteint 41,9 %. La région de l'Est, considérée comme un bassin rizicole émergent, présente quant à elle les niveaux les plus élevés de malnutrition aiguë globale, avec un taux de 4,5 % chez les enfants de 6 à 59 mois, pouvant atteindre 12,5 % dans les sites accueillant les réfugiés centrafricains, soit un niveau supérieur au seuil d'alerte défini par l'OMS. Les conflits armés, les chocs climatiques, les déplacements de populations et la pauvreté structurelle contribuent fortement à l'aggravation de cette vulnérabilité nutritionnelle.

Toutefois, cette situation ne résulte pas uniquement d'un déficit de disponibilité alimentaire. Comme le soulignent Batibonak et Defo (2015), les denrées alimentaires restent relativement présentes sur les marchés ruraux et urbains. L'insécurité nutritionnelle observée renvoie davantage à des problèmes d'accessibilité économique, de pauvreté des ménages, de faible diversification alimentaire et d'inégalités sociales. Dans les bassins rizicoles vulnérables, ces fragilités sanitaires affectent directement la capacité productive des ménages agricoles et compromettent durablement leur stabilité économique.

Par ailleurs, il ressort des enquêtes de terrain que le score de consommation alimentaire qui renseigne sur la diversité des groupes alimentaires consommés dans les ménages sur une période de 7 jours est acceptable dans l'ensemble au niveau national, avec 62,7% de ménages qui présentent un score supérieur à 42. Cela confirme la disponibilité des stocks alimentaires dans les ménages à la période de l'étude (mi-mars), à l'exception de la région du Nord-Ouest frappée par la guerre et la région de l'Adamaoua.

Amélioration des pratiques de soins nutritionnels

Au Cameroun, les pratiques de soins nutritionnels s'appuient principalement sur les stratégies de réduction de la malnutrition infantile, notamment à travers la Prise en charge intégrée des maladies de l'enfant (PCIME) et la promotion de l'allaitement maternel exclusif. Selon le rapport MINSANTE/OMS (2019), le taux d'allaitement maternel exclusif est passé d'environ 20 % en 2011 à près de 40 % en 2018, traduisant une amélioration progressive des pratiques nutritionnelles recommandées.

Dans les ménages producteurs de riz, ces pratiques nutritionnelles demeurent toutefois étroitement liées aux conditions de vie, aux revenus agricoles et aux habitudes alimentaires locales. Bien que le riz constitue une denrée de base largement consommée, l'alimentation des ménages reste souvent peu diversifiée, particulièrement dans les zones rurales vulnérables. Les régimes alimentaires sont majoritairement dominés par les céréales et les féculents, avec une consommation parfois insuffisante de protéines, de fruits et de légumes. Cette situation est accentuée par la pauvreté des ménages agricoles, les variations saisonnières des revenus et les contraintes d'accès aux aliments nutritifs. Ainsi, malgré les progrès observés dans les pratiques de soins nutritionnels, les défis liés à la qualité et à la diversification alimentaire demeurent importants dans plusieurs bassins rizicoles du Cameroun.

Augmentation de la diversité alimentaire

Le Cameroun dispose d'une grande diversité agroécologique, ce qui offre une grande variété de produits, avec notamment des tubercules, des céréales, des légumes et des produits animaux. Cependant, seule une quinzaine d'aliments dominent réellement la consommation. L'alimentation reste généralement peu diversifiée et centrée sur quelques produits de base. En effet, dans la partie méridionale du Cameroun, il y a un potentiel agricole riche et très diversifié. La gamme des produits cultivés s'étend des cultures vivrières comme manioc, l'igname, la pomme de terre, et le haricot aux cultures d'exportation, notamment la banane, l'ananas, le café, le cacao, et huile de palme pour ne citer que ces exemples (Banque Mondiale, 2009). L'ouest, le nord-ouest et le sud-ouest enregistrent sont des régions où on note une très diversité de denrées alimentaires d'origine végétale (Kouam Netcha, 2006). Cette diversité alimentaire est relativement faible dans le septentrion (Adamaoua, Nord, Extrême-Nord), avec quelques améliorations ponctuelles liées aux programmes nutritionnels et agricoles. Mais la situation reste marquée par une forte vulnérabilité. Dans cette partie du Cameroun, l'alimentation repose sur les céréales (mil, sorgho, maïs et riz) et quelques légumineuses comme le niébé (haricot). Cependant il y a une prééminence de la consommation du riz (Batibonak et Defo, 2015).

7.4.4 Stabilité (dans le temps)

Contribution de la CV à la réduction des risques de pénuries saisonnières pour les ménages

Malgré le fait que le Cameroun reste fortement dépendant des importations de riz, la chaîne de valeur du riz contribue réellement à atténuer les pénuries saisonnières. Les enquêtes de terrain montrent que les producteurs fournissent environ 4623,34 tonnes de riz en autoconsommation et 40 912,39 tonnes de riz mis sur le marché par différentes sources, même si cette production reste de loin

insuffisante. La production irriguée, qui permet de faire deux campagnes sur l'année et offre de façon continue le riz sur le marché local.

Diminution de la variation excessive des prix alimentaires

Au Cameroun, les prix des denrées alimentaires se caractérisent par une relative instabilité, marquée par des fluctuations importantes au cours des dernières années. Selon les données de l'INS (2025), l'année 2023 a été marquée par une forte inflation alimentaire, avec une hausse estimée à environ 11,1 % des prix des produits alimentaires. Cette augmentation a particulièrement concerné les céréales, notamment le riz et le blé, ainsi que les huiles, les matières grasses, les légumes et les produits frais. Bien qu'un ralentissement de l'inflation alimentaire ait été observé en 2024 et 2025, les niveaux de prix sont demeurés relativement élevés. En septembre 2025, les prix alimentaires affichaient encore une progression d'environ 0,9 %. Sur la période 2013-2025, le taux moyen d'évolution des prix alimentaires est estimé à environ 4,25 %, traduisant une tendance durable à la hausse du coût des denrées alimentaires au Cameroun.

7.4.5. Conclusion de Sécurité alimentaire et nutritionnelle

En somme, la chaîne de valeur du riz occupe une place stratégique dans la sécurité alimentaire au Cameroun en contribuant à l'approvisionnement des marchés et à la disponibilité d'une denrée de base fortement consommée. Toutefois, cette contribution demeure limitée par les insuffisances de production, la dépendance aux importations, les difficultés d'accès économique des ménages vulnérables ainsi que les perturbations climatiques et sécuritaires affectant les bassins de production. Par ailleurs, la forte consommation du riz ne garantit pas toujours une alimentation diversifiée et équilibrée. Le renforcement de la filière rizicole apparaît ainsi essentiel pour améliorer durablement la disponibilité, l'accessibilité et la stabilité alimentaire au Cameroun.

Tableau 35 : Niveau de résultats relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Sécurité alimentaire et nutritionnelle	
Disponibilité des aliments	2,50 (Substantiel)
Accessibilité des aliments	1,50 (Modéré/Bas)
Utilisation et adéquation nutritionnelle	2,33 (Modéré/Bas)
Stabilité	2,00 (Modéré/Bas)

7.5. Capital social

7.5.1. Force des organisations de producteurs

Participation des organisations formelles et informelles (groupes, coopératives, associations, tontines, GIC, etc.) à la chaîne de valeur

Dans la chaîne de valeur du riz au Cameroun, le capital social repose sur un réseau dense d'organisations formelles et informelles (coopératives, GIC, associations, tontines et réseaux d'entraide) assurant des fonctions essentielles de coordination dans une économie majoritairement domestique et informelle. La loi n°92/006 relative aux coopératives et GIC (République du Cameroun, 1992) a favorisé leur multiplication : selon la synthèse FAO-CIRAD-UE (2022), environ 123.305 organisations étaient enregistrées en 2012, dont 95 % sous statut GIC. Ce maillage constitue un socle structurant dans le secteur agricole.

Inclusivité de l'adhésion aux Organisations de Producteurs

L'adhésion aux Organisations de Producteurs (OP) du riz au Cameroun apparaît globalement significative, mais demeure imparfaitement inclusive. En effet, Njankouo et *al.* (2025) montrent que, dans certains bassins de production comme le département du Noun, une proportion importante de producteurs est affiliée à des coopératives agricoles, traduisant une diffusion relativement large de ces structures. Toutefois, cette adhésion reste socialement différenciée, avec une surreprésentation des hommes au détriment des femmes, malgré le rôle central de ces dernières dans les activités de production et de transformation du riz. De plus, les jeunes et les petits exploitants sont souvent sous-représentés, notamment dans les instances décisionnelles. Cette inclusion limitée s'explique par diverses contraintes, notamment les coûts d'adhésion, le faible niveau d'éducation, l'accès inégal aux ressources productives (terre, capital) et les normes socioculturelles défavorables à certains groupes.

Par ailleurs, bien que des politiques publiques et des projets de développement agricole encouragent la structuration des producteurs et la participation inclusive (PADFA II, PRODERIP...), les résultats restent mitigés en raison de faiblesses institutionnelles et organisationnelles au sein des coopératives. Ainsi, l'adhésion aux OP rizicoles au Cameroun peut être qualifiée de modérément inclusive sur le plan quantitatif, mais encore insuffisamment inclusive sur le plan qualitatif, ce qui limite leur potentiel en matière de développement équitable de la filière et de renforcement de la sécurité alimentaire (Fani, et *al.* (2021).

Gouvernance représentative et redevable des groupes

Les coopératives et GIC qui interviennent dans le secteur de la production du riz au Cameroun sont pour la plupart des entités légales. Leur existence est régie par l'Acte Uniforme OHADA, qui définit les règles de constitution, de fonctionnement et de dissolution, par la Loi N° 92/006 du 14 Août 1992 qui encadre les sociétés coopératives et les Groupes d'Initiative Commune (GIC) et le Décret N° 2006/0762/PM du 09 juin 2006 modifiant le décret d'application de la loi de 1992, précisant le fonctionnement et le contrôle par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER). Ces différents cadres mettent l'accent sur le rôle des statuts, lesquels prévoient entre autres une assemblée générale, un bureau exécutif des élections des dirigeants et encadrent la participation des membres. Cependant, Fouepe et *al.*, (2026) notent que dans ces institutions, il y a une concentration du pouvoir entre les mains de quelques leaders qui prennent à la place de la majorité. Ceux-ci sont peu redevables vis-à-vis de la majorité. Il en découle un manque de transparence financière, une absence de reddition des comptes et un faible contrôle des dirigeants par les membres.

Par contre, au niveau des organisations informelles (tontines et associations locales), la gouvernance est souvent flexible. La redevabilité est généralement forte au niveau local, car la pression sociale et la confiance mutuelle assurent la transparence. La gestion est proche des membres, avec une gouvernance plus participative dans les organisations informelles bien soudées, même si la tendance actuelle, stimulée par la stratégie sectorielle de gouvernance (2020-2030), est de formaliser ces associations pour les intégrer davantage dans le développement économique local (MINEPAT, 2020).

Négociation (dans les marchés d'inputs et d'outputs) par les groupes d'agriculteurs, les coopératives et les associations

Les producteurs camerounais ont des capacités de négociation à travers des organisations paysannes, et particulièrement les coopératives. Celles-ci jouent des rôles clés dans l'achat groupé d'intrants (semences, engrais) et la vente collective des produits agricoles, dont le paddy. Avec l'appui des partenaires, de nombreuses coopératives de production du riz ont construit des magasins, sont devenus des lieux de stockage du paddy et des intrants. Elles négocient avec des fournisseurs et des

acheteurs et assurent la distribution d'intrants et la négociation des ventes pour leurs membres. La COOP-CA ALAOSSOUMOU, qui est une société coopérative avec conseil d'administration spécialisée dans la riziculture, situé à Kiten (Casier 4 Maga) est allé plus loin dans l'intermédiation avec les partenaires en entreprenant les opérations de collecte et de reversement des redevances à la SEMRY, une pratique somme toute isolée. Cependant, Fongang Fouepe et *al.*, (2026) montrent que ces organisations sont souvent fragiles, par manque de moyens financiers (28%) et matériel (22%), mais aussi l'absence d'une vision collective partagée par l'ensemble des membres d'une même organisation (22%), et une trop grande concentration des pouvoirs aux mains d'une minorité (21%).

7.5.2. Information et confiance

Accès à l'information (pratiques agricoles, politiques publiques, prix, normes, opportunités) par les agriculteurs

Les canaux d'information se sont démultipliés au cours de ces dernières années au profit des milieux ruraux camerounais à travers la création des radios et centres communautaires de diffusion de l'information. Ces dispositifs de communication proposent des émissions en langues locales, avec des programmes ciblés sur l'agriculture et le développement rural (Jiometio, 2025). De plus, les coopératives qui se sont démultipliées au cours de ces dernières années sont des canaux de mobilisation de l'information au profit des producteurs. La plupart des partenaires et bailleurs de fonds privilégient les coopératives comme moyen de diffusion de l'information (Tchékoté, 2012). Enfin, l'Etat du Cameroun, à travers le MINADER, encadre les producteurs, y compris ceux des bassins de production du riz via les postes agricoles, disséminés sur l'ensemble du territoire. Cependant, comme le relèvent Kwemi et Tabi Fritz Oben (2021), les informations agricoles, notamment celles relatives aux techniques, prix, financement, normes, qualité est insuffisamment diffusées et les agriculteurs restent mal connectés aux sources formelles de savoir. La question n'est pas le manque d'information, mais son accessibilité pour les agriculteurs.

Fiabilité et dignité et confiance entre acteurs

La question de la confiance entre acteurs de la chaîne de valeur riz au Cameroun est centrale et se perçoit à deux niveaux. Entre acteurs locaux et institutions locales et informelles, notamment les tontines et associations locales, le niveau de confiance est élevé, même si cette confiance est limitée à des cercles restreints. Les éléments de base de cette confiance sont notamment les relations sociales (famille, village), la réputation et la réciprocité. Les transactions ne sont pas absolument basées sur des contrats écrits, mais sur la parole donnée. La trahison, bien qu'elle existe, est moins ancrée dans les mœurs.

Par contre, vis-à-vis des structures formelles, des projets et appui étatiques, il se dégage une certaine méfiance (Encadré 12).

Encadré 12 : Crise de confiance envers les institutions de microfinance

(...) Je n'ai plus souvent envie d'entendre parler de microfinance. Ceux qui y vont savent sur quoi ils comptent. Moi je ne peux plus. La microfinance a accentué ma pauvreté. J'ai perdu tout ce que j'avais dans une « banque », où on m'avait pourtant dit que je pouvais avoir le crédit pour renforcer mes activités si j'épargnais. Aujourd'hui, je préfère les tontines parce que je connais le trésorier. Je peux aller chez lui quand je veux. Je peux même l'amener à la Brigade si je ne trouve pas mon argent, alors que celui qui vient avec la microfinance, même si on connaît les familles de certains, on ne connaît pas en revanche là où il habite. Il vient de la ville (...). (Tchékoté, 2012 :205).

La ruée de certains acteurs locaux vers les projets et institutions formelles, est orientée par des intérêts particuliers. Les acteurs collaborent au besoin, mais sans confiance durable. C'est le cas de la dépendance aux subventions dans la cadre de la participation aux projets de développement mis en œuvre dans les bassins rizicoles.

7.5.3. Implication sociale

Participation des communautés aux décisions qui affectent leurs moyens d'existence/Livelihoods

Les cadres formels de participation existent au Cameroun, à travers notamment la décentralisation et la gouvernance locale. Les populations sont intégrées à l'élaboration des plans de développement (PCD) et à la gestion des ressources locales, à des réunions communautaires et des consultations publiques. Aussi, dans le cadre de la mise en œuvre des projets de développement, des cadres d'implication communautaire et de mise en œuvre des approches participatives existent.

Dans la chaîne de valeur du riz au Cameroun, la participation des communautés rurales aux décisions s'est renforcée à travers les programmes publics et les organisations de producteurs (MINADER, 2020). Toutefois, elle demeure largement consultative et peu inclusive, limitant l'influence réelle des producteurs sur les orientations de la filière (Mansuri et Rao, 2013). Les décisions restent souvent centralisées, et les femmes, les jeunes et les petits producteurs sont faiblement représentés dans les instances décisionnelles (PADFA II, 2021). Ainsi, la gouvernance participative reste encore insuffisante pour influencer durablement les moyens d'existence des communautés rurales.

Existence des actions/protocoles pour respecter les savoirs et ressources "traditionnels"

Au Cameroun, la protection et la valorisation des savoirs traditionnels et des ressources génétiques associées s'inscrivent progressivement dans un cadre juridique et institutionnel structuré, fondé sur les principes de l'Accès et du Partage juste et équitable des Avantages (APA). Ce dispositif repose notamment sur la Loi n°2021/014 du 9 juillet 2021 relative à l'accès aux ressources génétiques, à leurs dérivés et aux connaissances traditionnelles associées, ainsi que sur le Décret n°2023/07526/PM du 6 octobre 2023 fixant ses modalités d'application. Ces textes prévoient notamment le recours aux Protocoles Bio-culturels Communautaires (PBC) et consacrent le principe du consentement préalable donné en connaissance de cause, conformément au Protocole de Nagoya ratifié par le Cameroun en 2016.

Dans la chaîne de valeur du riz, ces dispositifs concernent particulièrement les savoirs locaux liés à la conservation des variétés traditionnelles, aux techniques culturales, à la gestion de l'eau, à la sélection paysanne des semences ainsi qu'aux pratiques locales de transformation et de stockage du riz. Dans plusieurs bassins rizicoles, les producteurs continuent de mobiliser des connaissances endogènes adaptées aux conditions agroécologiques locales, notamment en matière de gestion des sols, de calendrier cultural et de préservation des semences locales.

Malgré le développement des variétés améliorées, certaines initiatives de recherche et de développement contribuent à la valorisation des ressources génétiques locales dans la filière rizicole. L'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD) et *Africa Rice* intègrent ainsi des variétés traditionnelles dans les programmes de recherche, de sélection variétale et d'amélioration génétique. Toutefois, l'intégration effective des savoirs traditionnels dans les mécanismes de gouvernance, de recherche et de partage des bénéfices demeure encore limitée, notamment en ce qui concerne la reconnaissance économique et institutionnelle des communautés détentrices de ces savoirs.

Participation à des activités collectives volontaires (travaux communautaires, solidarité, entraide, tontines, etc.) par les communautés

Les activités collectives volontaires font partie des traditions de la plupart des populations camerounaises. Elles sont de ce fait très ancrées dans les dynamiques sociales et économiques des communautés, tant en milieu rural qu'urbain. Ces formes d'engagement se structurent autour des :

(i) Tontines et associations de regroupement communautaires ou de groupes d'amis. Ces associations qui selon Tchékoté (2012 :172) ont résisté au temps sont des canaux de mobilisation de financement et d'entraide sociale pour les soutenir les mariages, deuils, construction de maisons et renforcent les solidarités familiales ou communautaire.

(ii) Comités de développement, qui sont eux aussi des associations régies comme toutes autres associations par la loi n°90/053 du 19 décembre 1990 relative à la liberté d'association au Cameroun. Ces comités se multiplient, au cours de ces dernières décennies, pour encadrer des travaux d'intérêt collectif, notamment la construction d'écoles, réhabilitation de points d'eau, entretien des routes etc.

(iii) Volontariat et bénévolat structurés, développés au cours de ces dernières années par des ONG locales et internationales pour appuyer l'encadrement du développement des territoires dans des domaines variés, notamment la santé, l'éducation, l'agriculture et l'environnement. Il s'agit par exemple de l'ONG Action Locale pour un Développement Participatif et Autogéré (ALDEPA), qui est basé à Maroua et qui intervient les bassins de la SEMRY et dont le rôle est la mobilisation de volontaires communautaires (animateurs ruraux, jeunes, femmes), l'appui aux moyens de subsistance et la sensibilisation sur droits, la résilience et l'adaptation climatique).

Ces regroupements ou mobilisations, basés sur la confiance, sont souvent un moyen de pallier le manque de services publics ou de financement bancaire classique, notamment pour les jeunes et les femmes.

7.5.4 Conclusion sur le Capital Social

Le capital social dans la chaîne de valeur du riz au Cameroun est présent mais encore fragile. Les organisations de producteurs jouent un rôle clé, mais leur capacité reste inégale, limitant leur efficacité et leur pouvoir de négociation. Les efforts de formation existent, mais demeurent insuffisants et peu durables, ce qui affecte la professionnalisation des acteurs. La confiance reste également un défi, en raison de problèmes de gouvernance et de transparence.

Par ailleurs, l'implication sociale, notamment celle des femmes et des jeunes, progresse, mais reste souvent formelle et peu influente dans les décisions. Il y a donc nécessité de renforcer le capital social en construisant des organisations plus solides, en assurant une formation continue, et en mettant en place une meilleure gouvernance et une participation réellement inclusive, afin d'améliorer la performance globale de la chaîne de valeur rizicole.

Tableau 36 : Niveau de résultats relatifs au capital social

Capital social	
Force des organisations de producteurs	2,25 (Modéré bas)
Information et confiance	2,00 (Modéré bas)
Implication sociale	2,67 (Substantiel)

7.6. Conditions de vie

7.6.1. Services de santé

Accès physique aux infrastructures de santé par les ménages impliqués dans la chaîne de valeur du riz

L'accès physique aux soins en milieu rural au Cameroun demeure contraint par une répartition inégale et une faible fonctionnalité des infrastructures sanitaires, générant de fortes disparités territoriales (*World Health Organization*, 2018, 2022 ; *World Bank*, 2018, 2020). Cette situation affecte particulièrement les ménages agricoles, notamment rizicoles, confrontés à l'éloignement des services de santé et à l'enclavement des principaux bassins de production (INS, 2019 ; FAO, 2019).

Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, la crise sécuritaire a accentué ces contraintes en réduisant davantage l'accessibilité des structures sanitaires (*United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*, 2022). Malgré les interventions de projets tels que le PDCVR, les améliorations en matière d'accès physique aux soins restent limitées (IFAD, 2022).

Accès des ménages aux services de santé

L'accès aux soins de santé dans les bassins de production du riz au Cameroun demeure globalement limité, avec d'importantes disparités territoriales selon les régions et les contextes sécuritaires. Malgré les efforts engagés à travers la Couverture Santé Universelle (CSU) lancée en 2023, le développement de la télémédecine, le dispositif de « chèque santé » destiné aux mères ainsi que l'implication des agents de santé communautaire, les zones rurales rizicoles continuent de faire face à des insuffisances en infrastructures sanitaires, en équipements médicaux et en personnel qualifié (MINSANTE, 2023).

Les disparités apparaissent particulièrement marquées entre les bassins rizicoles du septentrion et ceux des hauts plateaux de l'Ouest et du Nord-Ouest. Dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord, notamment dans les départements du Logone-et-Chari et du Mayo-Danay, les producteurs évoluent dans des zones caractérisées par un faible maillage sanitaire, un déficit important de personnel médical et des difficultés d'accès aux infrastructures de base. Ces contraintes sont aggravées par la pauvreté des ménages, les inondations récurrentes ainsi que l'insécurité liée aux incursions de Boko Haram (FAO, 2024).

À l'inverse, les bassins rizicoles de la plaine de Ndop, dans le Nord-Ouest, bénéficient d'une couverture sanitaire relativement meilleure. Toutefois, les centres de santé ruraux y demeurent souvent sous-équipés et la crise sociopolitique a perturbé le fonctionnement de plusieurs infrastructures sanitaires et réduit l'accès des populations aux soins (International Crisis Group, 2021 ; SEM, 2024).

Certaines initiatives de développement agricole, notamment le Projet de Développement de la Chaîne de Valeur du Riz (PDCVR/RVCDP), intègrent progressivement des composantes sociales portant sur la santé, l'accès à l'eau et l'assainissement afin d'améliorer les conditions de vie des producteurs. Néanmoins, les écarts persistants entre les bassins de production traduisent des inégalités importantes d'accès aux services de santé dans les zones rizicoles camerounaises.

Influence de la CV à l'accès aux services de santé par les ménages

L'influence de la CV du riz sur l'accès des ménages aux services de santé au Cameroun demeure indirecte et limitée. D'une part, la participation à la CV peut améliorer les revenus et, potentiellement, la capacité à recourir aux soins, mais ces effets restent instables et inégalement distribués. D'autre part, l'accès effectif aux soins est principalement contraint par des facteurs structurels, notamment l'éloignement des infrastructures, déficit en personnel et inégalités territoriales, ce qui limitent l'impact

des gains économiques (INS, 2019 ; MINSANTE, 2016). Ainsi, la contribution de la CV rizicole à l'accès aux soins reste faible, dépendant davantage des politiques publiques de santé que des dynamiques agricoles (MINADER, 2022).

7.6.2. Logement

Influence les activités de la CV à l'accès de ménages à des logements de bonne qualité

L'influence de la chaîne de valeur du riz sur l'amélioration des conditions de logement des ménages au Cameroun demeure globalement limitée et très contrastée selon les bassins de production. Les observations de terrain montrent que les revenus tirés de la riziculture contribuent principalement à la satisfaction des besoins immédiats des ménages, notamment l'alimentation, la santé, la scolarisation ou le remboursement des dettes, avant de permettre des investissements importants dans l'habitat. Dans plusieurs zones rurales rizicoles, notamment dans l'Extrême-Nord, le Nord et certaines localités de l'Ouest, les logements des producteurs restent majoritairement construits en matériaux précaires (terre battue, briques non stabilisées, toitures en paille ou en tôle usagée), avec un accès limité à l'eau potable, à l'électricité et à l'assainissement.

Les enquêtes de terrain indiquent toutefois des différences entre les bassins irrigués aménagés et les zones de riziculture pluviale. Dans les périmètres aménagés de la SEMRY et, dans une moindre mesure, de l'UNVDA, certains producteurs disposant d'un accès plus stable à la production et aux marchés ont progressivement amélioré leurs habitations, notamment par l'utilisation de tôles modernes, de briques en ciment ou par l'extension des concessions familiales. Cependant, ces améliorations concernent surtout les exploitants les mieux intégrés aux circuits commerciaux et disposant d'un meilleur accès aux terres, au crédit ou aux équipements. À l'inverse, dans les zones de production pluviale ou faiblement encadrée, les revenus agricoles demeurent plus instables et insuffisants pour soutenir des investissements durables dans le logement.

Par ailleurs, les producteurs soulignent que les difficultés d'accès au crédit, la faiblesse des revenus agricoles, les aléas climatiques et les dépenses sociales élevées limitent fortement leur capacité d'investissement dans l'habitat. Ainsi, même lorsque la riziculture améliore partiellement les revenus des ménages, ses effets sur la qualité du logement restent indirects, progressifs et largement dépendants des politiques publiques d'infrastructures rurales, d'accès au financement et de développement territorial (*World Development*, 2013 ; *Food Policy*, 2018).

Influence des activités de la CV sur l'accès durable à l'eau potable et à des installations d'assainissement adéquates

Dans les bassins rizicoles du Cameroun, l'accès à l'eau présente une double réalité. D'une part, les périmètres irrigués de la SEMRY et de l'UNVDA disposent d'infrastructures hydrauliques permettant l'alimentation des rizières, même si des contraintes d'entretien et de gestion persistent. À l'inverse, les zones de riziculture pluviale restent fortement dépendantes des précipitations et vulnérables aux aléas climatiques.

D'autre part, l'accès à l'eau potable domestique demeure limité dans plusieurs zones rurales rizicoles. Selon le Programme conjoint OMS/UNICEF (JMP), seulement 52 % des populations rurales avaient accès à une source d'eau améliorée en 2022 (République du Cameroun & Banque mondiale, 2026). Les ménages dépendent encore largement des forages, puits et points d'eau peu sécurisés, exposant les populations à des risques sanitaires.

Dans ce contexte, la contribution directe de la chaîne de valeur du riz à l'amélioration de l'accès à l'eau potable reste encore faible. Toutefois, certains projets récents, notamment le RVCDP, intègrent

progressivement des infrastructures sociales telles que les systèmes d'approvisionnement en eau potable, les latrines et les points d'eau communautaires dans plusieurs bassins rizicoles du Cameroun.

Contribution des activités de la CV à l'amélioration des conditions de vie des ménages par des équipements et services satisfaisants

Les activités de la chaîne de valeur du riz contribuent de manière significative à l'amélioration des conditions de vie des ménages impliqués dans la filière. La structuration progressive du secteur rizicole, combinée au développement des périmètres irrigués et à l'introduction de variétés améliorées, a favorisé une augmentation de la productivité et des revenus des producteurs.

Dans les bassins rizicoles aménagés, notamment ceux encadrés par la SEMRY à Yagoua, la transition vers une riziculture irriguée a permis d'améliorer les performances de production. L'adoption de variétés améliorées telles que l'IR46, associée à une meilleure maîtrise de l'eau et à l'encadrement technique des producteurs, a contribué à faire progresser les rendements d'environ 2,5 tonnes par hectare à près de 5 tonnes par hectare. Cette hausse de la productivité s'est traduite par une amélioration des revenus nets des riziculteurs et un renforcement de la sécurité économique des ménages agricoles.

Encadré 13 : Le revenu du riz et le cadre de vie à Bangourain

Les revenus générés par la riziculture participent de façon importante à l'amélioration des conditions de vie des producteurs de Bangourain. Ils permettent notamment d'acheter des motocyclettes, de construire ou de rénover des habitations et d'acheter des matériaux de construction tels que des tôles. Ces revenus servent aussi à financer certaines dépenses sociales, notamment les mariages. De plus, après avoir vendu du riz, de nombreux ménages investissent dans l'achat de meubles, d'électroménagers, de dispositifs d'éclairage ou de petits groupes électrogènes afin d'améliorer leur confort et de pallier les déficits d'approvisionnement en électricité.

(Le Président de la Société Coopérative des Producteurs de Riz de Bangourain (SOCOPRIBA Coop-CA))

7.6.3. Éducation et formation

Influence des activités de la CV à l'accès des enfants à l'éducation primaire

Les activités de la chaîne de valeur riz au Cameroun contribuent de manière significative à la scolarisation, notamment au niveau primaire des enfants dans les bassins de production. Chez les producteurs de Lagdo, de Yagoua et de Maga par exemple, le riz est une source de revue essentiel, car les revenus issus de la vente du riz sont plus réguliers et contribuent à l'amélioration du pouvoir financier des ménages. Dans certains bassins de production, le paddy ou le riz blanc est vendu en fonction de la demande du ménage en ressource financière. C'est ainsi que les revenus issus du riz servent à payer les frais de scolarité et acheter fournitures et uniformes. Les enquêtes de terrain dans les bassins comme la SEMRY ou l'UNVDA, ont relevé que les ménages impliqués dans la filière du riz ont même une capacité significative à maintenir les enfants à l'école.

Cependant, dans les bassins de production du riz au Cameroun, notamment dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord et du Nord-Ouest, persistent d'importantes disparités éducatives. D'une part, les taux de scolarisation au primaire restent relativement élevés au niveau national, avec environ 76 % pour les filles et 81 % pour les garçons, traduisant une amélioration de l'accès à l'école primaire. D'autre part, ces progrès en matière de scolarisation ne se traduisent pas systématiquement par des niveaux élevés d'alphabétisation, particulièrement dans les zones rurales rizicoles. Dans les régions septentrionales, les taux d'alphabétisation demeurent faibles, notamment chez les femmes, dont

seulement 58,1 % sont alphabétisées, révélant des difficultés persistantes liées à la qualité de l'éducation, aux abandons scolaires et aux inégalités d'accès à l'apprentissage durable (Daïfouli, 2016).

Influence des activités de la CV à l'accès à l'enseignement secondaire et/ou à la formation professionnelle

À l'instar de l'enseignement primaire, les activités de la chaîne de valeur du riz contribuent également à l'amélioration de l'accès à l'enseignement secondaire à travers l'accroissement des revenus des ménages ruraux. L'amélioration des revenus agricoles permet notamment de renforcer les capacités des ménages à supporter les dépenses liées à la scolarisation des enfants, notamment les frais scolaires, les fournitures et l'alimentation, favorisant ainsi le maintien des élèves dans le système éducatif.

Cependant, les principaux bassins rizicoles du Cameroun étant majoritairement localisés en milieu rural, ils demeurent caractérisés par des niveaux de scolarisation relativement faibles au secondaire, généralement inférieurs à la moyenne nationale. Selon les données du Ministère des Enseignements Secondaires (2023), le taux net de scolarisation au secondaire au cours de l'année scolaire 2022/2023 était estimé à 38,08 % au niveau national, contre 23,15 % dans la région de l'Extrême-Nord, 27,61 % dans le Nord et 13,54 % dans le Nord-Ouest. La faible performance observée dans la région du Nord-Ouest s'explique en grande partie par les effets de la crise sociopolitique qui affecte cette région depuis 2017.

Par ailleurs, comme le soulignent Tiwang et Manu (2015), si les revenus générés par les activités agricoles peuvent contribuer au financement de la scolarité des enfants, ils peuvent également favoriser des situations de déscolarisation lorsque la mobilisation de la main-d'œuvre familiale, notamment infantile, devient excessive au sein des exploitations agricoles.

Existence et qualité de la formation professionnelle continue proposée par les investisseurs dans la chaîne de valeur

Il existe des formations continues dans la filière riz. A titre d'exemple, en juin 2024 par exemple, dans le cadre du le programme *Technologies for African Agricultural Transformation* (TAAT) financé par la BAD une formation des acteurs sur la production de semences de qualité par l'IRAD et *AfricaRice* a eu lieu à Yaoundé, avec pour objectif renforcer le système semencier national pour améliorer la qualité des semences, augmenter les rendements et réduire la dépendance aux importations. Aussi, dans le cadre de la mise en œuvre du projet Promotion du Système de Riziculture Intensive au Cameroun (ProSRI-Cam), le CIPCRE a organisé, du 22 au 28 avril 2025, une série d'ateliers de formation théorique sur les méthodes du Système de Riziculture Intensive (SRI) dans quatre villages pilotes : Santchou, Bamendjo, Koutaba et Bangourain. Enfin, on peut relever les ateliers du projet ProSRI pour diffuser le Système de Riziculture Intensive (SRI) auprès des producteurs, les Programmes comme PADESCE qui ont formé plus de 1 145 bénéficiaires aux métiers du riz et de l'agro-transformation en janvier 2025, le Centre de Formation et d'Éducation aux Métiers (CFEM) de Yagoua, pour ne citer que ces exemples. Ces formations couvrent techniques culturales, la transformation et post-récolte et le marketing et qualité sanitaire.

La formation professionnelle continue dans la filière riz au Cameroun se caractérise par une offre réelle mais dispersée, portée principalement par des projets et des partenariats. Si la qualité technique des formations est globalement satisfaisante, leur durabilité, leur couverture et leur articulation institutionnelle restent limitées, ce qui en réduit l'impact structurel sur le développement des compétences.

7.6.5. Conclusion sur les Conditions de vie

En conclusion, les conditions de vie des ménages dans les bassins de production du riz au Cameroun s'améliorent de manière limitée et inégale sous l'effet de la chaîne de valeur rizicole. Si celle-ci contribue à accroître les revenus et à soutenir certains investissements, son impact sur l'accès aux services de santé, au logement et à l'éducation/formation reste indirect et insuffisant. Les contraintes structurelles, notamment l'insuffisance des infrastructures, l'accès limité aux services de base et les inégalités territoriales, continuent de prédominer. Ainsi, l'amélioration durable des conditions de vie dépend davantage d'actions complémentaires en matière de politiques publiques et de développement social que des seules dynamiques agricoles.

Tableau 37 : Niveau de résultats relatifs aux conditions de vie

Conditions de vie	
Services de santé	1,33 (pas du tout)
Logement	2,50 (Substantiel)
Éducation et formation	2,67 (Substantiel)

7.7. Conclusion de l'analyse sociale

En conclusion, l'analyse de la durabilité sociale de la chaîne de valeur du riz au Cameroun met en évidence des contrastes importants entre les bassins de production, les catégories d'acteurs et les niveaux d'organisation de la filière. D'un côté, des avancées réelles sont observées à travers le développement des périmètres irrigués, la structuration progressive des coopératives, l'appui des projets de développement, ainsi que l'existence d'un cadre juridique relativement élaboré en matière de travail, de gouvernance foncière et d'inclusion sociale. Ces dispositifs contribuent à améliorer partiellement les capacités productives, l'organisation des producteurs et l'accès à certaines infrastructures et services.

D'un autre côté, la filière rizicole demeure marquée par de fortes fragilités sociales. Les emplois restent largement informels, saisonniers et faiblement protégés, tandis que le travail des enfants, la pénibilité des activités agricoles, les inégalités de genre et les difficultés d'accès aux ressources productives persistent dans plusieurs bassins rizicoles. Les écarts sont particulièrement visibles entre les périmètres aménagés de la SEMRY et de l'UNVDA, relativement mieux structurés, et les zones communautaires ou de riziculture pluviale, où dominent des pratiques informelles et une forte vulnérabilité socioéconomique. Les femmes, les jeunes et les migrants demeurent les groupes les plus exposés aux inégalités d'accès à la terre, au crédit, aux équipements, aux services de soutien et aux espaces de décision.

Par ailleurs, bien que des mécanismes institutionnels existent en matière de gouvernance foncière, de gestion de l'eau, de compensation et de règlement des conflits, leur application reste souvent incomplète, avec des limites en matière de transparence, de participation et d'équité. Les disparités territoriales en matière d'accès à la santé, à l'éducation, à l'eau potable et aux infrastructures sociales renforcent également les vulnérabilités des ménages rizicoles.

Ainsi, la chaîne de valeur du riz contribue à la création d'emplois, à la sécurité alimentaire et au développement économique local, mais sa durabilité sociale demeure encore contrastée et inachevée. Son renforcement nécessite des interventions plus intégrées visant l'amélioration des conditions de travail, la sécurisation foncière, l'inclusion économique et décisionnelle des groupes vulnérables, ainsi que la réduction des inégalités territoriales dans les principaux bassins rizicoles du Cameroun.

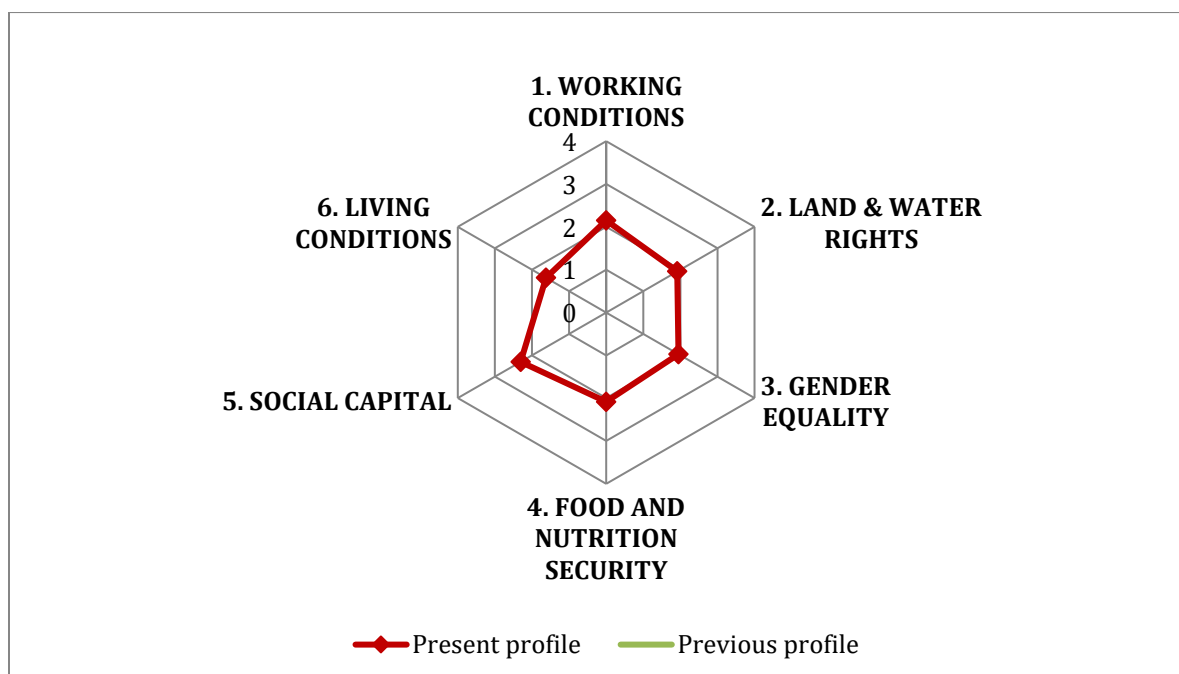


Figure 34 : Profil social de la chaîne de valeur riz au Cameroun

Ainsi, au regard des résultats de cette analyse, les principaux problèmes sociaux identifiés dans la CV riz au Cameroun sont repris dans le tableau 38.

Tableau 38 : Principaux problèmes sociaux identifiés dans la CV riz au Cameroun

Domaine	Principaux risques sociaux identifiés dans la CV	Mesures d'atténuation
1. Conditions de travail	Forte informalité de l'emploi (travail à la tâche, auto-emploi), limitant l'application des normes, la protection sociale et la stabilité des revenus.	Renforcement des organisations d'acteurs, diffusion d'informations sur les droits du travail et intégration de principes de travail décent dans les projets de la filière.
	Vulnérabilités concernant principalement le travail des enfants, la précarité des conditions de travail et la faible protection sociale des travailleurs agricoles, particulièrement dans les segments informels de la filière	Renforcement des campagnes de sensibilisation auprès des producteurs, des ménages ruraux et des coopératives sur les conséquences sociales et juridiques du travail des enfants, promouvoir la scolarisation et le maintien des enfants à l'école, notamment dans les bassins rizicoles ruraux, mettre en place des mécanismes communautaires de surveillance et de signalement des cas de travail des enfants, renforcer les inspections du travail dans les zones de production et de transformation ; Conditionner certains appuis publics ou projets de financement au respect des normes relatives au travail des enfants Promouvoir l'application des normes nationales du travail et des conventions fondamentales de l'OIT ;

Domaine	Principaux risques sociaux identifiés dans la CV	Mesures d'atténuation
		Renforcement des systèmes de financement inclusif et d'accès au crédit pour réduire la vulnérabilité économique des ménages agricoles.
	Inégalités d'accès des femmes aux ressources productives, aux opportunités économiques et aux dispositifs d'accompagnement institutionnel dans les filières agricoles, notamment celle du riz	Faciliter l'accès des femmes aux ressources productives par l'amélioration de leur accès à la terre, au crédit, aux intrants et aux équipements agricoles. Renforcer les capacités économiques des femmes en développant des formations techniques, entrepreneuriales et organisationnelles adaptées aux femmes de la filière rizicole. Encourager la participation des femmes à la gouvernance des coopératives, organisations professionnelles et instances de décision.
	L'utilisation d'intrants agricoles sans équipements de protection individuelle (EPI) adéquats expose les producteurs à des risques sanitaires liés aux produits chimiques	Former les producteurs aux risques sanitaires liés aux produits chimiques et aux bonnes pratiques d'utilisation des intrants, faciliter l'accès aux EPI (gants, masques, bottes, lunettes) grâce à des subventions ou distributions adaptées, Renforcer l'encadrement technique pour contrôler le respect des mesures de sécurité lors de la manipulation des intrants et promouvoir les pratiques agroécologiques afin de réduire l'usage des produits chimiques et les risques sanitaires associés.
	Pénibilité élevée et exposition aux risques (manutention, équipements rudimentaires, absence de dispositifs de sécurité).	Diffusion de technologies améliorées et mécanisées ; intégration de modules santé-sécurité dans les formations.
	Faible attractivité pour les jeunes et accès limité des femmes et des jeunes aux segments les plus rémunérateurs.	Appui à l'entrepreneuriat, accès au financement et aux équipements ; structuration de la filière pour améliorer les revenus.
2.Droits fonciers et d'accès à l'eau	Articulation incomplète entre droit formel et pratiques coutumières, pouvant générer insécurité foncière et inégalités d'accès.	Appui aux réformes foncières et diffusion des principes de gouvernance responsable (VGGT).
	Les communautés locales ont des capacités limitées pour défendre leurs droits fonciers et participer efficacement aux négociations liées aux investissements agricoles	Former les communautés sur les droits fonciers et les techniques de négociation, faciliter l'accès à l'assistance juridique et à la médiation foncière, garantir la participation des communautés aux décisions liées aux investissements agricoles.
	Faible transparence et participation dans les processus fonciers	Renforcement des dispositifs de concertation locale et des mécanismes de

Domaine	Principaux risques sociaux identifiés dans la CV	Mesures d'atténuation
	(information informelle, consultations limitées, FPIC peu formalisé).	transparence (cartographie, registres fonciers).
	Accès inégal au foncier et aux décisions, notamment pour les femmes et les jeunes	Dispositifs inclusifs de sécurisation foncière et meilleure intégration des groupes vulnérables dans la gouvernance locale.
	Transactions majoritairement informelles et sécurisation foncière partielle, limitant l'investissement et la stabilité des activités.	Formalisation progressive des droits et appui à des mécanismes locaux de sécurisation adaptés.
	Mécanismes de compensation peu efficaces ou inégalement appliqués, et conflits fonciers récurrents.	Renforcement des mécanismes de médiation et de résolution des conflits ; amélioration des dispositifs de compensation.
	Accessibilité inégale, efficacité et équité limitées des mécanismes de plainte, de médiation et d'arbitrage en milieu rural	Renforcer la création des comités locaux de médiation accessibles dans les zones rurales agricoles, mettre en place des dispositifs simples, inclusifs et peu coûteux pour les femmes, jeunes et petits producteurs, former les autorités locales, coopératives et médiateurs à la gestion des conflits et des plaintes et instaurer des systèmes clairs d'enregistrement, de traitement et de suivi des plaintes en milieu rural
3.Égalité des genres	Concentration des femmes dans des segments à faible capitalisation, avec accès limité aux activités les plus rentables et aux dynamiques de montée en gamme	Appui ciblé à l'entrepreneuriat féminin et à la transformation à valeur ajoutée, en particulier pour les femmes les plus vulnérables, et intégration des femmes dans les segments plus structurés.
	Accès limité aux ressources productives (crédit, équipements, services, vulgarisation), avec des inégalités particulièrement marquées pour les femmes en matière foncière,	Développement de dispositifs financiers inclusifs et adaptés (microcrédit, tontines renforcées) ; amélioration de l'accès aux équipements, services et vulgarisation ; sécurisation foncière, notamment pour les femmes les plus marginalisées.
	Pouvoir décisionnel limité dans les décisions stratégiques liées aux investissements et aux actifs productifs.	Renforcement du leadership économique féminin et promotion de la prise de décision conjointe au sein des ménages et organisations.
	Charge de travail plus lourde pour les femmes	Faciliter l'accès des femmes aux équipements agricoles, aux infrastructures post-récolte et aux technologies économes en temps afin de réduire la pénibilité des tâches domestiques et productives et sensibiliser les ménages et les communautés au partage des responsabilités domestiques tout en développant des services de proximité (garderies, accès à l'eau, énergie, transport) pour diminuer la surcharge de travail des femmes.

Domaine	Principaux risques sociaux identifiés dans la CV	Mesures d'atténuation
	Accès différencié aux positions d'influence et à la gouvernance des organisations.	Promotion du leadership féminin, formation en gouvernance et intégration d'objectifs de participation dans les projets.
	Charge de travail élevée et pénibilité des activités de transformation, limitant la productivité et l'attractivité.	Diffusion de technologies réduisant la pénibilité et organisation collective de l'accès aux équipements, avec ciblage prioritaire des femmes les plus vulnérables.
4.Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Croissance de la production principalement extensive, pertes post-récolte élevées et infrastructures limitées, réduisant la disponibilité effective et sa stabilité.	Intensification agro écologique, amélioration du stockage, du transport et développement de la transformation locale.
	Revenus faibles et instables, combinés à des prix alimentaires élevés et volatils, limitant l'accès économique à l'alimentation.	Diversification des revenus, renforcement de la valeur ajoutée (transformation), accès aux services financiers et amélioration des infrastructures de marché.
	Offre nationale insuffisante pour certaines denrées stratégiques, en particulier le riz.	Renforcer durablement la production nationale de riz par le développement des aménagements hydro-agricoles, améliorer l'accès des producteurs aux semences améliorées, aux intrants, à la mécanisation et au financement afin d'accroître les rendements et la production locale, notamment dans les grands bassins rizicoles. Soutenir la transformation et la régulation du marché rizicole par moderniser les unités de transformation et de stockage, limiter les exportations de paddy et renforcer les politiques de substitution aux importations afin de sécuriser l'approvisionnement du marché national et améliorer la compétitivité du riz local.
	Vulnérabilité du système alimentaire aux chocs (climatiques, sécuritaires, économiques) et à la volatilité des marchés.	Renforcement de la résilience des systèmes agricoles, amélioration du stockage et développement de systèmes d'information sur les marchés.
5.Capital social	Capacités limitées et performance généralement limitée des organisations, avec dépendance aux projets et gouvernance parfois peu transparente.	Renforcement des capacités organisationnelles et de gouvernance (gestion, transparence, redevabilité).
	Faible pouvoir de négociation des producteurs et structuration économique insuffisante.	Développement de la commercialisation collective, de la contractualisation et appui aux fonctions économiques (stockage, transformation, financement).
	Accès à l'information (marchés, techniques) défavorable aux	Renforcement des systèmes de vulgarisation et développement d'outils d'information accessibles (prix, débouchés).

Domaine	Principaux risques sociaux identifiés dans la CV	Mesures d'atténuation
	producteurs isolés, avec forte dépendance aux réseaux informels.	
	Faible formalisation des relations commerciales, augmentant les risques d'opportunisme et d'insécurité des échanges.	Promotion de relations commerciales plus formalisées et mécanismes contractuels adaptés.
	Participation limitée des communautés aux décisions structurantes (foncier, investissements) et érosion potentielle des mécanismes collectifs dans les segments plus intégrés.	Renforcement des dispositifs de concertation locale et appui aux dynamiques collectives existantes.
6.Conditions de vie	Accès limité aux services de santé (éloignement, coûts).	Développement de services de santé de proximité et renforcement de l'accessibilité territoriale (infrastructures, mobilité).
	Vulnérabilités sanitaires (malnutrition, dépenses imprévues) affectant la capacité d'investissement des ménages.	Appui ciblé aux ménages vulnérables (mutuelles, programmes nutritionnels).
	Accès insuffisant à l'eau, à l'assainissement et à l'énergie, générant des risques sanitaires et des contraintes pour la transformation.	Investissements dans les infrastructures de base et promotion de solutions locales (forages, énergie solaire).
	Faible électrification et coûts énergétiques élevés limitant la qualité des produits et la montée en gamme.	Intégration des enjeux énergie dans les projets de développement de la filière.
	Inégalités d'accès à l'éducation et à la formation, en particulier en zones rurales.	Renforcement des dispositifs de scolarisation et développement de formations techniques décentralisées.
	Déficit de compétences techniques freinant la modernisation et l'intégration dans des segments plus rémunérateurs.	Intégration de la formation dans les projets de chaîne de valeur (ciblage jeunes et femmes).

8. LA CHAÎNE DE VALEUR EST-ELLE DURABLE DU POINT DE VUE ENVIRONNEMENTAL ?

8.1. Objectif et limites du système

La question de la durabilité environnementale de la chaîne de valeur du riz au Cameroun est évaluée sur la base du cadre d'analyse du cycle de vie défini par les normes ISO 14040 et ISO 14044 (2006). Ce cadre implique l'analyse des différentes étapes du cycle de vie d'un produit, qui s'étend également aux produits agroalimentaires. Cela comprend l'extraction et/ou la production des matières premières et des intrants, les processus techniques pendant la phase agricole, le transport vers l'usine, la transformation et la distribution du produit final au consommateur, ainsi que la fin de vie du produit. L'utilisation de cette approche pour évaluer la chaîne de valeur du riz au Cameroun ne vise pas à aborder en détail tous les critères prescrits par l'ISO dans cette étude.

Cette approche méthodologique comprend quatre étapes principales qui structurent l'analyse, à savoir : (i) la définition des objectifs, délimitation des limites du système et définition des unités fonctionnelles, (ii) l'inventaire du cycle de vie (ICV), (iii) l'analyse d'impact du cycle de vie et (iv) l'interprétation des résultats.

8.1.1. Objectifs

L'objectif principal de l'analyse environnementale de ce projet est d'évaluer la durabilité environnementale de la chaîne de valeur du riz au Cameroun. Afin d'atteindre cet objectif, les mesures suivantes ont été mises en place pour mieux comprendre la situation :

1. Une évaluation des impacts environnementaux de certaines études de cas portant sur la production et la transformation du riz en riz blanc dans les bassins de production camerounais. (voir analyse fonctionnelle)
2. Identifier les points chauds de pollution environnementale dans les différents bassins de production rizicole et formuler des recommandations d'amélioration.

La chaîne de valeur du riz au Cameroun, telle qu'observée sur le terrain, se compose de quatre étapes, à savoir : la culture du riz dans les exploitations, qu'il s'agisse de riz de plaine ou de riz de montagne (phase de production), le transport du riz paddy de l'exploitation vers les usines de transformation ; la transformation du riz paddy en produits finis ou semi-finis et enfin le transport du produit fini vers l'entrepôt ou le marché en attente des consommateurs (voir annexe 1, figures 35, 35, 37 et 38).

Les différentes étapes des calculs de l'analyse du cycle de vie ont donc été réalisées, à savoir :

1. La phase agricole uniquement, avec une unité fonctionnelle de 1 tonne de riz paddy ;
2. La phase de transformation uniquement, avec une unité fonctionnelle de 1 tonne de produit fini (riz blanc) ;
3. L'analyse complète du cycle de vie, comprenant la phase agricole, la phase de transformation et le transport d'une unité fonctionnelle du produit fini.

Les figures 35, 36, 37 et 38 indiquent la délimitation des frontières du système dans les quatre coopératives étudiées, en montrant les entrées, les processus et les sorties de chaque système.

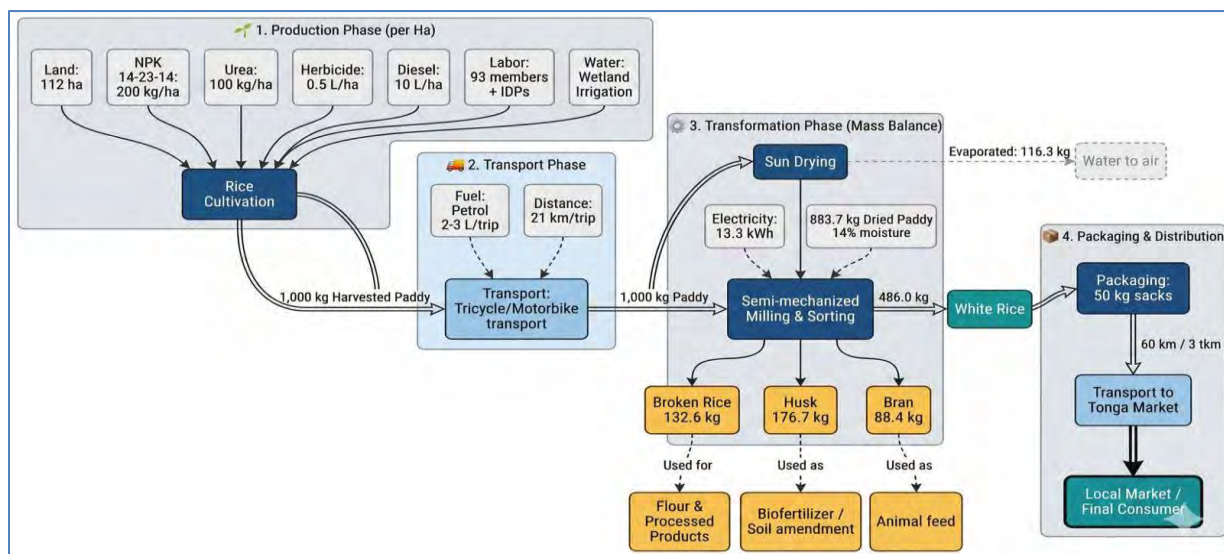


Figure 35 : Définition des limites du système pour RITO-COOP-CA, Tonga

La figure 35 présente une analyse schématique de la chaîne de valeur du riz, en mettant en évidence les flux de matières, les intrants mobilisés et les sous-produits générés au cours des phases de production, de transport, de transformation et de distribution. La production rizicole repose sur l'utilisation d'intrants agricoles (engrais, herbicides, carburant, eau et main-d'œuvre), tandis que le transport du paddy assure l'acheminement vers les unités de transformation semi-mécanisées. L'analyse du bilan massique montre que 1 000 kg de paddy récolté génèrent environ 486 kg de riz blanc, ainsi que plusieurs coproduits valorisables, notamment les balles, le son et le riz brisé. Ces sous-produits sont réutilisés dans l'alimentation animale, l'amendement organique ou la transformation agroalimentaire. La figure met également en évidence les consommations énergétiques et les pertes associées aux opérations de séchage et de décorticage avant la distribution finale vers les marchés locaux.

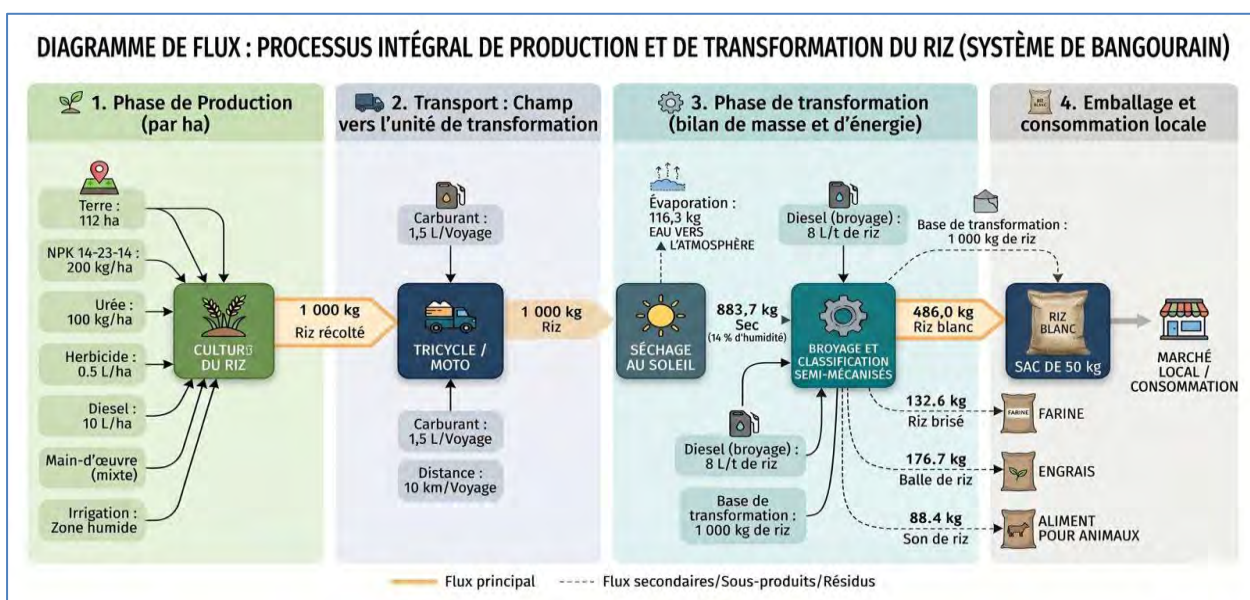


Figure 36 : Définition des limites du système pour Bangourian

La figure 36 présente le diagramme de flux de la chaîne de valeur du riz dans le système de Bangourain, depuis la production jusqu'à la consommation locale. Elle met en évidence les principaux intrants agricoles, les étapes de transport et de transformation semi-mécanisée, ainsi que les flux de matières et d'énergie. À partir de 1 000 kg de paddy, le processus génère 486 kg de riz blanc et plusieurs sous-produits valorisables, notamment le riz brisé, les balles et le son de riz.

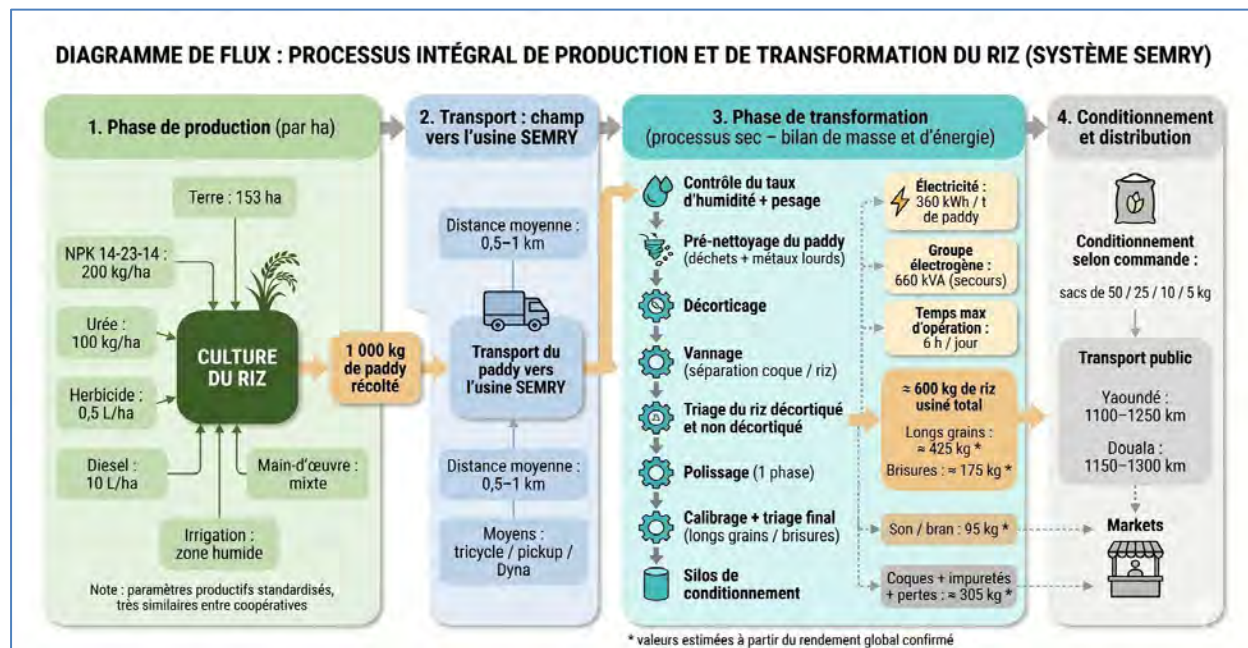


Figure 37 : Définition des limites du système pour SEMRY

La figure 37 présente le diagramme de flux du système rizicole de la SEMRY, depuis la production jusqu'à la distribution. Elle met en évidence les principaux intrants agricoles, les opérations de transport et les différentes étapes de transformation industrielle du paddy. À partir de 1 000 kg de paddy récolté, le procédé permet d'obtenir environ 600 kg de riz usiné, dont 425 kg de longs grains et 175 kg de brisures, ainsi que plusieurs sous-produits tels que le son et les coques. Le schéma illustre également les besoins énergétiques du processus et les circuits de commercialisation vers les marchés urbains.

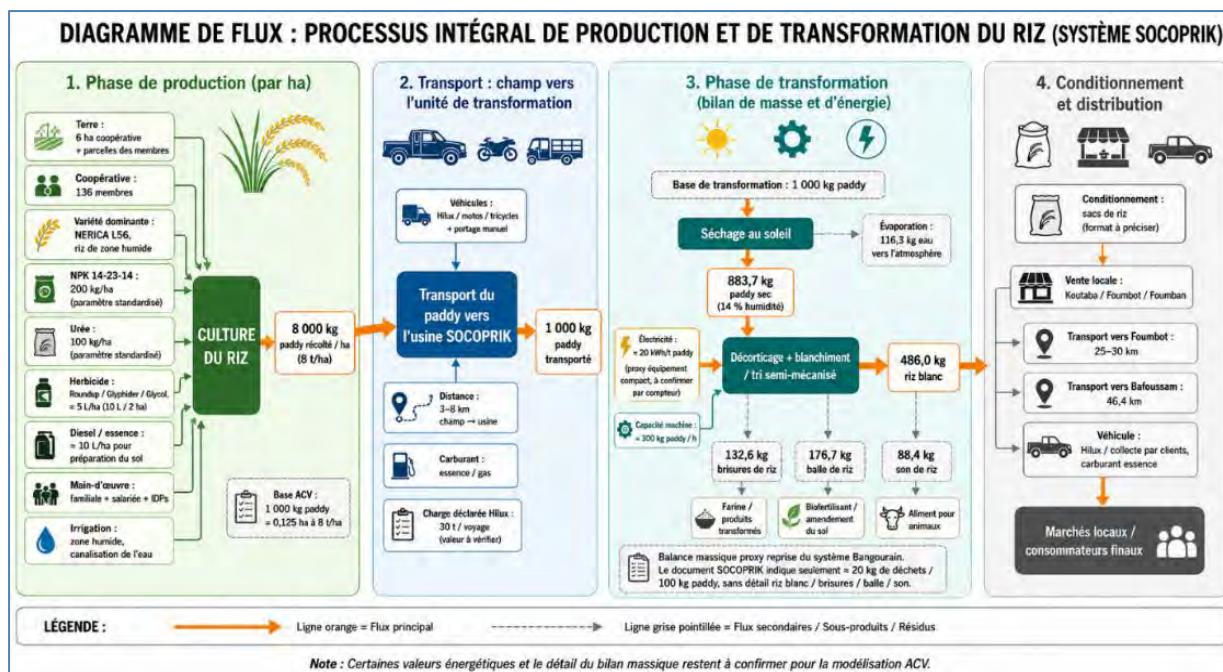


Figure 38 : Définition des limites du système pour SOCOPRIK

La figure 38 présente le diagramme de flux du système rizicole de la SOCOPRIK, en décrivant les principales étapes de production, de transport, de transformation et de distribution du riz. Elle met en évidence les intrants mobilisés dans la production ainsi que les flux de matières et d'énergie associés au processus de transformation semi-mécanisée. À partir de 1 000 kg de paddy transporté, le système produit environ 486 kg de riz blanc et plusieurs sous-produits valorisables, notamment les brisures, les balles et le son de riz. Le schéma illustre également les circuits de commercialisation vers les marchés locaux et les consommateurs finaux.

8.1.2. Unité fonctionnelle

L'unité fonctionnelle retenue pour l'évaluation des impacts environnementaux est une tonne de riz blanc conditionné et livré au marché. Ce produit final est constitué de 14 % d'eau et de 86 % de matière sèche, conditionné en sacs de 50 kg puis acheminé vers les circuits de commercialisation. L'ensemble des comparaisons entre les différents niveaux technologiques est exprimé sur cette base. Les résultats intermédiaires relatifs à la phase de production agricole sont d'abord exprimés par tonne de riz paddy, puis convertis en unité fonctionnelle finale à l'aide du bilan massique de transformation du riz paddy en riz blanc. Pour la collecte des données au niveau de la production agricole, l'hectare et la tonne de riz paddy frais ont été retenus comme unités fonctionnelles intermédiaires.

Selon les estimations nationales, le Cameroun a produit 369 330 tonnes de riz paddy en 2024 (MINADER, 2025). Après récolte, environ 14 % de cette production est perdue par évaporation de l'humidité au cours du séchage. Parmi le volume restant, 65 % sont transformés localement, tandis qu'environ 45 % sont commercialisés sous forme de riz paddy frais, principalement vers le Nigeria voisin.

Pour la phase de production agricole, quatre systèmes de production ont été distingués et ont servi de base à la collecte des données. Deux concernent les exploitations de petite taille (≤ 1 ha), à savoir les producteurs de riz de plaine et les producteurs de riz pluvial de montagne. Les deux autres

regroupent les exploitations de 2 à 5 ha, également réparties entre les systèmes de riz de plaine et de riz pluvial de montagne (voir analyse fonctionnelle). Les petites exploitations représentent environ 80 % de la production nationale, contre 20 % pour les exploitations de 2 à 5 ha. Par ailleurs, 75,6 % du riz paddy est issu des systèmes de riz de plaine, tandis que 24,4 % provient des systèmes de riz pluvial de montagne.

Les coefficients de conversion varient selon le niveau technologique de transformation. Pour une tonne de riz paddy transformée de manière artisanale, on obtient en moyenne 65 % de riz blanc, 33 % de sous-produits (balles, sons et aliments pour animaux) et 2 % de pertes irrécupérables. Dans les unités semi-industrielles, les rendements sont de 53 % de riz blanc, 45 % de sous-produits valorisés comme fourrage et 2 % de pertes. Les unités industrielles présentent les meilleures performances avec 68 % de riz blanc, 11 % de fourrage, 20 % de déchets valorisés comme biofertilisants et seulement 1 % de pertes irrécupérables (voir analyse fonctionnelle).

Le caractère vivrier ou commercial des exploitations n'a pas été retenu comme critère de différenciation, la majeure partie de la production étant destinée au marché. De même, les pratiques culturelles n'ont pas été considérées comme un facteur discriminant, celles-ci étant relativement homogènes dans les différents bassins de production étudiés, avec un faible recours aux intrants et à la mécanisation. La principale exception concerne le bassin de production de Yagoua (SEMRY), caractérisé par un niveau de mécanisation et d'intensification plus élevé.

Pour la phase de transformation post-récolte, quatre unités situées à Tonga, Koutaba, Bangourain et Yagoua (SEMRY) ont été sélectionnées afin de représenter la diversité des technologies de transformation du riz au Cameroun. Les unités de Tonga, Koutaba et Bangourain utilisent des équipements semi-industriels représentatifs de la majorité des rizeries du pays, tandis que l'usine de la SEMRY à Yagoua constitue le principal exemple de transformation industrielle moderne, caractérisée par une capacité élevée et une consommation énergétique plus importante. La comparaison de ces unités a permis d'identifier les différences de performance environnementale et technique entre les technologies disponibles, afin d'orienter le choix des solutions les plus appropriées pour les futurs investissements dans la filière. Les données collectées auprès de ces quatre études de cas offrent ainsi une représentation fiable des principaux systèmes de transformation du riz paddy au Cameroun.

8.2 Évaluation des impacts du cycle de vie

8.2.1 Méthode d'analyse d'impacts

La méthode d'analyse des impacts a utilisé les points intermédiaires et finaux du modèle ReCiPe proposés par (Goedkoop et *al.*, 2009). La méthode des points intermédiaires prend en compte 18 catégories d'impacts, afin d'évaluer clairement les divers impacts environnementaux générés par les activités humaines (annexe 2). Afin de présenter clairement les résultats de l'ACV, nous nous sommes limités aux cinq catégories d'impacts qui illustrent le mieux les différences entre les diverses sous-chaînes de valeur. Les résultats complets pour les 18 catégories d'impacts sont fournis dans les annexes (Annexe 2).

La méthode des points finaux regroupe et normalise les 18 catégories intermédiaires en trois domaines de protection : la santé humaine, les écosystèmes et l'épuisement des ressources (Annexe 2). Ce regroupement simplifie l'interprétation des résultats et facilite la prise de décision.

8.2.2 Impacts des différents systèmes de production du riz

8.2.2.1. Impacts environnementaux de la production de riz paddy

De manière générale, la production de riz au Cameroun présente des impacts environnementaux variables selon les différents bassins de production étudiés. D'après les observations sur le terrain et les analyses quantitatives, les pratiques agricoles actuelles en matière de culture du riz font appel à peu ou à des quantités réduites d'intrants chimiques tels que les engrais et les herbicides (annexe 1, 2, 3 et 4). L'analyse des différentes études de cas révèle des variations significatives dans les émissions de gaz à effet de serre liées à la production de riz paddy.

Dans la chaîne de valeur de Bangourain, la production de riz paddy est le principal contributeur dans la plupart des catégories d'impacts sélectionnées. Elle représente 493,13kg d'équivalent CO₂ pour le réchauffement climatique, ce qui correspond à environ 69% de l'impact total sur le changement climatique. Elle domine également l'eutrophisation des eaux douces, avec 108,0kg P-eq sur 129,2kg P-eq (84 %), l'utilisation des terres, avec 64,7m²a équivalent-culture sur 86,7m²a équivalent-culture (74%), et de la consommation d'eau, avec 0,38 sur 72,7m³ (52,8 %). La production de riz est également le principal contributeur à l'écotoxicité terrestre, avec 3290,11 kg (32 %) (voir annexe 1).

Dans la chaîne de valeur RITO-COOP-CA, les émissions de gaz à effet de serre générées au stade de la production du riz paddy sont prépondérantes. Cette phase représente 49×10^3 kg d'équivalent CO₂ sur un total de 53×10^3 kg d'équivalent CO₂ pour l'indicateur de réchauffement climatique, soit environ 92 % de l'impact total. Elle explique également la majeure partie des impacts sur l'eutrophisation des eaux douces, avec 108,0 kg P-équ sur 116,0 kg P-équ (93 %), sur la consommation d'eau, avec 38,0 m³ sur 53,7 m³ (73 %), sur l'utilisation des sols, avec 64,0 m²a de culture-équ sur 87,7 m²a de culture-équ (73,6 %), ainsi que sur l'écotoxicité terrestre, avec 3 294 544,54 kg 4-DCB-équ. Ces résultats confirment que la phase de production agricole constitue le principal point critique sur le plan environnemental dans cette sous-chaîne de valeur (voir annexe 3, tableau 2).

La situation chez SEMRY semble différente, car les analyses indiquent des émissions de gaz à effet de serre plus faibles par rapport à Bangourain et RITO-COOP-CA. Bien que comparativement plus faibles, les taux d'émissions pour la production de riz paddy restent importants chez SEMRY pour certaines catégories. Elle contribue à hauteur de 3,1kg d'équivalent CO₂ au réchauffement climatique sur un total de 3,2kg d'équivalent CO₂, soit environ 6 % de l'impact total au stade de la production. Elle a un impact considérable sur l'eutrophisation des eaux douces avec 0,877 kg sur un total de 1,370kg d'équivalent P, soit environ 15,7 % de l'eutrophisation des eaux douces. En ce qui concerne l'utilisation des terres, il représente 19,0 sur 56m²a de culture et une écotoxicité terrestre de 440,4 sur un total de 4-DCB 3kg. Il est le principal contributeur à la consommation d'eau, avec 98m³ sur 63,5m³ (annexe 3, tableau 3).

L'usine de production de riz SOCOPRIX indique que la production de riz paddy a un impact significatif sur le réchauffement climatique, avec 11kg d'équivalent CO₂ sur un total de 32kg, et 0715 kg d'équivalent P sur 079kg d'eutrophisation de l'eau douce. De même, cette phase de production de riz paddy chez SOCOPRIX représente 29,4 sur 14m³, soit environ 48% de la consommation d'eau, tout en contribuant à hauteur de 4,44 sur 444kg de toxicité terrestre (annexe 4).

8.2.2.2. Impact de la transformation du riz paddy en riz blanc

Un bilan de la transformation du riz paddy en riz blanc montre que, pour l'unité de transformation de Bangourain, l'étape de transformation du riz paddy en riz blanc contribue très peu aux impacts environnementaux. Les impacts se font plutôt sentir sur la consommation d'eau (875 m³) et l'utilisation des sols (269 m² par équivalent-culture). Cette étape contribue également à hauteur de 262 kg P

(équivalent 0) à l'eutrophisation des eaux douces et de 235 kg N (équivalent 2) à l'eutrophisation marine. Cela suggère que l'utilisation d'énergies fossiles dans les unités de transformation semi-industrielles au Cameroun constitue un point sensible sur le plan environnemental.

Pour le RITO-COOP-CA, la transformation du riz paddy en riz blanc contribue à hauteur de 35,9kg de CO₂eq/t au réchauffement climatique, ce qui équivaut à environ 66 % de l'impact total sur le changement climatique, soit 32kg CO₂ eq (annexe 2). Les émissions issues de cette étape de transformation sont également responsables de 12 kg équivalent pétrole de la raréfaction des ressources fossiles. Cela n'écarte en aucun cas le fait que les taux d'émissions pourraient augmenter en cas de panne de courant, ce qui entraînerait l'utilisation occasionnelle de générateurs susceptibles d'accroître les impacts liés à l'utilisation de combustibles fossiles.

La situation observée au SEMRY montre que la transformation du riz paddy dans l'usine contribue très peu au réchauffement climatique. Cela s'explique par le recours à l'électricité, qui est une source d'énergie propre. Il convient toutefois de noter qu'il peut arriver que l'on utilise occasionnellement un générateur fonctionnant aux combustibles fossiles en cas de panne de courant ou de coupure d'électricité, ce qui pourrait constituer une source potentielle d'émissions de gaz à effet de serre. L'impact est plus significatif sur l'écotoxicité terrestre avec 7,30kg, ce qui indique que la consommation d'électricité et l'intensité de la transformation doivent également être prises en compte, bien qu'elles soient secondaires par rapport au transport sur de longues distances dans cette sous-chaîne spécifique.

Les impacts chez SOCOPRIK au niveau de la transformation du riz paddy montrent que cette étape contribue à hauteur de 35,10kg CO₂eq au réchauffement climatique. L'impact est beaucoup plus marqué en ce qui concerne l'eutrophisation de l'eau douce (0,0262 kg P eq) et l'utilisation des terres (269m²a crop eq), tandis que l'impact sur la consommation d'eau reste également significatif avec 0875m³ (tableau 4). Bien que l'électricité soit utilisée, les impacts environnementaux pourraient augmenter car ils dépendent parfois de générateurs fonctionnant aux combustibles fossiles en cas de coupures de courant. Nous n'avons pas pu obtenir de données sur la consommation de combustibles fossiles, car l'utilisation de ces ressources énergétiques est occasionnelle et les données n'étaient pas disponibles.

8.2.2.3. Impact environnemental du transport entre la rizière et l'usine de transformation, puis entre l'usine et le marché

Le transport du riz paddy de la rizière à l'usine de transformation s'effectue à l'aide de différents types de véhicules. Il s'agit notamment de tricycles, de motos, de voitures de marque Hilux et Dyna, comme l'ont montré les observations sur le terrain (voir l'annexe 1, figures 1, 2, 3 et 4 pour les différentes études de cas). Comme on l'a observé, l'impact environnemental lié au transport du riz paddy varie considérablement d'une coopérative à l'autre parmi celles étudiées. Les émissions de gaz à effet de serre varient entre 1,14 et 86,2526kg CO₂ eq/t par tonne de riz transportée au sein des quatre chaînes de valeur évaluées.

D'après l'analyse, les impacts environnementaux liés au transport varient selon les différentes études de cas, en particulier pour le « Transport 2 », qui correspond au transport de l'usine vers les points de vente. Cette phase de transport représente la majeure partie des impacts. Cependant, le « Transport 1 », qui va de la rizière à l'unité de transformation, est significatif dans le cas RITO-COOP-CA. Il contribue à hauteur de 95kg CO₂-eq, et pour le transport 2, c'est-à-dire de l'usine vers les points de vente, les impacts n'ont pas pu être évalués de manière indépendante car le transport du riz transformé vers le marché est assuré par des agences de transport public qui transportent également des personnes et d'autres marchandises. Par conséquent, pour une évaluation efficace et appropriée

de l'impact du transport 2, il serait préférable d'utiliser des remorques dédiées exclusivement au transport du riz. Les émissions résultant du transport 1 sont dues au fait que la plupart des trajets entre les exploitations agricoles et les usines s'effectuent parfois sur des routes en très mauvais état, ce qui nécessite l'utilisation de quantités importantes de combustibles fossiles. L'utilisation de motos et de tricycles a été observée dans des zones enclavées, rendant ainsi difficile le transport du riz paddy frais de l'exploitation agricole vers les usines. On observe également que les émissions liées au transport ont des répercussions sur l'utilisation des sols, avec 351m²a par équivalent-culture, et sur l'écotoxicité terrestre, avec 4-DCB 788,544. Par conséquent, les stratégies d'amélioration pour la sous-chaîne RITO-COOP-CA devraient associer une meilleure gestion agricole et une augmentation des rendements à une logistique de marché plus efficace. La transformation et le conditionnement ont une contribution relativement faible dans la plupart des catégories, ce qui suggère que des interventions axées uniquement sur l'étape de la rizerie ne permettraient pas de s'attaquer aux principaux facteurs environnementaux de cette sous-chaîne.

La chaîne de valeur de SEMRY présente un profil différent. Contrairement à Bangourain et à RITO-COOP-CA, le point noir dominant est le « Transport 2 », ce qui s'explique par la grande distance séparant l'unité de transformation des principaux marchés urbains. Les émissions liées au « Transport 2 » pour l'usine SEMRY n'ont pas pu être quantifiées de manière indépendante, car ce transport est assuré par des agences de transport public dont l'activité principale est le transport de personnel et non le transport de riz. Il est donc devenu difficile de dissocier les impacts liés au transport du riz de ceux liés au transport du personnel. C'est également le principal facteur contribuant à l'eutrophisation des eaux douces, avec 17 kg P-eq sur 4-DCB 38 kg P-eq (45 %), l'utilisation des sols, avec 0,2851m²a crop-eq, et la consommation d'eau, avec 0,0239m³. Cela confirme que, dans le SEMRY, la performance environnementale de la chaîne de valeur est fortement déterminée par l'organisation spatiale de la chaîne et la distribution à longue distance du riz blanc vers les centres de consommation, bien que cela ne soit pas entièrement pris en compte dans l'analyse.

À Bangourain, l'analyse indique que les émissions au niveau de la phase de transport 2 semblent faibles, car le marché ou les centres de distribution se trouvent au sein de la communauté locale. La situation change au niveau du transport 1, c'est-à-dire le transport de la rizière à l'usine, qui contribue à hauteur de 9,1977kg d'équivalent CO₂ par tonne de paddy transportée vers l'usine sur l'impact total. Dans cette sous-chaîne de valeur, le transport de la rizière à l'usine et le conditionnement restent des facteurs relativement mineurs.

L'analyse de la chaîne de valeur de SOCOPIRIK met en évidence des contributions variables du transport selon les catégories d'impact environnemental. Le transport 1 génère 1,7 kg CO₂ éq. sur un total de 4,32 kg CO₂ éq., soit environ 25 % de l'impact global sur le réchauffement climatique. En revanche, les impacts du transport 2 n'ont pas pu être quantifiés en raison de l'absence d'un système de transport dédié au riz transformé. En effet, l'acheminement vers les marchés est principalement assuré par des agences de transport public, ce qui ne permet pas d'estimer avec précision les émissions associées. Les contributions les plus importantes concernent l'écotoxicité terrestre, avec 9,11 kg 1,4-DCB éq. sur un total de 55,302 kg 1,4-DCB éq., ainsi que la consommation d'eau, estimée à 23,6 m³ sur un total de 29,4 m³. Pour l'utilisation des terres, l'impact est évalué à 28,1 m²a (équivalent culture) sur un total de 46,4 m²a, tandis que l'eutrophisation des eaux douces atteint 0,0189 kg P éq. sur un total de 0,079 kg P éq.

8.2.2.4. Impact environnemental de l'ensemble de la chaîne de valeur

L'analyse de l'ensemble de la chaîne de valeur du riz au sein des quatre coopératives retenues comme étude de cas (RITO COOP-CA, dans le bassin de production de la Nde, Bangourain dans le bassin de la

Noun, SOCCOPRIK dans la région de la Noun et SEMRY dans la région de l'Extrême-Nord), depuis la production jusqu'au transport, à la transformation et à la distribution du riz blanc, offre une vue d'ensemble de l'impact environnemental de la chaîne de valeur du riz au Cameroun dans son ensemble (tableau 39).

Tableau 39 : Impact sur le réchauffement climatique de l'ensemble de la chaîne de valeur du riz

Chaîne de valeur; Unité;	Agriculture	Transport1	Transformation	Transport 2	Total des 4 phases
SEMRY : 2020 kg CO ₂ eq/tonne	0,1	12,110	0,181	0,2312	12
BANGOURAIN : 2490 kg CO ₂ eq/tonne	0,13	9,197	0,0	0,2700	9
RITO: 2490 kg CO ₂ eq/tonne	0,13	9,12	37,9	86,2526	13
SOCCOPRIK : 2 360 kg CO ₂ éq./tonne	0,11	1,14	89,10	1,2396	9

Un examen approfondi des résultats montre que la phase de production agricole, correspondant à la production de riz paddy (phase 1), constitue la principale source d'impacts environnementaux pour les quatre sous-chaînes de valeur étudiées (tableau 41 ; figures 34, 35, 36 et 37), notamment en termes d'émissions de gaz à effet de serre. Cette phase est suivie par les activités de transport, en particulier le transport 2, qui représente également une contribution significative aux émissions.

Les niveaux d'émission plus élevés observés au cours de la phase de production à Bangourain, RITO-COOP-CA et SOCCOPRIK, tous situés dans le bassin de production du Noun, s'expliquent principalement par les pratiques traditionnelles de préparation des terres, caractérisées par le recours au brûlis, souvent associé à l'utilisation d'herbicides, ainsi que par d'autres techniques culturales observées lors des enquêtes de terrain. À cela s'ajoutent les émissions importantes de méthane générées par les rizières inondées, qui contribuent fortement au bilan carbone de ces sous-chaînes de valeur.

Les analyses de la phase de transport (transports 1 et 2) mettent également en évidence des niveaux d'impact variables selon les coopératives. Pour la coopérative RITO, l'impact environnemental du transport 1 (du champ à l'usine) demeure relativement faible en raison de la proximité des parcelles de production avec l'unité de transformation. En revanche, l'impact augmente sensiblement au niveau du transport 2 (de l'usine vers les marchés), du fait des longues distances parcourues pour approvisionner les marchés de Yaoundé et de Douala. Toutefois, ces émissions restent nettement inférieures à celles observées pour la SEMRY. En effet, cette dernière dessert les mêmes marchés sur des distances beaucoup plus importantes, comprises entre 1 100 et 1 250 km vers Yaoundé et 1 150 et 1 300 km vers Douala, ce qui accroît considérablement les émissions liées à la consommation de combustibles fossiles et, par conséquent, les impacts environnementaux (figures 38 et 39).

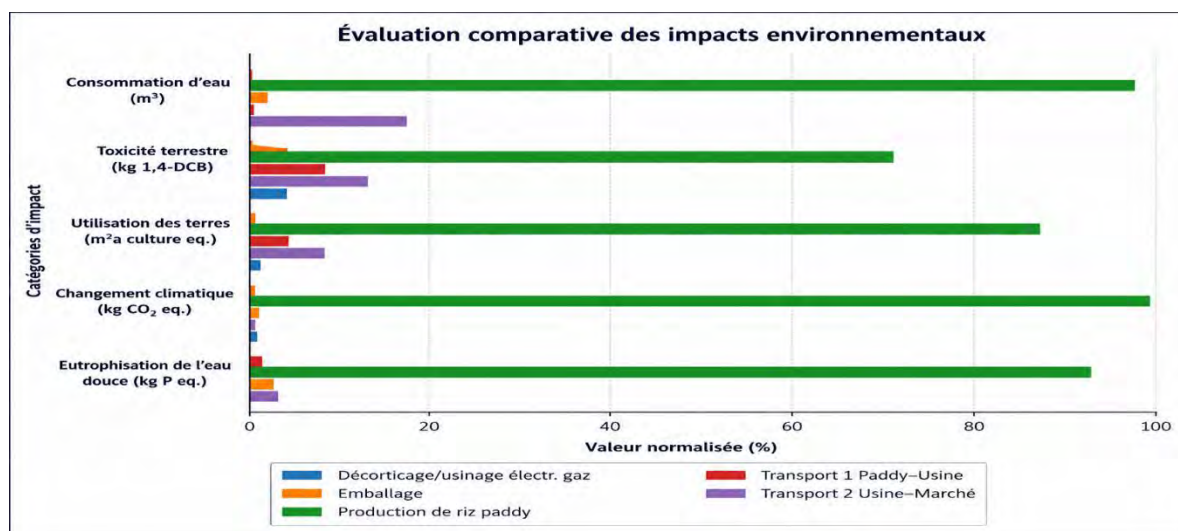


Figure 39 : Évaluation comparative de l'impact du projet RITO-COOP-CA

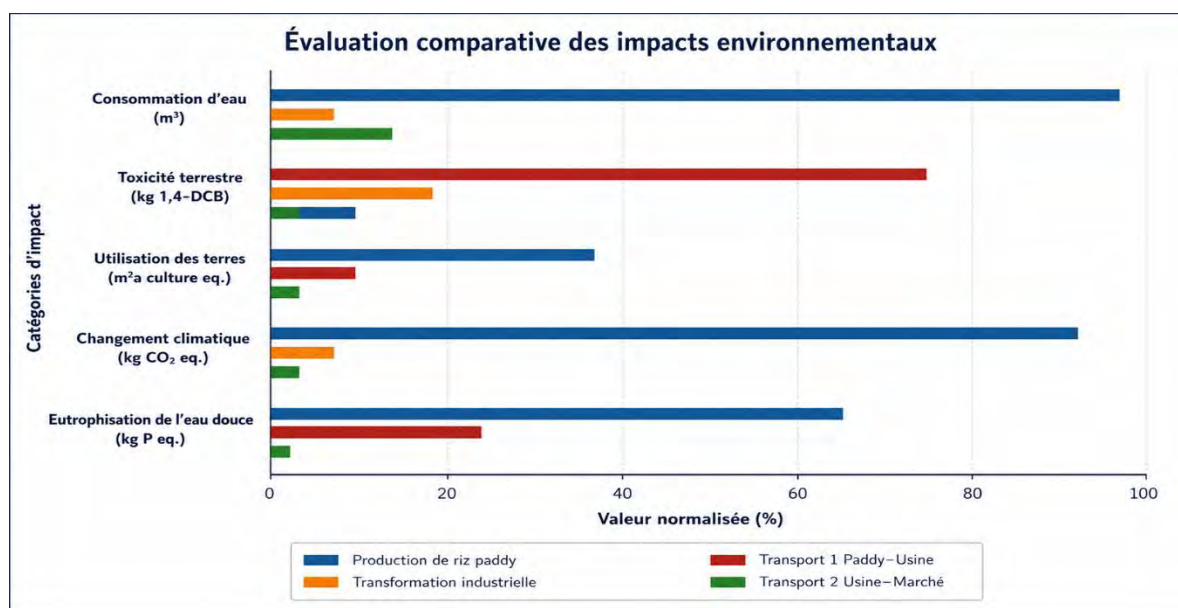


Figure 40 : Évaluation comparative de l'impact du projet SEMRY

Au niveau de Bangourain, la transformation semi-industrielle du riz trouve son débouché uniquement au sein de la communauté locale, ce qui explique le faible impact environnemental de la phase 2 du transport. La situation change toutefois lors de la phase 1 du transport, c'est-à-dire le transport du riz paddy de la rizière à l'usine, qui présente des impacts significatifs. Cette tendance s'explique par le mauvais état des routes, le caractère enclavé de certains bassins de production et l'emplacement des usines. Ces facteurs nécessitent l'utilisation de quantités importantes de combustibles fossiles, même sur de courtes distances. Cela s'explique également par la nature des infrastructures de transport, notamment les motos et les tricycles dans la plupart des cas, de la rizière à l'usine (Transport 1), et les bus de l'usine au marché ou aux centres de distribution (figure 41).

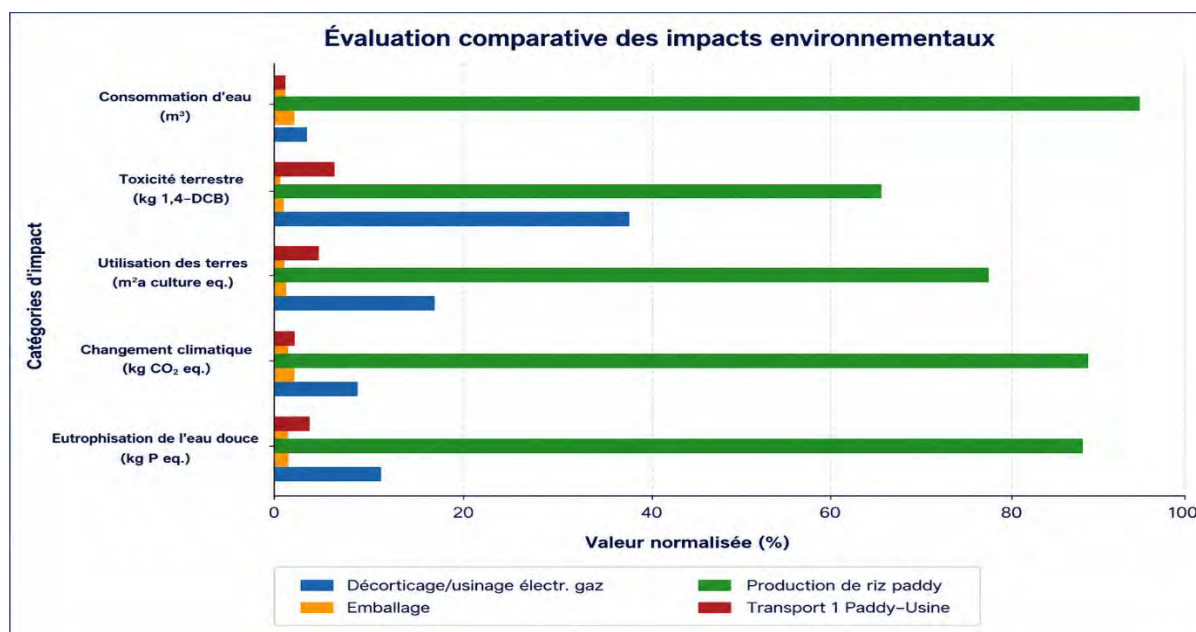


Figure 41 : Évaluation comparative de l'impact du projet Bangourain

Pendant la phase de transformation, l'impact environnemental de la transformation de Bangourain est plus élevé en raison de la dépendance de ses unités de transformation semi-industrielles aux combustibles fossiles. Le SEMRY, unité de transformation plus grande et plus moderne, suit de près. Bien que SEMRY soit une usine de transformation plus grande et plus moderne, elle dépend de l'électricité, une source d'énergie propre, pour la transformation du riz. Il convient toutefois de noter que, dans le modèle SimaPro, l'électricité a été prise en compte en utilisant le mix électrique du Cameroun, ce qui est approprié pour une source d'énergie propre. Toutefois, comme cela a été observé dans d'autres chaînes de valeur, l'approvisionnement en électricité peut être irrégulier et les unités de transformation peuvent parfois avoir recours à des groupes électrogènes diesel en cas de coupure de courant. Dans ce cas, l'énergie utilisée n'est donc plus entièrement « propre » et l'impact environnemental peut augmenter. Malheureusement, nous ne disposons actuellement pas de suffisamment de données pour quantifier la proportion d'électricité du réseau par rapport à l'utilisation de groupes électrogènes diesel à SEMRY, car l'utilisation occasionnelle de ces derniers peut représenter une source supplémentaire d'émissions qui n'est pas entièrement prise en compte à ce stade. La situation chez RITO-COOP-CA indique que le processus de transformation a un impact environnemental moindre que chez Bangourain et SEMRY, en raison de méthodes de transformation traditionnelles. L'unité de transformation artisanale dépend également de l'électricité, ce qui limite le taux d'émission. Cependant, cela n'exclut pas la possibilité d'occasions où des coupures de courant pourraient entraîner l'utilisation de générateurs, ce qui pourrait augmenter l'impact environnemental.

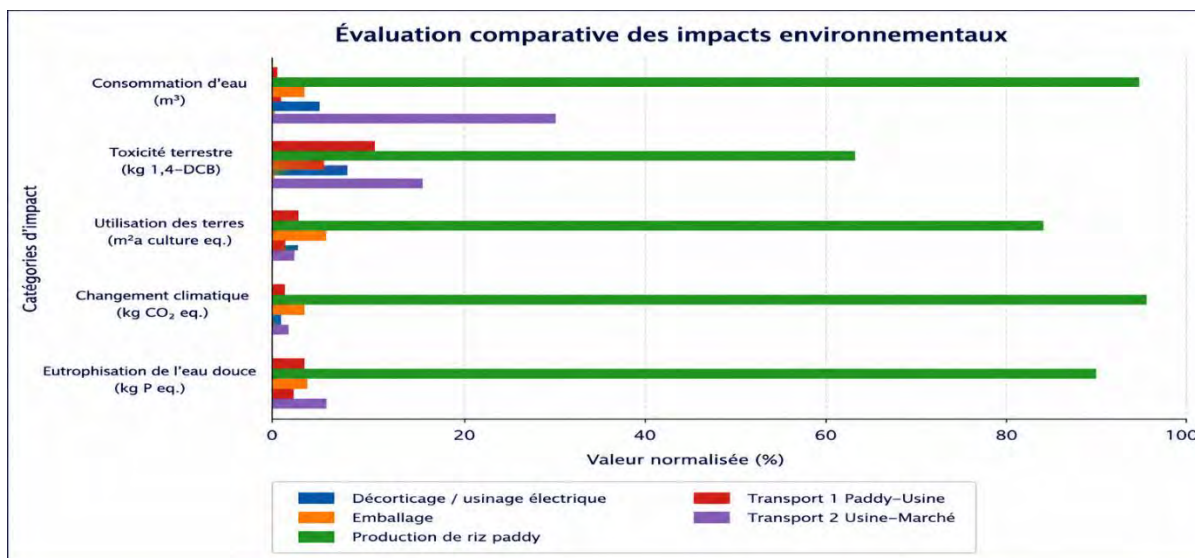


Figure 42 : Analyse comparative de l'impact pour SOCOPRIK

Les observations de la figure 42 indiquent que le transport de riz transformé (transport 2) semble avoir un impact environnemental plus élevé, suivi du transport de la phase 1, qui correspond au transport du riz de la ferme à l'usine. En dehors de la phase de transport, l'emballage du riz transformé semble avoir un impact environnemental plus élevé. Le traitement du riz paddy en riz blanc semble avoir un impact environnemental moindre. Cela est dû à la dépendance à l'électricité pour la transformation. Malgré ce faible impact au stade de la transformation, il y a une tendance générale aux pannes de courant qui obligent parfois les coopératives à utiliser des générateurs fonctionnant au diesel, ce qui pourrait potentiellement entraîner des émissions plus élevées au stade de la transformation. En conclusion, ces analyses indiquent que l'ensemble des étapes de la chaîne de valeur du riz doit être pris en compte pour mettre en œuvre des stratégies de réduction efficaces et minimiser l'impact environnemental.

Tableau 40 : Identification des points chauds environnementaux dans la chaîne de valeur du riz au Cameroun

Sous-chaîne	Point chaud principal	Éléments de preuve clés
Bangourain	Production de riz paddy	49,13/71,32 kg CO ₂ -éq. ; 108,0/129 kg P-éq. ; 38,0/727 m ³ d'eau.
RITO-COOP-CA	Production de riz paddy	49,13/53,32 kg CO ₂ -éq. ; 108,0/116,0 kg P-éq. ; 38,0/53,7 m ³ d'eau.
SEMRY	Production de riz paddy	31/31,2 kg CO ₂ -eq; 0877,0/137 kg P-eq; 98,0/63,5 m ³ d'eau
SEMRY	Production de riz en fonction de la consommation d'eau	98,0/63,5 m ³ , consommation d'eau
SOCOPRIX	Production de riz paddy	36,11/43,2kg CO ₂ -eq. ; 0715,0/079,0 kg P-eq. ; 14,0/29,4 m ³ d'eau.

8.2.3 Comparaison des dommages end-point des sous-chaînes de valeur riz au Cameroun

En comparant les dommages finaux des quatre chaînes de valeur du riz au Cameroun, on constate que SOCOPRIK (tableau 41) a un impact environnemental moindre que les trois autres chaînes de

valeur, comme le confirment les trois indicateurs de dommages finaux, à savoir la dégradation des ressources, la santé humaine et la qualité des écosystèmes, obtenus par agrégation pondérée des impacts intermédiaires (points intermédiaires). Cela est dû au fait que la transformation dépend de l'électricité, une source d'énergie efficace. Toutefois, les faibles impacts environnementaux pourraient être compensés par des pannes de courant fréquentes dans cette région et par l'utilisation de générateurs fonctionnant au diesel. Les trois autres chaînes de valeur du riz sont observées pour avoir un impact environnemental plus élevé en raison d'une consommation d'énergie plus importante et d'un niveau technologique plus élevé, comme dans le cas de SEMRY.

Tableau 41 : Données d'impact sur le point final

Catégorie de dommages ; Unité	VC SOCCOPRIK	VC BANGOURAIN	VC RITO Copp	VC SEMRY
Santé humaine ; DALY 0	0,0264	0,0366	0,0296	313
Écosystèmes ; espèce. yr 7	6,9	6,7	6,7	7,60
Ressources ; USD2013,17	8,50	6,2854	3	

Tableau 42 : Dommages end-point de quatre sous-chaînes de valeur riz au Cameroun

Catégorie de dommages; Unité;	VC SOCCOPRIK	VC BANGOURAIN	VC RITO Coop;	VC SEMRY
Santé humaine ,0	11,0	152,0	123,0	13
Écosystèmes ,0	00499,0	00615,0	00539,0	524
Ressources ,0	000636,0	00181,0	001,0	194

Ces résultats indiquent l'importance d'une adoption technologique efficace dans les chaînes de valeur agricole. Selon la FAO (2026), la technologie et la logistique jouent un rôle majeur dans la réduction de l'impact environnemental de l'agriculture au Cameroun, car elles permettent aux agriculteurs de produire plus de nourriture de manière plus efficace, tout en réduisant les déchets, la pollution, la dégradation des sols et la pression sur les ressources naturelles. Des études d'Araoye Olarinkoye Ajiboye et Afolayan O. (2009) indiquent également que dans les pays en développement, le transport et la transformation dictent l'empreinte environnementale des chaînes de valeur agricole. Une logistique efficace et une transformation locale permettent de réduire les pertes post-récolte et l'exploitation excessive des terres.

8.2.4 La chaîne de valeur du riz et ses implications sur le changement climatique

La production, le transport et la transformation du riz au Cameroun entraînent des émissions de gaz à effet de serre à toutes les étapes, y compris lors de la distribution au consommateur final. D'un point de vue environnemental, l'évaluation de ces émissions dans la chaîne de valeur du riz au Cameroun révèle des niveaux relativement faibles par rapport à d'autres pays producteurs de riz en Asie et à certains pays occidentaux. Cela s'explique notamment par une moindre intensification des processus de la chaîne de valeur, avec une faible utilisation d'intrants chimiques et d'engrais, ainsi que par des pratiques observées dans tous les principaux bassins de production visités.

Cependant, les unités artisanales et semi-industrielles de transformation du riz paddy en riz blanc, telles qu'observées, utilisaient des technologies conventionnelles fonctionnant à l'électricité ou aux combustibles fossiles, ce qui entraîne des émissions de gaz à effet de serre contribuant aux changements climatiques. Il convient toutefois de noter que, compte tenu de la vision du gouvernement camerounais en matière de substitution des importations et de valorisation de la chaîne de valeur du riz, il est très probable que les émissions de gaz à effet de serre connaissent une hausse significative dans un avenir proche, peut-être en raison de l'intensification et de la mécanisation du système.

Comme on peut le constater, l'état actuel des connaissances fait état d'un faible rendement du riz paddy par hectare, avec des moyennes oscillantes entre 4 et 6 tonnes par hectare de terres cultivées. Ces faibles rendements constituent également un facteur qui accélère la dégradation des sols, car les producteurs de riz ont tendance à étendre leurs champs afin d'augmenter leur production. Cette dégradation accélérée est un facteur important du changement climatique, comme on peut l'observer dans les hautes terres occidentales du Cameroun, ainsi que dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord du pays.

En analysant la situation d'un point de vue socio-économique, conformément à la vision du gouvernement visant à la substitution des importations et à la mécanisation du processus de production rizicole au Cameroun, la production devrait augmenter dans un avenir proche. Cela permettra évidemment de résoudre le problème de l'autosuffisance alimentaire. Le processus de mécanisation s'accompagnera d'une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Cela pourrait toutefois être compensé par les gains de production, ce qui signifierait une réduction de la dégradation des sols.

Comme observé sur le terrain, l'absence d'usines modernes de transformation du riz suscite de vives critiques, ce qui signifie évidemment que la vision du gouvernement visant à mécaniser le système conduira à l'installation d'usines de transformation modernes. Cela pourrait se traduire par une bonne qualité des produits finis, tels que le riz blanc. Ce processus comporte toutefois ses propres défis, car il impliquera une utilisation accrue de combustibles fossiles, qui constituent une source importante d'émissions de gaz à effet de serre.

Les analyses réalisées à l'aide du logiciel SimaPro montrent que la transformation du riz paddy en riz blanc génère des émissions estimées à environ 37,9 kg éq. CO₂ par tonne de riz transformé chez RITO-COOP-CA, 0,181 kg éq. CO₂ chez la SEMRY et 89,10 kg éq. CO₂ chez la SOCOPRIK (tableau 1). Ces niveaux d'émissions demeurent nettement inférieurs à ceux rapportés en Thaïlande, où Thanawong et al. (2014) estiment que la production d'une tonne de riz paddy engendre entre 1 650 et 5 550 kg éq. CO₂.

De manière générale, la culture, le transport, la transformation et la distribution du riz au Cameroun entraînent des émissions importantes de gaz à effet de serre, ce qui contribue au réchauffement climatique. À cet égard, la valorisation et l'intensification de la chaîne de valeur du riz, qui constituent la vision du gouvernement en matière de substitution des importations, doivent donc être envisagées avec prudence. Conformément à l'accord de Paris de 2015 sur le changement climatique et à la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre, le gouvernement camerounais s'est engagé, dans le cadre de ses contributions déterminées au niveau national, à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 12 % d'ici 2030, sans condition.

Compte tenu de cet engagement et de la nécessité d'intensifier et de mécaniser la chaîne de valeur du riz, ce qui entraînera une augmentation des émissions, la stratégie de substitution des importations

se trouve confrontée à un dilemme entre la réduction des émissions et la mécanisation de la chaîne de valeur du riz.

Dans cette perspective, la mécanisation de la chaîne de valeur du riz, visant à renforcer l'autosuffisance alimentaire et la prospérité socio-économique, doit être soigneusement planifiée afin d'atténuer l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Comme indiqué précédemment, ce processus ne peut être amélioré que par la modernisation des pratiques agricoles et l'adoption de nouvelles technologies dans les processus de transformation et de distribution, ce qui pourrait conduire à une réduction des émissions de gaz à effet de serre dans un avenir proche.

Il est donc recommandé d'explorer des sources d'énergie efficaces et modernes, telles que l'utilisation de panneaux solaires et du biogaz, car celles-ci peuvent réduire les émissions de gaz à effet de serre, contrairement à l'utilisation de combustibles fossiles.

8.2.5 Impact potentiel de la CV riz sur la biodiversité

Le riz est l'une des cultures vivrières les plus consommées au Cameroun. Sa culture, telle qu'observée lors de visites sur le terrain dans les différents bassins de production et à travers des analyses quantitatives, révèle une faible utilisation d'intrants chimiques dans le processus de culture (annexe 3, tableaux 1, 2, 3 et 4). Bien que l'on observe une faible utilisation d'intrants chimiques, il existe des implications sur la biodiversité, d'autant plus que la plupart des producteurs de riz cultivent dans des zones humides qui servent de filets de sécurité pour la vie aquatique et non aquatique. D'après la littérature scientifique, des études indiquent que la culture du riz en Thaïlande, en particulier dans les régions du centre et du nord, implique une utilisation importante d'engrais chimiques et de pesticides, entraînant un lessivage et un ruissellement substantiels dans les sols et les écosystèmes d'eau douce. Les produits chimiques identifiés dans ces régions comprennent le chlorpyrifos, le butachlore, le fipronil, le glyphosate et divers engrais NPK synthétiques, qui sont associés à une réduction de la biodiversité des sols, à une acidification accrue et à une forte écotoxicité pour l'eau douce (Patharanun et *al.*, 2023). Les observations effectuées dans les rizières du Cameroun indiquent que les produits chimiques couramment utilisés dans les différents bassins de production sont notamment le glyphosate, l'atrazine, le glyphider, le roundup, le top star, l'urée et les engrais NPK. Bien que le système ne soit pas très mécanisé, la consommation d'intrants et les émissions directes provenant des rizières constituent les principales sources d'impact (annexe 3, tableaux 1, 2, 3 et 4). Patharanun et *al.* (2023) ont en outre souligné que les émissions de métaux lourds sont courantes, en particulier dans la riziculture en zone humide, et qu'elles ont des effets sur la toxicité pour l'homme et l'eau, ainsi que sur l'eutrophisation des eaux douces. Les émissions d'azote et de phosphates, liées à l'utilisation d'engrais, sont fréquentes et contribuent à l'acidification et à l'eutrophisation des écosystèmes aquatiques.

Les analyses réalisées à l'aide du logiciel SimaPro montrent que, dans le bassin de production rizicole de Bangourain, la phase de production du riz paddy constitue le principal point critique environnemental. Elle contribue à hauteur de 108,0 kg P-équ sur un impact total de 129,2 kg P-équ pour l'eutrophisation des eaux douces, soit environ 84 % de l'impact total. Elle est également responsable de 3 290,11 kg 1,4-DCB-équ, représentant près de 32 % de l'écotoxicité terrestre (annexe 1). Pour RITO-COOP-CA, la production du riz paddy génère 108,0 kg P-équ sur un impact total de 116,0 kg P-équ d'eutrophisation des eaux douces (environ 93 %), et constitue également la principale source d'écotoxicité terrestre avec 3 294 544,54 kg 1,4-DCB-équ (annexe 2). À la SEMRY, la production du riz paddy contribue à 0,877 kg P-équ sur un total de 1,370 kg P-équ pour l'eutrophisation des eaux douces (environ 64 %) et à 440,4 kg 1,4-DCB-équ pour l'écotoxicité terrestre (annexe 3). Enfin, dans le cas de SOCOPRIK, la production du riz paddy représente 0,715 kg P-équ sur un total de 0,79 kg P-équ pour

l'eutrophisation des eaux douces et contribue à hauteur de 4,44 kg 1,4-DCB-éq sur un total de 444 kg 1,4-DCB-éq pour l'écotoxicité terrestre. En ce qui concerne la riziculture en plaine ou la riziculture pluviale, les simulations Simapro indiquent que l'impact environnemental sur la biodiversité résulte de l'acidification des sols et de l'écotoxicité terrestre, toutes deux liées à l'extension des rizières visant à accroître les rendements (Annexe 3, Tableau 4).

D'après ces analyses, la production de riz paddy présente un risque pour la santé humaine lié à l'utilisation d'herbicides et d'engrais. L'utilisation d'herbicides génère des émissions de métaux lourds ayant des effets cancérigènes. Par conséquent, la forte dépendance vis-à-vis du riz en tant que sécurité alimentaire au Cameroun, ainsi que la vision du gouvernement en matière de substitution des importations et de valorisation de la filière rizicole, indiquent que la plupart des bassins de production rizicole connaîtront dans un avenir proche des taux plus élevés d'impacts environnementaux sur la biodiversité, tant dans les écosystèmes aquatiques que terrestres.

8.3 Interprétation et discussion

L'analyse du cycle de vie (ACV) de la filière rizicole au Cameroun met en évidence la présence d'impacts environnementaux à l'ensemble des étapes de la chaîne de valeur, depuis la production du riz paddy jusqu'à sa distribution, en passant par le transport et la transformation. Elle a permis d'identifier plusieurs points critiques, principalement concentrés au niveau de la production agricole. Les résultats montrent que l'adoption de pratiques agricoles modernes et d'une mécanisation raisonnée pourrait améliorer les performances environnementales de la filière en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en optimisant l'utilisation des ressources. Bien que l'introduction de technologies améliorées puisse, dans un premier temps, accroître certains impacts liés à la consommation d'énergie et d'intrants, ces effets pourraient être largement compensés à moyen et long terme par les gains d'efficacité, la réduction de l'empreinte carbone et le recours aux énergies renouvelables, notamment le biogaz et le solaire. Les travaux de Sokal et Kache (2025) montrent d'ailleurs que la modernisation des systèmes agricoles dans les pays en développement contribue à une utilisation plus efficiente des intrants, à une meilleure séquestration du carbone dans les sols et à une optimisation de l'usage des terres. De même, l'agriculture de précision, le labour de conservation et les systèmes d'irrigation intelligents permettent de limiter les émissions de dioxyde de carbone (CO₂), de méthane (CH₄) et de protoxyde d'azote (N₂O). Ainsi, l'intensification de la riziculture n'entraînera une amélioration de la durabilité environnementale que si elle s'appuie sur des technologies propres, une gestion efficiente des ressources et des pratiques adaptées aux réalités agroécologiques locales.

8.4. Limites méthodologiques et incertitudes

Il convient de noter que les données recueillies dans le cadre de cette étude sont fiables et valables pour évaluer l'état actuel de la chaîne de valeur du riz au Cameroun et ses implications en matière de durabilité environnementale. Il est toutefois essentiel de noter que l'interprétation et les conclusions des résultats, notamment celles fondées sur la collecte de données primaires, devraient être étendues aux bassins de production rizicole de la région du Nord-Ouest du pays (UNVDA/Ndop), qui n'ont pas pu être visités en raison des problèmes de sécurité dans la région. Les données relatives à l'analyse du cycle de vie, telles que celles concernant les équipements de transformation, les tracteurs, les infrastructures de transport, les produits chimiques et les engrais, ainsi que la consommation de carburant, proviennent des rapports des producteurs de riz sur le terrain et peuvent donc comporter des erreurs. Il manque des données concernant le transport des produits finis (riz blanc) des détaillants vers le consommateur final, ainsi que des données sur l'utilisation de générateurs fonctionnant aux combustibles fossiles en cas de coupures de courant occasionnelles.

8.5. Réponse à la question structurante : la chaîne de valeur est-elle durable du point de vue environnemental ?

Au Cameroun, la durabilité environnementale, telle qu'elle ressort d'une évaluation des variables environnementales de la chaîne de valeur du riz, peut être considérée comme durable. En effet, l'analyse des paramètres environnementaux, depuis la production jusqu'aux points de vente en passant par le transport, la transformation et la distribution, montre une faible utilisation d'intrants chimiques, tels que les engrais et les herbicides, au stade de la production. Les visites sur le terrain dans les principaux bassins de production montrent que les pratiques restent traditionnelles et peu intensives. De même, la consommation modérée d'énergie, notamment de combustibles fossiles et d'électricité, lors des phases de transport et de transformation reste relativement faible par rapport à celle d'autres pays producteurs de riz du Moyen-Orient.

L'avenir proche reste toutefois marqué par un degré élevé d'incertitude, car les impacts environnementaux de la filière rizicole devraient s'accroître en raison de la politique gouvernementale de substitution des importations et de valorisation de la filière, qui conduira à la mécanisation et à l'adoption de technologies améliorées dans les phases de production et de transformation. Ces processus sont susceptibles d'accroître les impacts environnementaux par l'émission de quantités plus importantes de gaz à effet de serre, à mesure que les activités s'intensifient.

Conformément à cette vision de substitution des importations, on s'attend donc à ce que la durabilité environnementale de la chaîne de valeur du riz au Cameroun diminue dans un avenir proche. En revanche, la mécanisation et l'intensification du processus entraîneront une augmentation des intrants et renforceront l'autosuffisance alimentaire, conduisant ainsi à la prospérité économique.

Afin de contrer l'impact environnemental des gaz à effet de serre dans la chaîne de valeur du riz, il a été observé que la plupart de ces impacts se produisent lors de la production de riz paddy. Bien que les phases de transport et de transformation contribuent également à ces impacts, ils sont moins élevés que ceux obtenus lors de la production. Il est donc recommandé d'adopter des techniques agricoles améliorées et des technologies énergétiquement efficaces. Il convient également d'explorer les possibilités offertes par les infrastructures de transport et de stockage modernes et écoénergétiques afin de réduire l'utilisation de combustibles fossiles.

9. SYNTHÈSE ET RECOMMANDATIONS

9.1 Réponses aux questions structurantes

L'analyse VCA4D de la chaîne de valeur (CDV) riz au Cameroun met en évidence une filière à forte importance stratégique, économique et sociale, mais confrontée à des contraintes structurelles majeures qui limitent sa compétitivité, son inclusivité et sa durabilité. La filière s'inscrit au cœur de la politique d'import-substitution portée par la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), avec un objectif de production nationale de 750 000 tonnes et un taux d'autosuffisance de 97 % à l'horizon 2030.

9.1.1. Contribution de la chaîne de valeur riz à la croissance économique

La chaîne de valeur riz contribue significativement à l'économie nationale à travers la création de richesse, d'emplois et de revenus. La production totale de la chaîne est estimée à 94,9 milliards FCFA, tandis que la valeur ajoutée totale atteint environ 77,3 milliards FCFA, dont 58,6 milliards FCFA de valeur ajoutée directe et 18,7 milliards FCFA d'effets indirects. Le taux d'intégration dans l'économie nationale est estimé à 81,4 %, traduisant une forte capacité de diffusion des revenus dans l'économie domestique. En effet, La chaîne mobilise environ 236 151 acteurs directs, principalement des producteurs familiaux.

Le maillon production concentre 54 % de la valeur ajoutée directe totale, contre 34 % pour la transformation et 12 % pour le commerce. Les exploitations familiales pluviales de moins d'un hectare constituent le principal segment économique de la filière avec 200 800 producteurs, 4,24 milliards FCFA de valeur ajoutée et 38 % de la valeur ajoutée totale de la chaîne.

La transformation semi-industrielle apparaît comme le segment le plus rentable de la chaîne avec 53,6 milliards FCFA de valeur ajoutée, 32,2 milliards FCFA de RBE et 26,6 milliards FCFA de RNE.

La filière contribue également aux finances publiques à travers 1,32 milliard FCFA de taxes nettes, plus de 31,3 milliards FCFA de salaires et 33 milliards FCFA de résultat net d'exploitation.

Cependant, cette contribution économique reste insuffisante au regard du potentiel national. Le Cameroun demeure fortement dépendant des importations avec 831 337 tonnes de riz importées en 2024, pour une valeur de 318,5 milliards FCFA, alors que la production nationale de paddy n'est estimée qu'à 369 330 tonnes. L'exportation de paddy à faible revenus et importation de riz blanc pour la consommation constitue un manque à gagner significatif qui réduit davantage la contribution économique de la CV riz à l'économie nationale.

Le déficit structurel entre production nationale et demande intérieure demeure important. Avec une population de 28,7 millions d'habitants, une consommation moyenne de 25 kg/habitant/an et près de 90 % des Camerounais consommateurs de riz, les besoins nationaux sont estimés à plus de 647 000 tonnes de riz blanc.

La filière reste également peu compétitive face au riz importé en raison des faibles rendements (2–3 t/ha en riz pluvial contre un potentiel de 5–6 t/ha en irrigué), des coûts logistiques élevés, des pertes post-récolte de la faible mécanisation et de la faible qualité du riz local transformé artisanalement.

9.1.2. Croissance économique inclusive

La chaîne de valeur du riz présente un fort potentiel d'inclusion socio-économique, car elle repose principalement sur l'agriculture familiale et mobilise une importante main-d'œuvre rurale. Les petits producteurs représentent plus de 90 % des acteurs de la production, les exploitations familiales

pluviales de moins d'un hectare constituant la catégorie dominante. À elles seules, elles regroupent près de 85 % des producteurs, génèrent 38 % de la valeur ajoutée totale de la filière et dégagent environ 756 millions FCFA de revenus nets d'exploitation. La filière constitue ainsi une source essentielle d'emplois, de revenus et de sécurité alimentaire pour les ménages ruraux. Les femmes y occupent une place déterminante, notamment dans la production, l'étuvage, le séchage, la transformation artisanale et le petit commerce, tandis que les jeunes interviennent principalement dans les travaux agricoles, le transport et les activités de manutention.

Malgré ce potentiel inclusif, la filière demeure confrontée à d'importantes contraintes structurelles qui limitent sa contribution au développement rural. Les producteurs, en particulier les femmes et les jeunes, font face à un accès limité au crédit, au foncier, aux équipements, aux infrastructures rurales ainsi qu'aux capacités de stockage et de transformation. Les revenus restent très inégalement répartis entre les acteurs : alors que les segments de la transformation semi-industrielle et du commerce captent une part importante de la valeur créée, les producteurs demeurent les plus vulnérables aux fluctuations des prix, aux aléas climatiques, au coût élevé des intrants et à la concurrence du riz importé. Enfin, l'inclusion territoriale reste déséquilibrée, la production étant fortement concentrée dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord et du Nord-Ouest, tandis que de nombreuses autres régions disposent encore d'un important potentiel de développement, notamment grâce à leurs vastes terres irrigables et bas-fonds aménageables.

9.1.3. Chaîne de valeur durable sur le plan social

La filière rizicole joue un rôle social majeur dans les zones rurales du Cameroun. Elle contribue à la réduction de la pauvreté, au maintien des populations en milieu rural, à la stabilisation des revenus et au renforcement de la résilience alimentaire des ménages. Les activités rizicoles structurent l'économie locale dans les principaux bassins de production, notamment à Yagoua, Maga, Lagdo, Ndop, Tonga, Koutaba et Bangourain. Toutefois, la durabilité sociale de la filière demeure fragilisée par la faible protection sociale, la pénibilité du travail, la précarité des emplois, l'accès limité aux soins de santé et à la formation, ainsi que par le faible niveau de mécanisation. Les systèmes de production restent fortement dépendants de la main-d'œuvre familiale et des travaux manuels, notamment pour les opérations de récolte, de battage et de décorticage. Par ailleurs, la faible rentabilité, le manque de modernisation et les difficultés d'accès au financement réduisent l'attractivité de la filière pour les jeunes.

La filière est également confrontée à des contraintes sécuritaires qui affectent sa durabilité. Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, la crise sociopolitique a entraîné l'abandon de nombreuses rizières, la destruction d'infrastructures, les déplacements de populations et une baisse significative de la production. Dans l'Extrême-Nord, l'insécurité et les exportations frauduleuses de paddy vers le Nigéria accentuent les tensions sur les marchés locaux et renforcent les risques d'insécurité alimentaire.

Sur le plan environnemental, le Cameroun dispose d'un potentiel agroécologique considérable, avec environ 7,16 millions d'hectares de terres arables, 2,8 millions d'hectares de terres irrigables et 3,4 millions d'hectares de plaines inondables et de zones marécageuses. Pourtant, moins de 10 % du potentiel irrigable est actuellement exploité. Les systèmes de production restent dominés par une riziculture pluviale extensive, une faible maîtrise de l'eau et des pratiques traditionnelles, rendant la filière particulièrement

vulnérable aux sécheresses, aux inondations, à la variabilité climatique et à la dégradation des sols. Les rendements demeurent relativement faibles au niveau national (environ 2,5 t/ha), même s'ils atteignent 5 à 6 t/ha dans les périmètres irrigués performants et dépassent parfois 6 t/ha dans certains systèmes intensifs, notamment à Koutaba.

Des innovations favorables à une intensification durable se développent progressivement, telles que l'approche Smart-Valleys, le Système de Riziculture Intensive (SRI), l'aménagement participatif des bas-fonds et la valorisation des sous-produits du riz (balles et sons). Les unités industrielles contribuent également à une meilleure gestion des déchets agricoles, avec environ 20 % des résidus valorisés sous forme de biofertilisants et une partie des sons destinée à l'alimentation animale. Malgré ces avancées, la filière reste exposée à des risques environnementaux liés à la dégradation des terres, à la pression sur les ressources en eau, à la pollution par les intrants agricoles, à la déforestation et aux émissions de gaz à effet de serre des systèmes irrigués insuffisamment maîtrisés. Le renforcement de la durabilité environnementale reposera ainsi sur la modernisation des infrastructures hydro-agricoles, la diffusion des pratiques agroécologiques, l'intensification durable de la production et une gestion plus efficiente des ressources naturelles.

9.2 Analyse des risques

L'analyse du document met en évidence plusieurs risques structurels, économiques, institutionnels, sociaux, techniques et environnementaux qui affectent la compétitivité, la durabilité et la résilience de la chaîne de valeur du riz au Cameroun. Ces risques concernent aussi bien la production, la transformation, la commercialisation que la gouvernance de la filière.

Tableau 43 : Synthèse des risques

Type de risque	Caractéristiques factuelles observées	Niveau de risque	Mesures d'atténuation proposées
Risque de dépendance aux importations	Le Cameroun a importé environ 831 337 tonnes de riz en 2024 alors que la production nationale de paddy n'était estimée qu'à 369 330 tonnes, révélant un important déficit structurel.	Très élevé	Renforcer la production nationale par l'irrigation, les semences améliorées et la mécanisation ; soutenir l'import-substitution et les investissements agro-industriels.
Risque de faible compétitivité du riz local	Les rendements nationaux restent faibles (1,2 à 2,5 t/ha) et le riz local demeure peu compétitif face au riz importé.	Très élevé	Diffuser les technologies améliorées (NERICA, <i>Smart-Valleys</i>), subventionner les intrants et améliorer la qualité du riz local.
Risque climatique et agro-environnemental	Forte dépendance à la pluviométrie, vulnérabilité aux sécheresses, inondations et variabilité climatique, surtout dans les systèmes pluviaux.	Élevé	Développer l'irrigation, promouvoir l'agriculture climato-intelligente et les variétés résilientes.
Risque lié à l'insécurité et aux crises sociopolitiques	La crise anglophone a entraîné l'abandon des rizières, la destruction des moulins et la perturbation des circuits commerciaux dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.	Très élevé	Renforcer la sécurisation des bassins de production, soutenir la reconstruction des infrastructures et accompagner les producteurs déplacés.

Type de risque	Caractéristiques factuelles observées	Niveau de risque	Mesures d'atténuation proposées
Risque de faiblesse des infrastructures hydro-agricoles	Faible exploitation des terres irrigables malgré un potentiel estimé à plus de 2,8 millions d'hectares ; infrastructures parfois vétustes.	Élevé	Réhabiliter les périmètres irrigués (SEMRY, UNVDA, Lagdo) et développer de nouveaux aménagements hydro-agricoles.
Risque de faible mécanisation	Les opérations culturales et la récolte restent majoritairement manuelles dans plusieurs bassins.	Élevé	Faciliter l'accès aux équipements agricoles via des crédits adaptés et des coopératives mécanisées.
Risque financier des producteurs	Les petits producteurs disposent d'un faible pouvoir d'investissement et d'un accès limité au crédit agricole.	Élevé	Développer des mécanismes de financement agricole et des fonds de garantie pour les exploitants rizicoles.
Risque de faible structuration commerciale	La commercialisation du riz local demeure peu organisée comparativement au riz importé.	Moyen à élevé	Structurer les circuits de commercialisation, renforcer l'interprofession et promouvoir des labels de qualité du riz local.
Risque de contrebande et d'exportation frauduleuse du paddy	Exportations clandestines de paddy vers le Nigeria, provoquant une hausse des prix locaux et réduisant l'approvisionnement des transformateurs nationaux.	Très élevé	Renforcer les contrôles frontaliers, appliquer l'interdiction d'exportation du paddy et améliorer les prix d'achat locaux.
Risque de faible capacité de transformation industrielle	Les unités industrielles restent limitées et certaines infrastructures comme celles de la SEMRY connaissent des difficultés financières.	Élevé	Moderniser les unités de transformation et encourager les partenariats public-privé dans l'agro-industrie rizicole.
Risque de mauvaise qualité du riz transformé artisanalement	Le riz issu de la transformation artisanale présente un fort taux de brisure et d'impuretés.	Moyen	Promouvoir les mini-rizeries modernes et renforcer la formation technique des transformateurs.
Risque de concentration géographique de la production	La production est fortement concentrée dans les régions du Nord, Extrême-Nord et Nord-Ouest, exposant la filière aux chocs localisés.	Élevé	Diversifier les bassins de production vers le Centre, le Sud, l'Est et l'Adamaoua.
Risque de gouvernance et de coordination institutionnelle	Multiplicité d'acteurs institutionnels avec une coordination parfois limitée entre producteurs, transformateurs et pouvoirs publics.	Moyen à élevé	Renforcer l'interprofession rizicole et améliorer la coordination des politiques publiques sectorielles.
Risque de faible attractivité économique pour les jeunes	Forte pénibilité des travaux agricoles et faible rentabilité des petites exploitations.	Moyen	Développer des incubateurs agricoles, promouvoir la mécanisation et améliorer la rentabilité des exploitations.
Risque de pertes post-récolte	Insuffisance des infrastructures de stockage, de séchage et de conservation du paddy.	Élevé	Construire des magasins de stockage modernes et diffuser des technologies post-récolte adaptées.

Type de risque	Caractéristiques factuelles observées	Niveau de risque	Mesures d'atténuation proposées
Risque de dépendance énergétique des unités de transformation	Plusieurs unités semi-industrielles fonctionnent avec des combustibles fossiles et sont affectées par les coupures d'électricité.	Moyen	Promouvoir les énergies renouvelables et améliorer l'accès à l'électricité dans les bassins rizicoles.
Risque de faible intégration des femmes et des jeunes	Accès limité aux facteurs de production, au financement et aux équipements modernes.	Moyen	Développer des programmes ciblés d'inclusion économique et de renforcement des capacités.

9.3. Résumé des avantages et des impacts négatifs

Les principaux avantages, forces et impacts négatifs de la chaîne de valeur du riz au Cameroun se structurent autour des dimensions économiques, sociales et environnementales.

Tableau 44 : Avantages et impacts négatifs de la chaîne de valeur riz au Cameroun

Dimension	Forces / avantages	Impacts négatifs / faiblesses
Économique	- Contribution importante de la chaîne de valeur riz à l'économie nationale et au PIB agricole. - Forte création de valeur ajoutée par les producteurs familiaux et les transformateurs semi-industriels. - Existence de grands bassins de production (SEMRY, UNVDA, Ndop, Yagoua, Lagdo, Tonga, Koutaba). - Développement progressif des unités de transformation semi-industrielles et industrielles. - Création d'emplois ruraux et dynamisation des économies locales. - Potentiel important en terres irrigables et bas-fonds aménageables. - Existence d'un marché intérieur fortement demandeur en riz.	- Forte dépendance aux importations de riz malgré le potentiel national. - Faible compétitivité du riz local face au riz importé. - Rendements encore faibles et irréguliers dans plusieurs bassins. - Coûts élevés des intrants, de l'irrigation et de la mécanisation. - Insuffisance des infrastructures de stockage, de transformation et de transport. - Exportations frauduleuses du paddy vers les pays voisins, limitant la transformation locale. - Faible structuration des circuits de commercialisation du riz local. - Dépendance des petits producteurs aux intermédiaires commerciaux.
Sociale	- Source majeure d'emplois et de revenus pour les ménages ruraux. - Forte implication des exploitations familiales dans la production. - Participation importante des femmes dans les activités de transformation et de commercialisation. - Contribution à la sécurité alimentaire nationale.	- Revenus des producteurs souvent faibles malgré leur forte contribution à la production. - Forte pénibilité du travail agricole et faible mécanisation. - Vulnérabilité des producteurs face aux aléas climatiques et économiques. - Difficulté d'accès au financement et aux équipements modernes. - Inégalités dans la captation de la valeur ajoutée au profit des acteurs aval.

Dimension	Forces / avantages	Impacts négatifs / faiblesses
	- Développement des coopératives et organisations paysannes. - Stabilisation de certaines populations rurales grâce aux périmètres irrigués.	- Insécurité et conflits sociopolitiques affectant certains bassins de production (Nord-Ouest et Sud-Ouest). - Faible accès des jeunes aux facteurs de production et à l'emploi qualifié.
Environnementale	- Existence de pratiques agroécologiques émergentes (Smart-Valleys, SRI). - Valorisation possible des sous-produits du riz (balles, pailles, biofertilisants, alimentation animale). - Potentiel d'intensification durable dans les périmètres irrigués. - Développement progressif des approches résilientes face au changement climatique.	- Dégradation des sols liée aux pratiques extensives et à l'usage inadapté des intrants chimiques. - Forte dépendance de la riziculture pluviale aux variations climatiques. - Risques d'épuisement des ressources en eau dans les périmètres irrigués - Déforestation et pression sur les bas-fonds dans certaines zones de production. - Pollution liée aux déchets de transformation et aux combustibles fossiles utilisés dans les unités semi-industrielles. - Vulnérabilité élevée aux inondations, sécheresses et changements climatiques.

9.4 Recommandations

L'analyse de la chaîne de valeur (CV) riz au Cameroun met en évidence une filière à fort potentiel économique et stratégique, mais confrontée à des contraintes structurelles qui limitent sa compétitivité, sa durabilité et sa contribution à la souveraineté alimentaire nationale. Les recommandations suivantes qui permettraient de lever ces contraintes s'articulent autour du renforcement de la souveraineté alimentaire, de la compétitivité et de la structuration de la filière pour guider l'action des partenaires au développement et des autorités.

- **Régulation commerciale et traçabilité** : Déployer un système numérique national de traçabilité et renforcer les contrôles frontaliers pour juguler les exportations frauduleuses de paddy vers les pays voisins. Instaurer des mécanismes d'incitation fiscale pour obliger la transformation du riz sur le territoire national avant toute exportation.
- **Investissements prioritaires dans l'irrigation et les aménagements** : Il est urgent de capter le potentiel inexploité du pays. Et pour cela, il faut réhabiliter les grands périmètres hydro-agricoles dégradés (SEMRY, UNVDA, Lagdo) pour favoriser le "modèle de croissance intensive irriguée". Soutenir la généralisation de l'approche « *Smart-Valleys* » pour aménager à faible coût les 3,4 millions d'hectares de bas-fonds sous-exploités et augmenter la résilience climatique.
- **Soutien à la transformation industrielle décentralisée** : Accompagner le développement et la modernisation des unités semi-industrielles décentralisées, qui constituent le segment le plus dynamique et adaptable de la chaîne. Appuyer les usines industrielles pour produire un riz de qualité standardisée capable de concurrencer les importations asiatiques, tout en promouvant l'économie circulaire via la valorisation des sous-produits (biofertilisants, alimentation animale).

- **Accélération de la mécanisation agricole inclusive** : Faciliter la mécanisation des petites exploitations en développant le crédit-bail agricole et la création de centres mutualisés d'équipements (motoculteurs, mini-moissonneuses) pour alléger la pénibilité du travail, en particulier pour les femmes. Former les jeunes aux métiers techniques de la maintenance des équipements.
- **Réformes institutionnelles et structuration de la gouvernance** : Consolider le rôle de la nouvelle Interprofession du riz pour réguler les prix, assurer la coordination verticale entre acteurs et développer un label national pour le riz camerounais. Favoriser l'émergence de Partenariats Public-Privé (PPP) afin de combler les graves déficits de financement pour les infrastructures de logistique et de stockage rural.

9.5 Conclusion

L'analyse de la chaîne de valeur du riz au Cameroun révèle une filière stratégique dont les performances et les perspectives de développement doivent être appréciées à travers ses dimensions fonctionnelle, économique, sociale et environnementale. Au niveau fonctionnel, l'étude révèle une chaîne relativement structurée, impliquant un grand nombre d'acteurs de la production, de la transformation, de la commercialisation et des services d'appui. Cependant, plusieurs contraintes demeurent, à savoir le manque d'infrastructures, les faibles niveaux de mécanisation, les difficultés d'accès aux intrants de qualité, et les limites de coordination entre les différents maillons de la chaîne. Ces facteurs diminuent l'efficacité globale du système et restreignent la compétitivité du riz local par rapport aux produits importés. Ces contraintes sont importantes, mais la filière a un potentiel de développement grâce aux vastes plaines rizicoles et aux milliers d'hectares aménageables encore sous-exploités dans les principales zones de production du pays.

L'analyse économique montre toutefois une filière créatrice de richesse, source de revenus et d'emplois, avec une contribution positive à l'économie agricole nationale et à la balance commerciale. Les résultats indiquent que la chaîne de valeur représente 0,30 % du PIB national et 1,30 % du PIB agricole, avec une production totale estimée à 94 932,23 millions de FCFA. Le rapport de la valeur ajoutée à la production totale s'établit à 81,40 %, ce qui témoigne d'une capacité élevée de création de richesse. La filière enregistre un solde commercial excédentaire de 32 284,9 millions de FCFA, avec des exportations qui représentent 0,80 % des exportations nationales et seulement 0,10 % des importations nationales. La chaîne de valeur possède un potentiel de croissance important, malgré une dépendance constante aux importations pour répondre à la demande intérieure, grâce à une amélioration progressive des rendements, à la modernisation de la transformation et à des opportunités d'investissement dans les infrastructures de stockage et de commercialisation. Ainsi, le développement de cette filière est un levier essentiel pour renforcer la souveraineté alimentaire, diminuer les sorties de devises dues aux importations et favoriser le développement économique des zones rurales.

Sur le plan social, la riziculture est essentielle dans les moyens de subsistance de milliers de ménages, notamment les petits producteurs, les femmes et les jeunes engagés dans les activités de production, de transformation et de commercialisation. La filière représente 0,30 % des salaires nationaux et du revenu disponible national, et participe ainsi à la redistribution des revenus et à l'amélioration des conditions de vie des ménages des zones rurales. Son renforcement pourrait permettre une croissance plus inclusive, plus d'opportunités d'emploi pour les jeunes et les femmes, et une meilleure contribution à la réduction de la pauvreté et des inégalités territoriales.

Enfin, l'analyse environnementale met en évidence à la fois les opportunités et les défis liés au développement de la filière. L'extension des surfaces irriguées et l'intensification de la production

devront aller de pair avec une gestion durable des ressources naturelles, en particulier de l'eau, des sols et de la biodiversité. Promouvoir des pratiques agricoles durables, améliorer l'efficacité de l'utilisation des intrants et adopter des technologies respectueuses de l'environnement seront essentiels pour garantir la résilience de la filière aux changements climatiques et assurer sa durabilité à long terme. Il faudra également veiller tout particulièrement à maîtriser les impacts environnementaux de l'irrigation, de l'utilisation des engrais et de la préservation des écosystèmes dans les zones de production.

En somme, la filière riz au Cameroun dispose de moyens importants, mais elle se heurte à des contraintes structurelles qui bloquent son plein épanouissement. Ses performances en termes de création de valeur ajoutée, de contribution au PIB agricole, de génération de revenus et d'amélioration de la balance commerciale, attestent de son importance stratégique pour l'économie nationale. Pour faire du secteur rizicole un véritable moteur de croissance, de sécurité alimentaire et de développement durable au Cameroun, une approche intégrée combinant amélioration fonctionnelle, compétitivité économique, inclusion sociale et durabilité environnementale semble indispensable. En outre, une meilleure maîtrise des flux commerciaux, notamment des exportations informelles de paddy vers les pays frontaliers, permettrait de mieux valoriser la production nationale et de renforcer davantage la contribution de la filière à l'économie du pays.

BIBLIOGRAPHIE

- Achara Taweesan, P., Lalitaporn, P., Sooktawee, S., & Kanabkaew, T. (2025). Mitigating air quality and climate impact: A comprehensive analysis of paddy field burning emissions and green mechanisms for sustainable agriculture. *Environmental and Sustainability Indicators*, 26, Article 100662.
- Agence japonaise de coopération internationale (JICA). (2021). *Enquête pour la collecte de données sur les programmes et projets liés au riz dans les pays membres de la CARD (avec étude sur la compétitivité du riz local dans les 15 pays sélectionnés) : Rapport final – Cameroun*. NTC International Co., Ltd. & RECS International Inc. https://riceforafrica.net/wp-content/uploads/2023/12/Cameroun_Analyse-Competitivite_08062021.pdf
- Ajiboye, A. O., & Afolayan, O. (2009). The impact of transportation on agricultural production in a developing country: A case of kolanut production in Nigeria. *International Journal of Agricultural Economics and Rural Development*, 2(2), 49–57.
- Ayaka, M. L. (2021). *Déjà 23 000 producteurs formés à la production du riz de qualité*. *L'Essor du Sahel*, 1489, 2. <https://www.cmr.emb-japan.go.jp/files/100175328.pdf>
- Banque africaine de développement. (2025). *Renforcement de l'adaptation des chaînes de valeur rizicoles au changement climatique en Afrique de l'Ouest (REWARD-Adaptation)*. Fonds africain de développement. https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/africarice_centre_du_riz_pour_lafrique_-_renforcement_de_ladptation_des_chaines_de_valeur_rizicoles_au_changement_climatique_en_afrique_de_louest_reward_adaptaion.pdf
- Banque mondiale. (2012). *World development report 2012: Gender equality and development*. World Bank.
- Banque mondiale. (2020). *Land Governance Assessment Framework (LGAF): Cameroon country report*. World Bank.
- Bime, M. J., Fouda, T. M., & Mai Bong, J. K. (2022). Analyse de la rentabilité et des circuits de commercialisation du riz : Étude de cas de la vallée du fleuve Menchum, région du Nord-Ouest du Cameroun. *Asian Journal of Agriculture and Rural Development*. <https://archive.aessweb.com/index.php/5005/article/view/1221>
- Bureau international du Travail. (2011). *Étude nationale sur la discrimination en matière d'emploi et de profession et proposition d'un plan national d'action au Cameroun*. Organisation internationale du Travail. https://www.ilo.org/sites/default/files/wcmsp5/groups/public/@ed_norm/@declaration/documents/publication/wcms_164861.pdf.
- Centre pour l'environnement et le développement. (2016). *Accès à l'information foncière et participation des communautés locales au Cameroun*. CED. <https://cedcameroun.org/>
- Chen, Z., Balasus, N., Lin, H., Nesser, H., & Jacob, D. J. (2023). *Rice cultivation in Africa linked to increased methane emissions*. arXiv. <https://arxiv.org/abs/2307.11232>
- CODESRIA. (2023). *Les jacqueries dans le périmètre SEMRY : Analyse socio-historique du dynamisme paysan (1950–2006)*. <https://publication.codesria.org/index.php/pub/catalog/book/1780>

Daïfouli, M. (2016). *Motivation intrinsèque et scolarisation des filles du Grand Nord Cameroun* (Mémoire de diplôme de conseiller d'orientation, Université de Yaoundé I). https://dicames.online/jspui/bitstream/20.500.12177/4281/1/ENS_2016_mem_0361.pdf

Famine Early Warning Systems Network. (2019). *Le blocus en zone anglophone empêche l'approvisionnement des marchés urbains et l'assistance*. <https://fews.net/fr/west-africa/cameroun/mise-jour-du-message-cle/septembre-2019>

Fani, D. C. R., Kamdem, C. B., & Ndzié, J. P. (2021). Assessing the performance and participation among young male and female entrepreneurs in agribusiness. *Sustainability*, 13(5), 2690. <https://doi.org/10.3390/su13052690>

Folefack, D. P. (2014). Booster la production locale du riz pour le renforcement de la sécurité alimentaire au Nord Cameroun. *Journal of Applied Biosciences*, 82, 7449–7458.

Food and Agriculture Organization of the United Nations, Natural Resources Institute, & African Women in Agricultural Research and Development. (2026). *The status of women in agrifood systems in sub-Saharan Africa*. FAO. <https://doi.org/10.4060/cd9262en>

Food and Agriculture Organization of the United Nations, Union européenne, & CIRAD. (2022). *Profil des systèmes alimentaires – Cameroun : Activer la transformation durable et inclusive des systèmes alimentaires*. FAO. <https://doi.org/10.4060/cb9864fr>

Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2011). *The state of food and agriculture 2010–2011: Women in agriculture – Closing the gender gap for development*. FAO.

Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2012). *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*. FAO. <https://www.fao.org/cfs/cfs/cfs-home/activities/vggt/fr/>

Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2019). *Rice value chain analysis in Cameroon*. FAO.

Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2020). *Rural livelihoods and food systems in Cameroon*. FAO.

Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2022). *Agricultural sector reports – Cameroon*. FAO.

Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2022). *Analyse de la chaîne de valeur riz au Cameroun*. FAO.

Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2022). *Cameroun : Analyse de la sécurité alimentaire et de la résilience des systèmes agricoles*. FAO.

Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2022). *Family Farming Knowledge Platform: Maize production systems in Cameroon*. FAO.

Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2023). *Plan d'investissement pour le développement de la filière riz au Cameroun*. Initiative Hand-in-Hand. <https://www.fao.org/docs/handinhandlibraries/countries/cameroon/230921-forum-d'investissement-mdm-pr%C3%A9sentation-cameroun.pdf>

Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2024). *Cameroun : DIEM – Données en situations d'urgence. Bulletin de suivi, cycle 6 : Résultats et recommandations*.

<https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/2e59291a-9f1f-4a54-9c83-a7b7956d3d91/content>

Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2024). *Le Cameroun lance sa feuille de route vers une politique foncière nationale*. <https://www.fao.org/cameroun/actualites/detail/Le-Cameroun-lance-sa-feuille-de-route-vers-une-politique-fonci%C3%A8re-nationale/fr>

Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2026). *Reducing post-harvest losses in Cameroon: A priority for FAO to strengthen food security*.

Gonsallo, G. (1994). *Les sociétés rurales face à une expérience de développement : Le cas de la SEMRY dans l'Extrême-Nord du Cameroun* (Thèse de doctorat, Université Paul-Valéry Montpellier III).

Gormo, J. (2009). Le riz et le peuple Massa de l'Extrême-Nord Cameroun : De la culture forcée au marqueur identitaire. *Africana Studia*, 12, 123–137.

GRAIN. (2010). *Enquête sur la riziculture chinoise à Nanga-Eboko (Cameroun)*. Farmlandgrab. <https://www.farmlandgrab.org/post/16026>

Guibert, H., Kenne Kueteyim, P., Olina Bassala, J.-P., & M'Biandoun, M. (2016). Intensifier la culture du maïs pour améliorer la sécurité alimentaire : Le producteur du Nord Cameroun y a-t-il intérêt ? *Cahiers Agricultures*, 25, 65006. <https://doi.org/10.1051/cagri/2016048>

Human Rights Watch. (2020a). *Cameroon: Civilians massacred in separatist area*. <https://www.hrw.org/news/2020/02/25/cameroon-civilians-massacred-separatist-area>

Human Rights Watch. (2020b). *Cameroon: Crisis in Anglophone regions*.

IFAD. (2016). *Rural development report 2016: Fostering inclusive rural transformation*. International Fund for Agricultural Development. <https://www.ifad.org/en/w/publications/rural-development-report-2016>

Igwacho Mourfor, B. (2021). *Technical efficiency and bird-chasing of small-scale rice production in Cameroon* (Mémoire de master ou thèse, Kyoto University, Graduate School of Agriculture).

Institut de recherche agricole pour le développement. (2018). *Programme scientifique 2013–2018 : Coordination scientifique des cultures annuelles*. IRAD.

Institut national de la statistique, & UNFPA. (2026). *Projections démographiques et estimations des cibles prioritaires des différents programmes et interventions de santé*. <https://ins-cameroun.cm/wp-content/uploads/2025/06/Projections-demographiques-et-estimations-des-cibles-des-programmes-de-sante.pdf>

Institut national de la statistique (2014). *Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 4)*. INS.

Institut national de la statistique (2019). *Enquête démographique et de santé du Cameroun (EDS-MICS 2018)*. <https://dhsprogram.com/publications/publication-FR360-DHS-Final-Reports.cfm>

Institut national de la statistique (2021). *Rapport 2020 sur le commerce extérieur du Cameroun*. https://ins-cameroun.cm/wp-content/uploads/2021/09/Note-Commerce-exterieur-2020_VF_.pdf

Institut national de la statistique. (2023). *Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun*. https://ins-cameroun.cm/wp-content/uploads/2025/07/EESI3_Rapport-principal_Secteur-Informel_FR_28_09_2023.pdf

Institut national de la statistique (2025). *Le commerce extérieur 2024*. https://ins-cameroun.cm/wp-content/uploads/2025/12/Commext_2024_FR_Edite-final-1.pdf

- Institut national de la statistique. (2026). *Le commerce extérieur en 2025*. https://ins-cameroun.cm/wp-content/uploads/2026/04/Note-sur-le-commerce-exterieur-en-2025-version-provisoire_FR.pdf
- International Crisis Group. (2021). *Crise anglophone au Cameroun : Impacts humanitaires et accès aux services sociaux*. International Crisis Group.
- International Fund for Agricultural Development. (2020). *Gender and rural development in Cameroon*.
- International Fund for Agricultural Development. (2021). *Project reports (PADFA, PDCVR) – Cameroon*.
- International Fund for Agricultural Development. (2022). *Supervision report: Rice value chain development project (PDCVR)*.
- Kenfack, P.-É., Nguiffo, S., & Nkuintchua, T. (2016). *Investissements fonciers, redevabilité et cadre légal : Leçons du Cameroun*. International Institute for Environment and Development (IIED). <https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/migrate/12588FIED.pdf>
- Kouam, J. C., Kamdem, U. D., & Mopia, S. (2021). *Examen des difficultés rencontrées par les femmes pour obtenir un crédit au Cameroun*. Nkafu Policy Institute. <https://nkafu.org/wp-content/uploads/2021/10/Examen-des-difficulte%CC%81s-rencontre%CC%81es-par-les-femmes-pour-obtenir-un-cre%CC%81dit-au-Cameroun.pdf>
- Mansuri, G., & Rao, V. (2013). *Localizing development: Does participation work?* World Bank. <https://hdl.handle.net/10986/11859>
- Médecins Sans Frontières. (2021). *Cameroon: Annual report*. Médecins Sans Frontières.
- Mewounko, A., Darman Djoulde, R., Misse, A. C., Yakouba, O., Djakba Basga, S., Kaouvon, P., & Njoumoui, C. A. (2023). Contraintes de production du riz pluvial dans la région de l'Est – Cameroun. *Cameroon Journal of Experimental Biology*, 16(1), 53–60. <https://doi.org/10.4314/cajeb.v16i1.7>
- Ministère de la Santé publique. (2016). *Plan national de développement sanitaire 2016–2020*.
- Ministère de la Santé publique. (2023). *Rapport sur la mise en œuvre de la couverture santé universelle au Cameroun*.
- Ministère de l'Agriculture et du Développement rural. (2004). *Appui au développement de la filière maïs au Cameroun : Profil de projet d'investissement bancable du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA)*. En collaboration avec le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).
- Ministère de l'Agriculture et du Développement rural. (2006). *Stratégie de développement du secteur rural (SDSR) : Synthèse du volet agriculture et développement rural*. Gouvernement de la République du Cameroun. <https://faolex.fao.org/docs/pdf/cmr146628.pdf>
- Ministère de l'Agriculture et du Développement rural. (2015). *Stratégie nationale de développement de la filière semences de riz (SNDsr)*.
- Ministère de l'Agriculture et du Développement rural. (2020). *Stratégie de développement du secteur rural et de la filière riz au Cameroun*.
- Ministère de l'Agriculture et du Développement rural. (2021). *Stratégie de développement des filières agricoles prioritaires au Cameroun*.
- Ministère de l'Agriculture et du Développement rural. (2022). *Rapports sur les projets rizicoles (PADFA, PDCVR)*.

Ministère de l'Agriculture et du Développement rural. (2024a). *Fiche technico-économique de production et post-production du riz irrigué*. https://www.minader.cm/wp-content/uploads/2025/05/RIZ-irrigue%CC%81_VF.pdf

Ministère de l'Agriculture et du Développement rural. (2024b). *Fiche technico-économique de production et post-production du riz pluvial de plateau*. https://www.minader.cm/wp-content/uploads/2025/05/Fiche de Production et Post production de Riz Pluviale de plateau_VF.pdf

Ministère de l'Agriculture et du Développement rural. (2024c). *Statistiques agricoles du Cameroun (AGRISTAT)*. Données internes non publiées.

Ministère de l'Agriculture et du Développement rural. (2025). *Statistiques de production rizicole du Cameroun : Campagne 2024–2025*.

Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire. (2020). *Note d'analyse n° 004/2020 : Quelle politique rizicole pour l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035 ?*

Ministère de l'Éducation de Base. (2024). *Données sur l'alphabétisation et l'éducation multilingue*.

Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat. (2022). *Étude sur la structuration des PMEESA du secteur de l'agro-industrie*.

Ministère du Commerce. (2023). *Rapport sur les importations et exportations des produits agricoles au Cameroun*.

Ministère du Travail et de la Sécurité sociale. (2014). *Plan d'action national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants au Cameroun (PANETEC 2014–2016)*. https://www.dol.gov/sites/dolgov/files/Eason.Mackenzie.H%40dol.gov/GLO1111USA_TPR_1404_App_05%20%28Cameroon-%20NAP%29.pdf

Mpome-Pii, F. H. W. (2025). *Développement de la riziculture au Cameroun : Enjeux, opportunités et impacts sur la réduction des importations* (Mémoire de master professionnel, Université de Yaoundé II, Cameroun, et Université de Rennes, France).

Multiple Indicator Cluster Survey (MICS). (2006). *Cameroun : Suivi de la situation des enfants et des femmes. Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS 3). Rapport principal*.

Ndam Iliassou, M. C. R., Njapdounké Kouotou, P., & Moupou, M. (2023). Women's access to land ownership and agricultural development in Baïgom (West Cameroon). *African Journal on Land Policy and Geospatial Sciences*, 6(1), 129–145.

Ngenyam Bang, H., & Azibo Balgah, R. (2022). The ramification of Cameroon's Anglophone crisis: Conceptual analysis of a looming "complex disaster emergency". *Journal of International Humanitarian Action*, 7(1), Article 6. <https://doi.org/10.1186/s41018-022-00114-1>

Ngochembo, G. G., Balgah, R. A., & Fonteh, M. F. (2024). Évaluation de la performance des acteurs de la chaîne de valeur du riz à Ngoketunjia au Cameroun. *Journal of Agribusiness and Rural Development*, 71, 81–92. <https://doi.org/10.17306/j.jard.2024.01759>

Ngome, F. A., Mepiemfu-Lamare, D., Tata, P. I., & Suh, C. (2015). Évaluation des contraintes biotiques et abiotiques à la culture du riz pluvial au Cameroun. *Journal of Agriculture and Ecology Research International*, 3(1), 33–40. <https://journaljaeri.com/index.php/JAERI/article/view/247>

- Nguiffo, S., & Sonkoué Watio, M. (2015). *Investissements dans le secteur agro-industriel au Cameroun : Acquisitions de terres à grande échelle depuis 2005*. International Institute for Environment and Development (IIED). <https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/migrate/17571FIIED.pdf>
- Njankouo, A. N., Ngatchou, A., & Tchoumboue, J. (2025). Determinants of rice farmers' membership in agricultural cooperatives in the Noun Department of Cameroon. *Journal of Rural Studies*, 45(2), 123–135.
- Njonga, B. (2010). *Les Chinois à Nanga-Eboko : C'est l'arbre qui cache la forêt*. Farmlandgrab. <https://www.farmlandgrab.org/post/17506-bernard-njonga-les-chinois-a-nanga-eboko-c-est-l-arbre-qui-cache-la-foret>
- Nnomenkoo Tap, J. E. (2020). *Gouvernance foncière et affectations agro-industrielles au Cameroun*. <https://revues.acaref.net/wp-content/uploads/sites/3/2020/11/JOSEPH-ERIC-NNOMENKOO-TAP.pdf>
- Onana, J. C. (2020). *Femmes et accessibilité à la propriété foncière au Cameroun*. HAL. <https://hal.science/hal-02780662>
- Perceptions des agriculteurs sur l'impact de la culture du riz sur les écosystèmes locaux dans la zone soudano-sahélienne du Cameroun*. (2023). Scientific Research Publishing. <https://www.scirp.org/journal/paperinformation?paperid=148961>
- Programme d'appui au développement des filières agricoles – Phase II. (2021). *Document de projet PADFA II*. Gouvernement du Cameroun & Fonds international de développement agricole.
- Programme des Nations Unies pour le développement. (2017). *Rapport sur le développement humain 2016 : Le développement humain pour tous*.
- Programme des Nations Unies pour le développement. (2019). *Rapport sur le développement humain – Cameroun*. PNUD.
- République du Cameroun, & Banque mondiale. (2026). *Pacte national du Cameroun pour la gestion du secteur de l'eau*. https://www.worldbank.org/content/dam/theworldbankgroupasset/document/2026/water-forward-compacts/Pacte%20Eau%20Cameroun_2026%20FR.pdf
- République du Cameroun. (1974). *Ordonnance n° 74-2 du 6 juillet 1974 fixant le régime domanial*.
- République du Cameroun. (2020). *Stratégie nationale de développement 2020–2030 (SND30)*. Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.
- République du Cameroun. (2023). *Stratégie nationale de développement de la riziculture 2022–2030*. https://riceforafrica.net/wp-content/uploads/2023/09/cameroon_nrds2_fr.pdf
- République du Cameroun. (2026). *Document de programmation économique et budgétaire : Préparation du budget de l'État 2026*. <https://www.dgb.cm/wp-content/uploads/2025/09/DOCUMENT-DE-PROGRAMMATION-ECONOMIQUE-ET-BUDGETAIRE-DPEB-VERSION-CITOYENNE-FR-1.pdf>
- Roupsard, M. (2000). *Production rizicole et systèmes irrigués au Cameroun*. IRD Éditions.
- Secrétariat d'État aux migrations. (2024). *Focus Cameroun : Crise anglophone et personnes déplacées*. Département fédéral de justice et police, Suisse.
- Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement. (2018). *Réflexion sur les droits fonciers à Yoko et à Nanga-Eboko*. <https://www.saild.org/reflexion-sur-les-droits-fonciers-a-yoko-et-a-nanga-eboko/>

Sisang, B. B., et Lee, J. I. (2023). Impact de l'adoption de variétés améliorées sur la productivité du riz et le revenu des agriculteurs au Cameroun : Application de la méthode d'appariement par score de propension et du modèle de régression à changement de régime endogène. *Journal des sciences agricoles, de la vie et de l'environnement*, 26–46. (Compléter le volume et le numéro de la revue, si disponibles.)

Sudarshan, S., Niveditha, M. P., Gunturi, A., Supriya, Babu, R. T. C., & Kumar, K. B. C. (2024). Effects of intensive agricultural management practices on soil biodiversity and implications for ecosystem functioning: A review. *International Journal of Research in Agronomy*, 7(9), 166–169.

Takwi, F. (2018). *Analyse du marketing et de la rentabilité de la chaîne de valeur du riz dans l'arrondissement de Ndop, Cameroun* (Thèse de doctorat, ICT University, Yaoundé, Cameroun).

Tamssar, T. N., Asafor, V. H., Chotangui, H., Melie Feyem, M. D., & Fouffou, R.-N. (2021). Évaluation de la qualité des semences le long de la chaîne de valeur du riz (*Oryza sativa* L.) au Cameroun. *International Journal of Current Research*, 13(1). https://www.journalcra.com/sites/default/files/issue-pdf/40591_0.pdf

Tchékoté, H. (2012). *Financement rural et développement durable : Logiques d'acteurs et dynamiques territoriales dans l'Ouest Cameroun*, Thèse de doctorat en géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France.

Tchuenga Seutchueng, T. G., & Saha, F. (2017). Le maïs : Une céréale à usages multiples au Cameroun sous la menace des attaques climatiques et biologiques. *Afrique Science*, 13(6), 177–188.

Thanawong, K., Perret, S. R., & Basset-Mens, C. (2014). Eco-efficiency of paddy rice production in Northeastern Thailand: A comparison of rain-fed and irrigated cropping systems. *Journal of Cleaner Production*, 73, 204–217.

Toolkiattiwong, P., Arunrat, N., & Sereenonchai, S. (2023). Environmental, human and ecotoxicological impacts of different rice cultivation systems in Northern Thailand. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 20(3), Article 2738.

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. (2022). *Humanitarian needs overview: Cameroon*.

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. (2018). *Emergency response plan: Cameroon North-West and South-West - Summary (May 2018)*. ReliefWeb. <https://reliefweb.int/report/cameroon/emergency-response-plan-cameroon-north-west-and-south-west-summary-may-2018>

United Nations. (2024). *World population prospects 2024: Summary of results*. https://population.un.org/wpp/assets/Files/WPP2024_Summary-of-Results.pdf

Wang-Bara, B., Hamana, A., Amedep, D., Amat, R. L., Kaouvon, P., & Guidjinga Ngassarda, A. (2022). Effet des amendements organiques (biochar et compost) sur la croissance et les rendements de deux variétés de riz (*Oryza sativa*) à Ngaoundéré (Cameroun). *International Journal of Scientific and Applied Research*. <https://scienceijsar.com/sites/default/files/article-pdf/IJSAR-0858.pdf>

Women Entrepreneurs Finance Initiative. (2022). *Expectation that men control household finances*. https://wee-fi-barriers.org/media/Expectation_men_control_finances.pdf

World Bank. (2018). *Service delivery indicators: Cameroon*.

World Bank. (2020a). *Cameroon economic update: Addressing fragility and boosting rural resilience*. World Bank.

World Bank. (2020b). *Cameroon health system performance assessment*. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail>

World Bank. (2021). *Cameroon poverty assessment*. <https://documents.worldbank.org>

World Bank. (2025). *Population totale – Cameroun* (2024). <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=CM>

World Health Organization. (2019). *Primary health care on the road to universal health coverage: 2019 monitoring report*. <https://www.who.int/publications/i/item/9789240029040>

World Health Organization. (2022). *Global health observatory: Cameroon country profile*. <https://www.who.int/data/gho/data/countries/country-details/GHO/cameroon>

ANNEXES

Annexe 1. Données sur le bilan de cycle de vie du riz de Bangourain, de la culture à la distribution sur le marché.

Catégorie d'impact, Unité	Total, VC BANGOURAIN	Production de riz paddy	Transport 1 Paddy-Usine	Séchage solaire	Décorticage/ usinage Diesel	Emballage
Le réchauffement climatique.;kg CO2 eq 2	71E3,2	49E3,13	9,1977	35		
Dépérissement de la couche d'ozone stratosphérique;kg CFC11 eq,0	00382,0	00368,5	37E-6,0	000135,1	5.60E-05	
Ionizing radiation;kBq Co-60 eq,5	14,4	47,0	196,1	07,0	41	
Ozone formation	Santé humaine; kg NOx eq;4	75,1	99,0	021,2	73,0	17
Formation de particules fines; kg PM2.5 eq,1	23,0	508,0	0108,0	704,0	879	
Ozone formation	Les écosystèmes terrestres ; kg NOx eq 4	84,2	02,0	0239,2	77,0	195
Acidification terrestre ; kg SO2 eq,2	76,1	5,0	024,1	22,0	168	
L'eutrophisation des eaux douces ; kg P eq,0	129,0	108,0	00236,0	0155,0	262	
Marine eutrophication ; kg N eq;2	27,2	27,0	000227,0	00138,0	235	
Toxicité terrestre;kg 1	4-DCB,899,544,54	3,290,11	1			
Toxicité des eaux douces;kg 1	4-DCB 20	6,12	5,0	908,6	91,0	24
Toxicité marine;kg 1	4-DCB 26	6,16	3,1	18,8	83,0	32
Toxicité cancérigène pour l'homme ;kg 1	4-DCB 74	4,41	4,3	66,28	2,1	14
Toxicité non cancérigène chez l'homme ;kg 1	4-DCB; 438,337.13,81	1,6	59			
Utilisation des sols;m2a crop eq;9	86,7	64,0	351,1	6,0	269	
La rareté des ressources minérales kg Cu eq;2	44,1	91,0	0637,0	452,0	167	
La rareté des ressources fossiles;kg oil eq 88,75	6,3	96,56	7,4	3		
Consommation d'eau ; m3 ;7	72,7	38,0	0295,0	22,0	875	

Annexe 2 : Données sur le bilan de cycle de vie du riz de RITO-COOP-CA, de la culture à la distribution sur le marché.

Catégorie d'impact; Unité; 2 Usine-Marché	Total;VC	Production de riz paddy	Transport 1 Paddy-Usine	Séchage solaire	Décorticage/	Emballage	Transport 2 Usine-Marché
	RITO COOP				usinage électrique;		
Le réchauffement climatique.;kg CO2 eq 2	53E3,2	49E3,13	9,5	02,7	35,9	86	
Dépérissement de la couche d'ozone stratosphérique;kg CFC11 eq,0	0037,0	00368,5	37E-6,4	39E-6,1	56E-6,2	6.10E-05	
Ionizing radiation;kBq Co-60 eq,5	2,4	47,0	196,0	027,0	41,0	976	
Ozone formation	Santé humaine;kg NOx eq 2	09,1	99,0	021,0	0158,0	017,0	445
Formation de particules fines;kg PM2.5 eq,0	549,0	508,0	0108,0	0105,0	00879,0	113	
Ozone formation	Les écosystèmes terrestres;kg NOx eq,2	13,2	02,0	0239,0	0165,0	0195,0	465
Acidification terrestre;kg SO2 eq,1	6,1	5,0	024,0	0319,0	0168,0	253	
L'eutrophisation des eaux douces;kg P eq;0	116,0	108,0	00236,0	000911,0	00262,0	157	
Marine eutrophication;kg N eq;2	27,2	27,0	000227,3	19E-5,0	000235,9	9,70E-04	
Toxicité terrestre;kg 1	4-DCB,788,544,54	3,29	9,11	1,149			
Toxicité des eaux douces;kg 1	4-DCB,15,12	5,0	908,1	04,0	24,0	282	
Toxicité marine;kg 1	4-DCB,19	6,16	3,1	18,1	29,0	32,0	455
Toxicité cancérigène pour l'homme ;kg 1	4-DCB,48	8,41	4,3	66,0	766,1	14,1	86
Toxicité non cancérigène chez l'homme ;kg 1	4DCB,376,337,13,9	99,6	59,9	53			
Utilisation des sols;m2a crop eq;8	87,7	64,0	351,0	0749,0	269,0	528	
La rareté des ressources minérales kg Cu eq;2	04,1	91,0	0637,0	0328,0	0167,0	257	
La rareté des ressources fossiles;kg oil eq 88,75	6,3	96,1	29,4	03,3	12		
Consommation d'eau;m3;7	53,7	38,0	0295,0	0129,0	0875,0	197	

Annexe 3 : Données sur le bilan de cycle de vie du riz de SEMRY, de la culture à la distribution sur le marché

Catégorie d'impact, Unité	Total, VC SEMRY	Production de riz paddy	Transport 1 Paddy-Usine	Transformation Industrielle	Emballage	Transport 2 Usine-Marché
Le réchauffement climatique. ;kg CO2 eq,2	31E3,2	02E3,1	12,110,181			
Dépérissement de la couche d'ozone stratosphérique ;kg CFC11 eq,0	00313,0	00298,4	35E-7,9	62E-5,4	7,80E-04	
Ionizing radiation;kBq Co-60 eq;6	02,3	62,0	0159,0	593,1	79	
Radiation ionisante	Santé humaine , kg NOx eq,2	78,1	61,0	0017,0	347;0	816
Formation de particules fines ; kg PM2.5 eq;0	85,0	411,0	000874,0	23,0	208	
Ozone formation	Les écosystèmes terrestres ; kg NOx eq,2	85,1	64,0	00194,0	362,0	853
Acidification terrestre ;kg SO2 eq;2	38,1	21,0	00195,0	7,0	464	
L'eutrophisation des eaux douces ;kg P eq;0	137,0	0877,0	000191,0	02,0	288	
Marine eutrophication;kg N eq;1	84,1	84,1	84E-5,0	000699,0	183	
Toxicité terrestre ;kg 1	4-DCB,3	83E3,440,4	4,655,2	7,30E+04		
Toxicité des eaux douces ;kg 1	4-DCB,38	3,10	2,0	0735,22	9,5	17
Toxicité marine ;kg 1	4-DCB, 50,13	2,0	0957,28	4,8	35	
Toxicité cancérigène pour l'homme ;kg 1	4-DCB,84	8,33	5,0	296,16	8,34	2
Toxicité non cancérigène chez l'homme ;kg 1	4-DCB,668,273,1	06,219,175				
Utilisation des sols ;m2a crop eq;17	5,6	19,0	0285,1	64,9	68	
La rareté des ressources minérales ;kg Cu eq;2	74,1	54,0	00516,0	72,0	471	
La rareté des ressources fossiles ;kg oil eq;147,61	3,0	321,28	2,57	2		
Consommation d'eau ; m3,6	63,5	98,0	00239,0	283,0	362	

Annexe 4 : Données sur le bilan de cycle de vie du riz de SOCOPRIK, de la culture à la distribution sur le marché.

Catégorie d'impact;	Total, VC SOCOPRIK	Production de riz paddy	Transport 1 Paddy-Usine	Séchage solaire;	Décortilage/	Emballage	Transport 2 Usine-Marché
Unité					Usinage électrique		
Le réchauffement climatique.;kg CO2 eq 2	4E3,2	36E3,11	1,7	54,7	35,10	1	
Dépérissement de la couche d'ozone stratosphérique;kg CFC11 eq,0	00328,0	00327,4	29E-6,6	59E-6,1	56E-6,2	6,80E-05	
Ionizing radiation ; kBq Co-60 eq,3	15,2	44,0	157,0	0407,0	41,0	1	
Ozone formation	Santé humaine;kg NOx eq 1	83,1	73,0	0168,0	0238,0	017,0	458
Formation de particules fines;kg PM2.5 eq 0	396,0	351,0	00863,0	0158,0	00879,0	117	
Ozone formation	Les écosystèmes terrestres;kg NOx eq 1	86,1	75,0	0192,0	0248,0	0195,0	478
Acidification terrestre;kg SO2 eq 1	17,1	06,0	0192,0	048,0	0168,0	26	
L'eutrophisation des eaux douces : kg P eq;0	079,0	0715,0	00189,0	00137,0	00262,0	162	
Marine eutrophication;kg N eq;2	27,2	27,0	000181,4	79E-5,0	000235,0	103	
Toxicité terrestre ;kg 1	4-DCB 555,30243	4,44	9,11	1,153			
Toxicité des eaux douces ;kg 1	4-DCB 9	81,6	98,0	726,1	57,0	24,0	29
Toxicité marine ;kg 1	4-DCB 12	8,9	09,0	946,1	95,0	32,0	469
Toxicité cancérigène pour l'homme ;kg 1	4-DCB 30	2,232	92,1	15,1	14,1	92	
Toxicité non cancérigène chez l'homme ;kg 1	4-DCB 230,188,10	4,156	59,9	81			
Utilisation des sols;m2a crop eq;5	46,4	26,0	281,0	113,0	269,0	543	
La rareté des ressources minérales;kg Cu eq;1	2,1	06,0	051,0	0494,0	0167,0	264	
La rareté des ressources fossiles; kg oil eq;54	5,42	2,3	17,1	93,4	03,3	21	
Consommation d'eau;m3;4	29,4	14,0	0236,0	0194,0	0875,0	203	